

COMPTE-RENDU DE LA 2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

SAINT-NAZAIRE / 5, 6 ET 7 AVRIL 2019



SOMMAIRE

BILAN DE LA 2 ^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES - MAISON DU PEUPLE DE SAINT-NAZAIRE ET ALENTOURS.....	6
--	---

RETRANSCRIPTION - VENDREDI 5 AVRIL 2019

PARTIE 1 - INTRODUCTION, SUIVIE D'UNE SÉPARATION EN GROUPES DE PRÉSENTATION.....	12
---	----

PARTIE 2 - PRÉSENTATION DE PROPOSITIONS PORTÉES PAR DES GROUPES DE GJ	
--	--

INTRODUCTION.....	12
-------------------	----

PROPOSITION 1 : LE MUNICIPALISME.....	13
---------------------------------------	----

PROPOSITION 2 : ÉTATS GÉNÉRAUX.....	13
-------------------------------------	----

PROPOSITION 3 : COMITÉ D'INITIATIVE CITOYENNE ET DÉMOCRATIQUE.....	14
---	----

PROPOSITION 4 : CHARTE COMMUNE.....	15
-------------------------------------	----

PROPOSITION 5 : APPEL À ACTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES.....	15
---	----

PROPOSITION 6 : INITIATIVE D'ENQUÊTE CITOYENNE.....	16
--	----

PROPOSITION 7 : PROJET DE CONSULTATION CITOYENNE MACRON.....	17
---	----

PROPOSITION 8 : COMMENT CONSTRUIRE ET OUVRIR UNE MAISON DU PEUPLE ?.....	17
---	----

PROPOSITION 9 : QUELLES ALLIANCES POUR LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES ?.....	18
---	----

PROPOSITION 10 : APPEL COMMUN SUR L'ÉCOLOGIE.....	18
--	----

PARTIE 3 - APPROFONDISSEMENT DES PROPOSITIONS EN GROUPES DE TRAVAIL.....	18
---	----

SAMEDI 6 AVRIL 2019 - MATIN

PARTIE 1 - RESTITUTION DES GROUPES DE PRÉSENTATION DU VENDREDI	
---	--

1 ^{er} GROUPE DE PRÉSENTATION.....	19
---	----

2 ^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION.....	20
--	----

3 ^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION.....	20
--	----

4 ^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION.....	21
--	----

5 ^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION.....	21
--	----

6 ^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION.....	22
7 ^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION.....	23
8 ^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION.....	23
9 ^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION.....	23
PARTIE 2 - RESTITUTION DES GROUPES QUI ONT TRAVAILLÉ SUR LES PROPOSITIONS LE VENDREDI.....	24
PROPOSITION 5 : APPEL À ACTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES.....	25
PROPOSITION 9 : QUELLES ALLIANCES POUR LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES ?.....	26
PROPOSITION 4 : CHARTE COMMUNE.....	27
PROPOSITION 10 : APPEL COMMUN SUR L'ÉCOLOGIE.....	28
PROPOSITION 6 : INITIATIVE D'ENQUÊTE CITOYENNE.....	29
PROPOSITION 1 : LE MUNICIPALISME.....	30
PROPOSITION 8 : COMMENT CONSTRUIRE ET OUVRIR UNE MAISON DU PEUPLE ?.....	30
ADA DES GEEKS.....	31
PARTIE 3 - GROUPES DE TRAVAIL SUR LES AXES 2 À 6 ET SUR CERTAINES PROPOSITIONS.....	31

SAMEDI 6 AVRIL 2019 - APRÈS-MIDI

PARTIE 1 - RESTITUTION DES GROUPES DE PRÉSENTATION DU SAMEDI MATIN, SUR LES AXES 2 À 6 ET LES PROPOSITIONS	
INTRODUCTION.....	32
AXE 5 : STRATÉGIE (QUELLES SUITES POUR LE MOUVEMENT ?).....	36
AXE 4 : RÉPRESSION.....	38
PROPOSITION 10 : APPEL COMMUN SUR L'ÉCOLOGIE.....	40
AXE 2 : COMMUNICATION.....	41
PROPOSITION 5 : APPEL À ACTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES.....	43
COMITÉ INTERNATIONAL.....	44
PROPOSITION 6 : INITIATIVE D'ENQUÊTE CITOYENNE.....	45
PROPOSITION 8 : COMMENT CONSTRUIRE ET OUVRIR UNE MAISON DU PEUPLE ?.....	46

AXE 6 : REVENDICATIONS.....	47
PROPOSITION 1 : LE MUNICIPALISME.....	49
INTERVENTION DES GROUPES D'INTERVENTION DES GRENOUILLES NON VIOLENTES À NANTES ET D'ACTION NON VIOLENTE COP21.....	51
AXE 3 - ACTIONS.....	51
SUITE ET FIN DE LA PLÉNIÈRE.....	53
 PARTIE 2 - GROUPES DE TRAVAIL SUR LES AXES 1 À 6 ET SUR CERTAINES PROPOSITIONS.....	 54

DIMANCHE 7 AVRIL 2019 - MATIN

SYNTHÈSES ET VOTES, SUITE AUX GROUPES DE TRAVAIL DU SAME- DI APRÈS-MIDI, SUR LES AXES 1 À 6 ET CERTAINES PROPOSITIONS	
POINT SUR LES MÉDIAS PRÉSENTS À L'ADA.....	55
PRÉCISION ET VOTE DU CADRE POUR L'ÉCRITURE DES APPELS.....	56
AXE 1 : DÉFINITION ET FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES.....	59
AXE 5 : STRATÉGIE (QUELLES SUITES POUR LE MOUVEMENT ?).....	67
AXE 4 : RÉPRESSION.....	77

DIMANCHE 7 AVRIL 2019 - APRÈS-MIDI

PRÉSENTATION DES SYNTHÈSES ET VOTE DES APPELS, SUITE AUX GROUPES DE TRAVAIL DU SAMEDI APRÈS-MIDI, SUR LES AXES 1 À 6 ET CERTAINES PROPOSITIONS	
INTRODUCTION.....	81
AXE 4 : RÉPRESSION.....	82
AXE 6 : REVENDICATIONS.....	82
AXE 2 : COMMUNICATION.....	90
AXE 3 - ACTIONS.....	95
CANDIDATURES POUR LA 3 ^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES.....	97
TRACT POUR L'ACTION SUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES.....	103
PROPOSITION 1 : LE MUNICIPALISME.....	104
PROPOSITION 5 : APPEL À ACTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES.....	107
COMITÉ INTERNATIONAL.....	113

PROPOSITION 10 : APPEL COMMUN SUR ÉCOLOGIE.....	113
PROPOSITION 8 : COMMENT CONSTRUIRE ET OUVRIR UNE MAISON DU PEUPLE ?.....	115
APPEL GÉNÉRAL DE LA 2 ^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES.....	116
<u>ANNEXE 1</u> - SYNTHÈSE DES QUESTIONNAIRES - AXES 1 ET 5.....	126
<u>ANNEXE 2</u> - LES SIX APPELS, COMPRENANT VALIDATIONS, AMENDEMENTS ET REJETS.....	129
<u>ANNEXE 3</u> - CONTACTS DES DÉLÉGATIONS.....	161
<u>ANNEXE 4</u> - LES PROPOSITIONS DES GROUPES.....	162



BILAN DE LA 2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES - MAISON DU PEUPLE DE SAINT-NAZAIRE ET ALENTOURS

Organiser cette 2e Assemblée des assemblées a représenté un travail colossal, particulièrement intense, et nous en avons tiré un certain nombre d'enseignements. Que ce soit sur la préparation ou sur les 3 jours de réflexion collective et de débats, nous souhaitons vous faire part de notre retour d'expérience, notamment pour que cette trace serve aux prochaines délégations qui seront en charge d'organiser une Assemblée des assemblées. Les pages qui suivent n'ont pas la prétention d'être un guide de préparation de l'Assemblée des assemblées, mais de partager nos réflexions, nos remises en question et nos pistes d'amélioration. Libre aux groupes de s'en saisir ou non.

Vous trouverez aussi dans une annexe à ce bilan des retours d'autres groupes, tout aussi riches, qui permettront de compléter celui-ci.

D'un point de vue général, notre groupe est ressorti de cette expérience avec un sentiment de fierté et de réussite : « on l'a fait ! ». Ce qui ne nous a pas empêché de pointer du doigt les difficultés rencontrées, en essayant de garder à l'esprit que nous participons à construire quelque chose d'unique, de particulièrement complexe et que nous sommes dans une expérimentation constante.

Cette expérience nous a permis de renforcer nos liens localement, que ce soit au niveau des habitant.e.s ou de collectifs, et plus largement sur les échelles régionale et nationale avec les Gilets jaunes. Une entraide s'est mise en place tout au long de ce processus, c'était très fort. Le nombre de personnes mobilisées, en particulier les dernières semaines, et les plus de 200 délégations présentes représentent un succès. Nous étions environ 800 Gilets jaunes des quatre coins de la France réuni.e.s !

Du point de vue de la logistique, de l'hébergement et de la sécurité, le travail a payé et nous avons le sentiment que tout a vraiment bien fonctionné. Il a fallu cravacher jusqu'à la dernière minute, mais cela a valu le coup.

Les moments de rencontres informelles ont été riches, que ce soit pendant les pauses repas, en soirée, chez l'habitant.e, sur le Off, etc. Il ne faut pas négliger ces moments, bien au contraire ! C'est aussi là que les rencontres et les partages d'expériences se font.

Au niveau de l'équipe organisatrice, que ce soit en amont et pendant, la principale difficulté a été que chacun.e trouve une place et puisse tourner dans les différentes missions. Nous avons ressenti un fossé entre les tâches logistiques considérées comme plus « accessibles » par une majorité et le travail sur le programme des trois jours qui paraissait plus complexe et lointain. Celui-ci a mis du temps à être creusé et, en définitive, un petit nombre de personnes se l'est approprié, en particulier des hommes. Cela s'est d'ailleurs ressenti lors des plénières où, sauf à de très rares moments, seuls des hommes les ont animé.

Il y a une réelle difficulté à conserver un regard et une vigilance sur ces questions (appropriation par le plus grand nombre, parité homme/femme, etc.), lorsque le groupe est pris dans une machine organisationnelle si lourde, en particulier lorsque l'échéance approche et que la pression grandit.

Il faut être vigilant à ce que la préparation d'une Assemblée des assemblées ne crée pas,

ou ne renforce pas, une forme de hiérarchie, avec des phénomènes de spécialisation de quelques personnes (de part leur expérience, leur facilité, leur disponibilité, leur charisme, etc.), qui se retrouveraient à réaliser une grande partie du travail, à renforcer la dépendance du groupe à leur égard, et à déposséder les autres de ces tâches. C'est au collectif de maintenir cette vigilance, constamment, car il peut être aussi « confortable » de laisser quelques personnes qui semblent savoir ce qu'elles font effectuer le travail.

Durant cette période, il nous semble donc essentiel de prendre le temps, quitte à accepter de faire moins. Il faut favoriser le plus possible la réflexion collective et les temps d'éducation populaire sur le « fond », les enjeux de l'Assemblée des assemblées et l'animation des débats. Il se joue beaucoup de choses dans les premiers moments du point de vue de l'appropriation collective, car très vite, les écarts peuvent se creuser de manière vertigineuse et il est difficile de rattraper le coup. Les objectifs de ce que nous essayons de construire avec l'Assemblée des assemblées tendent vers une plus grande horizontalité et une démocratie directe, il faut donc être vigilant à ce que la préparation n'entre pas en contradiction avec ces valeurs. La forme est aussi importante que le fond. C'est plus facile à dire qu'à mettre en place, mais c'est au moins un horizon que nous pouvons garder en tête tout au long du processus de préparation.

En amont de l'Assemblée des assemblées, il faut aussi faire attention à ne pas trop mettre son activité et ses actions locales entre parenthèses, sous peine d'une redescente difficile... D'autant plus qu'à la fin de ces trois jours, le travail est loin d'être terminé ! Il reste tout à démonter, ranger, une énergie à mettre dans le bilan et les retranscriptions. Cette ambition collective doit d'ailleurs aussi être maintenue au moment du bilan. Nous avons pris le temps de se voir une première fois quelques jours après l'Assemblée, puis une seconde avec plus de recul.

Il faut aussi avoir en tête que les outils informatiques (Framapad, Loomio, etc.) et leur multiplication, dont certains sont indispensables pour l'organisation, peuvent renforcer une forme de hiérarchie et de fossé entre les personnes qui les maîtrisent et les autres. Attention donc à la fracture numérique. Il faut prendre le temps de voir si ces outils sont adaptés et utilisables par la majorité du groupe.

Voici d'autres retours, informations organisationnelles et réflexions sur des points plus spécifiques :

> ANIMATION ET DÉROULÉ DE L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

L'animation des plénières a été un point sur lequel nous avons reçu beaucoup de critiques, et en avons nous-mêmes formulés. Plusieurs problèmes se sont posés : mêmes personnes pour gérer 3 jours d'animation, grande fatigue et donc difficulté à « tenir la route » ; une absence de parité ; des prises de parole parfois trop longues des animateurs et une présence trop importante dans les débats ; une sensation des animateurs d'être « dépassés » par l'intensité et la longueur de la plénière ; des votes presque « à la chaîne » et parfois des influences dans les formulations, etc.

Comme évoqué plus haut sur les questions de « spécialistes » et de difficulté d'appropriation par le groupe, l'animation a certainement été l'aspect le plus technique et le moins collectif dans notre préparation. Il nous semble que le déroulé des plénières, et en particulier celle du dimanche, s'expliquent en partie par cela. Un groupe trop restreint, mobilisé tardivement, pour penser le cadre des débats pendant trois jours.

Pour autant, plusieurs personnes nous ont aidé dans ce travail tout au long de l'Assemblée, mais nous les avons rencontré pour le plupart la veille du démarrage ou le jour J. Il est probablement nécessaire que l'équipe animation puisse être soutenue par d'autres GJ, mais elle doit d'abord être importante et diversifiée au sein du groupe organisateur. En cas de besoin de renforts, il faut penser à faire un appel clair suffisamment en amont. Des GJ peuvent se rendre disponibles plusieurs jours en amont !

Une autre difficulté a été, selon nous, la densité des sujets abordés et, du coup, le nombre de groupes de travail qui devaient restituer leurs travaux en plénière. À nos yeux, les groupes de travail ont globalement bien fonctionné et l'intelligence collective qui en ressortait nous impressionné. La difficulté derrière était de traiter cela en plénière et « d'en faire quelque chose ». Cette transition entre groupes de travail et plénière est un enjeu complexe. Le fait d'ajouter des propositions de groupes de GJ aux six axes de travail n'a certainement pas aidé, bien que cela ait enrichi les échanges tout au long des trois jours.

Nous nous sommes aussi confrontés à la taille de la plénière. Lors de la préparation, nous avons de sérieux doutes sur la possibilité de mener des débats dans de bonnes conditions à 400 personnes. L'exercice est éprouvant et la tension peut assez rapidement monter. Sans apporter de réponses précises, quelque chose se joue dans la place et le rôle des plénières lors de l'Assemblée des assemblées. Faut-il en réduire ses enjeux, les maintenir en l'état, etc. ?

Un autre chantier de réflexion se situe aussi sur la question des appels au nom de l'Assemblée des assemblées. Deux appels avait été émis suite à Commercy, six après Saint-Nazaire. Des groupes nous ont dit l'intérêt qu'ils avaient eu à s'en saisir localement et à les amender. C'est indéniablement un point positif et nous avons même reçu des validations et amendements de groupes qui n'avaient pas mis les pieds à Saint-Nazaire mais qui avaient été encouragés par des délégations de l'AdA à s'en emparer. D'un autre côté, le sentiment d'un « marathon » de rédaction d'appels a été ressenti. Le but des Assemblées des assemblées doit-il être de rédiger des appels ? Faut-il le faire lors de chaque Assemblée ? N'y a-t-il pas un risque d'institutionnalisation à force de vouloir parler au nom de l'Assemblée ?

Lorsque nous avons proposé l'axe 1 « Définition de fonctionnement de l'Assemblée des assemblées », nous imaginions justement pouvoir creuser ce genre de questions. Peut-être qu'il faudra reprendre ce chantier lors de la prochaine AdA ?

Dans une configuration d'espaces où les observateurs et observatrices sont à part, il faut penser à leur rôle, particulièrement lorsqu'une journée entière est dédiée à une plénière. On pourrait imaginer d'autres temps en parallèle, un soutien plus formalisé sur les prises de notes, groupes de rédaction, retranscription, etc.

Dans ce sens, l'équipe de rédaction a été constituée pendant l'Assemblée, dans une certaine improvisation, alors que le travail était gigantesque. Plusieurs critiques ont été émises lors de la plénière du dimanche, mais il nous apparaît que ce groupe a fait ce qu'il a pu pour traiter une matière très importante, dans un laps de temps très court et sous une pression énorme. Ce travail là n'est pas à négliger et nous pensons qu'il faut l'anticiper plusieurs semaines en amont, et constituer dès le démarrage d'une Assemblée des assemblées un groupe de rédaction réunissant des observateurs et observatrices géographiquement diversifié.e.s.

> MÉDIAS

Un groupe de trois personnes référent.e.s a pris en charge les relations avec la presse (TV, radios, papier, web, médias alternatifs et GJ).

Durant l'Assemblée un point accueil presse a été mis en place légèrement à l'écart. Les référent.e.s y étaient constamment pour accueillir les journalistes, organiser les moments où les médias étaient autorisés ou non, les demandes d'ITW, etc.

Des badges de couleurs étaient fournis aux journalistes, avec des pastilles jaunes pour les médias GJ et ceux considérés comme « amis », ce qui est une notion subjective, nous en sommes conscient.e.s. Il faut être bien clair sur qui peut faire quoi en fonction de son badge et l'annoncer le plus largement possible.

Beaucoup de médias audiovisuels étaient présents. Cela représentait beaucoup de caméras qui se baladaient, parfois dans des espaces où elles n'étaient pas supposées être.

Globalement, la couverture médiatique était bonne. Certains articles (issus d'une presse alternative) ont soulevé des questions de fond très intéressantes sur le processus de l'Assemblée des assemblées (Cf. Revue de presse).

La question de la présence des journalistes a été plusieurs fois évoquée en plénière, mais avec un peu de retard et parfois dans une certaine confusion. Il aurait fallu évoquer cela dès le début, s'entendre sur un fonctionnement et s'y tenir.

Que ce soit l'équipe presse, la sécurité ou les journalistes, nous avons vécu des moments de flottement qui n'étaient agréables pour personnes. La difficulté pour nous était de faire des choix en amont, qui impliquent l'Assemblée des assemblées : Combien de médias autorisons-nous, étant donné la très forte demande ? Que leur préciser en amont concernant ce qu'ils pourront filmer/écouter ou non ? Nous avons privilégié d'en accepter beaucoup, en essayant d'organiser une rotation dans leur présence, mais cela était difficile à organiser une fois qu'ils étaient sur place.

Il nous semble important d'avoir un espace suffisamment grand, à l'écart pour organiser tout cela. Un accueil presse à part de celui des GJ pourrait aussi fluidifier l'organisation.

En plus de filmer l'Assemblée, nous aurions aussi pu mettre en place des espaces pour notre propre média : pour recueillir des paroles de délégations par exemple. Des GJ ont déjà proposé d'aider dans ce sens, à creuser peut-être pour la prochaine AdA ?

> LOGISTIQUE

Travail de titan pour faire cette Assemblée : murs et cloisons de la Maison du Peuple abattus pour créer une salle d'environ 450m², construction d'estrades, de lits superposés, décorations des espaces, balisage du lieu, matériel de sonorisation et de retransmission, installation de chapiteau et barnums, constructions de toilettes sèches, etc.

Il est important de définir une équipe suffisamment fournie en amont, avec une idée claire des expériences et compétences à disposition. Des questions techniques et de sécurité se posent, et pour accueillir un public si nombreux, on ne peut pas faire n'importe quoi.

Ne pas oublier de définir en amont une équipe pour le démontage pour éviter que les plus mobilisés (et donc fatigués) se retrouvent encore avec une lourde charge de travail.

Attention à la répartition sociale et paritaire des tâches : qui abat les murs ? qui nettoie les sols et toilettes ? Vous comprenez le message...

Dans les espaces extérieurs (hors chapiteau) : prévoir une retransmission au moins audio des débats pour que les bénévoles, les cuisines, les personnes en charge de la sécurité, à l'accueil, etc. puissent suivre les débats et avoir davantage la sensation d'en être et pas de « passer à côté » de l'Assemblée.

> CANTINES

Trois cantines végétariennes et végan à prix libre sont venues de l'extérieur, plus une quatrième sur les petits-déjeuners. Elles ont effectué un travail énorme, de manière autonome, ce qui nous a beaucoup soulagé. Le fonctionnement à prix libre a très bien marché. Elles ont pu rembourser leurs frais, garder une petite somme pour elles, en donner une en solidarité à des caisses de luttes et en verser une partie pour la prochaine Assemblée des assemblées.

Cela montre l'importance de se rapprocher de collectifs qui ont l'habitude de se mobiliser sur des évènements de cette envergure. On est plus fort.e.s à plusieurs !

> SÉCURITÉ

Une équipe d'une dizaine de personnes très mobilisée sur plusieurs jours, 24h/24h car beaucoup de personnes dormaient également à la Maison du Peuple. La fatigue était importante mais il ne faut pas négliger leur rôle dans le bon déroulé de l'AdA. Il fallait sécuriser le lieu nuit et jour, ainsi que la route. Ne pas hésiter à renforcer cette équipe en termes d'effectifs et favoriser le plus possibles des équipes tournantes, pour que ce ne soit pas toujours les mêmes.

Importance d'avoir une équipe bien coordonnée, expérimentée mais détendue, et qui possède bien toutes les informations sur le fonctionnement de l'évènement. Bien penser à ce que les référent.e.s d'autres groupes (accueil, médias, etc.) transmettent bien les informations au groupe sécurité. Sur une jauge qui s'approche des 1000 personnes, on peut vite être dépassé.

> TRÉSORERIE

Grâce à une cagnotte en ligne, la vente de calendrier et badges, le bénéfice des cantines, etc. cette AdA a pu rentrer dans ses frais et dégager un bénéfice, dont une partie sera transmise au groupe de Montceau-les-Mines qui organisera la prochaine édition.

> POUR LA PROCHAINE ADA

Autres questions soulevées durant cette 2^e Assemblée des assemblées ou à l'issue par des délégué-e-s et/ou par le groupe organisateur, que nous souhaitons partager. Elles ne représentent pas toutes notre position mais nous paraissent pertinentes.

Sur le vote :

- À traiter trop de sujets, on vote énormément, on s'éloigne de la possibilité de chercher

un consensus. Cela prend plus de temps, mais ne se transforme-t-on pas en machine à voter ?

- Faut-il faire des votes indicatifs lorsque des décisions doivent redescendre dans les groupes locaux ? Exemple : sur le choix du groupe qui organisera la 3e Assemblée. Cela ne risque-t-il pas d'influencer ?

- Attention à la formulation des motions à voter, parfois déjà orientées dans les réponses et incitant à une réponse. Les animateurs ne doivent pas hésiter à reprendre dans ce cas.

- En groupe de travail, il faut prendre le temps de rédiger collectivement le compte-rendu (au moins les grands points qui font consensus) afin que la personne qui devra le présenter s'y tienne et évite de donner son avis personnel.

- Le vote abstentionniste est peu valorisé. Qu'en faire ?

- Les délégué.e.s d'un groupe de GJ composé de 300 personnes devraient-ils avoir la même voix que des délégué.e.s d'un groupe composé de 15 personnes ?

Rôle et fonction de l'Assemblée des assemblées :

- Attention à respecter l'horizontalité du mouvement et le principe de validation par les groupes locaux, et ne pas glisser vers des décisions prises par les délégué.e.s sur le vif de l'évènement, et sur des choses non discutées en amont par les groupes locaux. Est-ce que les appels doivent toujours être diffusés dès la fin de l'AdA ou faut-il attendre un certain temps, que les validations, amendements et rejets remontent, avant d'être publiés ?

- Ne pas trop charger le programme : en termes de temps de travail, de sujets à creuser, de productions de textes, de motions et votes, etc. Il y a un risque d'épuisement et de choix pris dans de mauvaises conditions. Les GJ viennent aussi pour des rencontres et échanges d'expériences.

- Comment faire de l'Assemblée des assemblées un moment galvanisant pour les groupes locaux (même les personnes non présentes lors de l'AdA) avec véritablement l'impression d'être partie prenante, sans qu'elle se structure verticalement.

- Comment faire de l'AdA une caisse de résonance d'un mouvement constitué de pleins de composantes pour passer des messages politiques forts au reste de la société et à l'Etat et ceux qu'on combat ?

- L'importance de « sortir de l'AdA » avec « quelque chose » qui donne la sensation d'avancer collectivement et localement : appels, actions communes, etc.

- Ne pas se perdre dans des tentatives de définition théorique ou idéologique du mouvement. Les groupes locaux sont autonomes, ils n'ont pas besoin de ça. Définir plutôt des buts et objectifs communs précis et qui mettent « en mouvement ». Exemple sur l'appel général de la 2^e AdA sur la « sortie du capitalisme » qui a pu diviser.

- Faut-il repenser la temporalité entre deux AdA ? Cela représente une charge de travail énorme pour le groupe organisateur et également pour les délégations (travail préparatoire sur des questions, vote des délégué.e.s et définition du mandat, bilan, etc.).

- Trois questions se posent sur la représentation sociale et paritaire des délégué.e.s : importance de renforcer la parité dans le binôme des délégué.e.s (c'est déjà plutôt le cas, mais il y a une marge de progression) ; que les délégué.e.s tournent d'une Assemblée à l'autre ; et que socialement, ils et elles représentent la diversité du mouvement des GJ.

- Attention au respect du mandat par les délégué.e.s qui peuvent parfois plus exprimer un avis personnel que porter celui de leur groupe.

RETRANSCRIPTION

Tous les moments en assemblée plénière ont été retranscrits. Les moments en groupes de travail ont fait l'objet de compte-rendus présentés en plénière.

Pour l'ensemble de cette retranscription, nous avons précisé le lien pour accéder à la vidéo correspondante, qui se trouve en accès libre sur Youtube. Nous précisons également régulièrement le minutage de la vidéo afin que vous puissiez vous y retrouver plus facilement.

Certains passages d'introduction ou de présentation des modérateurs n'ont pas été retranscrits car nous ne l'avons pas jugé utile et parce que la matière est déjà très importante.

Nous avons été nombreuses et nombreux à mener ce travail assez lourd à effectuer. Nous nous excusons d'avance pour les différences de forme dans les retranscriptions et les éventuelles fautes d'orthographe.

Si des éléments vous semblent erronés ou manquants, votre contribution est plus que la bienvenue ! Merci donc de nous écrire à : inscriptionassemblee@riseup.net

VENDREDI 5 AVRIL 2019

PARTIE 1 - INTRODUCTION, SUIVIE D'UNE SÉPARATION EN GROUPES DE PRÉSENTATION

Séparation en groupes de travail pour se présenter. Chaque délégué.e avait quelques minutes pour raconter l'histoire de son groupe, rond-point ou assemblée. Retranscription de cette partie le samedi matin en plénière.

PARTIE 2 - PRÉSENTATION DE PROPOSITIONS PORTÉES PAR DES GROUPES DE GJ

*Vous pourrez retrouver cette partie en vidéo via ce lien :
<https://www.youtube.com/watch?v=KEK1gtP6n10>*

INTRODUCTION

>> 13min30s <<

Jo de la Maison du Peuple de Saint-Nazaire :

Des groupes ont envoyés des propositions locales, initiatives qu'ils ont pu mettre en place localement, des textes d'appel. On trouvait cela intéressant que le programme ne soit pas forcément les 6 axes que nous avons proposés mais que cela puisse aussi venir de groupes extérieurs. On a donc 10 espaces de travail que l'on va vous proposer, l'idée c'est que dans ces 10 espaces il y ait 1, 2, 3 personnes de différents groupes qui fassent

une présentation de leurs textes de leurs initiatives et qu'après il y ait une discussion libre qui soit organisée avec eux et avec elles ; et si jamais dans ces groupes il y a des volontés collectives de continuer le travail pendant le reste du week-end, ce sera au groupe de décider et donc on organisera sur les autres temps de groupe de travail du week-end des temps pour aller plus loin et peut-être qu'il y aura des propositions d'appel à la fin, à voir.

PROPOSITION 1 : LE MUNICIPALISME

>> 15min24s <<

Claude de Commercy :

Salut tout le monde,

Content de vous retrouver après Commercy, nous ont a fait une proposition, elle vaut ce qu'elle vaut et on vous la soumet ; depuis 4 mois on a trouvé que le peuple des gilets jaunes était capable de reprendre ses affaires en main et donc voilà on a fait plein de chose, des manifs et tout et il faut continuer sur nos fondamentaux, continuer à se battre, réussir à maintenir le rapport de force mais pour ce faire, il faut le faire nationalement mais il faut aussi avoir un ancrage local pour être plus fort nationalement. Donc cet ancrage local, on a des propositions à faire pour qu'il soit le plus puissant possible.

Premièrement, on ouvre des nouvelles maisons du peuple partout où les cabanes ont été détruites comme ici, comme partout ; il faut trouver des locaux, lieux partout.

Deuxièmement, on soutient les luttes locales comme par exemples les fermetures d'écoles, les services publics, les usines, la destruction des territoires.

Troisièmement, on organise, on n'attend pas, on ne quémande pas à nos élus, de tout façon ils nous lâchent que des miettes donc on organise nous-mêmes des RIC locaux sur des sujets d'intérêts général pour les gens.

Et quatrièmement on prend les communes. Pourquoi ? Parce qu'on a peut-être du mal à gicler Macron mais le Maire de Saint-Nazaire qui nous fait chier qui aide de Macron, le Maire de Commercy qui nous fait chier qui aide Macron. Ceux là on peut les gicler, ceux là on peut les gicler mais on ne va pas les gicler comme font les partis politique classique en présentant des listes par le haut ; on va les gicler en proposant des assemblées populaires local qui décident à la place des élus et que les élus, et que les élus ils s'exécutent, qu'ils exécutent les décisions des gens. Et pour ça, on se présente avec des listes assemblées populaire et si on est élu, on donne le pouvoir aux assemblées, rien qu'aux assemblées et c'est comme ça que ça marchera à partir de maintenant dans les communes et après on se fédérera et on giclera Macron et consort dans la foulée.

PROPOSITION 2 : ÉTATS GÉNÉRAUX

>> 17min46s <<

Pascal de l'Assemblée citoyenne du Bassin Minier ACBM :

Bon alors pour la proposition numéro 2, ça va tout à fait dans le fil de ce qui vient d'être dis mais ça s'appuie sur quelque chose, sur des, sur une expérience, sur quelque chose qui a été proposé en 1993 à savoir les états généraux. S'il y a eu une constitution qui n'a jamais été appliquée et qui propose justement que nous nous occupions nous même et qu'on fonde les états généraux pour nous donner nous même les outils pour pouvoir

nous même justement gérer nos affaires.

Donc en 1793 cette constitution, elle n'a jamais été appliquée. Elle proposait des assemblées primaires avec le principe de mandats impératif et à partir de ces assemblées primaires, c'est-à-dire du local, ces assemblées seraient élues une fois tous les ans, c'est-à-dire qu'il y a des rotations, ça permettrait de pouvoir, comment vais-je dire, changer la donne. Et l'originalité de ça, c'est qu'on pourra le faire tout de suite ? C'est-à-dire que Macron dégage ou pas, on peut faire tout de suite, il suffit de le vouloir. Et donc s'organiser et au-delà de...

Ça a l'avantage de préparer l'avenir et le monde qui vient en parallèle s'il le faut à la vie actuelle de la 5^{ème} République que Macron démissionne ou non ; que l'Assemblée Nationale soit dissoute ou non et contrairement aux clubs d'experts qui dirigent pendant l'été 58 la constitution, c'est le peuple lui-même qui rédige sa propre règle de vie en commune. C'est dire que, on peut aussi faire une constituante.

PROPOSITION 3 : COMITÉ D'INITIATIVE CITOYENNE ET DÉMOCRATIQUE

>> 19min52s <<

Serge d'Ancenis :

Bonsoir tout le monde,

Donc pour surfer sur ce qui vient d'être dit, on a pensé que le problème des gilets jaunes, c'était surtout la référence pour que se soit participatif et d'organiser, en fait, un triôme au passage de chacun comité de gilets jaunes pour que ce triôme là, donc en fait élu, volontaire puisse être remplacé tous les Mois ou à chaque AG par le passage de quelqu'un qui entre et un autre qui ressort. Donc en fait, les périodes ne sont pas déterminées définitivement mais chaque personne du groupe reste 3 Mois, l'aînée du groupe sort et un autre entre. Ça évite, à discuter c'est une proposition, et l'idée de tout ça c'est que chaque personne du comité peut faire parti, à un moment ou un autre et avoir l'envie de faire parti de la délégation. Ces délégués là peuvent remonter après à une table ronde, une 1^{ère} table ronde, qui peut être communale, donc sur ce qui a été dit précédemment ; au niveau départemental et au niveau ici comme à l'AG des AG avec 2 ou 3 référents. Nous, on a appliqué naturellement ce système là à Ancenis et en fait tout le temps il se trouve qu'il y a 2 ou 3 personnes qui passent à la direction d'un projet, à la tête d'une commission qui va plus la porter que d'autres à certains moments que la commission action, ou la commission peu importe social ou n'importe.

Donc le CICD, c'est une proposition qui part du citoyen qu'on est pour importer ses idées dans l'endroit local, la commune. Après, il y aura une délégation dans la commission elle-même ou chaque commission aura le même système de fonctionnement avec 3 délégués, 3 animateurs, on va plutôt les appeler comme cela qui vont animer chacune des commissions et prendre en compte le citoyen et puis ces personnes-là, en fait, le nombre de commissions regroupera après un AG. Cette AG là va, bref on repasse par le système.

Donc en gros ce système est là pour trouver une place pour les gilets jaunes dans la société, qu'on existe enfin et qu'on revendique ceci par le biais d'un RIC ou quelque chose pour une existence à tous les, pour pouvoir intervenir à tous les, dans toutes les assemblées. Que se soit municipale, départemental, régional ou enfin même à l'assemblée nationale qu'on ait une existence reconnue pour nous gilets jaunes tous ce que l'on en est. Voilà et se battre par ça.

PROPOSITION 4 : CHARTE COMMUNE

>> 22min42s <<

Christophe de Montpellier :

Salut à tous,

Je vais tenir la minute, j'espère.

Alors ce que le groupe propose, en tout cas s'est de prendre part à un projet dont certains d'entre vous ont déjà entendu parler qui l'écriture d'une charte commune des gilets jaunes. Alors attention, ce n'est pas une charte de l'assemblée des assemblées, ce n'est pas la charte de fonctionnement qui va vraiment être très importante et sur laquelle tout le monde va travailler ce week-end et qui est même beaucoup plus importante pour nous, c'est simplement une petite charte commune. Il n'y a pas un énorme enjeu derrière autre que de rassembler. Alors pourquoi porter un projet comme ça :

- Premièrement pour nous rendre audible car au niveau de la presse ou au niveau des personnes qui ne sont pas dans le mouvement, on se rend compte que l'on a beau asséner tous les week-end nos revendications, ça n'a pas l'air de bien passer donc se serait bien qu'au bout d'un moment au les mettes noir sur blanc et qu'on puisse les partager.

- Ensuite c'est pouvoir se retrouver autour de valeurs communes et enfin c'est pouvoir massifier le mouvement, c'est-à-dire vraiment pouvoir dialoguer non pas aux gilets jaunes non uniquement avec les assemblées mais pouvoir dialoguer avec les personnes qui sont à l'extérieure et faire une espèce de petite synthèse très simple, très fédératrice et justement pas trop dans le détail comme le sera probablement l'assemblée des assemblées qui elle a besoin d'une structure beaucoup plus carré. Donc je ne vais pas vous faire le détail ici parce qu'il n'y pas le temps mais voilà ceux qui sont intéressés ils nous rejoignent, c'est juste un petit atelier tranquille.

PROPOSITION 5 : APPEL À ACTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

>> 24min44s <<

Philippe de la Maison du Peuple de Saint-Nazaire :

Salut,

Donc moi je suis un des délégués de la Maison du Peuple de Saint Naz, du coup nous on a proposé un texte qui s'intitule "Appel à l'action pour les élections Européennes dans toute l'Europe". Donc on a discuté un peu, élaboré ensemble même si il y a certain aspect qui sont pas tranchés que justement on veut mettre un peu en débat ici et sentir un peu comment les gens s'y retrouve ou pas.

Donc l'idée c'est que les élections Européennes ça se passe du 23 au 26 Mai dans toute l'Europe, donc il y a tous les pays Européens qui mettent en place sur 3 jours les élections et donc l'idée c'est d'utiliser ce moment pour essayer d'en faire un grand moment de mobilisation au-delà de nos frontières, voilà.

L'idée elle est partie du fait qu'il y a plein de tentatives de récupérations politique que ce soit de n'importe quel bord ou de groupes qui s'auto proclame liste gilets jaune ou je ne sais pas quoi, donc comment répondre à ces tentatives là

Donc l'idée c'est de faire un appel en gros à l'action pour les élections Européennes et de proposer à tous les peuples d'Europe parce qu'il y des gilets jaunes un peu partout en Europe, de le reprendre, de le traduire, de le modifier à leur sauce s'ils veulent pour essayer de lancer un truc plus large que ce que l'on connait. Et ce moment-là, il ne se

représentera pas avant 5 ans et c'est ça qu'il faut avoir en tête aussi. Et il nous reste un Mois 1/2 pour l'organiser et donc au niveau du tempo, on n'est pas trop mal.

Sur les modalités d'action, on a eu une discussion et on n'étaient pas tous d'accord et c'est sur ce point là que je pense qu'il faut qu'on ai des discussions larges. Donc ça peut être soit, ça peut être des trucs softs du style organiser des points presse devant les bureaux de vote pour expliquer pourquoi l'Union Européenne c'est une institution fondamentalement anti démocratique dans laquelle les élus ils n'auront même pas le droit de proposer une loi. Ça c'est pourquoi on vote donc, en gros, on vote pour rien du tout hein parce qu'il y a un tiers, s'est lobbyistes à fond, voilà donc il y a 25 milles lobbyistes à Bruxelles donc c'est énorme.

Donc pour dénoncer les élections Européennes, ça peut être aussi organiser des assemblées citoyennes devant les bureaux de vote, c'est-à-dire mettre en place la vraie démocratie devant les bureaux de vote. Ça peut être aussi des trucs un peu rigolos du style des carnivals pour se foutre de la gueule de ces élections qui ont strictement selon nous très peu d'intérêts concret, quoiqu'on vote ça changera pas grand-chose ; ou ça peut être des blocages comme certains proposaient et pourquoi pas les cibler peut-être sur les quartiers riches puisque c'est très majoritairement les riches qui continuent de voter dans ces élections et les catégories populaires qui s'abstiennent parce qu'elles ont compris, pour une bonne partie, que c'était de l'anarque.

Donc tout ça c'est à discuter, savoir comment les gens sentent les choses ou pas et faire un espèce d'appel consensuel et voilà l'idée s'est que les autres peuples s'en saisissent et qu'on élargisse le cadre.

PROPOSITION 6 : INITIATIVE D'ENQUÊTE CITOYENNE

>> 28min22s <<

Patricia de Carcassonne :

Bonjour à tous,

Nous sommes de Carcassonne et depuis le début nous nous sommes rendu compte qu'il ne fallait pas que nous restions sur notre rond-point ni entre gilets jaune. Nous sommes donc allés à la rencontre de nombreux citoyens dans l'Aude et grâce à eux nous avons réussi à faire un questionnaire des revendications des Audouois.

Ce questionnaire, 67 questions, on demandait tout simplement aux gens de garder 15 questions, 15 revendications. Cela nous a permis aujourd'hui de récolter presque 100 milles contributions rien que sur l'Aude.

On ne s'est pas arrêté à l'Aude parce que pareil, on s'est dit il ne faut pas que l'on reste entre Audouois donc on a essayé d'étendre ça, de donner cet outil de travail à d'autres départements.

On a réussi à travailler avec des groupes issus de 39 départements donc je ne vous dis pas le nombre de contributions qui existent en France, par contre on laisse à chaque département libre de donner ces revendications, de donner ces résultats comme ils l'entendent. Chacun est indépendant chez lui. Par contre, on a continué parce qu'on s'est dit faut pas que l'on s'arrête là, amener les revendications Macron il n'en a rien à foutre, il ne va pas nous les prendre en compte. Donc qu'est-ce qu'on a fait et ça c'est depuis des semaines, on travaille aussi avec la plate-forme, avec l'équipe de la plate-forme du vrai débat. Et ils ont montés, surtout eux, nous avec eux mais ce sont eux qui sont à l'initiative de ça, de créer des assemblées délibératives citoyennes.

Qu'est ce que c'est ? On prend 49 personnes. Une personne d'abord à l'origine choisit un thème qui l'intéresse ; les glyphosates, l'école enfin ce que vous voulez.

A partir de ça, vous réunissez 49 personnes, vous avez un tutorat qui vous aide à organiser ceci. Vous avez aussi derrière vous une équipe de 2 milles chercheurs. Aujourd'hui, vous avez le CNRS, vous avez les chercheurs du triangle de Lyon, vous en avez sur Avignon, vous en avez sur Bordeaux qui sont derrière nous et qui vont aider l'ensemble des citoyens, je dis bien des citoyens pas des gilets jaunes. Dans ces assemblées viendrons qui voudrons. Au contraire il faudra des idées différentes de façon à sortir quelque chose, d'autres qui aiderons à former ces assemblées et ces assemblées qu'est-ce qu'ils vont en sortir et bien ils vont en sortir à la fin des propositions de loi.

Qu'est-ce que va faire chaque assemblée ? Chaque assemblée sera dans une ville, un village, n'importe où peu importe, chaque résultat, si dans une assemblée il en sort 3 résolutions on mettra ça dans une boîte, ce qu'on appelle une boîte à outils et chacun pourra s'en servir.

Donc cela veut dire qu'à la fin, on est capable de faire nos propres lois, que l'on a plus besoin de Députés ou simplement ils seront obligés de faire ce que l'on veut. Nous allons être nos propres acteurs de nos destinées. Ça c'est l'horizontalité parfaite de ce que l'on veut et tous ensemble, pas simplement gilets jaunes.

PROPOSITION 7 : PROJET DE CONSULTATION CITOYENNE MACRON

>> 31min48s <<

Nicolas d'Erstein :

Bonsoir à tous,

Je vais vous présenter un sondage que l'on a fait à l'occasion du grand débat national organisé par le gouvernement, il a pour objectif d'être ouvert à tous les sujets préoccupants des citoyens notamment les questions écartées du grand débat par le gouvernement et on l'a fait sur 5 thèmes différents. Ce qui était intéressant c'est que l'on a fait un boitage de 11 milles et on a eu un meilleur retour que le gouvernement a eu et en fait ce que l'on a remarqué, c'est pourquoi je vous le propose aujourd'hui, c'est que l'on a 600 retours qui ont été faits. Les 600 personnes aujourd'hui sont derrière nous et avant elles n'étaient pas derrière nous et elles ont eu un droit de paroles. C'était assez intéressant sur ce principe. Merci beaucoup.

PROPOSITION 8 : COMMENT CONSTRUIRE ET OUVRIR UNE MAISON DU PEUPLE ?

>> 32min47s <<

Ludo de la Maison du Peuple de Saint-Nazaire :

A Commercy un appel avait été lancé à l'initiative de la Maison du Peuple pour ouvrir des Maison du Peuple partout et nous avons essayé de préparer, un petit peu à l'arrache pour cette Assemblée des assemblées, on a fait une petite brochure dans laquelle on a essayé de mettre un petit peu toute notre expérience de ce que nous avons vécu ici depuis 4 Mois. Nous vous proposons donc un atelier pour vous présenter cette brochure, avoir une discussion libre sur « Ouvrir une Maison du Peuple », ce que cela implique, comment on s'y prend etc.

PROPOSITION 9 : QUELLES ALLIANCES POUR LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES ?

>> 34min30s <<

Christel de la Maison du Peuple de Saint-Nazaire :

Nous voulions faire un groupe de travail sur "Quelles stratégies pour quelles alliances ?", "Quelles alliances pour quelles stratégies ?". L'idée est que l'on a été obligés, forcément, de se confronter à penser à la question des alliances, je ne vais pas répéter ce que la dame disait tout à l'heure. Si nous restons entre nous, comment peser politiquement, socialement etc... dans les Mois qui arrivent et continuer à ancrer le mouvement qui a commencé il y a plusieurs Mois. Cette question est inéluctable, après nous allons partager avec vous les expériences que nous avons déjà eu d'alliances ; pour taper sur quoi, on s'est retrouvés avec qui. Les points positifs, les points négatifs et un peu d'essayer de discuter ensemble sur : Est-ce qu'on en sort des grands principes ?, est-ce qu'on en sort des petits principes ? Est-ce qu'on en sort des méthodes, des conseils ? Voilà, partager ensemble. J'invite les gens qui veulent parler de cela à se rejoindre dans un cercle.

PROPOSITION 10 : APPEL COMMUN SUR L'ÉCOLOGIE

>> 40min33s <<

Membre du groupe de Scaër :

Nous, nous proposons éventuellement la création d'un appel commun sur la question écologique car il est revenu dans nos assemblées que c'était une dimension qui était assez absente du mouvement et nous pensons qu'il y a moyen de ramener beaucoup plus de gens avec nous si nous traitons cette question. Nous allons aux marches pour le climat en gilets jaunes et les gens sont super dépolitisés de cette question, ils ne voient pas trop le lien avec le système économique donc l'idée serait de faire un appel commun. Si des gens sont intéressés pour traiter cette question.

Fin de la présentation des propositions.

PARTIE 3 - APPROFONDISSEMENT DES PROPOSITIONS EN GROUPES DE TRAVAIL

Retranscription de cette partie le samedi matin en plénière.

SAMEDI 6 AVRIL 2019 - MATIN

PARTIE 1 - RESTITUTION DES GROUPES DE PRÉSENTATION DU VENDREDI

*Vous pourrez retrouver cette partie en vidéo via ce lien :
https://www.youtube.com/watch?v=_aFv7KaYnjs*

1^{er} GROUPE DE PRÉSENTATION

>> 30min20s <<

Dans le groupe ou ont été on a fait un état des lieux de ce qui c'est passer dans les dernières semaines pas forcément sur l'ensemble du mouvement, mais surtout sur ce qui était en train de démarrer ; je vais essayer de résumer ça en 9 points.

1^{er} point : Ce qui a démarré depuis le mois de #Novembre se poursuit, prend des formes à la fois similaires, à la fois renouvelées, avec des hauts et des bas, donc on a eu tout une série d'écho sur la destruction des cabanes, la reconstruction des cabanes, le départ des ronds-points, la réoccupation des ronds-points. Donc les hauts et les bas sont liés à ces événements, à la fluctuation des participants, mais globalement on note une poursuite largement des activités.

2^{ème} point : On est dans un moment où beaucoup de groupes sont en train de se reposer et ce pose un certain nombre de questions sur comment prolongé ce qui à débuter au mois de novembre et notamment de poursuivre les activités de liens avec la population, notamment autour d'un certain nombre de pratiques divers, de pratiques de solidarité avec la population, d'aide au plus démunis, etc., etc....

3^{ème} point : On a besoin pour s'adresser à la population, pour élargir le mouvement, de nouveaux outils, de nouveaux modes d'expression. On a beaucoup évoqué des supports d'éducation populaire, des spectacles de rues, des spectacles de guignol, des BD, etc., etc., tout ce dont on a besoin pour parler à ceux qui ne sont pas encore GJ.

4^{ème} point : On va parler de la question des convergences et de l'inclusion au sein du mouvement des GJ, le fait de déjà réaffirmer que le mouvement est inclusif, on doit faire valoir nos différences pour être ensemble, mais dans certains endroits où ça se fait déjà, de s'articuler avec des luttes locales, avec des associations, etc., etc.

5^{ème} point : la question des problèmes avec les forces de l'ordre, qui est revenus très souvent et donc que ce qu'on doit faire, pas seulement d'un point de vue d'autodéfense, mais en termes de commission justice répression ou de groupe dédié à cette question-là,

6^{ème} point : On s'est rendu compte que chacun avait fait une cabane dans son coin et que finalement c'était aussi le mouvement de GJ, c'était aussi pour partie un mouvement des cabanes qui pouvait effectivement être une prémisses pour un mouvement des maisons du peuple

7^{ème} point : Question des alternatives concrètes ici et maintenant, on a vu des propositions, à la fois des choses qui se font en termes de récupération de terrains, de plantation, d'usage de bois, d'épicerie solidaire, etc., etc., donc cette volonté d'inscrire notre lutte dans des pratiques alternatives pour aujourd'hui.

8^{ème} point : Les coordinations, on est ici dans une Ada, mais on a pu voir qu'il y avait

toute une série de coordinations intermédiaires, à l'échelle d'une ville à l'échelle d'un département, d'une région, et que ça effectivement ça fait partie des choses à développer pour pouvoir agir plus efficacement.

9^{ème} point : l'action locale sous un certain angle, les RIC locaux, les élections municipales. On a eu une discussion avec des points de vue divergeant, notamment sur la question de la participation ou non aux élections municipales.

Pour conclure, on croyait qu'on était partis pour un sprint, mais on est partis pour un marathon et il faut se préparer durablement pour ça.

2^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION

>> 34min45s <<

Benny de Paris

On est venus, car l'attente des assemblées qui nous ont délégués, qui on discuter, c'est de s'unifier le combat et d'être une force, on est là pour dégager Macron et c'est ça notre objectif, je n'ai pas entendu le mot Macron une fois depuis le début de la présentation et moi franchement ça me déplait fortement.

Au départ sur les ronds-points il y avait énormément de monde, 200, 300, parfois 800 personnes et qu'aujourd'hui la remarque de tout le monde c'est de dire que ça a tendance à s'amenuiser. Mais pour tous les délégués qui étais ici et les observateurs qui étais ici, au contraire ils ont vu une volonté et de l'enthousiasme qui reste tout à fait vivants, on ne lâche rien est c'est vraiment formidable. On est revenus sur la question de discorde dans les groupes, ce qui pose la question de la démocratie, aujourd'hui on est à un moment de notre combat, mais la question que l'on se pose tous, et qui est posé dans cette commission, et je ne vais inventer des trucs, comment poursuivre ? Un des mots qui est ressortis fortement, c'est la question des assemblées populaires, partout, faire appel à la population, montrer que l'on n'est pas un petit groupe qui reste entre soit, ont veux rassembler, ont veux discuter, on veut s'organiser avec tous. Au niveau de l'action, il faut que l'on soit aussi une force qui commence à discuter le pouvoir, à ceux qui sont en place localement, nationalement, en organisant par exemple des groupes pour lutter contre les expulsions comme on a su le faire à une autre époque. Sur la question des entreprises, les licenciements, ex, Carrefour actuellement, faire des groupes, aller voir les gens de carrefour et explique que nous sommes d'accord avec eux, nous allons les soutenir, nous allons bloquer leurs magasins, pas eux, car il faut qu'ils aillent travailler, mais en portant attente a ce groupe, qui se permet de licencier bien qu'il gagne des milliards. Trouver des nouvelles formes d'action, rester unis et ne pas se retrouver dans un ronron où on serrait une espèce de nouveau partie. C'est un rassemblement qui va évoluer, qui va rassembler des milliers de gens et qui va obtenir satisfaction, c'est à dire vraiment virer ce qui nous exploite.

3^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION

>> 39min25s <<

Salomé de Sainte-Marie :

Je ne répèterais pas ce que les autres rapporteurs ont déjà mentionné.

En trois points, la communication, le fonctionnement et les actions.

La communication interne et externe, utiliser des outils qui serait communs, à tous les GJ, et qui faciliterais beaucoup plus la communication, on avait eu les plateformes, les cafés citoyens

Pour les convergences, vers qui on pourrait aller, créer des convergences sans être récupérer, et la structuration et les fédérations, donc comment fédérer, comment représenté, quel statut avoir, comment déposé ces statuts et les rendre légales pour avoir beaucoup plus de visibilité. Au niveau des actions, blocages, manifestations et comment ramener des personnes extérieures au mouvement pour les actions, pour être beaucoup plus visible et repartirai sur quelque chose à l'échelle du 17 Novembre. Il y avait beaucoup d'originalité, notamment le rond-point artistique, qu'il y avait à Camé desmort, c'était une bonne façon d'exprimer le mouvement des GJ.

4^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION

>> 41min42s <<

Hélène de Paimpol :

Sur notre groupe on est partis sur ce qui nous unit et ce qui nous sépare.

Ce qui nous unis : on c'est tous retrouvent dans les mêmes problématiques ; communication vers l'extérieur, dissension au niveau des égos, difficulté de pouvoir conserver la présence sur les ronds-points, avec les cabanes qui sont démolies. On a vu aussi que l'effectif des GJ au sein de chaque région, états en évolutions, tant sur le plan effectif, que profil. Chez nous à Paimpol on a beaucoup d'anciens, et il y a quelques régions ou il y a beaucoup de jeunes aussi, difficulté d'entente entre les jeunes et les moins jeunes. À Paimpol, compromis, les jeunes qui veulent être actif manifeste et les anciens reste sur le rond-point et c très bien comme cela.

Action de blocages, de filtrages, nous on s'est mis en relation avec les mouvements écologiques, chez nous c'est les coquelicots, je crois que ça serait bien que l'on parte de cette base-là. Grand besoin de coordination entre les groupes et c'est pour cela que l'on est la aujourd'hui, ce qui remonte de toutes les assemblées locales et ce besoin d'unité et de fonctionnement ensemble.

5^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION

>> 43min41s <<

Valérie du Mans :

On a un vécu qui est commun, on a une baisse de participation, il y a des dissensions entre les actions, des cumuls d'actions qui arrive à la même heure, problème d'entente et d'organisation et des difficultés d'organisation et de fédération.

Marche pacifique, marche le samedi, naissance des marches des femmes le dimanche. On commence à voir émergé des Ag par semaine, mise en place de comité d'initiative citoyenne avec des statuts, réunion avec les maires des départements, avec des députés, villages citoyens en marge de manif avec des réunions à ciel ouvert, pour expliquer et amener la population à « devenir jaune ». Maison citoyenne sous forme de squat, collectif citoyen avec des groupes de travail, sur la dette, sur le RIC et l'écologie, micro taxe, URSSAF, CICE. Beaucoup essaye de restructurer leur organisation, découpage de département en secteurs, mis en place de représentants, et d'une personne faisant le lien entre ces représentants au niveau départemental, régional et national.

Mise en place de commission de travaux, avec des thèmes, ex. action, revendications, protections juridiques.

Travaille avec l'outil Dropbox pour pouvoir interagir sur les outils, mise en place d'asso loi 1901, installation sur des terrains privés avec autorisation des propriétaires pour mettre en place les maisons citoyennes, il y a gilets blancs en lien avec Amnistie internationale avec des pétitions qui sont en cours, rédiger par des avocats pour être déposé aux ambassades, mises en place de réunions régionales tous les dimanches dans la région Bretagne (rassemblement des 4 départements de la région). Mise en place d'actions ciblées en fonction du territoire, ex fermeture d'usine et rapprochement avec les syndicats pour soutenir les salariés visés.

Action style auberge espagnole le midi avec des repas le midi sur les ronds-points, pour fédérer et amener la population, des ronds-points éphémères le vendredi soir.

>> 48min50s <<

Intervention Street Medic pour les gilets blancs. Pétition, appel à l'aide du peuple français contre les armes utiliser sur les manifestants

6^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION

>> 49min48s <<

Elsa du Puy-en-Velay :

Nous reprenons les mêmes idées préalablement citer, a cela nous ajoutons qu'il ne faut pas opposer les différentes formes d'actions, action douce ou action fortes, plutôt cherche de la complémentarité, pour que chacun y trouve son compte et y participe comme il ou elle l'entend.

On a classé les différentes actions en fonction de plusieurs objectifs,

Le 1^{er} ; c'est de détruire, mais aussi de soutenir ce que l'on veut préserver, action de blocage, de résistance, etc....

2^{ème} ; action dans la réflexion, actions festives, qui visibilité et attire l'attention des gens à notre mouvement, et enfin des actions qui permette de reconstruire ce que l'on souhaite à la place de ce que l'on détruit, donc action qui vise à l'autonomisation, ex jardin partager ou ce genre de choses, mais aussi des expérimentations politiques comme on la vue aujourd'hui.

En ce qui concerne l'organisation, l'importance du lieu et la difficulté à les tenir, c'est un point commun et je ne reviens pas là-dessus.

La question de la communication, il y a une fracture numérique, on en prend conscience dans les territoires ruraux et rien ne peut remplacer les rencontres interpersonnelles comme on les vies aujourd'hui. Il ne faut pas oublier que les outils numériques ne sont que des outils et ne sont pas une panacée. En ce qui concerne les difficultés, la dégradation des relations avec les forces de l'ordre, c'est une question que l'on a évincée, car mis à part y résister, on ne peut pas y faire grand-chose,

La question des convergences, notamment avec les banlieues, chose non mentionner jusqu'à présent, problématique commune avec les Parisiens et l'île de France, point ne que l'on retrouve moins dans les territoires ruraux.

7^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION

>> 53min10s <<

Jacques de Savoie :

On avait un groupe hétéroclite, Paris/Provence.

On a séparé en 2 thèmes principaux, les communs et les originalités spécifiques.

Ce qui nous fait du commun ; les dissensions entre le GJ sur différents points, la fréquentation notamment sur les ronds-points qui est en baisse et on le constate un peu partout aussi, les difficultés à se fédérer, à faire passer les informations entre les groupes et à l'intérieur de plusieurs groupes, on doit inventer un système pour que les infos passent plus facilement, les cabanes, les cabanes qui brûlent, c'est commun à tous les groupes. Volonté de convergence des luttes, réécrire la constitution, dénonciation des violences policières, en Savoie on veut saisir le TPI pour les violences policières faites sur les médecins, bien qu'ils soient encadrés par une convention internationale

Les originalités ; projet de blocage sur le G7 fin Août à Biarritz, Metz le 5 et 6 mai.

Création de village citoyens, vivre entre nous et inventer quelque chose de nouveau, parodié un journal local (Clermont-Ferrand), les buvettes en monnaies locales, l'assurance chômage, la précarisation des chômeurs, assemblé post manif, suivi du maillot jaune pendant le tour de France et enfin tracter à la sortie du film de Ruffin, je veux du soleil.

8^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION

>> 1h02min35s <<

Groupe constitué d'une vingtaine de personnes venant de toute la France.

Il y a une dynamique au sein des GJ, beaucoup d'originalité et de créativité, une envie de communiquer, de transmettre et de mobiliser les autres personnes, on l'a vue lors des manifs du samedi, beaucoup klaxonner et faisait donc des manifestations par procuration, et ce serait bien que ces personnes nous rejoignent physiquement, de façon à grossir le groupe de manifestant. Il n'y a pas de sectarisme dans ces groupes. Je retiens trois points, réflexion, l'action et les manifs. Il faut rendre les GJ visible et lisible pour exprimer le mécontentement que l'on retrouve partout en France, mais les 3/4 ne s'exprime pas et se laisse guider par le politiquement correct.

9^{ème} GROUPE DE PRÉSENTATION

>> 1h05min12s <<

Déléguée de la cabane à Langon/Saint Macaire :

Je me suis rendu compte que dans l'ensemble des gilets jaunes il y a beaucoup de problèmes, beaucoup de division, je sais que c'est un sujet qui fâche un peu, on n'arrive pas à s'accepter tel qu'on est, on est tout différend, on arrive tous de milieu et d'avis politique différend, mais on est là, car on est tous GJ et que l'on en a marre. Il faudrait peut-être que l'on arrête de voir que l'autre ne pense pas comme nous et se servir justement de cette différence pour avancer tous ensemble. C'est ce que j'ai retenu de la présentation du groupe d'hier.

Présentation d'un projet élaborer en groupe ; À Langon-Saint-Macaire, mise en place d'un marché citoyen, nous travaillons avec nos producteurs locaux, que nous mettons en avant sur un terrain privé, donc il ne paye pas d'emplacement, nous leur cherchons la

clientèle, nous amenons nos concitoyens à venir consommés mieux, responsable, et en même temps on boycotte les grandes surfaces. Je vous encourage tous à faire de même.



PARTIE 2 - RESTITUTION DES GROUPES QUI ONT TRAVAILLÉ SUR LES PROPOSITIONS LE VENDREDI

*Vous pourrez retrouver cette partie en vidéo via ce lien :
https://www.youtube.com/watch?v=_aFv7KaYnjs*

>> 1h19min48s <<

Prise de parole spontanée pour les prisonniers, blessés et morts :

Bonjour à tous, j'ai pas pris la parole pas pour parler de lenteur ou quoi que cela soit. C'est juste pour rappeler à ceux qui ont initié ce mouvement là, dès le départ et jusqu'à aujourd'hui et j'espère jusqu'à la victoire finale, pour nos prisonniers, les blessés et ceux qui sont morts, je ne veux pas réclamer une minute de silence mais une minute d'applaudissement général.

On se lève ! Allez les GJ ! Une minute d'applaudissement général !

PROPOSITION 5 : APPEL À ACTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

>> 1h22min13s <<

Délégué de Saint-Nazaire :

Salut,

Du coup moi je suis je suis rapporteur un peu de fait, c'est vrai qu'on n'a pas décidé mais mais s'il y a quelqu'un qui veut compléter ce que je dis, si j'oublie des choses de toute façon on a une feuille. On a listé ce qui faisait accord ou pas accord

Bref, pardon, j'enchaîne vite, du coup ce sur quoi on s'est mis d'accord dans le groupe qui discutait des élections européennes et de l'appel à l'action pour les élections européennes qu'avait été proposé par la maison du peuple.

Il y a eu une discussion voilà avec tout les points de vue etc. Du coup ce qui fait consensus c'est déjà pour produire un appel c'est : l'absence de consigne de vote ou de non vote. Il y a des gens qui était pour voter tout sauf Macron. Il y a des gens qui ont dit non non moi je ne vais pas voter, j'ai pas envie qu'on me mette la pression pour aller voter, je ne rentrerai pas dans ce truc là. Donc ça c'est une première chose.

La deuxième chose c'est une opposition assez franche et absolue aux listes de GJ auto proclamées.

Sur la question du blocage des bureaux de vote il n'y a pas eu consensus. Du coup je pense que c'est quelque chose qu'on mettra pas dans l'appel.

Par contre ce qui faisait consensus c'était d'utiliser le temps de la campagne des élections pour faire campagne contre l'institution européenne et sa politique libérale.

C'est proposé à tout les groupes de GJ de faire campagne et que cette campagne là soit pas pour soutenir je ne sais qui mais que cela soit pour démonter l'institution européenne son antidémocratie absolue et sa pourriture etc. Je pense que vous m'avez compris.

Autre chose qui faisait consensus c'est des actions pour tourner en dérision ces élections qui ne servent strictement à rien puisque les députés parlementaires européens n'ont même pas le droit de proposer une loi, donc en fait c'est du bluff, c'est un espèce de verni démocratique sur un truc comme ça.

Et j'en viens à la fin, au plus important, donc déjà c'est de faire un appel pour que tout les GJ de toute l'Europe reprennent cet appel, le traduisent, le relaient dans leur propre langue, mobilise eux aussi pour une campagne contre l'institution européenne et sa politique libérale et pour finir et c'est pas les moindres, donc l'idée qui a émergé c'était plutôt que l'action un peu dure de blocage des bureaux de vote risquait de se mettre à dos les citoyens, c'est d'appeler à une manifestation à Bruxelles, tout les peuples d'Europe, tout les GJ d'Europe pour aller chercher la commission européenne chez elle.

L'assemblée réagit : « Carnaval ! »

Je ne sais pas si on appellera cela carnaval mais... Et pour terminer, voilà pour se coordonnée avec les GJ, il y a des gens qui voulaient lancer - donc je pense qu'il y aura deux groupes de travail issus du groupe d'hier - lancer la constitution d'une commission relation internationale pour se mettre en contact avec le GJ des autre pays pour traduire les appels d'un côté et de l'autre pour organiser des manifestations ensemble, se coordonner et typiquement pour cette manifestation là à Bruxelles.

Donc deux groupes de travail : un pour finaliser un appel clair sur ce qui fait consensus, un autre pour lancer les bases de la constitution d'une commission internationale des GJ de l'AdA.

Ah, on me dit que cela existe déjà. Je pense qu'il y a des gens qui sont intéressés du coup si vous pouvez venir.

PROPOSITION 9 : QUELLES ALLIANCES POUR LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES ?

>> 1h26min30s <<

Observatrice de Saint-Nazaire :

Ouais ouais deux St-Nazaire d'affilée, c'est comme cela... Bonjour à tout le monde. Donc moi, je suis le groupe : « Quelles alliances, quelle stratégie ? ». Je vais essayer de faire court. Nous on était un groupe d'environ 85 personnes.

Alors on a parlé de d'alliances ou de convergences temporaires, ponctuelles dans le temps, en disant que c'était important qu'il fallait qu'on tente que cela s'encre dans le temps, que nos thèmes d'action, m'enfin les réalités sur lesquelles on veut taper c'est sur la question de justice sociale, la justice fiscale, la justice environnementale, la question de l'égalité et de la démocratie directe.

Converger avec qui, on s'est posé la question, on s'est dit que pour commencer fallait que, que c'était important de converger avec nous même, c'est à dire heu différent mouvement de GJ, organisés en assemblées, en rond-point, en maison du peuple et tout ça, que ensuite au delà de la convergence avec des syndicats et des partis politique, des collectifs, des associations, que derrière tout ça, y des femmes et des hommes, qu'on respecte et qu'on voulait parler de syndiqués enfin voilà plutôt de de d'appréhender ces personnes comme des personnes aussi, d'aller vers les gens, de commencer cette convergence en s'unissant en commençant par la base, c'est pour ça qu'on parle de syndiqués ou de gens engagés.

Que surtout fallait pas qu'on oublie d'aller vers la population, vers les gens, les citoyens, qui d'ailleurs nous soutiennent quoi que les medias en disent, que comment, qu'on voulait réaffirmer le fait qu'on voulait partir du local, que c'était très important de partir du local, voilà vraiment pour arriver au national.

Que sachant que localement les territoires : ils sont différents, reconnaître l'autonomie des délégations des groupes locaux de s'organiser dans des convergences comme ils le souhaitent ; que nos principes communs, c'était l'autonomie, l'indépendance, et la solidarité entre nous et y compris dans nos foyers pour permettre l'engagement notamment des femmes par exemple, on disait que le mouvement y avait plein de nanas quand même, qu'il fallait le souligner.

Que les garanties de convergences, ce que chacun a pu constater ce qui permet de constater la convergence réelle, c'est la coordination, le côté donnant donnant, c'est à dire d'avoir un cadre clair où il y ait vraiment un partage de moyens, c'est à dire une mutualité dans un cap de convergence.

C'était important la communication sur cette manière de converger. Par rapport à quand on nous accuse, qu'on serait récupérer où des trucs comme ça... Donc la communication c'est important.

Tout cela nous a ramené aux actions, c'est à dire qu'il fallait que dans nos convergences on mette l'accent sur notre ennemi, sur notre ennemi commun : la violence d'un système qui creuse toujours des inégalités toujours plus grandes socialement, politiquement, fiscalement, etc. Qu'il fallait qu'on ait dans nos modes d'action une unité de temps et de lieu et de stratégie. Taper ensemble en même temps. Qu'on construise ensemble des actions communes.

Voilà, qu'elles puissent partir du local au national pour construire, pour massifier le mouvement, on a pris les exemples du climat, ou la question de la répression, c'est à dire, d'aller sur des actions qui fédèrent et qui ne fédèrent pas que nous. Qu'il fallait qu'on participe en tant que gilets jaunes dans les différents espaces de lutte. Qu'on communique ensemble sur nos modes d'action qui peuvent susciter des questions de violence par exemple.

Et enfin pour finir, on est plutôt tombé d'accord sur participer, au 1^{er} mai, au cortège de tête jaune, rouge, cortège de tête quoi, 1^{er} mai jaune !

« Noir » crie une voix dans la salle !

Noir, y a pas de soucis !

Participer ensemble à la manifestation du 13 avril, la manifestation pour la liberté de manifester et donc à la fin on a conclu que en gros on n'avait pas forcément envie de continuer à creuser notre groupe parce qu'on avait fait le tour pas mal et qu'on voulait basculer dans le groupe stratégie actions.

Merci le groupe. Le groupe il était top !

PROPOSITION 4 : CHARTE COMMUNE

>> 1h32min31s <<

Christophe de Montpellier :

On a porté le projet d'une charte commune des GJ. Alors une charte commune cela a fait beaucoup parler ces derniers temps parce que il y a une personne qui s'appelle François Boulot qui a lui-même sorti un texte, un projet de charte commune alors que nous-mêmes, on était en train de vouloir travailler sur ce sujet-là mais en coordination avec l'ADA.

Là on s'est retrouvé face à un choix, pas tant un dilemme, un choix : est-ce qu'on l'ignore, ou est ce qu'on essaye de bosser ensemble, clairement, moi mon objectif c'est que les GJ arrêtent de se diviser et qu'on essaye d'être ensemble et que si on fait une charte commune c'est pour tout le monde, les médiatiques y compris. Après, quelle est la légitimité de cette charte commune quand elle vient d'un médiatique qui a 90 000 votes sur face book ou d'une assemblée qui vote parce qu'elle débat etc. ?

En fait on s'en fout, on va essayer de faire quelque chose qui plaise à tout le monde et on va essayer de faire quelque chose de fédérateur et justement c'est tout l'enjeu de ce week-end d'être conscient de nos différences, d'être conscient de l'acceptabilité voilà des revendications des propositions etc.

Donc on a porté ce projet-là. Cela a été super. C'est à dire que grâce aux facilitateurs qui se sont mis en place à St-Nazaire, on a pu avoir un groupe de travail de 40 personnes qui s'est subdivisé en petits groupes de 4 personnes. Cela a été un exercice très compliqué car les gens ont du être chronométré dans leur prise de parole etc.

J'en vois qui lève les mains parmi ceux qui étaient présents et on a réussi à dégager des listes d'idées.

Quelques points de divergences. Il y a des personnes par exemple qui pensent qu'il ne faut pas de charte commune, que c'est quelque chose qui peut plutôt nous enfermer nous diviser que de nous rassembler.

Est-ce que j'ai bien synthétisé, bon on verra ? La question qui se pose c'est est ce qu'on

continue ou pas ? Alors pourquoi cette question ? Je pense que l'enjeu de ce week-end c'est plutôt, c'est mon point de vue, c'est d'arriver à une charte des AdA qui va faire un petit peu, comment dire, qui va donner des lignes pour qu'ensuite on rentre chacun dans nos assemblées et qu'on puisse vraiment se servir de cet outil-là.

Les personnes qui étaient hier présentes on déjà travaillé sur cet exercice de charte commune. Est ce qu'elles continuent à le faire ? Moi je suis disposé à le faire.

Où est ce qu'elles mettent à profit leurs expériences pour rejoindre des groupes, pour créer une charte des AdA, qui elle sera beaucoup complète, j'imagine et avec les spécificités dont ont besoin les gens des AdA.

Donc je ne sais pas si je peux donner des tours de parole, il y a des gens qui lèvent la main. *Un facilitateur lui faire signe que non.* On me dit que non.

Donc moi je reste disponible si on veut continuer mais on n'a pas pris de décision claires donc moi je me mets dans un coin. *Une personne de la salle exprime qu'elle ne comprend pas pourquoi...*

Tu as complètement raison.

Prise de parole d'une personne dans la salle : Je demandais pourquoi un travail avait été fait sur une charte commune hier alors qu'on a pas parlé de l'axe numéro un c'est quoi l'assemblée des assemblées ? À quoi elle sert ? Pourquoi on est là ? etc. Pour moi c'est la même question et on ne peut pas faire les deux en même temps.

Christophe reprend la parole : C'est pourquoi, je propose que peut-être on s'arrête là au niveau de la charte commune et que les gens se concentrent plutôt sur qui on est, etc. Maintenant si il y a des gens qui ne sont pas d'accords, moi je suis disponible pour continuer à travailler là-dessus et faire des allers-retours entre les deux et il n'y a pas de soucis. Voilà, je laisse le micro.

PROPOSITION 10 : APPEL COMMUN SUR L'ÉCOLOGIE

>> 1h37min19s <<

Janin de Die :

Je représente le groupe qui a travaillé sur la convergence environnementale. Du coup on s'est posé la question d'être deux pour lire le truc. C'est possible ? *Un homme le rejoint.*

Du coup, juste un petit point technique. Il y a une importance capitale à ce que cet atelier continue aujourd'hui. Pour nous l'objectif c'est de faire soit un appel dédié à l'écologie, à l'environnement, soit que cela soit extrêmement présent dans l'appel de l'assemblée. Il faut continuer le boulot tout le week-end donc appel à tout ceux qui veulent venir pour l'écologie, la convergence avec l'écologie.

C'est un peu expérimental le compte-rendu, je vous préviens mais bon... *Il lit sa feuille :*

« Fin du monde, fin du mois, même logique, même combat.

Je me souviens quand j'étais enfant, j'allais chez ma grand mère en train, aujourd'hui je suis obligé de prendre ma voiture.

Un autre homme lit : On m'a dit depuis que je suis enfant, que je dois gagner ma vie, savoir de quel boulot j'ai envie mais je ne suis pas venu ici pour subir un emploi.

Janin : Je vois tout autour de moi et partout dans le monde la destruction de la vie et du vivant. Je pleure pour les espèces disparues et celles qui viendront à disparaître et pour ceux qui ne les verront jamais.

L'autre homme : Quand je flâne dans mes pensées et que je vois tous ces déchets chimiques et électromagnétiques et nucléaires, j'ai peur.

Janin : Je suis malade aujourd'hui à cause de là où je vis et je crains que mes enfants ne connaissent le même sort eux aussi.

L'autre homme : Je ne me sens pas respecté, écouté, aimé en tant qu'être humain. Je suis venue sur terre pour vivre des expériences et je me retrouve esclave. On me dit de prendre, de piller, alors que je voudrais nourrir et donner.

Je ne supporte plus de vivre comme ça. J'ai besoin de nous pour changer tout cela.

Si on ne veut pas d'un nouveau Tchernobyl, rassemblons nous le 26 Avril pour stopper Flamanville.

Pour le premier mai vient avec ton muguet défilé tes idées et toute la semaine défilé.

Je te propose le 5 et 6 mai une fête, une rencontre à Metz pour faire la leçon au G7.

Souviens-toi que le capitalisme est incompatible avec toute forme de vie.

Merci à vous et les manifestations dont on a parlé si vous ne pouvez pas venir. Toutes les manifestations dont on a parlé. Si vous ne pouvez pas venir sur place, faites-le là où vous êtes ! Et faites savoir autour de vous, là où vous êtes.

Pour qu'on sente l'unité nationale.

Essayer de le mettre en place.

Merci à vous.

Question d'un modérateur : *Vous continuez le groupe de travail ?*

Janin : Oui !

PROPOSITION 6 : INITIATIVE D'ENQUÊTE CITOYENNE

>> 1h41min14s <<

Une femme de Carcassonne :

Bon alors nous on a travaillé sur l'assemblée délibérative citoyenne. Nous sommes Carcassonne en colère.

On est parti de la consultation nationale citoyenne. Avec 67 revendications qui ont eu cinq thèmes en tout. Et ce travail a été repris par 39 groupes dans plusieurs départements. Ce qui a débouché sur un travail avec le vrai débat. Grâce au vrai débat on s'est donc retourné vers l'assemblée délibérative citoyenne.

Excusez-moi je tremble un peu. Je n'ai pas trop l'habitude. Donc voilà... Cette initiative, cela serait de faire des assemblées dans chaque ville. Où une personne pourrait prendre un sujet et s'entourerait de 48 personnes. Par exemple, elle prendrait le sujet du glyphosate où elle mettrait dans une boîte à idées tout ce qu'elle aurait à dire. Et plusieurs travaux pourraient en découler.

Donc pour cela, elle aurait une aide, un tutorat qui serait donné pour l'organiser à utiliser le travail et aussi des facilitateurs qui seraient mis à disposition pour justement faire avancer le travail.

Il pourrait y avoir aussi des experts qui pourraient être consultés. Donc l'idée c'est de libérer la conscience citoyenne de chacun. Tous les citoyens seraient concernés, pas que les GJ.

Et à terme on pourrait se libérer de toutes les politiques en établissant nous, nos propres lois, et devenir de véritables acteurs de notre avenir. Je pense que cela serait une bonne idée donc le problème que nous avons eu c'est qu'il y avait beaucoup de personnes qui

avaient beaucoup de question à nous poser . Donc nous n'en sommes qu'à la phase 1. Donc nous invitons encore toutes les personnes à venir soit terminer le travail et des personnes à se joindre à nous. Il y a eu dans cette phase beaucoup de question qui ont été posées où on se demandait comment les experts allaient être payés comment allait, etc. Donc on va continuer le travail, je vous invite à nous rejoindre. Merci !

PROPOSITION 1 : LE MUNICIPALISME

>> 1h44min12s <<

Caro de Bordeaux :

J'étais dans le groupe 1 (Municipalisme), on était 120 personnes.

Le premier problème qu'on a vu c'était de fédérer pour faire ces assemblées communales etc. Donc pour fédérer, il faut effectivement - le problème du peu de temps que les gens ont partout - libérer du temps.

On a aussi parlé de : répertorier nos besoins, comment y répondre de façon collective, de mutualisation coopérative, pour retrouver une autonomie vivrière, énergétique et monétaire. C'est un peu les alternatives que beaucoup pratiquent partout.

Donc la deuxième chose importante, c'est ré-apprendre ou apprendre la démocratie, faire de l'éducation populaire, essayer de créer des assemblées citoyennes ou populaires dans chaque commune dès maintenant.

Il s'est dégagé le fait aussi que dès que ces assemblées sont faites, de commencer déjà à participer aux conseils municipaux. Rentrer déjà le plus possible et faire des pressions sur les municipalités. Répertorier et s'inspirer de toutes les expériences démocratiques. Il y a une victoire, il n'y a pas très longtemps à Naples où ils ont réussi à bloquer la privatisation de l'eau. Et il y a des milliers d'expériences, on ne va pas les énumérer. Bien sûr, les deux actions doivent aller ensemble. Les actions qui doivent continuer. La pression sur le gouvernement, les multinationales etc. Les assemblées c'est complémentaire.

Donc les assemblées peuvent, celles qui le veulent, proposer des listes aux municipales, garantissant la souveraineté de l'assemblée. C'est l'assemblée citoyenne qui décidera et donc il faut la définition d'un projet communal pour les assemblée populaire ou citoyenne et la proposition de fédérer tous les groupes locaux qui veulent travailler sur le municipalisme. Cela a été proposé et en majorité tout le monde était pour.

On peut essayer de - les gens qui veulent continuer à travailler avec nous - voir comment fédérer tout les groupes qui veulent travailler sur ce sujet.

Question d'un modérateur : *Vous continuez le groupe de travail ?*

Caro : Oui !

PROPOSITION 8 : COMMENT CONSTRUIRE ET OUVRIR UNE MAISON DU PEUPLE ?

>> 1h48min44s <<

Déléguées de Toulouse et du Mans :

On est là pour vous parler d'ouvrir et faire vivre une Maison du Peuple. Donc il y a une brochure qui existe qui a été faite par les camarades de St-Nazaire, donc on peut les applaudir. Ils ont passé des heures pour préparer cette Maison du Peuple et donc c'est ce petit document qui est assez complexe.

Du coup pour cet atelier on a fait un retour d'expériences où c'étaient constituées des Maisons du peuple et un gros travail sur la question des législatives que la copine elle va présenter.

Alors quand vous aurez le livret, il y a des approches participatives et des approches d'anticipation d'organisation. Car bien sûr pour une Maison du peuple, on rêve tous d'en ouvrir une, il y a aussi une forte répression policière qui existe, donc on a vu les avantages des lieux publics et des lieux privés et cela fait débat. On a vu aussi des arrêtés d'expulsion et d'évacuation à réfléchir

Faut faire appel à des professionnels, à des avocats, s'entourer de gens qui ont l'habitude de faire des ouvertures de squat car il y a des procédures où il faut pas se louper sinon on se fait ramasser, donc un système de lettres. Il y a aussi des possibilités d'investir des chantiers en cours avec des négociations comme ici.

Je vous invite à vous informer sur l'ouverture car cela a été des négociations, c'est parfois très utile d'avoir des bons négociateurs et des gens qui ont des super réflexions et des super stratégies.

Ensuite, ici y a des hébergements de personnes donc y a des gens qui cherchent des hébergements, faut s'appuyer dessus. Voilà, il y a des gens aussi qui sont au RSA, donc ça permet de légitimer une occupation avec des gens qui sont sur le lieux, donc ça c'est un plus. Donc il faut garder ça. Voilà, donc on ne fait pas n'importe quoi.

Par rapport aux municipales, il faut utiliser aussi l'appui des élus et utiliser les pétitions pour que cela soit appuyé.

Il y a eu aussi un appel dans cet atelier à constituer des Maisons du peuple un peu partout sur le même jour pour que cela ait un peu d'ampleur. Du coup, pour ce faire, il y a eu quelques brochures qui ont été nommés et qui seront également nommés dans la brochure qui a été revue et complétée hier pendant cet atelier. Cette brochure sera transmise par mail à toute les délégations le plus rapidement possible.

ADA DES « GEEKS »

>> 1h51min51s <<

Bonjour je vais être super bref. Si jamais il y a des geeks (= informaticiens) parmi vous, des geeks autours de vous, demain on organise l'AdA des geeks qui a pour objectif en fait de réfléchir sur comment on s'organise nous les informaticiens pour vous servir.

L'objectif de demain - tu peux venir à n'importe quel moment de la journée - c'est de nous structurer pour derrière développer des outils qui vont nous servir tous ensemble, voilà pour cette mise en place et que cela soit fait démocratiquement. Merci à vous !

Fin de la restitution des groupes de travail sur les propositions.

PARTIE 3 - GROUPES DE TRAVAIL SUR LES AXES 2 À 6 ET SUR CERTAINES PROPOSITIONS

Retranscription de cette partie le samedi après-midi en plénière.

SAMEDI 6 AVRIL 2019 - APRÈS-MIDI

PARTIE 1 - RESTITUTION DES GROUPES DE TRAVAIL DU SAMEDI MATIN, SUR LES AXES 2 À 6 ET LES PROPOSITIONS

*Vous pourrez retrouver cette partie en vidéo via ce lien :
<https://www.youtube.com/watch?v=Iwg8nfVw4ck>*

INTRODUCTION

>> 1h02min28s <<

Jo, un modérateur : Ce qu'on vous propose c'est déjà de faire un petit point au niveau de toutes les thématiques, qu'on est en train de recevoir, et d'intégrer

Nous sur tout le travail préparatoire de cette 2ème Assemblée, les groupes inscrits, on leurs a envoyé 6 axes de travail. Donc définition et fonctionnement de l'assemblée des assemblées, la communication, les actions, face à la répression, quelle suite pour le mouvement et quels outils pour collecter nos revendications.

L'idée c'était que localement les groupes les ronds points les assemblées puissent s'en saisir pour envoyer des délégués avec des mandats les plus clairs possibles. Ca c'est une 1ère chose.

Après on a effectivement ajouté d'autres propositions très tardivement, on a bien conscience que localement très peu de groupes qui ont pu s'en saisir et pour ça on s'excuse mais c'est vrai qu'on avait la volonté d'ouvrir un petit peu le programme et les sujets par rapports à toutes ces propositions super intéressantes que l'on a reçu ; il y en a pleins d'autres qui sont super intéressantes qu'on n'a pu mettre dans le lot mais un moment donné c'était trop tard et voilà.

Et on a aussi vu là, dans tous les groupes de travail, qu'il avait une vraie volonté collective de se saisir des sujets, donc on s'est un peu creusé les méninges pour comment on arrive à concrétiser tout ça, à aboutir à des résultats des productions sans perdre cette logique de légitimité des positionnements les groupes locaux qui passent à travers les délégués.

Donc l'idée comme on l'avait fait avec Commercy par rapport à l'appel, c'est de proposer que tout ce qui va sortir de cette 2ème Assemblée des Assemblées redescende dans les groupes locaux pour qu'ils soient valider en assemblée générale, à moins qu'il y ait de grandes oppositions à cela, je pense qu'on peut se dire que c'est un principe qui est maintenu sur notre fonctionnement.

De toutes façons le prof il pourra reprendre si je raconte des bêtises ou si j'oublie des choses. Ça y est j'ai la pression, il s'est levé en plus.

Donc ce qu'on vous propose, parce que là on se pose vraiment la question de tout ce qu'on se dit là, de toutes les synthèses qu'on est en train de recevoir, qu'est ce qu'on en fait, on a déjà mis un petit groupe justement qui est en bas, où vous pouvez faire une sérigraphie. Ils sont en train de prendre en notes tout ça pour qu'on puisse avoir des documents bien propres, qu'on puisse les diffuser le plus possible. Ca c'est une commission un peu rédaction qui est ouverte, et on a besoin de bras aussi là-dessus. Donc si vous

avez du temps et l'envie et les compétences pour le faire, venez nous voir. Parce qu'on a vraiment besoin d'un coup de mains sur ce gros gros boulot.

Et donc tout ce qu'on s'est dit par rapport à toutes ces synthèses nous demain, la logique c'est, vous avez vu dans le programme, c'est que dimanche après-midi, il puisse y avoir vraiment de la finalisation de rédaction et de tournages d'appels. Donc ce qu'on pensait c'est : on fait un 1er appel dont la base axe 1 : définition et fonctionnement de l'Assemblée des Assemblée, parce qu'il nous semblait important qu'on puisse faire des déclarations constitutives nous ensemble Gilets Jaunes qui nous réunissons à St-Nazaire puis y a 9 semaines à Commercy : qu'est-ce qu'on fait avec cette assemblée des assemblées, comment on veut fonctionner, c'est pas une charte des Gilets Jaune c'est vraiment un document, une déclaration constitutive de l'assemblée des assemblées. Qu'est ce qu'on fait, comment on fonctionne ? aussi parce qu'on a vu qu'il y a tout un tas de rumeurs qui circulent sur nous, sur internet, on l'a vu dans la prépa, on va pas les lister, ce serait vraiment pas intéressant, mais du coup on a vraiment besoin qu'il y ait un truc béton qui dit « voilà qui on es, voilà comment on fonctionne ».

Donc ce qu'on se dit c'est que l'appel qu'on peut tourner demain, on prend cette base là de l'axe 1 qui va être travaillé dans le reste de l'après-midi. Et on ajouté à ça des éléments qu'on va entendre sur les autres synthèses, les autres axes, axes 2 3 4 5 6 donc des propositions concrètes, on a demandé aux gens de faire des propositions concrètes, sur lesquelles on va faire des votes indicatifs en AG, donc uniquement les délégués avec les badges verts. Donc ça c'est la 1ère chose pour l'appel de demain.

En plus de ça y a eu d'autres groupes qui ont travaillé hier après-midi, ce matin qui pourront continuer à travailler cet après-midi. C'est si jamais dans ces groupes là y a une volonté de faire émerger des appels en plus, ça peut être par exemple, sans favoritisme aucun, ça peut être le texte de Commercy, ça peut être aussi le nôtre, mais ça peut être d'autres, mais ça c'est aussi aux groupes de venir porter cette volonté là.

Est-ce que vous êtes prêts, est-ce que vous avez un texte qui au niveau du travail, du groupe de travail qui est suffisamment mûr pour qu'on puisse en faire un appel comme nous par exemple on avait fait un appel à la fin de Commercy sur « Construire les Maisons du Peuple partout », et donc avec un groupe qui s'était agrégé, je sais pas on était une vingtaine, une trentaine, on avait fait un appel à la fin du WE.

Ca c'était un peu les 2 axes qu'on vous propose un peu dans un souci de conserver cette légitimité, entre ce qui vient localement et travailler localement sur les 6 axes, ça serait l'appel de la 2ème Assemblée des assemblées et puis y a des appels en plus, qui ne sont pas moins importantes. »

Ludo, un modérateur : Donc ça va être les choses qui vont être exprimées publiquement à l'issue de cette Assemblée des assemblées.

Après, comme vous l'avez tous vu ce matin, il y a tellement de choses qui ont émergé, qui ont été brassées, qui ont été discutées, et c'est ce qu'on avait vu au début, on ne va pas être capable d'aller au bout des processus qui auront été lancés ce we.

Il est important que tous les groupes qui vont travailler des choses, qui ont de la valeur fassent en sorte que ces choses ne se perdent pas, qui puissent être transmises aux assemblées locales et aux prochaines assemblées des assemblées.

Chaque groupe qui a travaillé a la responsabilité de nous laisser des documents accessibles, complets, que l'on puisse transmettre pour la suite du travail. Par rapport à ça, on a tous un travail de deuil à faire, de gérer des frustrations, que dans ces 2 jours ½, on n'aura pas fait, tout ce qu'on aurait rêvé de faire, tout ce qu'on aurait aimé faire.

Pour être honnête, c'est-à-dire depuis qu'on donne la parole à des gens ici devant l'assemblée on est assailli sollicitations pour que les gens viennent dire des choses. Ce qui est compréhensible, ce qui est parfaitement légitime. Mais ce n'est pas faisable.

Nous on est là sous une pression qui est ... je vous laisse imaginer.

(Chant en fond « On n'est pas fatigué... » et applaudissements.)

Alors, pour s'entraîner aux histoires de... Je répète un truc très fort pour les sondages pour être sûr que tout le monde l'a bien compris sur les votes. C'est-à-dire ce qu'on va faire ici, ce n'est pas des votes qu'on décide, là maintenant cet après-midi.

C'est demain qu'il y aura des vraies décisions qui seront prises. Ce que l'on fait ici c'est des sondages, des votes indicatifs pour essayer de tester les propositions pour voir si elles sont plus ou moins mûres, pour être adoptées. Et même si des choses semblent passer comme une lettre à la poste, seront validées demain dans des vrais moments de décision.

Alors là, juste pour s'entraîner sur des petits sondages pour voir comment ça fonctionne, on va faire des sondages sur des enjeux totalement secondaires.

Jo : (à propos de la couleur des cartons de vote) On change, ici on est conformiste, ok ? On réécrit les règles : le jaune c'est le oui, le pour ! Etonnamment, je sais pas, qui a décidé ça ? Le vert c'est le contre, et le bleu ciel blanc très clair, c'est l'abstention. Ok ?

Ludo : Alors, un 1er sondage en direct demandé par plusieurs personnes au sein des groupes des facilitateurs, c'est :

- Globalement, le cadre de travail qu'on vous propose, la façon de travailler, l'état d'esprit qu'on essaie de porter, est-ce que, au-delà des difficultés inhérentes à l'exercice qu'on a tous, est-ce que vous vous y retrouvez ou vous vous y retrouvez pas du tout ?

Vote très majoritairement JAUNE, les gens s'y retrouvent.

(Avec le « aouh aouh aouh... » en fond.)

Est ce qu'il y a une personne qui a levé son panneau vert veut expliquer pourquoi ? Très très vite.

Délégué du 94 : Excusez-moi de casser cette belle unanimité, donc comment dire, je suis un petit peu en colère et au nom je pense de la délégation de l'Assemblée du 94, parce que effectivement les textes qui ont été discutés vendredi, eh bien ce sont des textes qu'on n'a pas eu, on les a reçus juste il y a 3 jours. On les a lus, parce qu'on les a reçus par hasard y a seulement 3 jours, on les a lus en voiture. Elles ont mobilisé toute l'AM d'hier. Ça on trouve que c'est pas normal, s'il y avait eu, comment dire, des résolutions à soumettre aux groupes de travail le vendredi AM benh il fallait que le choix ait été fait bien en amont de façon à ce que l'ensemble des groupes puissent se positionner, discuter des textes, proposer des textes. D'autre part, les propositions qui ont été faites, par les groupes à l'origine des textes lus et discutés hier, auraient très bien pu s'intégrer dans les discussions prévues par l'ordre du jour initial. C'est pas du tout incompatible. Donc c'est quelque chose qu'on trouve bien dommage.

D'autre part, comment dire, pour... si si j'en profite.

Donc pour la prochaine assemblée qu'on se tienne à l'ordre du jour qui a été prévu et je souhaiterais, on souhaiterait que l'ordre du jour soit discuté par les délégations des assemblées par région par département, de façon à ce que l'organisation soit le plus col-

lective, démocratique et transparente possible.

Déléguée de Nanterre : Moi je viens de Nanterre et j'ai été mandatée par mon groupe sur la base d'un texte qu'on a écrit ensemble, donc je comprends ce que tu disais là par rapport à la possibilité de faire plusieurs textes et tout. Mais l'intérêt de se retrouver à plusieurs groupes de gilets jaunes au niveau central, au niveau national, l'intérêt c'est de fédérer, de se regrouper sur un certain nombre de revendications simples qui font l'unanimité sur un certain nombre d'actions qu'on peut proposer ensemble, et c'est ce qui a été fait avec Commercy.

Je pense que c'est important parce que l'objectif c'est de renforcer, d'élargir et poursuivre ce mouvement et je pense que la... Car la notion d'un appel sur le modèle de Commercy a, incluant les étapes importantes, puisqu'il y a le 13 avril y a aussi la grève reconductible des enseignants. Y a plein d'endroits en France où les Gilets Jaunes se réunissent avec les enseignants, pour combattre la loi Blanquer. Y a une situation différente de celle de Commercy je veux dire. Y a quelque chose qui est en train de monter là en plus du mouvement des Gilets Jaunes.

Donc je pense qu'un appel prenant compte ça, ce serait juste et intéressant. Ce serait bien... ah ok, d'accord j'avais pas compris...

Ludo : Donc vous avez juste un exemple de ce qu'on essaie de faire, on va tirer le bilan de ce qu'il se passe, de ce qu'on a essayé, et que la prochaine Assemblée des Assemblées aura une sacrée responsabilité pour en tenir compte dans l'organisation.

(Rires et « bon courage » dans la salle.)

- 2ème sondage rapide : il est bientôt 15h. Il est 15h.

Dans le programme initiale, on avait prévu qu'à 17h, on reparte en groupes de travail. Donc là on va rentrer dans un moment où on va commencer à donner la parole à pas de gens. Donc il va se passer la même chose que ce matin, donc c'est à dire le temps qu'on s'était donné va enfler démesurément, dans la mesure où on sera pas trop capable d'être trop bloquants par rapport aux sollicitations. Pour nous aider dans notre travail on a besoin de savoir si il faut qu'on soit très ferme, ou s'il faut pas qu'on soit très ferme.

Donc je vais faire un petit sondage suivant sur le fait de garder le cadre de groupe de travail qui puisse travailler après à 17h. Si jamais on laisse cette plénière s'étendre, parce qu'on laisse la parole à beaucoup de gens, ça veut dire que les gens ne pourront pas avoir lieu sur les temps suffisants.

Donc la question c'est « dites nous s'il faut qu'on soit ferme pour garder le timing pour garder cette plénière qui doit dépasser les 2 heures, ou est-ce que c'est très important qu'on puisse se parler tous ensemble ici au détriment des groupes de travail derrière et auquel cas on s'autorise à laisser filer.

Donc en 1ère option en jaune si on est ferme pour garder le cadre des 2 heures.

Vote très majoritairement JAUNE.

Bon on va faire ce qu'on peut. Donc c'est parti.

Déléguée de Strasbourg : En deux mots, c'était pour éventuellement proposer, en fonction de ce qui ressortirait des restitutions, si cela nous semble essentiel que l'on ait une vraie discussion par rapport à ces propositions. Si évidemment on a envie de continuer les groupes de travail et que l'on pense qu'il faut les prolonger on peut, mais si on pense

qu'il y a déjà énormément de choses qui sortent et que 2 heures ça suffira pas pour la discussion pourquoi pas prolonger.

AXE 5 : STRATÉGIE (QUELLES SUITES POUR LE MOUVEMENT ?)

>> 1h23min09s <<

1^{er} groupe stratégie : On est trois à restituer ce qui s'est dit. Il y a deux interventions sur la stratégie à long-terme et une intervention sur la stratégie à court-terme.

Stratégie locale : On a parlé de la stratégie locale au niveau des ronds-points : on doit maintenir l'éducation populaire au niveau des ronds-points, on doit maintenir la visibilité, renforcer la base des gilets jaunes, porter un message clair, sur nos valeurs de non-violence du mouvement qui est revendicatif avant tout. Parler de la protection du bien commun, c'est à dire de la vente de toute les société public, EDF, SNCF, ADP..

Stratégie à long terme : Comment fédérer dans le mouvement, comment le mouvement peut devenir un socle vers lequel convergerait toutes les luttes actuelles, profs, climat, entreprises privées contre les licenciements etc. ?

Deux choses ressortent de ça : Comment on peut fonctionner, justement dans l'Ada, par rapport à ce que l'on disait sur cette charte, nous on pense qu'il y a une véritable nécessité à renforcer la coordination au niveau nationale, un peu dans la même ligne que les coordinations régionales qui sont en train de se monter un peu partout, (on le verra tout à l'heure), il y a eu une proposition de quelqu'un qui faut soumettre au vote, faire une Ada une fois par mois.

Comment garder les liens entre nous, entre deux Ada, voir comment structurer une équipe qui garde ces liens d'une Ada à l'autre, mais sans qu'il y est de leaders, on a vraiment insister la dessus, et enfin il y avait toute une réflexion sur comment s'adresser au-delà de nous, la date du 13 Avril pour la répression est ressortie comme une nécessité et l'appel que l'on soumet au vote, date du 1er mai unitaire avec tous les travailleurs, GJ en tête.

Comment faire la convergence avec les instituteurs, les profs, comment s'adresser à eux pour que l'on puisse être un pôle de convergence ? Enfin la question concernant les boites privée, car difficile d'entraîner quand on est seule au sein de la boite, donc comment on fait pour faire venir les travailleurs à rejoindre les GJ pour la grève générale.

Autre groupe stratégie à long terme : On voit bien qu'il y a une question politique qui se pose. On doit faire tomber le système. Le système, ça veut dire aussi parle vrai par rapport au institutions européennes etc. Donc notre action politique porte sur la modification de la constitution, mais surtout pour écrire nous-même cette constitution. Il y a partout en France des ateliers constituant qui doivent se multiplier pour que nous puissions chacun.

Dernier point qui me semble tout aussi important, c'est de se préparer à une éventualité qui me semble très plausible, vous entendez tous dans les médias, « attention à la dissolution de l'assemblée nationale etc., etc., « Ca veut dire qu'il faut se préparer nous GJ à ce que l'assemblée nationale soit dissoute, parce que dans la 5eme Rép. C'est un outil qui a était donné au président pour reprendre la main. L'art. 10 de la constitution dit qu'une fois la dissolution faite on a entre 20 et 40 jours pour avoir de nouvelles élections. Dans ce cas de figure, nous n'avons pas en tant que GJ préparer cela, on est mort !

Voilà sur quoi nous avons travaillé. Autre point important, imaginons qu'il y est une assemblée GJ, s'il n'y a pas de gouvernement provisoire de salut public c'est pas la peine, il faut réfléchir à ça aussi.

2^e groupe stratégie : Dans notre groupe on voulait rappeler que les rapporteurs rapportent et non ne pensent. Voilà, donc on rapporte ce qui a été fait dans les groupes et on ne pense pas. (remarque liée à l'intervention précédente).

Stratégie à long terme : idées de référencement des groupes avec l'identité et les compétences, pour ainsi formé des groupes de travail. Créer des assos. en communale, donc l'idée de dire on travaille en communale vers le départemental et le régionale et inversement (régional vers communale), on incite aussi les ronds-points à s'organiser en assemblée, une charte des Ada comme renfort de structuration, un appel à la grève générale le 2 Mai, une tribune ouverte, un manifeste a l'intention des artistes, des intellectuels, toute les personnes qui sont dans la culture, les inviter à signer cette tribune que l'on a travaillé et pour les inviter à rejoindre le mouvement.

On a parlé du RIC communale et donc investir nos conseils communaux, déjà par notre présence en tant que citoyens et pourquoi pas par la suite investir les listes et se présenter dans nos communes, l'idée de proposition d'un gouvernement de salut public, faire le lien avec les élus qui accepte de nous soutenir, créer des groupes qui se retrouve sur des objectifs communs, comité locale vers un travail national.

Nordine de Bayonne : J'interviens parce que nous on va avoir le G7 du 24 au 26 août à Biarritz. On entend se mobiliser au Pays basque pour faire échec à Macron. Parce qu'il va utiliser ce G7 pour sa gloire personnelle. Il va y avoir 15000 forces de l'ordre mobilisées donc nous évidemment on va avoir besoin de vous. Parce que même si au Pays basque on sait y faire, on a besoin de tous les Gilets jaunes. Et donc nous on proposera notre candidature pour réaliser l'Assemblée des assemblées à Bayonne avant le G7.

Stratégie à court terme : La stratégie c'est définir un objectif et ensuite se donner les moyens d'y arriver par des objectifs qui sont pensés dans le temps. L'objectif premier que l'on propose est de remobiliser les troupes pour regagner un rapport de force afin de préparer les objectifs suivant et de voir plus loin.

Je voudrais faire voter la proposition que je vais faire maintenant pour la tester et la retravailler par la suite pour l'affiner : Pour remobiliser et converger, sur un mois de travail en 2 temps. Le premier temps qui durera 3 semaines, où il va falloir sensibiliser, mobiliser les personnes qui ne sont pas encore GJ et remobiliser les GJ qui sont fatigués. Comment on fait ? On recréer les points fixe que sont les ronds-points, et en même temps on fait quelque chose de nouveau, on va vers les gens on ne se contente plus de rester sur le rond-point, on va les chercher, parler, tracter sur les marchés, on les implique en leur demandant leurs avis, par des enquêtes (Ex : Carcassonne), on lance des avis, marchés citoyens, jardins partagés, tout ça... C'est la première étape pendant 3 semaines.

Ensuite on fait une semaine d'action en convergence nationale, où tous les jours on va cibler tous ensemble les mêmes entreprises (Ex ;Amazon, Total). Cette semaine d'action se déroulerait début mai pendant la semaine jaune, car c'est là où il peut y a avoir plusieurs évènements qui peuvent se rencontrer et qui sont déjà prévus. 3 semaine de sensibilisation au contact des gens et une semaine d'action.

Vote POUR, proposition acceptée

AXE 4 : RÉPRESSION

>> 1h39min00s <<

Membre du groupe répression : Bonjour à tous, je vais vous demander d'être indulgent avec le temps parce que y avait 3 groupes répression et on a réussi à faire une synthèse des synthèses des 3 groupes donc merci, donc je suis le seul rapporteur de l'atelier répression.

On a commencé par un constat, le sujet est consensuel, il n'y a pas de divergences qui sont apparues entre les 3 groupes, on a fait le constat suivant aussi : la violence du système autoritaire est croissante et même vraiment un terrorisme d'Etat. Il y a une généralisation de cette violence à d'autres mouvements sociaux, par exemple les syndicats dans des manifestations actuellement, il y a un élargissement des procédures pénales par rapport aux qualifications qui a été utilisé jusqu'ici puisque depuis 2 ou 3 semaines, on a aussi à faire à des inculpations pour association de malfaiteurs, et là c'est franchement lourd les peines encourues.

On a un accroissement de la dangerosité des armes avec une toxicité accrue des gaz qui entraîne des hospitalisations de cas graves et notamment dans la région de Toulouse où des gens crachent le sang, et sont hospitalisés, pour plusieurs jours, voire semaines. Et on a donc, (à quelqu'un de l'assemblée) c'est les gaz...utilisés par qui sont incapacitants-inervants plutôt que d'être simplement lacrymo. on a donc à faire à une véritable collusion justice-police, et à la transformation enfin vraiment à la stigmatisation du mouvement en tant que ennemi, et non plus simplement adversaire, un adversaire y a un moment on peut toujours discuter avec, l'ennemi il est à écrabouiller et c'est visiblement ce qu'ils ont en tête.

Donc, devant cette militarisation et cet accroissement de violences, entraînant l'exaspération, nous avons besoin de nous défendre. On a donc fait un listing d'outils existants, c'est pas exhaustif, c'est ceux qu'on connaissait entre nous qu'on a pu répertorier : je vous les liste vite fait : le collectif Lillois d'aide juridique, l'annuaire jaune instagram, ragecollective@noblog.org, defensecollectivetoulouse@noblog.org. On a fait aussi référence aux 2 tracts de l'AG de Commercy pour l'aide aux manifs, jaune et rien à déclarer, et le guide du gilet jaune en manif. Ces tracts sont disponibles sur giletsjaunescommercy@gmail.com.

Il y a aussi le hashtag #balancetonproc, le très bon site désarmons-les, et le syndicat de la magistrature et le syndicat des avocats de France qui peuvent être des ressources. On a aussi des outils à créer, parce que pour aider les groupes locaux à structurer les outils de défense contre la répression, il est proposé une caravane itinérante de gens qui seraient plus au fait des dispositifs à mettre en place pour aider les groupes locaux à constituer ces défenses juridiques. De même qu'une défense collective nationale, et aussi pour mesurer, mieux mesurer l'état de la répression, une plateforme de recensement des mesures pénales.

Ensuite, on a fait un topo un peu sur les manifs : on voit encore aujourd'hui des gens qui se font bêtement chopper en manifestation, donc on va faire rapidement : en amont de la manif, il faut avoir le nom d'un avocat, et son barreau, le numéro de téléphone n'est pas nécessaire, le nom de l'avocat et du barreau est suffisant. Fonctionner en binôme ou en trio affinitaire sur les manifs, qui vont prendre soin les uns des autres, constituer un groupe de soutien et permettre de voir si quelqu'un disparaît dans la manif, on puisse supposer qu'il a bien été arrêté, et le retrouver, et être le plus vite au courant possible de son interpellation. En amont, toujours, il y a des gens qui ne vont pas en manif : ceux-là, on peut leur confier une enveloppe, chaque manifestant peut leur confier une enveloppe, avec les garanties de représentation, c'est à dire une photocopie du contrat

de travail, photocopie d'un justificatif de domicile, des attestations médicales et ordonnances dans les cas de pathologies qui nécessitent des soins, et le numéro de téléphone d'un proche. Ça veut dire que, à ce moment là les garanties de représentation pourraient être fournies au magistrat, ce qui pourrait éviter, dans le cas du refus d'une comparution immédiate, la délivrance d'un mandat de dépôt. Puisqu'il y a des garanties.

Il est proposé aussi de s'entraîner non seulement ça dans des groupes locaux, d'animer, chacun joue au flic, au gilet jaune. Mise en situation des gardes à vues et mise en situation des interpellations manif. Histoire d'avoir les réflexes qui permettent de ne pas faire trop de bêtises.

De consulter le tableau de permanence des avocats, ce qui permet de voir si un avocat dont la réputation mauvaise se serait étendue à travers le mouvement, de ne pas se retrouver avec cet avocat-là commis d'office parce que justement, il est de perme sur les lieux de la manif.

Quand vous êtes contrôlés en amont d'une manif, avec une idée de fouille pour chercher des objets, vous pouvez demander la réquisition du magistrat qui autorise cette fouille, elle indique une date et une heure, et un lieu pardon. Si vous êtes, si la date, l'heure et lieux ne sont pas respectés, le papier n'est pas valide, et s'il n'est pas présenté, et s'il n'est pas présenté, la fouille n'est théoriquement pas possible.

Dans les manifs, pratiquer la désarestation, crier son nom quand on est interpellé, et lancer le nom d'un avocat et d'un barreau quand on assiste à une interpellation si en prenant, avec le présupposé que la personne n'aura peut être pas les infos.

En post-manif, pendant les garde à vues on peut prendre le risque, la cour d'appel de Nancy vient de confirmer que c' était possible, de prise d'ADN et refus d'empreinte. On peut soutenir les interpellés, les jugés, les condamnés, et même monter des cellules psychologiques pour ceux qui terminent leur préventive ou qui terminent leur peine. On sort généralement assez fracturé d'un séjour en prison.

Pour la communication, il est proposé des tracts et des affiches de conseil, ceux que je viens de relister, qui sont dispo sur internet, mais il y a plein de gens en manif qui ne sont pas familiers avec ces outils, le fait d'afficher et de tracter ces petits outils en manif, ça peut aider des gens. En contrepropagande on peut diffuser des photos de blessés. On peut diffuser les rapports officiels qui ont dénoncé la répression : ONU, conseil de l'Europe, défenseurs des droits, contrôleur des lieux de privation de liberté, organisation des droits de l'Homme à l'ONU, voire même tenter d'associer ces organismes et personnes aux plaintes qui seraient éventuellement déposées.

Enfin, on termine avec les actions qui sont proposées, il n'y a pas de dates, donc c'est pas grand chose :

- Une grève de la faim dans un lieu donné ;
- Un tribunal populaire carnavalesque pour juger le ministre de l'Etat ;
- La constitution de cagnotte, je vous rappelle que les cagnottes ne peuvent pas être spécifiquement dédiées au paiement des amendes et des dommages et intérêts. Donc il faut s'en tenir à du soutien aux inculpés, au moins de manière officielle bien sûr.

Ça c'est super important : une convergence soignants dans le respect des conventions de Genève, on se rend compte que dans les hopitaux, les flics interviennent jusque dans les chambres des personnes blessées pour tenter d'obtenir des informations, pour continuer la mise sous pression ; il s'agit de sensibiliser les personnels hospitaliers à faire barrage à cette intrusion sur les lieux de soins dans le cadre de la convention de Genève.

- Enfin, en matière de convergence, les banlieues, depuis 2005, ont aussi leurs propres outils antirépressifs : ceux qui le peuvent peuvent se mettre en contact avec eux, ils ont aussi de la doc.

- Les syndicats ont évidemment ce type d'outils, et je termine en disant que le 13 avril, il y a un appel de la ligue des droits de l'Homme et d'une cinquantaine d'autres personnes, collectifs et associations pour une manifestation, une journée d'action nationale avec plusieurs spots dans toute la France que vous pouvez rejoindre suivant votre région, pour les libertés publiques et le droit de manifester, merci.

Je demande aux médias proches des Gilets Jaunes mais aussi aux médias mainstream de répercuter non seulement tout ce qui se passe dans le cadre de cette assemblée pour montrer que nous ne sommes pas que des abrutis, casseurs, antisémites, que sais-je... mais aussi, spécifiquement, que nous sommes déterminés à lutter contre la répression en faisant valoir nos droits. Merci.

(applaudissements et acclamations de l'assemblée)

PROPOSITION 10 : APPEL COMMUN SUR L'ÉCOLOGIE

>> 1h49min00s <<

Rapporteuse du groupe : Alors moi je vais parler pour le groupe environnement et convergence sur les questions environnementales. Donc l'idée pour nous s'est d'aboutir à la production de 2 textes : y en a un qui serait des gilets jaunes vers la jeunesse et tous les gens qui se mobilisent en gros sur la question climatique : ce sera un texte un peu développé avec des propositions d'actions, de dates, des solutions d'alternatives et un truc un peu dense.

L'autre ce serait d'inclure dans l'appel de l'assemblée des assemblées un paragraphe assez condensé sur la question de la jonction entre les problèmes environnementaux et les problèmes sociaux et ça donc on a rédigé une proposition de paragraphe, donc que j'aimerais soumettre, alors, c'est, on va le retravailler tout, mais c'est pour savoir si sur le principe, ce qui est dit, ça vous irait ?

Donc, je vous le lis :

« L'Assemblée des Assemblées décrète l'état d'urgence environnementale et sociale.

C'est la même logique d'exploitation infinie du capitalisme qui détruit les êtres humains et la vie sur terre. La limitation des ressources nous oblige à poser la question démocratique de leur partage, du contrôle de la production, de leur mise en sécurité pour la population.

On ne peut pas faire d'agriculture bio à côté d'une centrale nucléaire accidentée. Les biens communs : eau, air, sol, droit à un environnement sain, ne doivent pas être transformés en marchandise. La taxe carbone est l'exemple parfait de la fausse écologie punitive qui cible les gens qui ne sont pas responsables. Or, il y a des responsables et des pollueurs à cibler directement par des actions coordonnées.

Nous invitons le plus grand nombre à converger vers ce mouvement social écologiste populaire. »

Voilà (applaudissements). Ensuite à proposer des dates, bon, à affiner. Vous pouvez venir nous voir pour amender. Est-ce que dans le principe d'inclure cette dimension dans l'appel général ? D'accord bah super, voilà. **Vote majoritairement POUR**

AXE 2 : COMMUNICATION

>> 1h51min35s <<

Rapporteuse du 1^{er} groupe communication : Alors, bonjour à tous, je suis Flora du groupe Lyon Téo, on a travaillé dans le groupe communication. On était assez nombreux dans le groupe communication, donc on a fait 2 tables, et donc comme finalement on a dit des choses sensiblement différentes chacun fera sa restitution.

Donc, on s'est accordés sur le fait que il y a bien sûr 2 types de communication : interne et externe. Je vais commencer par vous présenter ce qu'on a dit à ma table sur la communication interne. Il y a une nécessité d'avoir différents outils du moins sur différentes échelles, au niveau national comme au niveau régional. Bien sûr, ça part de la base mais essentiellement qu'il faut différencier les outils de communication qui sont propres vraiment aux éléments de communication, et les outils de communication pour les actions, qui ne doivent avoir, enfin qui ne doivent absolument pas être en rapport l'un avec l'autre.

Nous avons aussi jugé qu'il faudrait un groupe de communication, une commission communication de l'Assemblée des Assemblées. Il faudrait aussi pour nous qu'il y ait des formations sur la sécurisation des outils de communication et leur utilisation, et ainsi former les référents de chaque coordination ou voir les personnes au sein de chaque coordination. Nous avons aussi soulevé la question de fédérer, centraliser, ou d'interconnecter, c'est un débat qui est totalement ouvert sur nos moyens sur les outils de communication et autre. Et bien sûr, il est essentiel pour nous de favoriser le contact oral, direct, que ce soit à l'intérieur de nos coordinations mais aussi envers l'extérieur.

Je vais passer à la partie externe. je vous avoue que je fais très vite avec tous les débats qu'on a eu. On estime que tous les Gilets Jaunes sont légitimes à la cause des Gilets Jaunes. A partir de ce principe-là, tout le monde peut communiquer en son nom. Mais vers l'extérieur il faut quand même réfléchir. Puisque chaque coordination, chaque localité, a créé des médias ou des moyens de communiquer vers l'extérieur, nous proposons, au lieu d'avoir une seule plateforme commune, juste d'avoir une plateforme qui recenserait toutes ces plateformes afin de garantir la diversité des propos et des opinions au sein du mouvement des gilets jaunes et c'est ce qui fait notre force.

Nous proposons également de mutualiser les contenus et ainsi parfois leur production en fonction des régions afin de faire des économies d'échelle, je pense par exemple à la production de tracts, c'est des choses qui peuvent se faire régionalement. euh... Favoriser le contact humain comme je l'ai dit mais favoriser sous une autre forme : on a eu notamment toute une période de débat sur parler aux autres, inclure l'art en fait pour sensibiliser les gens à notre cause que ce soit sur des marchés, que ce soit à travers des spectacles, des BD, des chansons, etc. etc. J'ai quasiment fini.

Et enfin juste une question qui pourrait être soulevée pour la prochaine Assemblée des Assemblées : c'est qui est légitime pour la représentation dans les médias ? Sachant que porte-parole est différent de représentant. Peut être quelques pistes : favoriser l'intelligence collective, sachant qu'il faut différencier les échelons que ce soit au niveau des coordinations régionales ou nationales.

Excusez-moi, juste un dernier point, et nous rappelons l'importance que chaque gilet jaune doit être son propre journaliste.

Rapporteur du 2^{ème} groupe communication : Donc, nous on s'est divisé, on a fait une synthèse assez courte pour ne pas répéter ce qui a été dit à côté, ce qui a été déjà été fait par les gilets jaunes, cela ne sert à rien de répéter les choses, de s'approprier le travail

des autres.

Donc, on a parlé d'une commission nationale régionale avec droit de regard et participation de tous, sur le principe d'horizontalité. Cela veut dire que c'est discuté d'abord dans les régions, et puis, ça va, par exemple des commissions ou des AG des AG, ça retourne dans les régions, ça rediscute, de sorte qu'au final on arrive à un consensus qui rapproche tout le monde. Donc c'est dans ce sens-là, ce n'est pas une partie des gens qui prennent la communication nationale, mais que ce soit partagé entre tout le monde pour que cela soit entendu nationalement. C'est dans ce sens-là.

La deuxième chose c'est, différents moyens de communication, donc : informatique, très important, il y a des spécialistes qu'il va falloir impliquer, pour pas qu'on puisse, il y a des réseaux ou en fait on sait tout ce qu'on dit, etc... Il y a d'autres choses. Il y a beaucoup de gens qui ne connaissent pas ça, donc, il y a des informaticiens, il va falloir qu'ils nous informent sur ça. Peut-être une prochaine commission sur ça. Papiers aussi.

Et le contact humain : il ne faut pas oublier que le contact humain pour la communication c'est très important. Parler à son voisin, éventuellement mettre un gilet jaune dans son balcon et plein de choses... Si on ne peut pas sortir, on peut le mettre chez soi, sur sa voiture, voilà... Et discuter avec les gens.

Après donc, il y a la tenue d'une assemblée citoyenne, avec des citoyens divers. Ouvrir en fait les débats pour partager avec tout le monde. Là on a des débats entre nous et après il faut ouvrir pour partager avec d'autres gens, justement pour ramener des gens. Il ne suffit pas de dire « viens, c'est sympa » mais il faut convaincre.

Aussi donc, centralisation des moyens de communication.

Rassemblement en place publique à renforcer : reprendre comme c'était au début, renforcer, en discuter...

Une banque de données, en fait une cartographie actions/agenda, des actions et tracts. En fait, il faut qu'il y ait une communication entre nous pour savoir ce qui se fait ailleurs et pour qu'on puisse s'entraider.

Les médias : il faut réussir à discuter entre nous pour ne pas laisser certaines personnes parler au nom de tous les GJ. Mais peut être commencé à voir en commissions, comment on s'organise pour ne pas laisser la parole des GJ prises par quelques personnes qui sont choisies par les médias. Mais essayer d'imposer, nous même, des personnes ou des organismes qui discutent.

Voilà, merci beaucoup à tout le monde et puis favoriser l'intelligence collective. Merci.

Un troisième porte-parole d'un groupe communication : Est-ce qu'on est obligé de clôturer le sujet communication ou on peut prendre une minute de plus ? Pour être bref, on a différents outils de communication : informatique, papier (les tracts et les journaux qu'on a vu partout),... Mais là, il y a un but, un objectif, d'ouvrir la communication et casser les obstacles de communication à l'échelle nationale. On voulait mettre une proposition, à l'issue des 2 ateliers, il me semble, est-ce que tout le monde serait d'accord pour une centralisation à l'échelle nationale d'un outil de communication efficace, qui fera des allers-retours de l'outil au régional, et des remontées régionales sur le même outil commun ? Avec un droit de regard. Avec un droit de regard sur la maîtrise, le contrôle de l'outil ? **Vote POUR en majorité**

Une déléguée : Excusez-moi, mais il me semblait que cela est très important. Cela va être très rapide. Dans le groupe, on avait dit, que dans les médias, sur les plateaux télé, il faut que la parole populaire émerge beaucoup plus. Et il faut que le réel s'installe

face aux journalistes, c'est que ça qui peut les contrer et pas quelqu'un qui maîtrise le langage.

PROPOSITION 5 : APPEL À ACTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

>> 2h00min40s <<

Délégué de Saint-Nazaire : Nous on va juste vous présenter la suite du travail sur les élections européennes. Nous on avait déjà travaillé hier sur synthétiser des positions communes sur la question des européennes pour faire un appel commun. Il y avait pas mal de monde à ce groupe de travail là, donc on s'est sous divisé.es en 3 groupes.

Un groupe, qui fait un appel public pour expliquer la démarche commune sur laquelle on s'était entendu, sur laquelle on s'est expliquée ce matin.

Un autre, qui fait un argumentaire sur la question de l'union européenne, de son caractère anti-démocratique. Pour argumenter, pour nourrir le débat.

Un troisième groupe pour constituer des relations internationales pour se coordonner avec les GJ des peuples des autres pays.

Premier groupe sur l'Appel : Donc, ensemble on a abouti à un texte qui fait une demi-page, voilà un texte collectif :

« Appel à la mobilisation et l'action pour les élections européennes

Nous, GJ réuni.es lors de l'assemblée des assemblées à Saint Nazaire, dénonçons le caractère anti-démocratique et ultra-libéral des institutions européennes. Le parlement que nous élisons n'a même pas le droit de proposer une loi. La commission européenne décide de tout, sans aucun contrôle démocratique. Les institutions européennes sont soumises à la pression de 25 000 lobbyistes pour la seule capitale européenne.

A l'inverse du modèle actuel, les GJ portent un modèle de démocratie directe, dans lequel l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers. Nous avons pour principe fondateur, l'autonomie des gilets jaunes et des individus en général. C'est pourquoi, nous faisons un choix de ne donner aucune consigne de vote et même de participation aux élections. Nous condamnons toutes les tentatives de constitution de listes politiques au nom des GJ.

Nous appelons les GJ et les citoyens à faire de cette période électorale, une grande période de mobilisation. Nous proposons d'organiser une campagne d'information et de sensibilisation contre les institutions européennes et leurs politiques libérales. A tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous en remettons, pour cela, à la créativité des groupes locaux, par exemple, carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichages jaunes, présence jaune le jour du vote le 26 mai, etc...

Enfin, l'assemblée des assemblées appellera, prochainement, à une manifestation à Bruxelles de tous les peuples d'Europe. Nous constituons une commission des relations internationales pour Co organiser cet évènement. Les modalités précises seront donc communiquer prochainement.

Nous proposons à tous les peuples d'Europe de se saisir de cet appel, de le traduire dans leur propre langue, ou de s'en inspirer pour faire le leur. C'est en menant une lutte coordonnée contre nos exploités communs, que nous jetterons les bases d'une entente fraternelle entre les peuples d'Europe et d'ailleurs. »

Donc on soumet cet appel aux votes pour voir s'il est approuvé ou si on repart travailler. Pardon à la consultation.

Une déléguée : Si on peut mettre ce texte avec les 2 sexes hommes et femmes.

Un membre du groupe : C'est entendu. **Vote POUR très largement majoritaire**

Un délégué : Je voulais juste en profiter pour vous rappeler que le 27 avril à Strasbourg, on a un appel à une manif européenne, avec les allemands, les belges qui sont déjà prévus. Je profite qu'on parle de l'Europe pour le dire, le 27 avril avec le parlement, tout ce qui a à Strasbourg, etc... On a traduit l'appel dans toutes les langues si vous voulez le diffuser, vous êtes les bienvenus, venez me voir.

Deuxième groupe sur l'argumentaire : Nous sommes le deuxième groupe sur les élections européennes. Nous on a travaillé sur les tracts ou les différents moyens de communication pour faire une contre-campagne, pendant tout le temps de leur campagne. Ça a été difficile, parce qu'on n'est pas tous d'accord sur les choses et notamment sur le vocabulaire à utiliser. Certains ont parlé d'arnaque, de manipulations, ce qui est le cas, sauf que l'objectif de ce tract c'est quand même à la base d'atteindre un maximum de citoyens. Il faut qu'on puisse atteindre un maximum de citoyens, c'est-à-dire qu'il ne faut pas qu'on prenne le tract et le jette à la poubelle parce qu'il y a un mot qui les a choqué (et le complotisme et le machin, etc. ...).

Il faut que ce tract soit simple percutant et, en même temps, qu'il atteigne tout le monde, pour être au maximum lu.

Au bout de ce tract on aimerait aussi mettre des liens, pour que les gens aillent se renseigner directement sur des associations qui ont déjà travaillé sur des argumentaires.

Parler essentiellement sur les directives européennes, genre l'ISF, le CICE, qui sont des directives européennes et pas nationales.

Parallèlement à ça, on va aussi faire un argumentaire, avec quelqu'un qui a déjà travaillé dessus, avec des articles. Cela sera en annexe, pour pouvoir justifier si on nous demande des détails.

On propose aussi une vidéo, quelqu'un travaille dessus, si on peut avoir des idées pour l'argumenter aussi.

Donc, 3 axes en fait le tract, l'argumentaire et la vidéo.

On aimerait aussi finir sur des notes positives, parce que bon anti-anti-anti on l'est tous, mais la plupart des gens dans leur tête ont une Europe idéaliste, on va dire, et nous ce qu'on veut faire comprendre aux gens c'est qu'on est anti Union Européenne, mais pas contre les peuples. Il faut arriver à trouver les mots pour arriver à faire comprendre cela.

Donc on a encore beaucoup de travail et on laisse la parole à la commission internationale.

COMITÉ INTERNATIONAL

>> 2h09min35s <<

Porte-parole pour le groupe Relais international :

On a fait succinct parce que c'est un projet qui nécessite d'être approfondi avec plus de

gens. Donc on a décidé de donner une trame afin d'encourager des gens à nous rejoindre plutôt que vous proposer quelque chose de prémâché.

L'objectif :

- Créer des liens internationaux pour faire connaître le mouvement des Gilets jaunes de façon directe à l'international sans besoin de passer par les médias déjà existant.

- Relayer l'information sur les luttes qui existent à travers le monde et faciliter l'organisation des luttes communes. Nous cherchons des personnes pour nous accompagner dans la réflexion et la mise en place d'une liste d'initiative déjà existante, il y a une plate-forme de traduction notamment Strasbourg, Toulouse, ect.

- Mettre en relation les groupes de lutte qui existe déjà à travers le monde qui ne sont pas forcément Gilets jaunes, mais sont également dans la lutte.

- Faciliter le travail de traduction pour tous les groupes qui souhaitent faire passer des informations des appels, ect. à l'international sur des actions locales ou régionales.

- Nous avons besoin de contacts qui pourrait nous intéresser au niveau de la traduction, de la communication ou simplement des contacts à l'étranger. On a mis à disposition une liste. Vous pouvez vous inscrire sur l'affichage mis à disposition.

On a oublié de dire quelque chose tout à l'heure par rapport aux européennes sur le tract. Nous sommes un mouvement apaisant, on ne doit pas mettre d'étiquette politique en avant. Sauf que pendant notre groupe de travail lors du tract, on a eu des sympathisants et des militants actifs d'un certain parti qui ont essayé justement de récupérer ce tract et de le mettre à leur « sauce ». Donc on a décidé de retravailler sur ce texte tout à l'heure. Si ça vous intéresse de vous joindre à nous, avec grand plaisir.

PROPOSITION 6 : INITIATIVE D'ENQUÊTE CITOYENNE

>> 2h14min24s <<

Déléguée de Carcassonne en Colère :

Nous avons été à l'initiative de la consultation nationale citoyenne qui s'est déroulée sur 39 départements. Nous avons travaillé en même temps en collaboration avec le Vrai débat. À la suite de ça, de façon à donner une réelle suite, un débouché, de façon à faire entendre les revendications. L'équipe du Vrai débat a proposé de faire des assemblées délibératives constituantes citoyennes. Cela veut dire que dans chaque ville, n'importe qui peu s'approprier un sujet, réunir des personnes, en discuter et essayer d'en ressortir un texte de loi. À la suite de ça, l'ensemble du groupe a fait une synthèse que je vais vous lire :

C'est un outil interactif : permettant d'écrire des textes de loi sous forme d'une plate-forme collaborative. Il s'agit d'un outil évolutif et complémentaire des assemblées constituantes qui s'inscrit dans la durée, permettant de fédérer tous les citoyens à l'échelle de l'ensemble du territoire français. C'est un contre-pouvoir au lobby permettant de lutter contre la corruption.

C'est un outil citoyen qui s'adresse à tous y compris à l'échelle internationale.

C'est un outil d'émancipation des peuples.

Cet outil est à échéance des trois ans c'est à dire à échéance des législatives.

Cet outil ne peut fonctionner qu'avec un changement constitutionnel, aujourd'hui c'est un outil de pression.

Cet outil doit s'accompagner d'une action immédiate en partenariat avec toutes les ac-

tions permettant au niveau local le soutien au population c'est à dire tout ce qui permet d'augmenter le pouvoir d'achat sous forme de collaboration.

On voulait vous faire voter, à savoir si l'ensemble des groupes ici était prêt à lancer au niveau de leur ville, de leur groupe de Gilet jaune, de leur département, de leur région, ce type d'assemblée. En sachant que chaque groupe est aidé via un tutorat, via des facilitateurs, éventuellement peuvent faire appelle à des experts.

Est-ce que vous êtes prêts à faire avancer ça, de façon à ce qu'on soit capable de créer nos propres lois, de les écrire et de se libérer complètement de ce gouvernement et de ces députés ?

Confusion dans l'assemblée.

Reformulation de la question :

La question est : est-ce que des groupes, sur le principe, acceptent qu'on puisse par des assemblées, en faisant participer tous les citoyens, Gilets jaunes et non Gilets jaunes (parce que c'est là le but, réunir les gens), en écrivant nous-mêmes nos propres lois ? Ça veut dire qu'on se libère des députés, les représentants ne sont plus là que pour nous représenter et pour appliquer ce que nous nous avons écrit.

Plusieurs réactions mitigées dans l'assemblée.

Intervention d'un homme : J'ai déjà expliqué à cette dame que ce site le Vrai débat est une plateforme qui est décriée. Il n'est pas très clair ni sur le possesseur de cette plateforme, dont on dit qu'il a l'intention de vendre les données, les datas. Par ailleurs, l'équipe qui avait monté cette structure est en conflit permanent en interne pour des raisons qui tiennent précisément aux tenants et aux aboutissants de cette plateforme. Donc sur le principe on peut être tout à fait d'accord pour être dans une recherche participative. En revanche, le support ne me paraît pas adapté.

Réponse de la déléguée de Carcassonne : Le support, c'est nous qui l'avons, je me suis peut-être très mal exprimée, je suis désolée. Donc nous l'idée c'est simplement de faire des assemblées pour créer nos propres lois.

Proposition pas assez claire pour être soumise au vote. Proposition de reporter le vote à la prochaine Assemblée des assemblées.

PROPOSITION 8 : COMMENT CONSTRUIRE ET OUVRIR UNE MAISON DU PEUPLE ?

>> 2h23min18s <<

Déléguée des Gilets nantais :

D'abord je m'excuse auprès du groupe qui a travaillé ce matin, j'ai pas eu le temps de vous transmettre le synthèse pour que vous me fassiez part de vos observations. Voici la synthèse du groupe :

- Construction légale pour être inexpulsable pour que les personnes qui craignent les répressions, de venir et de pouvoir participer au mouvement en toute sécurité, des gens quittent le mouvement car ils ont peur.

- Une brochure est disponible sur le site internet de la Maison du Peuple de St-Nazaire. Suite au travail de ce groupe, cette brochure sera amendée.

Les différentes personnes présentes dans le groupe nous ont fait part de leurs expériences, à savoir pour le Gard c'était une construction sur une ancienne décharge donc

dépollution du site. Ils ne disposent que d'un accord verbal du propriétaire du terrain, ce qui implique une possible expulsion.

En Picardie, ils ont été expulsés des ronds-points, ils font face à une répression très forte. Donc aucune action n'est possible pour eux. Ils se sont rapprochés d'un autre groupe qui possède un terrain privé, sur lequel ils ont entre autres un poulailler et un jardin partagé.

À Lille-Saint-Denis, ils nous ont fait part de la bienveillance du maire. Il n'est pas contre qu'ils s'installent sur une friche industrielle sur laquelle doivent se construire des infrastructures pour les Jeux Olympiques. Ils envisagent de monter une Maison du Peuple.

Nos nouvelles idées pour des Maisons du Peuple dans la légalité, c'est :

– L'achat ou la location. On a travaillé avec un avocat et on pense que la loi du nombre peut jouer. Si des centaines des Gilets jaunes se rassemblent pour acheter un terrain, ça peut marcher. Il faut travailler sur la structure juridique, l'avocat est dessus mais il attend que d'autres personnes puissent se joindre à lui pour y réfléchir (association, coopérative d'habitat...).

La construction de la maison en elle-même sera plus facile car dans les GJ, tous les corps de métiers sont représentés.

Cette solution est valable pour tout le territoire national, pour les métropoles de moyenne et grande importance. Nous par exemple, sur Nantes un terrain = 150 000€. Si on est 1000 personnes c'est 150€ par personnes. Sachant qu'après ça dépend de la structure qu'on a, on peut 50€ ou 100 000€.

Vous avez aussi la location d'une Maison du peuple (question posée par Mâcon). La solution d'acquisition par collecte de fonds sur un grand nombre de GJ est impraticable s'agissant de villes de petite importance car les GJ ne sont pas assez nombreux. Pour eux, la location d'un local serait la bonne solution. La location est portée par une structure adaptée, voir une association loi 1901. Les loyers et frais annexes pouvant être assurés par des actions. En fait, on va essayer de développer le groupe Facebook pour développer des pistes pour avoir des Maisons du peuple pérennes et non expulsable.

Intervention d'un modérateur : Je vais faire quelque chose qui n'est pas démocratique du tout mais je ne peux pas laisser passer l'occasion. Nous en tant que Maison du Peuple de Saint-Nazaire, on se fait expulser ce mois-ci, le 23, et on appelle toutes personnes qui peut nous aider à nous fournir un terrain, un local. J'en profite qu'il y ait les caméras pour nous aider.

AXE 6 : REVENDICATIONS

>> 2h29min38s <<

Premier groupe :

Donc premier groupe au niveau des revendications, ce n'était pas facile, on a eu un temps très très court. On était même pas forcément tous les groupes d'accord sur le fait d'élaborer des revendications.

On s'est mis d'accord sur le fait de distinguer 2 temps, un court et un long.

Le temps long, je vais vite parce qu'on n'a pas dit grand chose d'autre que sortir du capitalisme. C'est déjà pas mal.

Le temps court : il y a toutes une série de mesures qu'il faudrait réorganiser. Voici ce qu'on a noté :

- Bloquer les réformes en cours (Blanquer, fonction publique, etc.) ;

- Obtenir le RIC en toutes matières ;
- Concevoir une loi anti-concentration des médias ;
- Associer les réformes les qui coûtent et celles qui rapportent, par exemple la TVA à 0% pour les produits de premières nécessités et la TVA de luxe qu'on augmente.
- Avoir des services publics de qualité pour tous et toutes, et partout sur le territoire ;
- Le vote blanc ;
- L'augmentation des salaires, des retraites, des minimas sociaux ;
- La lutte contre l'évasion fiscale ;
- La suppression du CICE
- Une réforme fiscale plus juste ;
- Contre les impôts indirect, pour les impôts directs. Rétablissement d'autres tranches d'imposition ;
- Nationalisation des banques ;
- Audit citoyen sur les dettes des banques publiques ;
- Le rétablissement de l'ISF. Symboliquement c'est important.

Il y a encore toute une série de mesures. Je ne sais pas si j'ai le temps de les lire. Je les ai mise à part.

Deuxième groupe : >> 2h33min12s <<

On voit de moins en moins de revendications sur les pancartes en manifs, il faut qu'elles se voient partout ! On a travaillé pendant 1 heure, on a sorti un liste de revendications énormes et on s'est rendu compte à la fin que si on avait 2, 3,...6 heures, on aurait 6 fois plus de revendications.

On a sorti 3 axes :

- Meilleure répartition des richesses (évasion fiscale, moins de TVA, plus d'impôt sur le patrimoine, impôt sur le revenu avec plus de tranches, protéger l'environnement, socialiser les les banques, etc.) ;
- Calendrier des luttes : les luttes contre lesquelles il faut se battre aujourd'hui et pas demain, c'est celles des réformes qu'ils sont en train de mettre en place. Donc ça peut être : loi Blanquer, hausse des taxes sur l'énergie, loi anti manifestant, réforme des retraites, réforme assurance chômage, toutes les lois sur l'hôpital, etc.
- Revendications systémiques, sur le long terme : stop à la captation du pouvoir par une classe dominante, constituante, RIC, indépendance des médias, sortir des traités européens libérales, etc.

Ça a été la seule divergence qu'on a eu. Ceux qui pensaient qu'il fallait sortir de l'UE et ceux qui pensaient qu'il fallait sortir uniquement des traités. Donc on s'est mis d'accord sur sortir déjà des traités. Donc les analyser et voir desquels il faudrait sortir.

Donc la proposition qu'on a pour l'Assemblée des assemblées c'est plutôt de faire des revendications par thèmes. On peut discuter des thèmes, mais il faut resserrer l'étude, sinon on n'est pas efficace.

Troisième groupe : >> 2h36min10s <<

Dans un premier temps, concernant la récolte des revendications, objectifs ou exigences, il a été question dans notre groupe, en vrac :

- La mise en place d'un dropbox de l'Assemblée des assemblées pour faciliter la collecte des revendications. On a discuté aussi du document utilisé à Commercy.

- Beaucoup de personnes qui ont participé ont dit que les revendications devaient être adoptées par les assemblées locales, puis départementales, puis régionales et nationale. Que l'adoption des objectifs du mouvement devait s'inscrire dans le cadre d'une structuration de notre mouvement.

- Travailler à fond les revendications par les assemblées locales qui les valideront : travail de hiérarchisation, de synthèse, de regroupement, etc.

- Nous pourrions à l'issue de cette 2e AdA proposer entre 5 et 20 revendications essentielles qu'on pourrait peut-être intégrer à notre appel.

- Fixer l'ordre de priorité des objectifs en fonction des besoins des plus dominés.

- Création d'une commission pour travailler à fond sur le cadre qui pourrait rendre possible la satisfaction des revendications.

Je vous passe les différents objectifs revendicatifs qui ont été abordés, on n'a eu trop peu de temps pour se mettre d'accord et les présenter, mais par contre je finis par vous donner quelques autres éléments de méthode. Quels types de revendications ? Comment ?

Il a été question d'objectifs qui feraient le lien entre les objectifs de court et long terme. Le lien entre des revendications et des propositions, qui les rendent possibles. Il a été question de lier ces objectifs avec des capacités d'un pouvoir autonome, celui qu'on devrait instituer à la base. Et de définir des objectifs généraux en fonction des possibilités de leur traduction en objectifs opérationnels.

PROPOSITION 1 : LE MUNICIPALISME

>> 2h40min03s <<

Premier groupe :

Ce qui est ressorti, surtout, c'est au niveau de la terminologie : Comment on appelle ces assemblées citoyennes ou populaires ? Est-ce que c'est Communale ou Municipale ? Ce sont les axes de réflexion de la synthèse que je vous propose, il n'y a pas de solutions apportées dans l'immédiat.

Une réflexion sur son utilisation, son positionnement : Est-ce qu'on s'en sert pour infiltrer les conseils municipaux qui sont en place, donc de manière légale ? Est-ce qu'on les utilise, ces assemblées citoyennes, pour faire pression sur les conseils municipaux ? Ou est-ce qu'on les crée en parallèle carrément en marge, sur un modèle de désobéissance, sans prendre en compte le conseil municipal ?

Il y a donc une remise en question du statut du Maire, forcément, suivant quelles positions on choisit.

Réflexion à mener aussi sur la structuration, le fonctionnement et les outils de ces assemblées citoyennes. Notamment identifier les failles et les dérives possibles, la rémunération, le temps disposé à ces assemblées. Qui va avoir assez de temps à y consacrer ? Ce qui peut aussi amener des dérives. Réflexion sur la souveraineté de ces assemblées citoyennes pour définir les stratégies et les décisions à prendre.

Remise en place des Maisons du peuple très importante dans le processus.

Deuxième groupe :

Il y avait aussi la question des élections qui est revenue. Certains parlaient d'être infiltrés, d'autres c'était plutôt sur un versant légal en disant qu'on ne pouvait pas prendre une muni-

cipalité si c'était pas par le biais légal, c'était vraiment une question qui se posait.

Est-ce que la lutte était générale ? Est-ce qu'on faisait des assemblées qui étaient seulement des assemblées de lutte ? Ou est-ce que les assemblées qu'on faisait actuellement devait rester des assemblées de lutte et qu'en parallèle devaient naître des assemblées plus générales qui ne seraient pas que celles des GJ ?

On a évoqué les outils issus d'expériences de démocratie déjà faites : questionnaire citoyen, des outils de gouvernance partagée et d'intelligence collective.

Faut-il se servir des communes avant de les avoir prise, ou à côté ? Consensus pour se dire que les assemblées ne doivent pas être oubliées une fois que les communes sont prises, il faut un contrôle total sur la municipalité par les assemblées citoyennes. Ne pas croire que les municipalités s'occupent de tout et que les assemblées peuvent prendre en charge par exemple le logement, la réappropriation de la nourriture, etc.

Troisième groupe :

Je vais continuer sur les élections municipales, car il y avait des confusions au départ sur l'éventualité de se présenter. L'idée était de présenter des assemblées sur une liste municipale pour appliquer juste les décisions que prendraient les assemblées citoyennes au niveau municipal. Il ne s'agit pas de présenter des listes GJ aux municipales ! Que ce soit clair.

Dans les outils, le questionnaire citoyen a été diversement compris. Il y en a de deux types. Il y avait des questionnaires citoyens de type consultation citoyenne, ou alors des questionnaires citoyens qui sont adressés au Maire. En leur demandant par exemple, ça se passe dans l'Indre en ce moment, « pour 2020 qu'est-ce que vous êtes prêts à mettre en place au niveau démocratie participative » ? Et en fonction des retours des Maires et de ce qu'ils sont prêt à faire, on peut se servir de l'éventualité d'une liste aux municipales comme rapport de force.

Intervention dans l'Assemblée : « La commune a été instituée par la révolution comme le premier niveau d'organisation territoriale avec un conseil communal. Et c'est sous Napoléon qu'on a installé un conseil municipal. Le conseil municipal ça vient de « municipe », un mot romain qui fonde un statut d'inféodation. Les Romains quand ils faisaient leur guerre de conquête, ils arrivaient devant les villes et ils disaient « on est plus forts que vous, soit vous vous rendez tout de suite et on vous accorde le statut de municipe, soit on vous extermine ». Et le statut de municipe ça voulait dire « vous nous assurez tous les ans un tribut en or et en soldats, mais vous êtes complètement inféodé ».

Il y avait un consensus en tout cas dans le groupe dans lequel j'étais autour de cette idée-là, de remplacer le concept de municipalisme par communalisme ou commune. Remettre le mot commune plutôt que municipalité pour cette raison-là.

Intervention d'une personne sur les revendications : « Là encore ce sont des listes qui sont sorties. Ça fait 4 à 5 mois qu'on ne fait que lister des revendications, à un moment donné il faut voir plus haut, il faut chercher la cause du problème. Le problème c'est la finance et le système dans lequel on vit. Il faut chercher comment les appliquer, chercher des gens qui savent faire des lois et mettre nos revendications en place, et vraiment chercher plus loin. Juste faire des listes, ça ne suffit pas ! »

INTERVENTION DES GROUPES D'INTERVENTION DES GRENOUILLES NON VIOLENTES À NANTES ET D'ACTION NON VIOLENTE COP21

>> 2h47min30s <<

Présentation de leur action de réquisition du portrait d'Emmanuel Macron pour dénoncer son inaction face au dérèglement climatique. Ce portrait a été retiré dans la Mairie de Saint-Sébastien-sur-Loire le 4 mars dernier.

Voir la suite en vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=Iwg8nfVw4ck>



AXE 3 - ACTIONS

>> Partie non filmée <<

Intervention d'un modérateur : C'est le moment où on boute les journalistes hors de la Maison du Peuple ! S'il y a des renseignements territoriaux ils sont invités à sortir aussi ! Les paranos demandent à ce qu'on ferme les fenêtres, merci !

Premier groupe :

Plusieurs idées proposées :

- Péages ou parking gratuits une fois par mois, ça continue à bien marcher. Opérations de nuits possibles pour moins subir la répression. Donner des rendez-vous seulement au début de l'action sans avoir préciser les cibles.
- Actions à l'intérieur des lieux d'exploitation (MacDo, Carrefour etc.). Pratique qui a du succès en manif.
- Prendre le train gratuitement en nombre (par exemple dans les zones où les lignes ferment, en profiter pour discuter avec les gens à l'intérieur).

- Constitution de groupes d'autodéfense juridique et de legal team.
- Collectes avec les pharmacies pour équiper les street medics.
- Soutien aux grèves des enseignants et hôpitaux en lutte. Constitution de groupes d'autodéfense juridique avec legal team.
- Éducation populaire : vidéos sur différents thèmes, etc.
- Délégation envoyée à l'ONU qui a permis une motion condamnant l'usage du LBD par la France.
- RIC locaux.
- Coordination gilets jaunes et verts + Amnesty International.
- Cortège 1er mai.
- Action en marge du G7 à Biarritz entre le 23 et le 26 août.
- Intégrer la dimension internationale.
- S'inspirer dans les méthodes de désobéissance civile : ni dans le légalisme, ni donner prise à la répression, faire des journées de formation avec les Désobéissants pour subir le moins de répression possible
- On ne veut pas opposer actions soft/douces et actions de blocage.

Sans consensus : un jour jaune ; reprise des ronds-points le 7 mai ; RDV annuel des GJ qui soit festif et culturel.

Codes de communication : utiliser Signal, ou l'application Wire utilisable sur les ordinateurs.

Deuxième groupe :

Nos préoccupations :

- Nécessité de mobiliser pour continuer de faire grandir le mouvement : pique-nique, prises de parole publiques régulières, diffusion de tract sur tous les lieux où on peut se rendre visible, des trucs de justice fiscale et sociale, d'augmentation des salaires, mais aussi les questions écologiques.
- Se mobiliser contre les réformes en cours et rejoindre les mobilisations.

Troisième groupe :

On a pas mal parlé des actions passées, mais parlons printemps.

Actions ciblées avec RDV déjà fixés :

- 9 avril : convergence pour le maintien des services publics ;
- 13 avril : journée antirep à Toulouse pour l'acte 22 ;
- 20 avril : proposition de blocage pour les 24h du Mans + appel national tous à Paris ;
- 27 avril : tous à Strasbourg pour manifester contre le Parlement Européen ;
- le 1er mai : on prend la tête de tous les cortèges ;
- le 8 mai ; c'est le rassemblement autour des hauts lieux de la Résistance ;
- le 11 mai : appel national pour des péages gratuits ;
- proposition d'action contre la répression de la semaine sanglante à Paris fin mai (21 au 28) ;

- blocage du Tour de France.

Sur la durée :

- des campagnes de boycott ciblé sur des groupes comme Amazon, Mulliez, Total, etc.

- marchés solidaires (prise de contact avec des producteurs locaux pour les fournir) ;

- des actions de résistance aux expulsions des logements : réquisition des logements vides, rassemblement auprès des mairies pour les éviter, piquets anti-expulsion.

SUITE ET FIN DE LA PLÉNIÈRE

>> *Partie non filmée* <<

Un modérateur : Il est 17h ! Bravo !

On continue sur le processus et on se divise en groupes de travail. L'axe 1, sur la définition de l'AdA, vous pouvez aller dans le chapiteau. Essayons de prendre exemple sur les groupes qui sont parvenus à nous présenter des propositions synthétiques !

Nous devons aussi continuer le travail sur la suite des axes 2, 3, 4, 5 et 6, ainsi que toutes les autres propositions : municipalisme, européennes, etc.

Intervention d'une déléguée de Strasbourg : Va-t-on avoir des délibérations collectives sur le travail des ateliers ? On est là mandatés et légitimes, il faut qu'on puisse prendre position sur des choses discutées collectivement !

Un modérateur : Ce qu'on avait imaginé c'est qu'à chaque proposition, on fasse un temps d'échange pour que le groupe puisse continuer de travailler.

Strasbourg : Je veux soumettre une discussion au vote, que demain soit une journée de plénière !

La discussion devient difficile... Une interruption : Moi je suis en bleu (observateur), on m'a laissé dehors toute la journée, c'est n'importe quoi ! (faute de place, les observateurs.rices étaient sous le chapiteau et non dans la Maison du Peuple avec les délégué.e.s).

Un modérateur : Notre idée c'était qu'on prenne la matière de l'axe 1 et de proposer des points précis des autres axes à voter ! C'est difficile de décider à 400 en plénière ! Ce ne sont pas des conditions de débats qui permettent de creuser ! Matière principale axe 1, et précisions pour les autres axes !

Intervention : Est-ce que l'assemblée est un espace de débat ? Est-ce qu'il y pourrait y avoir des comités, des conseils mandatés qui viennent proposer des thèmes en plus des thèmes inscrits ? Est-ce qu'on ne devrait pas ajouter des strates intermédiaires, des assemblées régionales ?

Un modérateur : Ce n'est pas ça la discussion !

Intervention : Ce que j'entends dans la prise de parole des camarades, c'est qu'il y a une priorité sur le fait de travailler notre rôle en tant qu'AdA, en petits groupes et en assemblée plénière !

On a toute la nuit, on est venu de loin, on veut changer le système !

Un modérateur : Je reformule notre proposition de planning pour le reste de l'AdA : Groupes de travail sur le reste de la journée et plénière demain dimanche. **Majorité de POUR.**

Intervention : Je ne voterai rien sans l'approbation de mon groupe local !

30 secondes de silence...

Un modérateur : N'oubliez pas que vous venez de travailler à 400 personnes pendant 2h30 ! c'est fantastique !

Propositions de fond qu'il faudrait voter :

- Qu'il y ait une AdA qui puisse se réunir une fois par mois.
- Les appels immédiats : mobilisation le 13 avril contre la répression, les violences judiciaires et l'autoritarisme, et pour le droit de manifester et les libertés publiques ; mobilisation le 1^{er} mai.

Pour remobiliser et converger :

- Que ça se passe sur un mois de travail : un temps de 3 semaines où il va falloir sensibiliser et mobiliser les personnes non GJ, remobiliser les GJ fatigués, recréer les points fixes des RP brûlés et évacués + quelque chose de nouveau : on va vers les gens, on ne reste plus fixe, on va leur parler, on va tracter sur les marchés, on essaie de les impliquer en demandant leurs avis, des services à la personne, des enquêtes comme Carcassonne, des marchés citoyens comme à Langon. Et la dernière semaine : une semaine d'action en convergence nationale où on va cibler tous ensemble des cibles communes, par exemple des grandes entreprises comme Amazon et Total, on les cible toutes en même temps pendant 1 semaine.
- Un Jour Jaune !
- Le 1er mai, suivi d'une semaine d'actions.

Propositions testées :

- Proposition de 3 semaines de remobilisation et une semaine d'action à partir du 1er mai ! **Majorité de votes POUR.**
- Appel à mobilisation pendant les élections européennes. **Majorité écrasante de votes POUR. Une dizaine d'abstentions et environ 5 votes contre.**
- Est-ce que les groupes de GJ au niveau local, régional etc. sont prêts à lancer des assemblées citoyennes délibératives constituantes dans leur ville ? **Pas de position majoritaire, pas possible de se positionner en l'état.**

PARTIE 2 - GROUPES DE TRAVAIL SUR LES AXES 1 À 6 ET SUR CERTAINES PROPOSITIONS

Retranscription de cette partie le dimanche matin en plénière.

DIMANCHE 7 AVRIL 2019 - MATIN

SYNTHÈSES ET VOTES, SUITE AUX GROUPE DE TRAVAIL DU SAMEDI APRÈS-MIDI, SUR LES AXES 1 À 6 ET LES PROPOSITIONS

*Vous pourrez retrouver cette partie en vidéo via ce lien :
<https://www.youtube.com/watch?v=EgR-ivC0tCw>*

POINT SUR LES MÉDIAS PRÉSENTS À L'ADA

>> 1h20min40s <<

Céline :

Enfin une femme qui a la parole. On était 3 référents presse Nico, Denis et moi, pour gérer le week-end. On ne savait à quoi on allait s'attaquer quand on a commencé, il fallait des volontaires, on s'est porté volontaires. Là aussi on apprend, parce qu'on est des référents presse de la MDP mais on n'est pas des attaché.es de presse. On a surtout été estomaqué dans les 2 semaines qui ont précédées l'évènement par le nombre de sollicitations que nous avons eu, qui sont internationales. Pour vous citer le national et l'internationale, cela m'a été demandé. Dans les médias qui ont été présents sur le week-end, nous avons eu : Le Monde, 20 Minutes, GJ infos, Reflets infos, Le Stern d'Allemagne, Le vent se lève, France Culture, AFP, RFI, Tintin au pays des GJ, Correo internacional qui couvre l'Amérique Latine (quelqu'un est là de Bolivie pour nous), Mediapart, France 3, L'Humanité, « C'est dans l'air » (France 5), France Inter, France Bleue Loire Océan, Bastamag, Ouest France, Presse Océan, Télé Nantes, Reporterre, Le Média, Informations Ouvrières, L'hebdo Politis, « C politique » (France 5), L'écho de la presqu'île, RCF, Lundi Matin, Born to Be Jaune, CNEWS (On a été contacté).

Dans les médias étrangers, il y a aussi : Nous avons des grecs, plusieurs grecs qui sont là, des Italiens avec On line Contropiano, nous avons eu des contacts avec la télé japonaise, avec des journalistes indépendants qui couvrent les USA, le Mexique, avec la Grande Bretagne.

Radio Parleur, ici, a fait un travail génial. TV33 de Bordeaux.

On a plein, plein, plein de documentaristes parmi nous.

Cela a aussi été de l'improvisation par rapport à la presse, parce que l'on ne s'attendait pas à de telles sollicitations. Nous avons refusé beaucoup de sollicitations, y compris de gens qui étaient au portail et qu'on a dû refuser parce que nous avons trop de monde sur place.

Nous avons aussi appris beaucoup et il faudra aussi retravailler là-dessus après, des échanges que nous avons eus avec la presse pendant ces 2 jours qui se sont déjà écoulés. Nous avons énormément souffert de la couverture médiatique depuis le début du mouvement. Et nous avons-nous aussi à nous réapproprier cette part des médias. (Applaudissements). On ne peut pas juste le regretter et ne rien faire. Du coup, nous avons vraiment pu échanger avec eux, et on vu aussi des journalistes sur le terrain qui ont coopéré, qui se sont adaptés, qui ont fait preuve de patience. Et on espère vraiment que le professionnalisme de ceux que l'on a pu constater sur le terrain ne sera vraiment pas dénaturé quand cela remontera dans les rédactions et quand cela sera utilisé par des éditorialistes sur les plateaux. Parce qu'on a vu des vrais journalistes sur le terrain. Bon voilà. Merci à vous.

PRÉCISION ET VOTE DU CADRE POUR L'ÉCRITURE DES APPELS

>> 1h25min25s <<

Jo, modérateur :

Donc là, ce matin, on va repartir sur le cadre que l'on a proposé la veille qui a été validé par l'AG, par la plénière. Donc on veut, quand même, pour être surs de ce cadre de débats, on propose, on va quand même revalider 2 points, qui nous semblent importants et ensuite on va pouvoir justement vraiment aller sur la discussion.

Donc, le premier rappel là, donc, ce matin, on a des synthèses qu'on va vous faire circuler. D'ailleurs, je pense qu'on peut commencer là. Il y a des copains et des copines qui ont bossé jusqu'à, je crois, 4/5 heures du mat, pour compiler toutes les synthèses, ils ont dormi 3 heures (applaudissements). C'est un boulot hallucinant qu'ils ont fait. Et donc ils ont, à partir de ces synthèses-là, ils ont essayé de sortir les points les plus saillants, les plus consensuels, et donc, c'est ces point-là, qu'on va vous proposer, toute la matinée, donc sur les 6 axes (définition et fonction de l'assemblée, communication, actions, répression, revendications, et stratégie « quelles suites pour le mouvement »). Ça c'est ce qui va nous occuper ce matin, jusqu'au déjeuner. Donc c'est vous présenter ces synthèses. On en débat, on vote là-dessus. Donc, on vous propose, comme on en a discuté hier, que ça cela nous serve de base, pour faire l'appel vidéo de la 2ième l'assemblée des assemblées. Donc ça c'est la première chose qu'on va soumettre au vote. Sachant qu'il y a eu d'autres textes travaillés tout au long du week-end, il y a eu le texte sur le municipalisme, il y a eu le texte sur l'écologie, le texte sur les européennes. Et donc, là l'idée qu'on vous propose, c'est qu'on revienne là-dessus, au niveau du vote. Et si jamais, c'est validé, qu'on puisse tourner ces appels cet après-midi.

Mais ce matin on reste sur les 6 axes qui avaient été travaillés localement, dans les groupes de travail.

Donc la première chose que je vais soumettre au vote : c'est est-ce-que cette assemblée plénière est d'accord, sur le principe, que ce matin, on valide ces 6 axes, pour qu'on puisse ne faire un appel vidéo cet après-midi ? Donc, allez-y, prononcez-vous là-dessus. Jaune c'est POUR, vert c'est CONTRE, blanc c'est ABSTENTION.

Je répète la question : est-ce-que vous êtes d'accord, pour que ce matin on travaille sur les 6 axes, qui ont été travaillé localement dans les groupes, et qu'à partir de ces synthèses, on puisse produire un appel vidéo qui sera tourné cet après-midi ? Il y a plein de mains qui ne sont pas levées. Allez-y tenez debout.

Vote POUR largement majoritaire

Une déléguée : Il y a pas mal, enfin moi j'ai ressenti pas mal ça, c'est très sympa les groupes de travail et tout mais en fait on a eu des petites discussions, on avait des tous petits temps de parole, et ça donne des synthèses. On a pas encore eu le temps de regarder ce qu'il y a eu dans les synthèses, mais moi j'ai l'impression, qu'il y a vraiment un besoin qu'on discute un peu tous ensemble, qu'on se réserve aussi dans cette matinée, qu'il y ait la garantie que ce temps, pas juste de débattre de points de détails sur les synthèses quoi. Et un deuxième truc, c'est aussi l'appel comment est-ce qu'il va être rédigé, comment est-ce qu'on travaille ?

Jo : Effectivement, on va avoir des temps de discussions sur les axes, c'est prévu. Je le confirme.

Et donc la deuxième chose qu'on voulait soumettre aux votes. Et donc là, je vais demander aux personnes qui se sont signalées volontaires pour faire partie d'un groupe de rédaction, si elles veulent bien venir, dans un souci de transparence. Il y en a qui sont

présentes, je sais qu'il y en a qui sont peut-être en bas... Elles sont en bas, bon ben tant pis. Bon alors, je vous explique comment on a ... quelle proposition on vous fait. Il y a eu, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, un groupe qui a bossé sur la prise de notes de ces synthèses, qui les ont notées, qui ont essayé de voir quelles étaient les points les plus consensuels et les plus saillants. Donc, nous ce qu'on vous propose c'est qu'il y ait quelques personnes de ce groupe, parce qu'elles ont une vision globale de tout ce qui a été dit, qui puissent faire partie de ce groupe de rédaction. On a aussi fait un appel hier, bon, c'était informel, on en convient, à des volontaires, dans un souci d'essayer de représenter plusieurs territoires. Donc il y a plusieurs personnes qui se sont prononcées, qui nous ont rejointes. Et donc la question c'est, on va soumettre cela au vote : ça vous va, que ce matin, on va travailler axe par axe, on en a 6 ; dès qu'on a validé des points sur un axe, on fait descendre ça dans ce groupe et ils travaillent sur la rédaction pour pouvoir lire cet appel ?

Et ça c'est ce qu'on va soumettre aux votes. Et dès qu'on a de nouveaux éléments validés par l'AG, ils descendent dans le bureau en bas et ils mettent ça en forme. Et dès qu'on a terminé les 6 axes, là ils nous font remonter une proposition, on vous la lit, s'il y a des points qui bloquent on en discute, on note les modifications et cela redescend. C'est ça un petit peu ce qu'on vous propose pour pouvoir avancer sur un texte, parce qu'il nous reste que quelques heures. On termine juste de valider le cadre collectivement et ensuite on enchaîne direct.

Melinda déléguée du 78 : Bonjour à tous, je suis Mélinda du groupe Achères dans les Yvelines. C'était pour une précision par rapport à ce que l'on recherche aujourd'hui, parce que je pense qu'il doit y avoir 2 choses. Il y a la synthèse qui a été distribuée sur les axes, mais je pense que, et si je repars de ce qui a été fait à Commercy, je pense qu'on le partage, il faut qu'il y ait, à mon avis, un appel, une déclaration (peu importe comment on l'appelle), mais un texte plus court qui condense les positions qui sont les nôtres aujourd'hui qui est complémentaire, à mon avis, de ce travail que vous avez déjà commencé à faire. Parce qu'il faut bien qu'on s'inscrive, à un moment donné dans la situation dans laquelle on est. Si on est là aujourd'hui, cela a été dit un petit peu avant dans l'introduction, c'est qu'on est tous dans la répression de Macron. On est tous engagés dans « Macron démission » depuis des mois. Le mouvement, il est là, il ne faiblit pas c'est d'ailleurs pour ça qu'il y a une répression sans précédent face à nous les lois liberticides, etc., cela a été dit hier. Pourquoi ils font ça, parce qu'ils font passer des réformes de malades dans tous les secteurs. (mouvements il faut enchaîner). Oui je vais vite, mais il faut quand même partir de là, sinon je ne serais pas là aujourd'hui. Donc dans ce cadre-là, je pense qu'il est important, qu'on dise nous de façon simple, pourquoi on est là aujourd'hui face à la répression pour dégager Macron, et qu'on veut élargir les groupes et la résistance. Et ça cela peut être dit de façon simple à mon avis, dans un appel qui serait adressé à tous les groupes, voilà. (Applaudissements)

Ludovic, modérateur : Redisons clairement, parce qu'il faut qu'on ait tous en tête de manière claire ensemble un petit peu, ce qu'on cherche à faire ensemble. Il faut que ce soit vraiment clair pour tout le monde. Hier a été dit et acté, de manière très forte, qu'il faut qu'on ressorte d'ici avec une expression forte qui dise le minimum de ce qu'il paraît important à dire et de ce qui nous rassemble. Donc, cela va être le but de l'appel qui va être en train d'être travaillé et qu'on va travailler sur toute la journée. Pour rédiger cet appel, comme a dit Jo il y a une équipe qui est en train de le faire et pour ça il faut connaître la matière. Et la matière qu'on leur a transmis c'est ce qui ressortait de manière saillante et claire dans tous les groupes de travail. C'est ça qui est rassemblé dans ces documents. Et donc, il faut que cette matière, on la valide, pour qu'ils puissent faire

ce travail d'écriture. Donc c'est juste ça.

Après, potentiellement on pourrait dire plus d'autres choses et rentrer dans plus de détails. En fonction de comment on va réussir à avancer aujourd'hui, à quel rythme, potentiellement on peut imaginer qu'on aille un peu plus loin dans tout ce qu'on dit. Il y a des groupes de travail qui ont réussi à murir des trucs qu'ils pourraient présenter. Voilà, ils ne sont pas forcément présents ici, mais on peut arriver à les poser sur la table et à les valider et à faire en sorte qu'ils fassent des appels qui seront présents à la fin. Donc voilà, on fonctionne par priorités. La première priorité est d'arriver à sortir notre appel, notre texte qui dise ce qu'il s'est passé ici. Et, ensuite, si on arrive à faire ça, il y aura des choses qui vont venir derrière. Là on se lance, on aura le temps ce matin, de réguler. Il y en a qui viennent nous voir en disant « ouais mais nous on avait ce truc-là qui était prêt etc... ». Ne vous inquiétez pas on va essayer de faire passer tout cela. Quelques questions rapides ?

Un délégué : En fait, il y a eu un petit problème sur une partie du groupe « stratégie » qui s'est réunie hier matin. On voulait en parler, on s'est retrouvé l'après-midi sur stratégie à long terme. On s'est retrouvé le matin, il y avait 2 positions qui s'affrontaient. Il y avait quelque partie des gens qui étaient vraiment sur une position : on va faire des listes, on va prendre des mairies, tout ça... D'autres gens pour qui la stratégie à long terme c'était de construire la lutte, de repartir sur les fondamentaux, etc... Bref, on a fait un premier point le matin, il y avait des désaccords sauf que la synthèse qu'on a vu en plénière en public l'après-midi, n'a repris que le point sur les perspectives électorales. On s'est retrouvé l'après-midi, tous ceux qui étions dans le groupe, on était scandalisé de la chose. On n'a pas pu revoir la personne, on ne l'a pas revue depuis. Il y a même des gens qui viennent me le dire aussi maintenant. Et on aurait bien aimé refaire la synthèse de ce groupe qui n'a pas pu être faite de manière objective. Et d'ailleurs dans le compte rendu, je pense qu'il y a des mélanges des différents groupes donc c'est un peu atténué. En tout cas la dimension qui était très largement minoritaire, était très présente.

Jo : On va le voir après, ça c'est un des 6 axes. S'il vous plaît, ce genre d'intervention on va les voir plus tard. Donc cette remarque, quand on va parler de l'axe « stratégie », tu pourras le redire, et on verra comment... Là, il va falloir qu'on valide le cadre sinon on ne pourra pas finir. Il faut qu'on avance là, je suis désolé. (brouhaha) Il faut qu'on avance. Je vais terminer ce que j'étais en train de dire. J'aimerais juste qu'on valide le principe d'un groupe de rédaction.

Donc, il y a un petit groupe qui est en bas, qui attend qu'on leur fournisse des synthèses validées par cette AG, si jamais, il y a des personnes ici, et plus il y en a et plus, je pense, que cela va prendre du temps, ce n'est pas un appel élargi, mais si vraiment il y a quelques personnes qui se sentent de descendre pour leur filer un coup de main ; Je sais qu'il y a une copine là-bas qui s'est proposée déjà ; c'est le moment d'y aller pour participer à la rédaction de l'appel , à partir des éléments qu'on va faire descendre, qui vont être validés. Ils sont en bas dans le bureau, il faut descendre les escaliers et il faut suivre le panneau « bureau ». Donc, c'est le moment. Là, ils sont déjà bien, c'est juste qu'on voulait quand même dire que ce n'était pas complètement fermé.

Alors, ce qu'on soumet aux votes et ensuite on va passer à l'axe 1, c'est : est-ce que vous êtes d'accord pour qu'on fonctionne selon ce système d'allers-retours avec un groupe d'une dizaine/quinzaine de personnes en bas qui dès qu'on a des éléments validés sur les axes, on leur envoie. Ils mettent en forme, dès qu'ils ont une première version, à partir des 6 axes, ils nous la présentent ? Est-ce que vous pouvez vous positionner là-dessus tous les délégués ?

Vote POUR largement majoritaire

AXE 1 : DÉFINITION ET FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

>> 1h39min27s <<

Jo, modérateur :

On va commencer par l'axe 1. L'axe 1 c'était : comment on définit ce qu'est l'assemblée des assemblées et comment on définit son fonctionnement. Ça c'était, dans une logique un peu, de déclaration constitutive, de qu'est-ce qu'on est en train d'essayer de faire ici et qui a été amorcé à Commercy, fin janvier. Donc, ce qui est ressorti du groupe qui a travaillé hier au cirque (d'ailleurs, s'il y a des gens, qui étaient dans le groupe, qui ont participé à la rédaction qui veulent me rejoindre, ça peut être cool, mais sinon je vais le faire tout seul). 3 personnes se joignent à Jo. Ils vont vous présenter, il y a eu un travail avec pas mal de monde en petit groupe, et ensuite, à la fin de ces petits groupes, il y a des personnes volontaires qui se sont retrouvées, hier soir, pour travailler sur ce qui a pu faire consensus là-dedans. Je vais donc les laisser présenter ce travail. Donc sur l'axe 1 : la définition et le fonctionnement de cette assemblée.

Présentation de la synthèse par 3 rédactrices.eurs :

Bonjour à toutes et à tous ou à tous et à toutes. Nous allons vous présenter un texte qui est issu des groupes de travail d'hier sur l'axe1 et d'une commission d'écriture. Après plusieurs heures de réunion, nous avons établi les bases consensuelles d'un socle commun. Ce texte est maintenant soumis à la plénière pour construire la base d'un appel. C'est ce qui vient d'être dit.

Groupe de travail « objectifs et fonctionnement de l'assemblée des assemblées ». Tentative de formulation des points qui semblent consensuels.

Point 1 : Nous souhaitons toutes et tous que de futures assemblées des assemblées soient organisées pour continuer de renforcer le mouvement et construire le rapport de force.

Point 2 : Nous réaffirmons, notre volonté de fonctionner dans nos assemblées locales, nos ronds-points, nos groupes locaux sur les bases de démocratie directe.

Alors ce que nous vous proposons, c'est déjà de vous lire l'ensemble et ensuite qu'il y ait effectivement des questions, un petit débat sur chacun des points. On a essayé d'être le plus consensuel possible. Ne vous inquiétez pas ce n'est pas très long. Il y a 6 points.

Nous réaffirmons, notre indépendance à l'égard des partis.

Nous refusons la logique de leaders autoproclamés.

Nous invitons les groupes qui se reconnaissent dans ces principes, à l'Assemblée des assemblées.

Point 3 : Nous reconnaissons que, en l'état, le processus d'assemblée des assemblées, entamé à Commercy et Saint Nazaire, constitue : une plateforme de rencontres, d'échanges, de partages d'expériences entre tous ces groupes de GJ. Une plateforme de mutualisation des idées et des moyens entre les groupes locaux de GJ. Une plateforme de coordination qui permet aux groupes qui le souhaitent de travailler ensemble et qui respecte toute l'autonomie des groupes locaux. Un espace d'apprentissage collectif de la démocratie directe au niveau nationale.

Point 4 : A ce stade, nous reconnaissons que l'Assemblée des assemblées, peut recevoir des propositions des assemblées locales et émettre des orientations, comme l'appel de la 1^{ère} Assemblée des assemblées de Commercy. Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux.

Point 5 : Nous affirmons la nécessité de la mise en place d'une plateforme de coordination numérique nationale, qui permettra de faciliter les contacts entre tous les groupes locaux (sécurisée, etc...).

Point 6 : Nous construisons un mouvement qui s'inscrit dans la durée et nous élaborons, ensemble, un processus de fonctionnement démocratique.

Alors, ces 6 points que nous venons de vous lire, c'étaient à l'issue de ce travail, les 6 points qui étaient consensuels. Il reste des points en chantier qui ne le sont pas. Aucune des questions que nous avons abordées hier sur la question du fonctionnement de l'assemblée des assemblées, dans le cirque, n'a été évacuée. On n'a pas eu le temps de traiter toutes les questions. Du coup, ces premiers 6 points c'est juste la base consensuelle. Les points qui suivent, ce sont les points de méthode qui se posent encore et que nous n'avons pas encore traité.

La nature et définition des mandats : quels doivent être les objectifs des mandats ? Comment se coordonner et agir ensemble si tous les mandats des groupes locaux, ne sont pas tous définis sans être paralysés ?

Le rapport à l'urgence et à la temporalité de la lutte, les réactions rapides etc... : comment pourrait-on faire pour que l'assemblée des assemblées puisse être appelée à des actions nationales de façon aussi forte que les « figures nationales » ?

La taille, comment peut-on s'organiser efficacement et démocratiquement pour que malgré un nombre toujours plus grand de personnes et de groupes impliqués dans le processus ?

Et à quel rythme allons-nous nous rencontrer ?

Il y a encore d'autres questions qui font encore débat, nous n'avons pas tout traité et tout éludé pour gagner du temps aussi en collectif.

Voilà c'était la présentation de l'axe 1, maintenant il va être soumis à un vote indicatif, c'était ça ? On en parle, bon ben il y a des réactions.

Discussion et votes point par point : >> 1h49min55s <<

Un rédacteur : Donc, le 1^{er} des 6 points, je vous le relis tranquillement : Nous souhaitons toutes et tous que de futures assemblées des assemblées soient organisées pour continuer de renforcer le mouvement et construire le rapport de force. Donc, nous vous demandons de vous exprimer sur le principe. **Vote POUR unanime**

Y-a-t-il besoin d'interventions sur ce sujet ? **NON COLLECTIF** Alors on peut embrayer.

2^{ème} point : Nous réaffirmons, notre volonté de fonctionner dans nos assemblées locales, nos ronds-points, nos groupes locaux sur les bases de démocratie directe. Nous réaffirmons, notre indépendance à l'égard des partis. Nous refusons la logique de leaders autoproclamés. Nous invitons les groupes qui se reconnaissent dans ces principes à l'assemblée des assemblées. Y-a-t-il prise de parole sur ce sujet-là ?

Une déléguée : J'aimerais bien amender ce petit paragraphe là, en précisant au niveau de « nous refusons la logique des leaders autoproclamés, de rajouter « d'éviter que cette assemblée soit un tremplin pour des individus » et de préciser qu'« on veut que le pouvoir tourne entre nous au sein de l'assemblée ». Ça c'est le point 1. Et au niveau des leaders autoproclamés, aussi de préciser ou de demander à ce que les personnes qui sont, on va dire, des figures médiatiques importantes du mouvement, apprennent aussi à la mettre en sourdine à un moment donné pour pouvoir faire en sorte qu'ils restent en retrait à des moments de la scène politique et médiatique. Voilà.

Un délégué : Bonjour, voilà, par rapport à l'intervention qui vient d'être faite et que je trouve très bien j'aimerais, parce que c'est des sujets importants, est-ce qu'on peut synthétiser cette proposition par le fait que les leaders doivent être, de toutes façons, soumis à mandat révocatoire systématiquement ? (BROUHAHA) Il y a des gens qui prennent la responsabilité à un moment donné, comme eux par exemple, et ils doivent être soumis à mandat révocatoire systématiquement et ça règle le problème des leaders autoproclamés, me semble-t-il .

La déléguée précédente : Donc, le point n°1, c'était de préciser au niveau de l'assemblée que l'on veut qu'il n'y ait aucune possibilité pour quiconque de prendre le pouvoir et qu'on doit s'organiser en interne là, il faut qu'on le précise dans ce texte-là, qu'il n'y ait aucune possibilité de récupération du pouvoir par un groupe. Et pour moi, la logique de leaders autoproclamés cela ne veut pas dire ça. Donc, ça c'est le point n°1. (pas mal de verts apparaissent, les rédacteurs.trices doivent en tenir compte). Le 2^{ème} point, c'était aussi de préciser dans ce point-là, que les leaders autoproclamés médiatiques, les figures médiatiques, on leur demande clairement de se la mettre en sourdine à des moments donnés, au niveau médiatique. Si vous n'êtes pas d'accord votez contre. **Beaucoup de votes CONTRES**

Un délégué : Donc, nous affirmons notre indépendance à l'égard des partis, là je suis d'accord, et je voudrais savoir pourquoi il n'y a pas les syndicats à la suite. Parce que c'est un oubli ou ? Je propose de rajouter notre indépendance à l'égard des syndicats aussi.

Une des rédactrices : Qui est la personne qui parle ? Bon OK, c'est, hier soir, dans le comité de rédaction suite aux réunions, nous avons commencé cette phrase par « des partis et des syndicats ». Ce point ne faisant pas consensus, et comme nous essayons de chercher un texte consensuel pour tout le monde, euh nous avons enlevé ce point. Parce qu'il y a des personnes qui souhaitent converger avec des syndicats, d'autres qui ne le souhaitent pas, les GJ de ... (BROUHAHA) Donc, je reprends, je sens bien que cela vous fait réagir, je vous rappelle que l'objet de ce texte et faire, à la fois quelque chose de précis et en même temps de consensuel, pour que tous les GJ, y compris ceux qui ne sont pas venus, y compris ceux qui n'ont pas envoyé de mandater, de représentants et d'observateurs, on peut pas prendre la parole et représenter tous les GJ non plus ; et du coup comme on s'est dit on essaye de faire un texte consensuel, c'est-à-dire qu'est-ce qui nous sert de socle commun... J'enchaîne ok. Les syndicats n'ont pas été écrits et c'est un choix de notre comité. Vous pouvez être d'accord ou pas d'accord, ... Là, comme il faut qu'on avance, je vous propose de relire, ...

La salle : On vote pour rajouter les syndicats !

La rédactrice précédente : Il ne nous reste que 5 minutes pour finir cet axe 1 consensuel, du coup, ...

Le rédacteur précédent : Est-ce que, si on a bien compris la proposition... (La salle : « on vote, on vote !).

Donc, il me semble que simplement on peut soumettre aux votes le rajout ou pas de « et des syndicats », « organisations syndicales ». Donc, je relis avec la proposition. Pour l'instant c'est « nous réaffirmons notre indépendance à l'égard des partis ». Est-ce qu'on peut soumettre aux votes : nous réaffirmons notre indépendance à l'égard des partis et des organisations syndicales » ? Est-ce qu'on peut s'exprimer là-dessus ?

Vote POUR largement majoritaire

La rédactrice : 3^{ème} point : Nous reconnaissons que, en l'état, le processus d'Assemblée des assemblées, entamé à Commercy et Saint Nazaire, constitue :

une plateforme de rencontres, d'échanges, de partages d'expériences entre tous ces GJ. Les papiers s'il vous plaît pour qu'on puisse voir votre avis sur cette phrase. Pas de grosses opposition, je n'en vois pas du tout même, si une... OK.

Une plateforme de mutualisation des idées et des moyens entre les groupes locaux de GJ ensemble.

Oh cela fait du bien quand ça marche... Il y a un peu de contre... Il y a 3 verts... Si on peut éviter les quolibets et rester dans l'écoute bienveillante... J'ai vu qu'il y en avait un et il y en a deux aussi devant... Est-ce que vous pouvez vous mettre d'accord ?

Un délégué : Bonjour, je vais être super short, on a parlé de démocratie directe tout à l'heure, moi ce qui me gêne personnellement, c'est que ce texte-là brut on devrait le redescendre dans nos assemblées locales, on devrait sursoir à statuer nous-même et que ce texte là avec la plateforme, on le remonte et qu'à la 3^{ème} assemblée on fait ce texte en commun. Voilà merci.

La même rédactrice : Donc, le 3^{ème} point, svp. On a entendu la remarque.

L'Assemblée des assemblées doit servir aussi de plateforme de coordination qui permet aux groupes assemblés qui le souhaitent de travailler ensemble et qui respecte toute l'autonomie des groupes locaux.

Vote POUR largement majoritaire

OK et dernier...

Un délégué : Je trouve effectivement dommage, que certains en profitent pour monopoliser la parole et je trouve aussi effectivement dommage pour qu'on n'ait pas eu le temps, en commun ensemble, voilà, pour corriger les textes, les amender. Juste une précision tout à l'heure, soit on écrit « partis politiques en entier et organisations syndicales » soit on écrit « partis et syndicats ». C'est juste un problème de rédaction. Et là simplement, j'aimerais qu'on enlève le mot, la phrase « qui le souhaitent ». Pourquoi ajouter sur le paragraphe « qui le souhaitent » c'est de trop, à mon avis. Non, mais c'est une proposition, je pense que ce morceau de phrase est de trop.

La même rédactrice : Ok, le dernier tiret de ce 2^{ème} point... (on respire... C'est un exercice compliqué pour nous tous, c'est une première fois et c'est dur les quolibets. Donc, on respire et on se calme, on essaye d'apprendre, effectivement, ceux qui veulent aller dans la rédaction pure et dure, c'est en bas. Je prends du temps, excusez-moi.) Dans le point 3, la phrase est : « plateforme de coordination qui permet aux groupes assemblés de travailler ensemble et qui respecte toute l'autonomie des groupes locaux. » Est-ce que les gens qui prennent des notes peuvent bien préciser ce changement ? Votez. **Beaucoup de votes CONTRES**. On laisse le « qui le souhaitent ».

Le 4^{ème} point de ce 3^{ème} point est : Nous reconnaissons que, en l'état, le processus d'assemblée des assemblées, constitue un espace d'apprentissage collectif de la démocratie directe au niveau nationale.

Maintenant, vos votes. **Vote POUR largement majoritaire**. Cela fait consensus, on enchaîne.

Un délégué : Désolé de réagir si tard, mais je pense qu'on pourrait éviter beaucoup de prises de parole décalées si en point 0 de ce texte, on avait eu « l'Assemblée des assem-

blées reconnaît la pleine souveraineté des assemblées locales en toutes matières. » Et on a ça de sorte que chaque point ne vient pas être contredit par les ronds-points...Et machin... »

Le rédacteur : Je pense pour qu'on puisse avancer, on ne peut pas rajouter des points... Donc on peut le soumettre aux votes. Est-ce que le monsieur qui vient d'intervenir peut redire la proposition du point 0 ?

« L'Assemblée des assemblées reconnaît la pleine souveraineté des assemblées locales en toutes matières. »

Vote POUR largement majoritaire

Une déléguée : Puisqu'on en est à un point 0, je voulais préciser que l'Assemblée des assemblées ne représentent que les GJ qui viennent à l'ADA et pas tous les GJ. Je pense que cela doit être écrit aussi.

Le rédacteur : Le point 4 : « A ce stade, nous reconnaissons que l'assemblée des assemblées, peut recevoir des propositions issues des assemblées locales et émettre des orientations (comme l'appel de la 1ere assemblée des assemblées de Commercy). Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux. ». Est-ce qu'on peut déjà soumettre ceci à l'avis ? **Vote POUR largement majoritaire**

Un délégué : Il y a une question importante, je pense, dans le cadre des orientations c'est de savoir dans quel délai il y aura une réaction (c'est-à-dire le temps, préciser le temps de la remontée des assemblées) et le mode d'utilisation des résultats. Donc si on ne peut pas décider, s'il n'y a pas de choix qui a été décidé sur la façon dont sont traitées les remontées, je ne sais pas comment on peut proposer le truc 4, le point 4. C'est une proposition soit de compléter par exemple par un vote majoritaire ou unanime, c'est-à-dire, ... Pour les remontées des commissions, c'est ce genre de détails qu'il faut... »

Vote CONTRE majoritaire

Le rédacteur : Le point 5 : « Nous affirmons la nécessité de la mise en place d'une plateforme de coordination numérique nationale, qui permettra de faciliter les contacts entre tous les groupes locaux (Sécurisée, etc...). »

Un délégué : Je trouve juste que cela ne fait pas très sérieux de mettre juste « (sécurisée, etc...) ». On ne voit pas trop ce que cela veut dire. Je proposerai une proposition très concrète c'est de mettre : « Nous affirmons la nécessité de la mise en place d'une plateforme de coordination numérique nationale sécurisée, qui permette... » et virer la parenthèse chelou. **Vote POUR largement majoritaire**

Un délégué : Je voulais juste que soit précisé un point sur la gestion de cette plateforme, par qui et de quelle manière. Cela me semblait hyper important. **Vote POUR largement majoritaire**

Une déléguée : Moi, je propose que cette plateforme nous appartienne, qu'on en ait le contrôle, en tant qu'assemblée des assemblées. Pour moi avec « sécurisée », j'entends sécurisée au niveau de l'information, mais je parle qu'elle nous appartienne, qu'elle soit la nôtre. **Vote POUR largement majoritaire**

Une déléguée : Je voudrais que cette plateforme, qui est très importante, soit collaborative et que le contrôle soit collectif. Il faut le préciser dans l'article quand même quoi

... **Vote POUR largement majoritaire**

La rédactrice : Les preneurs de notes, prennent des notes sur ces points.

Un délégué : Ça va être un peu bref, voilà entre le point 3 et le point 5, on énumère plusieurs plateformes, en fait, ce que je voulais dire depuis tout à l'heure c'est, est ce que c'est le même site, le même serveur ; est ce que les plateformes « mutualisation, coordination et contact » c'est les mêmes ? Comment cela va être structuré, voilà c'est ça la question. **Vote POUR largement majoritaire**

Ludovic : Alors, à ce stade-là, on improvise, on va faire un point d'info. On prend la responsabilité, on fait un choix, on va dire tout de suite ce qu'on en pense. On a eu hier, une équipe d'informaticiens, de techniciens ; je veux dire les gens qui foutent les doigts dans le code ; et qui se sont rassemblés, qui sont GJ, pour voir comment ils pouvaient réfléchir collectivement pour répondre à une commande de l'assemblée pour voir comment créer une plateforme. Ils feront ce qu'on leur demandera. On fera un cahier des charges. Et donc là l'idée, c'est qu'ils puissent venir, parce qu'on n'avait pas anticipé, je pense que c'est important que ce truc-là soit dit clairement pour tout le monde. Il y a des enjeux énormes sur la technique. Qu'ils viennent vous dire eux dans quel état d'esprit ils se sont rassemblés et comment ils peuvent se mettre à notre service. Dès qu'ils sont là, on leur donne la parole.

La seconde rédactrice : 2 secondes parce qu'effectivement, le mot plateforme est répété un certain nombre de fois, et que cela peut prêter à confusion. Je propose uniquement du point de vue sémantique : « l'assemblée constitue un moment de rencontre (...) constitue l'occasion de mutualisation (...) et constitue un espace d'apprentissage (...) » comme cela on évite la répétition du mot « plateforme » qui prête à confusion. Etes-vous d'accord ? **Vote POUR largement majoritaire**

Un délégué : Juste pour dire que les 6 points sur lesquels on se prononce, ils ne sont pas fermés et que c'est juste des principes, et que derrière il y a des groupes de travail et qu'on va bosser pendant des mois et des mois. On va en recauser avec nos AG et on va en reparler et on va finir aux prochaines assemblées. Donc, ce n'est pas la peine de se prendre la tête, ça va prendre 6 mois.

La première rédactrice : Bon maintenant le point 6 : « Nous construisons un mouvement qui s'inscrit dans la durée. Et nous élaborons ensemble un processus de fonctionnement démocratique » **Vote POUR à l'unanimité**

Chant : on est là, même si Macron ne veut pas nous on est là !!! ... AOUH AOUH MACRON DEMISSION !

>> 2h23min55s <<

Renz, modérateur : Excusez-moi un petit message pour les observateurs : on ne peut pas donner la parole aux observateurs, je suis désolé, c'est comme ça y a trop de monde !

Jo : Attend, SVP, je vais te donner la parole, attend, chut, je vais te donner la parole, je peux répondre pour que tout le monde entende, y a un monsieur qui est observateur qui depuis tout à l'heure demande la parole, on lui a déjà dit, ça c'est annoncé clairement depuis le début en amont, c'est la base du fonctionnement qui a été proposée par Commercy, on l'a proposé nous aussi. En plénière la parole est aux délégués, on a eu énormément de temps

en groupe de travail pendant ces 3 jours, attend STP, et en groupe de travail, autant les délégués que les observateurs et les observatrices ont eu la parole. Les règles ont été fixées.

Un délégué : Juste une proposition de rajouter « Nous élaborons ensemble un processus de fonctionnement et de vote ou décision ».

Jo : Ça été voté, je suis désolé.

Délégué : Alors désolé.

Jo : C'est pas grave, pas de souci, on va passer au point suivant. Est-ce que juste, pour essayer de nous donner un peu de légitimité parce que c'est un peu compliqué, est-ce qu'on est d'accord pour passer à l'axe suivant ? Est-ce qu'on peut voter là-dessus ? Je propose un vote. Brouhaha...

On va prendre la question du 94.

Délégué du 94 : On a un mandat de la délégation du 94. Notre mandat il est le suivant. Nous demandons, enfin, nous voudrions que cette 2ème Assemblée, elle appelle à constituer un comité national, formé de délégations régionales, de façon à organiser la prochaine assemblée des assemblées, réfléchir à l'ordre du jour collectivement de façon à ce que ce ne soit pas un groupe local qui est tout pouvoir pour ce faire. Voilà, de façon à ce que ce soit le plus collectif possible, le plus démocratique possible et que l'organisation de cette assemblée elle soit en lien direct avec les assemblées de base.

Jo : Est-ce que tu peux répéter clairement et plus succinctement ta proposition pour qu'on puisse la soumettre au vote STP ? En 2 phrases tu nous la proposes et ensuite on vote.

Délégué du 94 : Un comité de liaison formé de délégations régionales chargé d'organiser la 3ème Assemblée des Assemblées.

Ludo : On vote SVP... y a plein de gens qui ne votent pas là... non c'est trop mitigé.

Ludo : Et au delà SVP, la proposition est controversée, c'est ça qu'on fait redescendre, est-ce qu'on peut faire redescendre en même temps l'idée, attendez, attendez, laissez moi, j'attends juste que vous me laissiez parler. L'idée derrière, c'est dans la mesure du possible, que la préparation des Assemblées des assemblées soient le plus possible connectées avec les assemblées locales. On fera ce qu'on peut. **Vote POUR**

L'idée, on va voir comment y mettre des mots dessus, c'est que ce ne soit pas juste un groupe local organisateur qui gère tout de A à Z mais il essaie de se donner les moyens d'être connecté avec les assemblées locales pour le faire. Appel au vote. **Vote POUR**

Voilà l'idée, on enchaîne. Il y a une intervention encore.

Un délégué : SVP, 2 minutes. Il me semble que ces points ne sont pas suffisants, et que si on veut que les choses se passent de façon efficace entre l'assemblée des assemblées et les assemblées, il faut que nous mettions sur pied un certain nombre de choses qui nous permettent de travailler, sur les points à débattre, etc, etc. Et Par conséquent je propose qu'il, y ait, que s'il y a des points additifs sur ce sujet que je voudrais moi, entre autre proposer mais il y en a d'autres, peut-être qu'on peut se réunir tout à l'heure, pour reformuler des points que l'on re-proposera après l'ensemble des choses, voilà. Parce que là ça me paraît incomplet.

Ludo : Ok. Il y a une prise de parole là-bas.

Une déléguée : Très rapidement. Une toute petite intervention c'est que je pense, c'est que la 2ème Assemblée des Assemblées, on n'est pas encore prêts à se coordonner parfaitement nationalement. Avant de se coordonner parfaitement nationalement, le meilleur moyen c'est de voir Régions et Départements, d'essayer, de voir, plus qu'un groupe, mais par régions ou départements avant de voir cela nationalement. D'essayer de bosser un peu plus en local, avant de bosser national. Voilà.

Un délégué : Oui alors excusez moi tout va très vite, c'est pas pour le modifier, mais pour parler du point 4, on parle des propositions qui sont remontées des assemblées locales. Y avait notamment la proposition de charte qui avait été proposée par Montpellier je crois, et qui a été abandonnée en fait, sans que l'assemblée plénière puisse en décider. Ça été décidé de l'abandonner par le groupe qui avait travaillé dessus et là ça pose un problème pour moi démocratique.

Je dis pas que j'étais pour la prolongation de ce chantier, je dis juste que la décision de l'abandonner en fait a été faite sans...

Ludo : Qu'est ce que tu proposes ? C'est juste un point d'info ou... ?

Le délégué : « Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises au groupe locaux. » Mais la décision de poursuivre ce travail sur ces orientations, elle n'est pas encore tranchée. Comment est-ce qu'on décide de poursuivre ce travail ? Et je pense que ça c'est trop vague.

Un délégué : Oui donc Fredo. Oui donc en fait par rapport à la question qui en fait, a été posée, c'est une question en fait d'organisation, en fait de comment en fait on va s'organiser par rapport à l'assemblée des assemblées, donc nous a déjà en fait initié à notre niveau local en fait cette réflexion là, donc c'était de passer en fait d'une assemblée en fait des assemblées donc locale de département donc en se constituant en Département, on va prendre en fait, chaque Département en fait, par tirage au sort, pour construire en fait une Assemblée de région, et cette Assemblée de région en fait, va en fait constituer l'Assemblée des Assemblées derrière.

Ludo : Donc voilà, réactions ? Ok, merci. On a 35 minutes.

Une déléguée : SVP, SVP, SVP, j'ai, j'peux... la question là, de la charte, la question tout à l'heure de la jeune femme sur les mandats tournants etc... c'est n'empêche des choses, même si elles, c'était pas consensuel, c'est des choses qui sont apparues hier dans nos moments de travail sur « Qu'est ce que c'est que l'ADA ? ». Moi je propose qu'on puisse retrouver de manière un peu exhaustive, tous les points qui ont été soulevés, y compris la question de charte et tout, et de rajouter un point, des points qui ne sont pas consensuels, donc la liste ici, un peu exhaustive, et qu'on puisse en parler en assemblée locale et faire remonter. Non mais on n'a pas encore les points comme la charte et comme les mandats tournants. Ils sont pas indiqués sur ce papier.

Ludo : SVP, chut... SVP. Je précise à cette occasion quelque chose, qui a déjà été dite, qu'il faut se remettre en tête tous ensemble. Là on cherche à dégager ce qui fait vraiment stricto consensus et il y a à côté, une quantité de choses qui vont redescendre. C'est à dire, et ça c'est, je le dis pas pour rassurer, mais aussi pour que chacun ait le souci que ce soit fait. C'est à dire que si, dans vos ateliers, dans vos groupes, il s'est passé des choses importantes en termes de discussions et de débats, ayez le souci de faire en sorte que ça redescende de

manière claire. Pour que tout le monde puisse voir ça. Voilà.
Point suivant, je ne sais pas quel est le point suivant, c'est à qui ?

Un délégué : Je voulais juste... SVP SVP... En fait, je demandais la parole depuis un moment à ce sujet et j'ai l'impression que le problème c'est comment organiser les sujets de la prochaine assemblée. Il va y avoir une plateforme, puisqu'on l'a décidé, une plateforme sécurisée. Je propose qu'on utilise cette plateforme pour que tous les groupes locaux puissent accéder à cette plateforme et qu'ils puissent eux même discuter sur cette plateforme des prochains sujets qui seront débattus à la prochaine assemblée. Y a rien de plus simple.

Ludo : Bon ça, ça avait été notre projet, notre ambition pour ce week-end, mais on n'a pas été en mesure que ce soit fonctionnel. Point suivant.



AXE 5 : STRATÉGIES (QUELLES SUITES POUR LE MOUVEMENT ?)

>> 2h34min40s <<

Jo : Alors, nous, on voulait vous proposer dans l'ordre des axes, de passer donc au point Stratégie, donc sur la 2^{ème} page, ensuite Actions, ensuite Répression, Revendications, Communications.

Donc, il y a un petit problème de formulation là sur le groupe de travail Stratégie, sur la 1^{ère} phrase, c'est pas grès grave. Mais donc on va... (coupé par une personne).

Donc je propose que les personnes qui ont là tout à l'heure, toi t'es intervenu là-dessus, et je pense que ça peut être bien que tu redises, le problème qu'il y avait, apparemment il y avait des manques au niveau du compte-rendu, sur des choses qui ont été reprises dans la synthèse, et d'autres qui ne l'ont pas été, donc là c'est le moment d'en parler, sur des prises de parole brèves SVP.

Un délégué : Oui donc comme je l'exprimais un peu tout à l'heure, en gros y a déjà eu un conflit hier matin et dans la retranscription qui a été faite d'un des groupes. Hier matin, d'après ce que j'avais compris, y avait 4 groupes de travail sur la stratégie pardon, excusez-moi, 4 groupes de travail sur la stratégie, 2 stratégies long terme, 2 stratégies court terme. Un des groupes de travail moi dans lequel j'étais était sur la stratégie à long terme, la retransmission qui a été faite par la personne était totalement partielle et représentait une minorité de ce qui s'est posé. Le problème là du coup, y a d'autres choses qui ont été exprimées hier dans les retransmissions, on s'est retrouvé l'après-midi, on est reparti sur d'autres choses, dans les 2 groupes, on est dans le sujet, on est dans le sujet, dans la Stratégie. Non mais ce qu'il manque, il faut tout réécrire en fait. Il faut tout réécrire. J'veux dire. Et là, juste pour finir, parce qu'en fait, c'est logique, ici on se retrouve à beaucoup de gens différents. Y a des gens qui viennent effectivement des stratégies de lutte, des blocages, etc., y a aussi des gens qui sont là, on va pas se le cacher, dans des perspectives électorales. Du coup, c'est ça qui s'est passé. Donc un moment donné on va pouvoir trouver un consensus sur ces positions, va falloir trancher, si effectivement on continue à être sur une lutte autonome qui défend nos conditions d'existence, qu'on est là depuis le début, ou si effectivement y a une partie qui veut partir vers les élections, je pense pour ma part qui n'a rien à faire là, mais en tout cas, il faudra le voter.

Jo : Encore une prise de parole là-dessus pour essayer de bien comprendre ce qu'il s'est passé.

Une déléguée : Bonjour à tous, bonjour à toutes, peut être vous vous souvenez de moi, c'est moi qui suis venue rapporter le point Stratégie hier. C'était sur la Stratégie à court terme, ensuite on a fait tous ensemble un vote indicatif qui était très consensuel. Le problème qu'il y a avec ce document là, c'est que la restitution que je vous ai faite hier et qu'on a voté ensemble, n'est pas rapportée ici. Pourtant je suis bien descendue en fait, en bas au groupe Synthèse et je l'ai écrit moi même en fait pour essayer de faciliter le travail. Donc la 1ère chose que j'ai à demander c'est toutes les personnes qui font les synthèses là, SVP, rester fidèle à ce qu'il se passe et si y a un doute en fait, venez demander. Donc ça c'est la 1ère chose. Ensuite, la 2ème chose, c'est que c'est pas grave si c'est pas écrit là, on va re-proposer la proposition d'hier, parce qu'on l'a un petit peu affiné, et on peut la revoter maintenant, est-ce que c'est ok pour vous de faire ça ? Faites oui avec les mains si c'est ok. Ok. Y a un gros consensus donc c'est bon. Je vais laisser la parole à Sandrine qui va re-proposer la proposition et on va pouvoir la voter. La dernière chose que je veux dire : c'est que nous en fait, on estime que la salle elle est JAUNE et qu'il n'y a que 2 ou 3 papiers verts, alors ça veut dire que c'est bon. C'est ça le principe du vote. On va pas tout le temps tout remettre en question parce qu'il y a que 2 ou 3 personnes qui votent VERT. Ok merci beaucoup de faire OK, parce que là ça va faciliter les choses. Je laisse la parole à Sandrine pour faire la proposer en un peu plus affiné. Merci.

STRATÉGIES COURT TERME

>> 2h38min30s <<

Déléguée Sandrine : Donc nous proposons une stratégie à court terme, dont l'objectif est de nous renforcer pour établir un rapport de force qui nous soit favorable. Cette stratégie consiste à mobiliser, remobiliser, faire converger. Cette stratégie à court terme sera mise en place en 2 temps. 1er temps qui durera 3 semaines qui aura pour vocation de sensibiliser la population en proposant toutes formes d'expression, des porte-paroles, des distributions de tracts, des affichages, on laisse au local le choix et la main. Ca peut être des temps festifs,

mais en tout cas en 2 mots, des rencontres fédératrices avec des mots d'ordre rassembleurs. Je rappelle l'objectif qui est de mobiliser et de faire masse. Nous sommes clairement sur un axe Communication.

Cet axe préparera un second temps qui durera celui-ci 1 semaine : semaine d'actions du 1er au 4 mai. Il pourra y avoir par exemple un mot d'ordre national, exemple : ralliement autour du G7 Environnement à Metz, mais aussi toute action locale qui vise à soutenir d'autres mouvements et appel afin de faire convergence. Donc vigilance sur le terrain pour converger. En filigrane de cette Semaine Jaune, chaque groupe qui n'a pas déjà établi un quartier général, 1 QG, sous forme de cabane ou autre, établira ce QG et cette semaine se terminera par une initiative appelée Jour Jaune. Enfin il sera établi à l'issue de 4 semaines un « Bilans et perspectives » qui pourra être partagé entre les différents groupes locaux.

La question, le vote « : « Etes-vous pour appliquer cette proposition de stratégie à court terme telle que détaillée ici ? »

Vote POUR majoritairement

Ludo : Les réponses sont un peu variées. Il y a beaucoup de jaune, majoritaire mais ça reste quand même mitigé, on n'est pas du tout dans une unanimité. Peut-être une suggestion, en fait on n'est pas là pour dire ce qu'il va être fait dans les groupes locaux, tout le monde l'a bien compris. Par contre on est là pour suggérer des choses, donc en fait, ce que serait ce truc là, ce serait une 1ère tentative d'actions coordonnées au niveau national. C'est un peu ça l'idée. Mais ce truc là, on n'est pas sur un mode de « ça y est on a décidé, au garde à vous tout le monde vous vous exécutez », on lance cette idée et je pense qu'il y a forcément un truc de maturation, d'appropriation et que de toutes façons ce sont les assemblées locales qui diront si oui ou non si elles se saisissent de ça.

Déléguée Sandrine : Je me permets de préciser un point. Il est bien clair que le local connaît son terrain, le local connaît les convergences possibles, le local connaît les moyens d'actions possible. Là c'est vraiment un objectif pour massifier, pour faire masse avec le plus de monde possible, et de mobiliser une population qui pour l'instant ne l'est pas. Voilà.

Ludo : On refait une consultation sur cette analyse, on donne pas des ordres, c'est juste la volonté de tester ça.

Vote POUR

Donc cette fois ci, dans l'idée on va expérimenter une tentative d'actions nationales, on voit ce que ça donne, on essaie. (Applaudissements)

Alors on prend ça, on avance. Pour l'instant on rassemble plein de matière. C'est cette après-midi qu'on se mettra au clair sur comment tout ça est dit.

Et SVP... arrêter de nous assaillir, sinon nous on croule... on enchaîne, on enchaîne. Stratégie Longue Durée, maintenant.

Renz : Pour éviter de réécrire tout le groupe Stratégie, on a accueilli un rapporteur pour la Stratégie Court Terme, maintenant on va accueillir un intervenant pour la Stratégie Long Terme et ce sera terminé. Oui désolé pour les mauvais mots... »

STRATÉGIES LONG TERME

>> 2h43min30s <<

Un délégué : Du coup c'est juste les grands axes, on n'a pas les trucs hyper précis mais je vous les donne quand même, histoire d'avoir une indication et on va essayer d'avancer.

Du coup on s'est dit que l'important à long terme c'était de repenser d'où on venait. On est sorti d'un isolement, on est s'est retrouvé ensemble, on s'est retrouvé pour des actions

concrètes, on en a eu marre du symbolique qui ne servait à rien. Donc ça c'est la base de notre mouvement et on pense que pour penser la stratégie à long terme, il faut penser d'où on vient et penser dans la continuité et pas le quitter. On pense qu'il y a différentes choses à conjuguer, il y a des choses qui se recoupent avec le court terme bien évidemment. Y a besoin de lieux pour exister, pour être visibles, pour se retrouver, pour discuter, pour s'organiser, pour échanger, ça c'est une des bases. On a besoin de continuer à faire des actions concrètes. Les gilets jaunes c'est pas que du blabla, c'est de l'action concrète. On a besoin de continuer, de se coordonner pour ça, y a des choses qui ont été dites avant, donc je ne reviens pas, mais en tout cas c'est une nécessité. C'est aussi ce qui a été évoqué. C'est les 2 axes principaux qui faisaient vraiment consensus qui ont été repris. Après ce qui a fait aussi consensus c'est ce a été dit dans l'Education Populaire, mais que ce soit dans les formes, comme on apprend à le faire, que ce soit dans les discussions, etc., ça c'est un autre aspect. D'autres propositions qui ont été faites : on a besoin de constituer des réseaux de solidarité, adaptés aux besoins par rapport à la précarité. Comme des choses qui ont déjà été mises en place, les maraudes jaunes, les choses comme ça, du coup y a besoin aussi de construire aussi ces réseaux de solidarité.

Après des choses qui faisaient moins consensus mais qu'on m'a demandé quand même d'évoquer, c'était de référencer les compétences des GJ pour pouvoir gagner en compétences collectivement. La limite était de dire « on est déjà bien fiché ».

Il y avait un point qui me semble important à aborder qui est un point complexe : d'être vigilant sur la structure, la façon dont on s'organise, c'est que les délégués des GJ représentent une certaine partie socialement de ce que sont les GJ. Donc ça c'est quelque chose à vraiment prendre en compte, excusez-moi je me répète, mais dans la pression qu'il y a sur les interventions, moi j'ai l'habitude prendre la parole, déjà j'ai la boule au ventre, donc du coup je pense que ça, quelqu'un qui n'a pas l'habitude, il se fait défoncer direct, il ne peut même pas s'exprimer. (Applaudissements)

Il y a une dernière problématique qu'on a abordé, c'est se réapproprier les médias, évoqués aussi par d'autres groupes j'imagine avec d'autres aspects. En tout cas ça fait partie aussi de notre pensée Stratégie pour être capable de porter notre propre parole. Peut-être j'ai pas été parfait dans...

Un délégué : Ah pardon non pardon, j'ai été dans son groupe, alors peut-être que tu estimes que ça faisait pas consensus, je sais pas mais, ce qu'on avait dit aussi, c'est d'essayer d'élargir la lutte, sur les lieux de travail, de pas seulement faire la lutte dans les lieux publics, oui voilà gros oublis en fait...

Délégué précédent : Ah oui effectivement désolé.

Ça faisait partie des points de départ sur les actions coordonnées, désolé, c'est la pression aussi, faut effectivement être capable d'élargir, c'était un point important, on était tous dessus. C'est pas avec les syndicats, mais c'est avec les travailleurs à la base qu'on a besoin de construire les rapports de force, les chômeurs, etc., mais de faire passer le combat de l'espace public aussi aux espaces de production, aux espaces de précarité, etc.

Une déléguée : Appel à soutien des enseignants en grève.

Moi j'ai quelque chose à proposer sur cette même question. Il y a des enseignants qui sont en grève depuis le 19/03 avec des reconductions, des AG avec des centaines de personnes. Je suis pour que l'AG des AG les soutienne parce que c'est un nouveau front. Laissez-moi finir quand même, c'est un nouveau front qui s'ouvre et qui met en péril le gouvernement. D'ailleurs Blanquer est extrêmement inquiet. (huées)

Donc je suis pour qu'il y ait un soutien de la part de l'AG des AG. (huées)

Ludo : Levez vite vos papiers là-dessus SVP. Ceux qui ont des groupes locaux, vous levez le papier vert. (Excitations dans le public)

Non, non, non, non, excusez-moi on se calme, on descend. Chut chuuuutt...

(Chanson de lutte en fond « On est làààà, on est làààà... »)

Il va y avoir dans la matinée, on va essayer de faire en sorte dès que l'un de nous arrive à se libérer un petit peu, dès que les choses commencent à rentrer, à s'installer dans le fonctionnement, qu'on n'est pas besoin d'être sur la brèche tout le temps pour gérer. On a plein d'intermèdes dans la matinée pour se détendre, il faut qu'on est du temps pour les préparer.

Voilà, donc, 2 choses :

La synthèse globale telle qu'elle a été présentée, est-ce qu'elle fait globalement accord ?

Vote POUR

Ensuite, y avait quelqu'un intervenir pour dire « il faut qu'on s'exprime fortement sur l'histoire dans l'Education Nationale »

Vote POUR

Il y a pas de mal de jaune, mais c'est un peu, il y a pas mal de jaune mais pas complètement. Sur le groupe Stratégie, là ce qu'on fait, ce qu'on est en train d'essayer de recoudre des synthèses de plusieurs groupes qu'ont pas été faites ou mal été pris en compte en bas, on répare, juste un petit bug, cet après-midi, on y verra un petit peu clair sur tout ce qu'on a dit là-dessus, éventuellement, on présente le truc si y a besoin. Juste pour dire, voilà on perd rien, on peut continuer.

Un délégué : J'ai une proposition également sur la Stratégie, par rapport à ce qui a été dit au début sur la nécessité de se revoir plus possible, de se rencontrer, etc..

La proposition c'est tout simplement d'acter le fait que quand il y a des appels nationaux, des appels pour manifestations nationales, on en profite, puisqu'on sait que c'est compliquer de se déplacer pour nous à travers la France, on n'est pas très riches, pour acter des réunions organisées par l'AG des AG quand il y a un appel national, à Paris, on peut parler du 20 par exemple, je sais c'est très bientôt. Mais si on pouvait avoir, en profiter, pour se réunir, et pouvoir notamment réagir à ce que Macron va dire sur le grand débat, ça va être bientôt, ça serait vraiment super, ça nous permettrait de nous voir plus souvent, et aussi également d'intégrer dans le processus des gens, qu'on voit jamais ici, je parle des gens qui vont aux manifs et qui vont pas faire 1000 kms Aller et 1000 kms Retour pour venir à l'AG des AG. Ma proposition c'est d'acter que systématiquement en cas d'actes d'Appel national, que l'AG des AG organise une réunion, comme un jalon, également, pour annoncer les prochaines AG des AG et pouvoir réagir et avoir une voix au niveau national qui puisse concurrencer ce qu'on a dit tout à l'heure, les leaders charismatiques, etc. et le gouvernement. Voilà, la proposition c'est systématiquement une rencontre organisée par l'AG des AG pendant les appels nationaux. Dans la ville qui est concernée par l'Appel national, évidemment. Quand c'est possible.

(chuuuutt, chuuuuuuuuutt)

Délégué MDP St-Nazaire : Je suis désolé, mais cette proposition elle me convient moyennement, parce que je fais rapide. Tout simplement, quand il y a un Appel national et que je monte à Paris, je pense que je suis pas dans le monde AG et compagnie, des fois ça finit à je sais pas quelle heure, j'ai envie de faire l'action jusqu'au bout et je pense que c'est pour ça qu'on monte.

Deuxièmement, je pense pour nommer, pour organiser une AG des AG, c'est un truc de délégation, c'est du sérieux, je finis, on peut pas faire des mode AG des AG comme ça à l'arrache sur des appels nationaux, ça nécessite toute une préparation où on discute des points, on fait des délégués, etc., etc. Du coup ça me paraît pas opportun. »

Ludo : Donc on a eu 2 interventions, est-ce que vous pouvez juste lever la main ? Vote papier. Donc on a une proposition qui a été faite, sur cette proposition, la 1ère...

Un délégué : Testé depuis le fond de la salle, c'est pas facile qu'il arrive ici le micro, mais ça marche. 2 choses très vite. Il y avait un slogan à une époque qui disait « Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous. »

Moi en 15 ans de militantisme, je n'ai jamais vu un mouvement autant défendre tout pour tous que les Gilets Jaunes. Et quand on voit comment parfois les stylos rouges et les robes noires ont pu nous snober, moi la proposition stratégique ce serait d'inviter tous ces gens là à mettre leur gilet jaune. Ca c'était une remarque.

2ème chose, c'est dans le cadre Stratégie. Une autre chose importante qu'on discutait par ici, c'est de préciser, quelque soit la stratégie, c'est étant entendu que les propositions de coordination stratégique nationale n'épuisent pas les nécessités d'initiatives locales. C'est à dire que les gens ne se mettent pas dans l'idée qu'on va leur dire quoi faire. Mais qu'ils gardent l'initiative. Précisez ça quelque part. Merci.

Ludo : Non non attend stop excusez-moi, arrêtez les interventions, nous on a besoin d'être hyper carrés.

Je fais les choses dans les règles, on perd du temps. Il a fait une proposition et cette proposition elle n'a pas été reformulée, ça été c'est pas une bonne idée. Donc on vérifie voir ce que les gens en pensent après cette échange. La proposition d'organiser systématiquement dans les assemblées des trucs Assemblées des assemblées, voilà, ok. Donc l'idée, SVP, des trucs qui sortent comme ça à la dernière minute, des fois ça a des chances d'être génial et de passer mais souvent c'est compliqué. Si ça été dit dans les ateliers, le problème c'est comment faire en sorte pour que ça apparaisse après ici. Il y a une autre formulation ?

Un délégué : La question est-ce que l'assemblée serait d'accord pour acter le fait qu'il y ait une rencontre qu'on profite des appels nationaux dans les villes pour faire une rencontre, pour se réunir et pouvoir répondre au gouvernement, etc. ?

Vote CONTRE

Modérateur : J'insiste, j'insiste, y avait une autre formulation avant. Une prise de parole. Je laisse parler la personne.

Une déléguée : C'était juste un point pour dire que c'est très bien cette idée de faire cette réunion pour court-circuiter les portes paroles nationaux, les autoproclamés nationaux, mais y a pas besoin de faire une réunion, juste besoin de faire par contre des communications sur le sujet, à appeler l'ADA, à communiquer, à relayer les infos et les appels de façon officielle, et ça court-circuite les porte-paroles, c'est tout simple.

Une déléguée du Val d'Oise : J'ai une très courte prise de parole, je suis désolée. Je fais partie des GJ du Val d'Oise et si je peux me permettre y a une question qu'on devrait tous se poser : quelles sont nos forces et quelles sont nos faiblesses ? Aujourd'hui. Qu'est ce qui fait qu'on tient dans le temps ? Et qu'est ce qui fait que ça ne marche pas ?

Et c'est là dessus qu'il faut qu'on travaille pour savoir comment on avance par la suite. La Stratégie c'est comme ça qu'on va la monter, si on travaille pas là-dessus, on n'y arrivera pas.

Renz : Petite annonce technique, seuls les mandatés votent, les observateurs si vous pouvez donner les petits papiers jaunes aux mandatés ce serait sympa.

Délégué Kremlin-Bicêtre : Bonjour je suis Gilet Jaune du Kremlin-Bicêtre. Et moi je pense que pour discuter Stratégie, ce serit pas mal qu'on profite de ce point pour avoir une discussion sur la situation aujourd'hui, où est-ce qu'on en est. Parce qu'une stratégie elle s'élabore aussi de la réalité. Et aujourd'hui, qu'est ce qu'il se passe ? Y a des mouvements sociaux dans tout un tas de secteurs avec des ... (coupé)

« SVP SVP tout le monde, on le Laisse finire parler SVP... »

En fait la stratégie pour gagner, c'est réussir à s'adresser à toutes les autres parts, s'adresser aux autres et laisser à ceux qui luttent, en essayant de s'intéresser à qu'est ce qu'il se passe autour de nous, tous les gens qui se bagarrent pour des sujet qui ressemblent vachement aux sujets qui concernent tous les gilets jaunes, du coup je pense qu'il faudrait essayer de discuter un peu de qu'est-ce qu'il se passe autour de nous. En fait le point Actions, le point Stratégie et le point Revendications, à mon avis on pourrait même se dire qu'on le fait un peu ensemble, et c'est un peu tout ça.

Ludo : SVP ne criez pas, ne faites pas de bruit. Y a des gens qui prennent la parole, qui ne l'ont jamais prise. On essaie de leurs donner. Vous dites effectivement, si c'est trop long, vous le faites, vous vous manifestez. Je veux dire si quelqu'un va parler 10 min, si tout le monde est en train de faire des moulinets. Donc faites ça y a pas de problème, mais SVP ne vous énervez pas. On s'efforce de donner la parole aussi. Voilà, donc du calme.

Un délégué : J'ai travaillé hier avec un groupe sur la Stratégie. Je suis venu pour exposer un volet stratégique Gilets Jaunes qui a marché dès le début. C'est la visibilité. Comment faire pour rester visible sur le terrain ? Si aujourd'hui nous sommes là c'est parce que dès le début du mouvement, on s'est fait Gilets Jaunes et on est resté visible.

Je propose que l'on continue réellement même pour les ronds points qui ont été évacués, à rester dans les ronds-points, à rester visible. C'est ça qui nous fera gagner sur le terrain. Merci.

Un délégué : Oui bonjour un point hyper important dans la Stratégie qui n'a pas été abordé. Ça conditionne toute la suite du mouvement. Moi à mon avis, il faut gagner d'une part la bataille de l'opinion, c'est à dire informer la population des dérives d'autorité à la liberticide de ce pouvoir macronien. Par voie d'affiches, de tracts, de tags, de tout ce qu'on veut, mais faut absolument être non seulement présents sur les ronds-points partout, mais informer la population au maximum. Voilà.

Ludo : SVP, on demande de faire les dernières prises de paroles là-dessus. Donc les personnes qui prennent les paroles, essayez de bien discuter avec les gens sur c'est vraiment indispensable ou pas. Le temps tourne le temps nous échappe.

Un délégué : Je vous prends 30 secondes. On a tous des idées. On a tous préparé ce travail en amont, on a dit qu'on allait le retravailler après, donc respectons l'organisation qui a été mise en place par l'équipe. On a un ordre du jour, et on suit l'ordre du jour et respectons le travail collectif.

Un délégué : Ce n'est que la 2ème Assemble des assemblée. Nous ne cherchons pas la perfection, nous ne gravons rien dans le marbre.

STRATÉGIES LONG TERME

>> 3h00min40s <<

Un délégué : Juste un point très bref sur l'action, voyez dans la synthèse, y a 2 paragraphes. Il y a 1 paragraphe, avec des dates indicatives, des actions qui vont venir dans les semaines et mois à venir. On ne va pas soumettre au vote chacune des dates, vous êtes d'accord, parce que ce sera un bordel monstre. Donc ces dates, elles sont à titre indicatif, ce qui compte c'est le paragraphe avec des propositions d'actions où là on peut en rajouter et enrichir la synthèse, voilà. Fin de la parenthèse. Non il y a plusieurs dates, c'est à titre indicatif, elles ne seront pas dans l'appel.

Sur le groupe de travail des Actions, pour les dates je vais les dire, mais encore une fois c'est à titre indicatif. Donc on va pas soumettre au vote ces dates vu que c'est simplement pour informer chacun de ce qu'il va se passer dans les semaines et mois à venir.

Donc mai à partir du 6, il y a des actions sur les banques.

Juin, à partir du 3, il y a des actions sur les droits sociaux : SANTE, POLE EMPLOI, EPHAD, MDPH, CAF

Juillet, à partir du 1er, il y a des actions sur les stations services, pétrole, dépôts de raffinerie, transports routiers, aéroports.

Août à partir du 5, des actions hypermarchés, GAFA, logistique, CAC40.

Septembre à partir du 2, médias, instituts de sondages, élites, privé, public.

Octobre prisons, tribunaux.

Appel à Toulouse le 13/04 contre la Loi anti-casseurs, ça arrive éminemment, appelé par la LDH et plus de 50 collectifs, associations, pour le droit à manifester.

Action Femmes Gilets Jaunes, 16/04, à la Bourse du Travail à Paris, avec une AG et éventuellement penser une action sur le jour de la Fête des Mères sur le secrétariat de Schiappa. 4 et 5 mai, à Metz, venue des Ministres, G7, Ecologie.

Pensez à une organisation de bouches à oreilles, via des messages qui permettraient de ne pas passer par des réseaux, au niveau local.

Ça c'est un truc par exemple, qu'il faut que vous débattiez.

Pour terminer sur les dates, fin août, il y a une action contre le G7 à Bayonne (Biarritz en fait). Ça c'est les dates, c'est à titre indicatif.

Une déléguée : Je trouve que le travail il est vraiment super riche, qui a été fait, mais par contre j'ai quand même une préoccupation parce qu'on va écrire un Appel, qui va s'adresser à tous les Gilets Jaunes de France, et qui va s'adresser au delà des GJ bien évidemment. Il me semble que ça devrait être extrêmement important, qu'il y a ait un certain nombre de dates nationales, centrales, qui ressorte dans l'Appel, parce que l'Appel il va y avoir bien évidemment les revendications, et des considérations sur notre mouvement, mais il faut qu'on appelle à quelque chose. Donc moi je propose que le 13, ça sorte très clairement parce que c'est un appel national en fait au niveau de la répression. Je ne comprends pas pourquoi le 20/04 n'est pas dans la liste des dates, alors que partout se prépare sur les réseaux une montée à Paris le 20/04, qui est sensée répondre, à la fin du Grand Débat de Macron, et le 1er mai bien évidemment doit figurer dans l'Appel.

Renz : Je fais un petit rappel à tout le monde, y a plein de médias dans la salle. Voilà.

Une déléguée : Juste une chose, je parle aussi par rapport à la coordination Grand Est, on propose également que figure le 27, la montée nationale à Strasbourg pour la question eu-

ropéenne.

Un délégué : Juste pour dire à tout le monde, sur la synthèse a été oubliée je pense les levées des barrières de péages pour que ce soit gratuit. Je crois que ça avait été prévu pour le courant mai. Ça été oublié de le mettre sur la synthèse, c'est juste ce que j'ai à dire. Je donnerais pas la date mais ça avait été dit hier après-midi.

Un délégué : Je suis tout à fait d'accord, il faut absolument mettre 3-4 dates sur l'appel, pour qu'on commence à se coordonner au national c'est hyper important, on peut le voter, mais pour moi là y a la presse, là je pense que ça en dérange beaucoup. Si on le vote, pour moi il faudrait un moment où on laisse juste partir la presse et on fait des votes ou pas. »

Renz : Un peu de silence SVP, je pense que le plus simple c'est de faire un vote. Est-ce que la presse reste ou pas ?

Oui, oui... dans la salle

Jo : Si on veut avoir des dates dans l'Appel, il est public. Je veux dire, il y a de gens qui, faut arrêter d'être, je suis désolé on est là 400-500 personnes, y a plein de gens qui ont des Smartphones, ça sort dans tous les sens, donc si on pense qu'en plénière on peut être anonyme, c'est mort. C'est mort. C'est trop tard. Les actions top secrètes, on les fera à la cave, plus tard, cette nuit.

Il y avait une prise de parole devant, là, on va se re-calmer un petit peu. Il y a Rungis qui est à depuis tout à l'heure, on va prendre Rungis.

Déléguée de Rungis : SVP, déjà pour commencer, je voudrais aussi qu'on remercie le travail qui a été fait par St-Nazaire parce que vraiment, on les met sous pression, on n'arrête pas de les solliciter, on n'arrête pas de leurs crier dessus, et les pauvres franchement faut un petit peu aussi comprendre que c'est pas facile à organiser.

Ensuite concernant les dates, on a dit c'est pas quelque chose de formel, tout le monde sait que le calendrier tourne, et de toutes façons les dates elles sont déjà sur les réseaux sociaux proposées par certains. Donc on va pas se cacher. Juste par rapport à l'Appel national, il faut que l'Appel national soit clair, on parle du printemps on parle de quelque chose, le Printemps Jaune si vous voulez l'appeler comme ça, il faut que dans l'Appel national, vienne s'inscrire la date du 4 mai, le 4 mai c'est les 2 ans de Macron, donc faut fêter ça on va dire à notre façon.

Une déléguée : Juste par rapport à 1 date, le 26 mai, les Belges, les Belges, c'est pas national mais ça là vaut le coup, les Belges invitent les Français à venir quand même le 26/05, au Parlement. Pour les listes européennes.

Jo : On va prendre la parole de quelqu'un qui était dans le groupe Actions, et ensuite on va commencer à faire des propositions de vote.

Une déléguée : Bonjour, moi j'étais sur le groupe Actions, on a travaillé un peu comme des fous, sur la matinée et l'après-midi. On s'est battu littéralement pour que les journalistes ne viennent pas, certains ont eu beaucoup de mal à dégager malgré notre demande. On sait que c'est difficile pour vous de ne pas pouvoir être présent, de ne pas pouvoir écouter ce qu'on a prévu.

Je sais bien que ces dates sont nationales, et que certaines du moins sont présentes sur les réseaux sociaux. On a demandé à ce qu'il n'y ait pas de communication en plénière hier, ce n'est pas pour qu'aujourd'hui il y ait une communication en plénière sur les actions et sur

les dates. Voilà. Si on a dit qu'on veut pas donner pas de dates, on donne pas de dates. Et si on a décidé de ça le matin et qu'aujourd'hui on le fait, c'est pas bon, il y a un problème là. Donc c'est le problème du groupe de Rédaction, le problème du groupe de Rédaction, qui a écrit tout ça, ça devrait pas être dit en plénière, point barre, c'est tout, y a même pas à batailler. C'est entre nous, en local, qu'on en parle.»

Un délégué : Par rapport à cette paranoïa qu'on a un petit peu tous, par rapport aux journalistes. Je vous rassure tout de suite, parmi nous y a les Renseignements Généraux j'en suis persuadé, ils ont peut-être même leur badge de délégué, alors rassurez-vous les médias et le gouvernement ils seront parfaitement au courant de ce tout ce qui sera dit ici. Alors en ce qui concerne les actions, y a des actions par ex le 1er mai. On a été d'accord de dire que le 1er mai c'est une manifestation générale et les Gilets Jaunes, on a abordé puisque je l'ai entendu dans les groupes de travaux, que les Gilets Jaunes se feraient un honneur d'être aux têtes des manifestations, où qu'elles soient. On peut le dire et on n'a pas à se cacher dessus. »

Jo : Une proposition pour qu'on essaie d'avancer sur l'Action, comme l'a présenté le copain là tout à l'heure, qui fait partie de l'équipe et qui ont dormi 2 heures cette nuit. Y a donc au début du texte du groupe Actions, un paragraphe, avant les dates, je propose qu'on soumette ça au vote, et au niveau des dates, qu'on fasse un agenda qu'on le rende public après ça, mais c'est juste que là qu'il y a beaucoup trop de dates. Donc je pense que si on doit s'entendre, voter sur chaque date... ou alors on se fixe 2 dates, j'en sais rien mais moi je propose qu'on fasse...

Renz : Je vois pas où il est le débat, on va pas voter des dates, on propose des dates, les gens qui veulent y aller, vont y aller, on soumet les autres propositions au vote.

Jo : C'est un agenda, c'est un agenda. On fait un agenda. On fait un agenda.

Renz : Il y a des dates qui ont été communiquées ici, y a plein de camarades qui veulent communiquer d'autres dates, mais on ne peut pas parler de toutes les dates, ça va prendre un temps fou.

Cet après-midi, on va essayer de réserver un temps pour tous les gens qui ont des appels à faire, y en a pleins et qu'il faudrait qu'on finisse sur les votes pour que les camarades qui font le boulot puissent finir leur travail.

Jo : On va relire la proposition. SVP. Allez SVP, on nous annonce 2 minutes. Je vais relire le petit paragraphe en ajoutant la mention sur les péages, qu'un Monsieur a signalé tout à l'heure qui était manquante. Donc prendre un 1er temps de 3 semaines pour mobiliser, remobiliser les Gilets Jaunes fatigués, et je rajoute, celles et ceux qui n'ont pas rejoint le mouvement pour à partir du 1er mai commencer une semaine d'actions. Est-ce qu'on peut se positionner là-dessus SVP ? Je pense que ça peut-être bien de le refaire, c'est pas grave vu la confusion, on peut le faire.

En fond « on n'est pas fatigués !! »

Alors là c'est pas que l'état de fatigue de ce matin, j'ai l'impression que c'est aussi par rapport au fait que le mot fatigué est employé dans le texte. Donc on va pas non plus faire mot pour mot, donc est-ce qu'on est d'accord pour enlever le mot « fatiguer » de ce paragraphe ?

Allez faut que tout le monde vote là, SVP. On est tous crevés là.

Allez on n'est pas fatigués, on est en pleine forme.

Vote POUR

Un délégué : Juste une petite seconde avant que tu reprennes la lecture. Dans le 2^{ème} point 3^{ème} phrase, second mot, on remplace ce mot par « désobéissance civil ». Ce mot, on ne doit pas le lire, car présence des journalistes dans la salle, il commence par S.

Jo : attends, ce n'est pas du tout clair. Attends le silence, vas-y lentement.

Le délégué : Alors, dans le 2e point de la synthèse, entre parenthèses sur la 3^{ème} ligne du 2e point, il y a un mot qu'on ne doit pas lire. On le remplace par désobéissance civile et on ne le lit pas.

Jo : Je vais relire un début de phrase : « Et à partir du 1er mai, commencer une semaine d'actions partout en France qui lancerait les cycles de semaines d'actions simultanées et thématiques : blocages simultanés au niveau national avec des niveaux différents selon les envies (tractages, ouvertures des péages, désobéissance civile) ». J'ai ajouté la mention sur les péages proposée par un monsieur tout à l'heure. Est-ce qu'on peut voter là-dessus. Merci !
Vote POUR

AXE 4 : RÉPRESSION

>> 3h17min30s <<

Jo : Lecture des 5 points et rajout des points manquants ;
Appel à un acte d'annulation des peines, proposition le 18 mai, à confirmer en fonction d'autres événements des GJ, le 18 Mai étant la semaine des élections Européennes, ou le 25 Mai. **Vote POUR avec amendement ci-dessous.**

Création d'une plateforme des recensements des procédures judiciaires et des legal team locales existantes, mutualisation des outils anti – répressions, y compris ceux des banlieues et des collectifs déjà constitués. **Vote POUR**

Grève de la faim collective dans un lieu donné. **Vote CONTRE**

Tribunal populaire carnavalesque pour juger les responsables de la répression. **Vote POUR**
Soutien financier, cagnotte à faire tourner dans les manifs, soirée de soutien etc. **Vote POUR**

Marielle, groupe de Nîmes : Pour revenir sur appel d'annulation des peines, je propose de marquer, car nous à Nîmes on a déguster et des camarades ont pris du ferme, ou d'autres en sursis, il faut marquer Amnistie et faire la pression car certain ont été jugé.

Un membre du groupe Répression : En ce qui concerne l'amnistie et l'annulation des peines, ce sont 2 choses différentes, amnistie, la personne reste coupable de sa condamnation, elle est amnistiée, mais les actes sont reconnus, c'est très différent de l'annulation des peines, qui est une remise des compteurs à zéro, la personne n'a rien fait.

Jo : Est-ce qu'on peut voter sur « annulation des peines » SVP. **Vote POUR**

Le membre du groupe Répression : Les groupes de travail ont bossé à 50-60 pendant des heures et on se retrouve avec une mini synthèse des synthèses et c'est ça qui pose pas mal de problème. On ne va pas revenir en arrière, mais pour la prochaine fois, il faudra envisager que ce qui sort des groupes, de faire confiance à l'intelligence collective des 50-60 personnes qui bossent sur un sujet. Et pouvoir les voter plus rapidement.
Et ensuite on a bossé un appel au niveau de la répression :

« SAMEDI 18 MAI - ACTE 27 DES GILETS JAUNES

NOUS EXIGEONS L'ANNULATION DES PEINES DES PRISONNIERS ET CONDAMNÉS DU MOUVEMENT !

Depuis 5 mois, la répression policière et judiciaire contre le mouvement des Gilets jaunes est gigantesque. Nous comptons des milliers de blessés, 22 personnes éborgnées, 5 mains arrachées et une personne tuée. Les violences policières qui mutilent et qui tuent sont un acte d'intimidation politique, elles cherchent à nous terroriser pour empêcher d'agir : elles constituent un crime d'État. Pour justifier ce crime, le gouvernement, avec l'appui de certains médias, criminalise toutes celles et ceux qui contestent sa politique. La répression judiciaire prend la suite des violences policières pour étouffer le mouvement : 8700 gardes à vue, 2000 procès dont 1500 comparutions immédiates, près de 40% de peines de prison fermes, plus de 400 mandats de dépôt.

Ce que nous vivons aujourd'hui est le quotidien des quartiers populaires depuis des décennies. Maintenant, l'autoritarisme se généralise à toute la société.

Nous, Gilets jaunes réunis en Assemblée des Assemblées à Saint-Nazaire, appelons à un énorme acte national samedi 18 mai partout en France, à l'occasion de l'acte 27.

Nous exigeons :

L'annulation des peines des milliers de prisonniers et condamnés du mouvement des Gilets jaunes et de toutes les autres luttes criminalisées.

L'annulation des poursuites qui pèsent sur les personnes accusées et inculpées.

La défense des libertés publiques et des droits fondamentaux.

La reconnaissance des centaines de personnes enfermées, dans le cadre des Gilets jaunes, des quartiers populaires et de toutes autres luttes, comme des prisonniers politiques.

Nous devons résister de toute notre force contre cet autoritarisme !

Nous appelons au renforcement et à la constitution des cagnottes de soutien existantes, de groupes de soutien juridique. Nous appelons à la constitution d'une plate-forme nationale pour recenser les cas de répression judiciaire, soutenir les inculpés et les prisonniers. Nous appelons au partage de tous les savoirs pour se défendre face à la répression policière et judiciaire.

Samedi 18 mai, retrouvons nous partout pour manifester et nous rassembler devant les tribunaux et les prisons !

Cet appel sera partagé et transmis dans les groupes, et ronds-points et AG locales pour qu'ils se l'approprient et le fassent vivre s'ils le souhaitent ! »

Je propose de voter cet appel. **Vote POUR à la quasi unanimité**

Renz : On va donner quelques prises de parole.

Un délégué : Je trouve que ce texte est trop large, trop vaste, et ça peut être dangereux.

Un délégué : Par rapport à l'argument avancé tout à l'heure entre amnistie et annulation des peines. Il me semble qu'il y a une petite erreur. L'amnistie annule la peine, c'est marqué dans les textes de lois, donc on ne peut pas opposer amnistie et annulation de la peine. L'amnistie annule la peine, regarder dans les codes.

Une déléguée : Je vous lis très rapidement le point discuté en atelier répression le matin et l'après-midi. Il s'agit d'ajouter cette phrase dans l'appel : « La mise en place d'un comité de soutien aux personnes incarcérées, dans le cadre du mouvement GJ, pour apporter un soutien matériel, financier et moral, y compris à la sortie, et y compris pendant la garde à vue et la prison préventive ». **Vote POUR**

Un délégué : Demande d'ajout dans la liste des personnes ayant subi la répression, l'ajout des 11 personnes mortes sur les ronds-points. **Pas de résultat au vote**

Un délégué : Demande d'ajout « L'assemblée des assemblées, appel à participer massivement aux manifestations du 13 Avril pour le retrait de la loi anti-casseur, à l'appel de plus de 50 organisations dont la Ligue des droits de l'Homme. » **Vote POUR**

Une déléguée : Critique concernant la demande de manif le samedi devant le tribunal, « le samedi ils s'en foute ils sont fermés ». Il vaut mieux faire ça les lundis, car il y a toutes les comparutions immédiates, de tous les personnes qui sont interpellées le samedi. A savoir en plus qu'on ne sait même pas qui c'est. Le soutien on vous le demande quand on est dans le tribunal et qu'on doit se taire. Le soutien il devrait être devant les tribunaux avec nos gilets.

Amendement : Appel à méfiance et question concernant les opposants politiques, cela peut mettre à mal le mouvement. Bien précisé lesquels, car je suis contre « pour tous les prisonniers politiques ».

Un délégué : Concernant la répression, à retenir, « terrorisme d'état, dimension dissuasive violente policière, confusion judiciaire et policière, criminalisation des luttes, délinquant, terroristes et casseurs ».

Amendement : Je propose qu'on ajoute, l'exigence d'interdiction des LBD et grenades mutilantes ». **Vote majoritairement POUR**

Vote sur le tournage d'une vidéo spécifique à cet appel en marge de l'appel général. **Vote majoritairement POUR**

Un délégué : Retour sur la question des prisonniers politiques pour que l'on soit bien d'accord ». Relecture de la phrase : « Nous exigeons, la reconnaissance des centaines de personnes enfermées dans le cadre des GJ, des quartiers populaires, et de toutes les autres luttes, comme des prisonniers politiques »

Difficulté dans le vote. Relecture une seconde fois.

« Quelles luttes, il faut être précis » (intervention dans l'auditoire).

« C'est ça qui pose problème peut-être » (réponse modérateur).

Brouhaha général... Demande de changement.

Un délégué : Quelqu'un propose une reformulation de la phrase en ajoutant « toutes les autres luttes à caractère sociale, écologique et pour une démocratie directe. »

Brouhaha général...

Un modérateur : relecture de la phrase par un animateur avec ajout de la proposition ci-dessus : « Nous exigeons, la reconnaissance des centaines de personnes enfermées dans le cadre des GJ, des quartiers populaires, et de toutes les autres luttes sociales, écologique et reven-

diquant une démocratie directe, comme des prisonniers politiques ». **Vote POUR**

Un délégué : Prise de parole concernant le remplacement des terme « amnistie » ou « annulation des peines », car les deux semblent litigieux, je vous propose « libérons nos camarades », écrit en jaune partout. C'est bien, c'est un terme asexué qui englobe tout le monde.
Pas assez de mains levées, vote non validé.

Un délégué : Juste un terme pour les luttes, pour la globalisation. Dire qu'on soutient toutes les luttes qui protègent notre bien commun. Je pense qu'il englobe beaucoup de chose.

Renz : On ne va pas pouvoir se positionner car il y a des gens qui quittent la salle. On reprend dans une heure.



DIMANCHE 7 AVRIL 2019 - APRÈS-MIDI

SYNTHÈSES ET APPELS À VOTER, SUITE AUX GROUPE DE TRAVAIL DU SAMEDI APRÈS-MIDI, SUR LES AXES 1 À 6 ET LES PROPOSITIONS

*Vous pourrez retrouver cette partie en vidéo via ce lien :
<https://www.youtube.com/watch?v=Z6nFIBSmlb0>*

INTRODUCTION

>> 46min49s <<

Ludo : Parmi les trucs qu'on aurait aimé anticiper un peu plus mais on fait ce qu'on peut, c'est la question de comment et par qui sera organisée la prochaine assemblée des assemblées. On a eu des remontées de groupes qui se posaient la question et qui avaient envie de l'être, on a peut être pas recensé toutes les propositions et toutes les candidatures, (silence) donc, concrètement, les groupes qui se posent la question d'être candidats pour la prochaine ou la suivante assemblée des assemblées, vous venez me voir tout de suite et on va aller se mettre à l'écart, on va essayer de travailler rapidement pour être en mesure de revenir ici et de faire des propositions. On va essayer de présenter les différentes candidatures, et on va essayer de présenter quels sont les éléments à prendre en compte pour pouvoir avoir des candidatures qui soient solides. Si on est en mesure de vous présenter quelque chose d'un peu ficelé, sur lequel on peut décider, on le fera et on sortira d'ici en sachant qui va organiser la prochaine. Si on n'est pas en mesure de le faire, parce que le choix n'est pas simple, on essaiera de vous proposer une façon de faire ce choix après l'assemblée des assemblées qui soit la plus démocratique possible. Voilà, donc je lance l'appel maintenant, les groupes qui sont intéressés pour venir travailler avec moi tout de suite la dessus, je me lève, je sors, il faut que vous m'accompagniez. (Renz parle mais pas audible) C'est pas grave, les groupes qui ont l'intention de le faire, ils ont compris l'enjeu de ce qu'on va faire maintenant. Donc allez-y, qui est-ce qui vient ? Venez ici on part ensemble.

Claude, nouveau modérateur : Bon on va attaquer, sans plus tarder, donc juste le rappel de 3 petites règles simples : les commissions vont venir présenter les 2 axes qui restent, donc on intervient que dans deux cas, que si on a des amendements, ou si on a des désaccords vraiment graves avec ce qui est dit. Sinon c'est mis au vote, un vote indicatif, et s'il y a une large majorité, c'est adopté, si c'est pas... si c'est tangent, on adopte pas, c'est tout, on ne prend que du consensus ici, donc c'est comme ça que ça va se dérouler, il faut pas de considérations générales dans les discours comme on a pu entendre tout à l'heure, des choses comme qui ont déjà été dites, faut vraiment aller à l'essentiel si on veut finir l'après midi et puis en passer un maximum, j'suis pas sûr qu'on réussisse à tout passer. Donc voilà, sans plus tarder, on passe au premier axe

FIN DE L'AXE 4 : RÉPRESSION

>> 49min52s <<

Jo : Bon, il restait, avant qu'on aille déjeuner, il y avait une proposition, en on va prendre que celle-ci sur l'axe répression, on n'en prendra pas d'autre, il y avait une proposition d'ajout du terme bien commun, donc est-ce que vous pouvez refaire la proposition à partir de avec la phrase complète, après on vote et on passe à l'axe revendications. Parce que là il y a des gens qui étaient entrain de partir manger.

Tu peux répéter la phrase complète qu'on se remette en condition?

C'était « nous exigeons la reconnaissance des centaines de personnes enfermées dans le cadre des gilets jaunes, des quartiers populaires, et de toutes les autres luttes, sociales, écologiques, » et euh c'était quoi le terme? « et pour une démocratie directe, comme des prisonniers politiques »

Délégué d'Aurillac : L'idée c'était de, vu que les mots sont importants, écologie est pas mal connoté, après on fait du cas par cas, de parler de l'ensemble des luttes, qui défendent notre bien commun. Et celles qui défendent notre bien commun. ça permet de vraiment cibler les gens qui s'occupent de nous, et de nous, et pas de petits trucs individuels, de petites luttes qui poseraient problème ou de catégories idéologiques. Voilà

Jo : D'accord, donc : « Nous exigeons la reconnaissance des centaines de personnes enfermées dans le cadre des gilets jaunes, des quartiers populaires, et de toutes les autres luttes qui défendent notre bien commun. » C'est bien ça ?

(ça discute dans l'assemblée)

Alors il y a débat autour de 2 propositions celle de s'arrêter à bien commun, et l'aure.

Renz : Je pense que si on veut maintenir prisonniers politiques, il va falloir reformuler cette phrase, et ... en fait on va juste se mettre d'accord si on garde le terme prisonniers politiques, après les copains reformuleront la phrase. On va pas chipoter sur 2 mots.

Jo : Alors qui est pour maintenir le terme prisonniers politiques ? **Vote POUR**

On fait confiance aux copains et aux copines pour reformuler. De toute façon ils vont revenir avec le texte tout à l'heure donc voilà. Ok. Répression, c'est fait.

Renz : non non non on va pas pouvoir modifier totalement tous les amendements

Jo : J'ai compris que bien commun c'est bon, prisonniers politiques c'est bon, on passe à la suite. On passe sur les revendications ?

AXE 6 : REVENDICATIONS

>> 54min36s <<

Jo : Alors, donc sur les revendications, voilà c'est sur en bas de la première page, donc groupe de travail de revendications, (à la femme sur estrade) apparemment toi tu étais dans le groupe. tu as des choses à ajouter?

Une membre du groupe revendications : On avait fait une synthèse des 2 groupes donc apparemment cette synthèse a été prise en compte mais ... d'accord. On avait fait une synthèse des 2 groupes, des 2 derniers groupes, pardon. Voilà. Alors, donc il y avait une question en préambule c'était comment gagner sur les revendications. Donc ça s'était relié avec les autres groupes de travail mais ça avait été posé en préambule. Ensuite on avait travaillé sur

les cahiers de revendications. Et tous les délégués avaient expliqué que tout le monde avait travaillé énormément dans leurs assemblées locales sur des cahiers de revendications et chacun a été mandaté pour les présenter. ça a fait beaucoup beaucoup de travail, ça faisait une richesse énorme au niveau des revendications, on a commencé par lister toutes ces revendications et on s'est aperçu que c'était impossible de (Jo et Renz recadrent pour aller à l'essentiel) donc on a cherché une organisation et on a fini par proposer 4 têtes de chapitre que je vais vous lire qui me semble importantes : impossibilité de mettre toutes les revendications donc on ne les a pas toutes mises donc d'accord,

Donc le premier chapitre c'était arrêter la casse sociale et écologique donc je pourrais dire après ce que ça contenait.

Le deuxième chapitre, vivre dignement avec ou sans travail,

Le troisième chapitre, de l'argent il y en a !

Enfin le quatrième chapitre, changer de système !

Dans arrêter la casse, le premier, toutes les réformes, toutes les contre réformes que Macron essaye de faire passer donc il fallait se battre dessus par rapport aux retraites, par rapport à la Sécu, par rapport à toutes les choses ; il y avait aussi inscrire le... alors c'est une proposition, j'avais pas rentrer dans les détails. Renforcer les services publics aussi, il y avait le service public qui était dedans.

Donc je vais pas pouvoir donner tous les détails ce sera après, hein?

Ensuite dans vivre dignement avec ou sans travail il y avait l'augmentation de tous les revenus : salaires, retraites, minima sociaux. Il y avait le logement, les problèmes des logements, baisse des loyers, réquisitions si besoin... il y avait la sécurité sociale intégrale et la parité hommes-femmes : à travail égal, salaire égal. Ensuite, on voulait dire que de l'argent, il y en a, donc toutes ces mesures qu'on proposait, on pouvait les payer. Donc il y avait proposition d'un audit citoyen et de l'annulation de la dette publique, retour de l'ISF, lutte contre la fraude fiscale, fin du CICE et des niches fiscales, TVA à 0% sur les produits de première nécessité et à 30% sur les produits de luxe, et les gros pollueurs doivent payer. Voilà. (applaudissements)

Alors il y a avait aussi la renationalisation : aéroports, autoroutes, Engie, etc. Plafonnement des hauts salaires, et fins des privilèges des hauts fonctionnaires élus et membres du gouvernement. Voilà. (applaudissements)

Changer de système c'était RIC en toutes matières, seuil à déterminer. Loi anticoncentration des médias, socialisation des banques et sortie du capitalisme (applaudissements, aou, etc) (à un membre de son groupe) je vais juste dire ça oui oui je vais le dire après.

Donc je reviens sur arrêter la casse sociale parce que j'ai pas trop détaillé au départ . Donc il y avait bien le service public partout sur le territoire pour tous et toutes. Il y avait abrogation des lois antisociales et comme exemple c'était la loi travail et les et les ref. voilà. Et donc le refus des projets de loi, d'abandon des projets de réforme, retraite, assurance chômage loi Blanquer, etc. donc et de la fonction publique d'ailleurs. alors il y avait mise en place immédiate du rapport négawatts mais ça je connais pas trop ce que c'est donc voilà d'accord hein. Et enfin on avait parlé de la méthode de validation. Validation parce qu'il faut que les assemblées locales valident et certains demandent que le nombre de votes soit indiqué donc par dropbox c'est pareil ça je connais pas trop. voilà. C'est pas ça, vas-y.

Un membre du groupe revendications : C'est l'histoire de la méthode, c'est un truc qu'on proposait le matin et qui émane de notre groupe de Limoges. donc l'idée qu'on... alors la dropbox c'était le moyen d'échange notamment technique pour se passer les infos et si les gens veulent rajouter des revendications, parce qu'on imagine bien que ce n'est pas exhaustif, et l'autre, ce qu'on proposait, ce qu'on disait juste c'est qu'on prenait acte du fait que il y a des revendications qui ont été votées à Commercy, qu'on les a rediscutées, et que là au

stade ou l'on va on va se retrouver à chaque fois à arriver à une assemblée des assemblées à revoir toutes les revendications et à pouvoir répondre au fait de dire que à chaque fois on dit mais qu'est-ce que voulez, à un moment faut dire en gros ce qu'on veut, ce qui veut pas dire que on ne peut pas en rajouter par la suite mais à un moment faut qu'on arrive à se dire ce qu'on veut, et se dire à la fois qu'il y a un souci démocratique là dedans, c'est à dire que on a des délégués par un rond point, par comité ou autre, et les délégués ne représentent pas forcément les gens qui sont derrière, et la question, il y a la question de la hiérarchisation des revendications et donc ce qu'on s'était dit à Limoges, et ce qui a fait un peu consensus hier, c'était l'idée que on fait redescendre les revendications, on en rajoute ou pas au niveau local, et donc on se les échange par dropbox, et on indique chaque rond-point quand il remonte à la prochaine assemblée des assemblées, chaque comité dit bah voilà, nous telle revendication, c'est tant de % ou tant de votes, et après on rassemble arithmétiquement en gros combien on est voilà et on a une idée de ce qui regroupe beaucoup de monde ce qui regroupe parce que sinon on va se prendre la tête et on aura jamais des revendications claires entre nous et de ce qu'on porte donc c'était ça notre idée, c'était de valider le truc avec un nombre de votants et pas seulement avec un nombre de délégués qui n'est pas forcément représentatif de la réalité nationale. Voilà.

Et dernier truc pourquoi aussi c'est important parce que c'est un truc tout récemment il y a un collectif qui vient de nous contacter c'est important ça aussi parce qu'il y a des collectifs qui se servent aussi de notre travail. Là il y a le collectif ou il y a plein d'associations derrière, qui vient nous contacter, je passerai les trucs pour le prochain site national, et qui a commencé à bosser sur les revendications de Commercy, à chercher des références, à chercher des textes de lois, à chercher des trucs comme ça. Et si on change à chaque fois vous comprenez bien que le boulot il va être balancé à chaque fois, donc il faudrait qu'on arrive à arrêter au moins des trucs, et de les valider et de les légitimer par le vote, voilà c'était ça la proposition.

Claude : Avant de discuter sur ce vote, le copain du groupe de travail va compléter.

Autre membre du groupe revendications : Je pense que tout beaucoup de choses ont été dites, donc je vais juste compléter on va pas répéter dix fois la même chose, par exemple sur le fait des revendications de récupérer l'ISF CICE les fraudes fiscales et tout faut savoir que ça fait 200 milliards d'Euros, 200 milliards, quand on parle de chiffres comme ça c'est énorme, voilà. Y a aussi on a parlé du RIC, le RIC je sais qu'il y en a qui sont pour, qu'il y en a qui sont moins mais en fait ce qu'il y a d'important dans RIC c'est pas le mot, c'est ce qu'il y a à l'intérieur (Renz semble lui dire d'aller à l'essentiel) mais c'est pas des détails, j'explique pas, ok, d'accord. Et il y a un autre truc aussi c'était anti-concentration des médias, voilà il faut s'organiser pour euh, voilà, tout simplement. bon sinon tout a été dit, brièvement ok merci.

Claude : Tout a été dit voilà les copains vous on, attendez, les copains vous ont proposé deux choses : un listing de revendications non exhaustif bien entendu, et une méthode qui accompagne ce listing, une méthode par dropbox, à laquelle personnellement je n'entends pas grand chose, mais qui va permettre éventuellement d'enrichir par la suite et de trouver une plateforme revendicative commune. Donc, est-ce que par miracle on sait jamais il y aurait un accord global sur à la fois ce listing et cette méthode de collecte, si si je pense pas que ce miracle va se produire mais je ... **Vote POUR**

Le miracle est presque là. ça signifierait qu'il n'y aurait aucune, déjà sur l'ensemble on peut dire sur l'ensemble que globalement le listing revendicatif et la méthode sont validés par l'ensemble des délégués. ça ne signifie pas qu'il n'y a pas d'intervention sur le sujet j'imagine.

Renz : On va donner quelques interventions parce que j'ai vu neuf cartons vers (CONTRE). Par contre il y a un truc que je voulais dire au gens qui donnent la parole, de donner la parole la-bas (fond de la salle), mais faut penser aux copains qui sont là (désigne les délégués derrière lui, côté chapiteau « cirque ») qui sont beaucoup oubliés depuis le début, euh je tenais à le dire.

Un délégué : J'ai fait partie de ce groupe de travail hier sur les revendications et en réalité, je reconnais pas du tout ce travail. Ni la validité de ce travail. Il y avait un ordre du jour qui était fixé, c'était de trouver des outils pour permettre de recenser des revendications et de les prioriser. C'était ça qu'était écrit on sait que on a retenu de chez vous (difficile à comprendre).

Renz : alors faut tout mél...euh on recensait un outil pour recenser les revendications c'est dans le groupe communication. Le groupe communication doit mettre en place des outils qui nous permettrons de communiquer entre groupes. ça c'est le travail que les copains ont fait ici, pour parler de revendications, ce qui était normal

Le délégué : d'accord, parce que nous on avait pas travaillé la dessus quoi, et après je veux juste, je termine juste la dessus euh pour rejoindre le collègue de qui (...) à chaque fois on repart de zéro, on prime sur l'intelligence collective. si à chaque fois on reprend à zéro quand un groupe n'était pas présent à la précédente édition, on ne calcule pas sur l'intelligence collective : l'intelligence collective, c'est justement de pouvoir reprendre le travail en cours avec différentes personnes, peu importe, mais avancer, ensemble.

Renz : euh j'vais essayer de répondre à ça : c'est juste pour dire que, les trucs qui faut qu'on vote, c'est un sondage, tous ces trucs là seront validés par les AG locales, et c'est pareil à Commercy, ce qu'on a fait à Commercy avec Claude, et avec tous les gens ici, sont été rediscutés dans cette assemblée, d'accord, on n'a rien décidé qui ne peut être changé.

>> 1h08min15s <<

Un délégué : Je voulais juste demander qu'on enlève une chose, la revendication de sortir du capitalisme (ouh dans l'assemblée) ça me semble pas sérieux, ça me semble pas sérieux parce que, parce que ou bien on en sort, ou bien on en sort pas, mais ce n'est pas une revendication qu'on peut exprimer par rapport à nos ennemis ou par rapport à nos adversaires : on ne le revendique pas, on peut revendiquer une loi, ou l'abolition d'une loi, c'est une revendication, c'est quelque chose qu'on demande à quelqu'un. La sortie du capitalisme est quelque chose de beaucoup plus sérieux, que simplement une affirmation de type idéologique .

Claude : Oui je vois pas mal de visages qui opinent.

Donc juste sur ce point là, au moins en une seconde euh on met au vote qui est d'accord pour dire que ce n'est pas une revendication : levez vos cartons jaunes. **Les votes semblent tendre vers le POUR.**

Je voulais le faire en trois points donc maintenant ceux qui veulent garder la revendication sur le capitalisme levez vos cartons verts . non, j'avais, non non... Vert. (confusion) Le copain propose de supprimer la revendication sur le capitalisme : ceux qui sont d'accord avec lui, j'avais dit de lever le carton jaune, ceux qui sont d'accord avec lui. Pour supprimer le capitalisme (sourire)... Pour supprimer la revendication. ok donc maintenant, ceux qui sont pas d'accord, ceux qui veulent que ça reste dans le texte. Bon, il n'y a pas unanimité sur la proposition sur la proposition du copain, donc on garde ce qui a été proposé par la commis-

sion. (bruits dans la salle, aha anti anticapitaliste etc.. ambiance un peu tendue)

Claude : alors ok (quelqu'un vient le voir et lui fait lire quelque chose, ses notes) ah oui effectivement la copine a raison il n'y a pas consensus pour garder cette revendication, c'est l'inverse, donc j'ai tort, donc on l'enlève, puisqu'il n'y a pas consensus . Bah, s'il y a la moitié de l'assemblée qui ne veut pas la mettre, on ne peut pas la mettre, c'est normal (à quelqu'un qui lui parle) Oui on a pas le temps, c'est pas grave. Ça c'est quand même le règlement de l'assemblée, s'il n'y a pas unanimité sur une revendication.

Quelqu'un vient prendre la parole sur l'estrade : c'est important, la constitution. Je suis en train de trembler là, nom de dieu, voilà, dans la constitution, voilà l'article 9 de la constitution de 1946, il est écrit par nos pairs, et qui fait partie du préambule de la constitution qui est en vigueur aujourd'hui. Voilà, alors il est écrit : « tout bien, toute entreprise, dans l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national d'un monopole de fait doit devenir propriété de la collectivité » voilà, c'est la propriété du bien commun. Voilà donc là on peut être d'accord, et comme ça, le capital, les grands capitals, doivent revenir propriété du bien commun et là nous avons une lutte commune qui pourra nous faire fédérer.

Claude : Donc ça pourrait être une revendication. Je passe la parole au copain, et après c'est fini sur le sujet.

Renz : Faut régler la question du capitalisme avant.

Claude : ah bah oui mais sur le sujet, c'est sur le sujet que le ... oui mais il y avait d'abord lui il y avait d'abord lui.

Un délégué : Alors juste, je comprends tout à fait ce que dit le copain sur l'histoire des revendications, pour autant il me semble que, depuis depuis le début du weekend tout le monde et dans nos manifs et tout ça, on est nombreux à gueuler anticapitaliste et tout ça donc je comprends c'est une histoire sémantique cette histoire là, alors moi ce que je propose dans ce cas-là, qu'on le reformule autrement, il a raison on ne peut pas revendiquer quelque chose qui est global et qu'on doit tous obtenir et atteindre, je comprends la logique. Mais on peut dire, comme c'est dans le paragraphe qu'on avait mis des intitulés, qu'on avait mis un intitulé qui s'appelle « changer le système ». On peut mettre : « il sera nécessaire pour tout cela » ou un truc une formule comme ça « d'atteindre la sortie du capitalisme » ou « casser le capitalisme ». C'est à dire on réclame pas, on réclame pas le fait qu'on nous élimine, qu'une puissance d'en haut nous élimine le capitalisme, ce sur quoi le copain a raison, mais on est tous conscients du fait qu'on a quand même besoin, à un moment, de le détruire, quoi. Voilà, c'est ça.

Claude : Sur la proposition du copain, est-ce que elle fait consensus ou est-ce qu'y a un p... voilà levez vos cartons si la proposition du copain qui sera reformulée par les rédacteurs pour qu'elle soit propre, voilà bah on voit une forêt de cartons jaunes. On peut dire qu'il a réglé le problème. **Vote majoritairement POUR**

Délégué d'Auxerre : Je suis Stéphane d'Auxerre. Je pense qu'avant tout, au niveau des revendications, il y en a une, et une seule qu'il faut abroger, c'est le traité de Lisbonne, parce qu'à partir de là si jamais on a pas l'abrogation de ce traité là, on ne pourra rien faire, on sera pieds et poings liés par l'Union Européenne. Moi je pense qu'un vote la-dessus, je pense que ça va être, ça va être du ..., au moins ça pourra nous donner, au moins une visibilité qui soit beaucoup plus constructive.

Un délégué : Bonjour à tous, moi j'avais une question par rapport à l'outil : il me semble que dropbox c'est quelque chose qu'on maîtrise pas qu'est stocké sur des serveurs à l'étranger, et donc, je disais dropbox c'est une plateforme qui est gérée sur des serveurs à l'étranger, est-ce que, puisqu'on avait vu qu'on avait des geeks ici qui voulaient mettre des choses en place, est-ce qu'au lieu d'utiliser dropbox, il faut pas demander une plateforme numérique mise au point par nous, gérée par nous, et contrôlée par nous ?

Claude : On me dit que c'est vu dans le volet communication donc faut peut être remplacer le terme « dropbox » par « plateforme numérique sécurisée », « gilets jaunes ». ça irait à tout le monde ça ? **Vote POUR**

Un délégué : Pascal, commission Gilets Jaunes d'Angers. Voilà, ce qui est remonté nous de nos assemblées, par rapport à la liste des revendications, c'est que c'était un petit peu le fouilli, ça était dit tout à l'heure, c'est une énumération, c'est des catalogues, sans arrêt, qu'on renouvelle, et la revendication, c'était de limiter le nombre de revendications, le chiffre de 5 avait été émis, en fin de compte c'est de le thématiser, c'est partir d'une thématisation, et puis dedans après c'est à l'échelon local peut-être de voir donc thématiser si on en prend 5 moi je voyais en prenant ce qui a été dit c'est sur le social, la justice fiscale, la démocratie, l'environnement, la discrimination.

Une déléguée : Bonjour, moi je voulais simplement prendre la parole, parce que ce qui a été dit sur les revendications, j'ai malheureusement l'impression que ça reflète pas ce qui a été dit dans mon groupe de travail là-dessus. Je pense qu'il y a eu un problème dans la remontée et je jette vraiment la pierre à personne parce que je sais que c'est très difficile de faire ce travail là mais on avait fait une synthèse absolument magnifique, on avait abouti à un consensus que je trouvais vraiment très très bien et on avait donc en fait on s'était accordés pour dire que en gros y a pas une politique publique qui tient la route, qu'il faut toutes les refaire, et que on va pas pouvoir hiérarchiser et faire la liste et faire le tri dans tout ça, et que donc ce qu'il faudrait, c'est faire un gros cahier qu'on fasse à la prochaine assemblée des assemblées de façon thématique c'est à dire que tous les groupes locaux qui ont travaillé sur plein de trucs fassent remonter que il y ait une grosse synthèse, et que voilà on en attendant pour avoir des revendications claires, on pouvait se mettre sur 2 thèmes en particulier qui étaient : Stop à la captation du pouvoir et Stop à la captation du pouvoir par une classe dominante et Stop au pillage des richesses. Voilà et cette synthèse là je la retrouve donc pas dans ce qui a été dit là et je trouve ça vraiment dommage parce qu'on avait fait un super travail.

Un délégué : Je suis un anticapitaliste convaincu depuis l'âge de 15 ans, j'en ai beaucoup plus maintenant, donc je pense que je suis toujours un anticapitaliste convaincu et que c'est pas là le problème, le problème il est que dans ce mouvement on veut respecter la diversité, on veut respecter l'existence d'autres courants de pensée et si on met dans nos trucs, dans nos conclusions que la sortie du capitalisme ça veut dire qu'on limite le mouvement aux anticapitalistes. Or il y a dans ce mouvement beaucoup de gens qui ne sont pas, qui ne sont pas arrivés à cette conclusion-là, et il faut le respecter. Et donc cette formule elle n'a pas lieu d'être, dans le, dans nos conclusions. (bravos, applaudissements)

Un délégué : Alors moi aussi je voulais intervenir par rapport justement au capitalisme parce que être anticapitaliste je pense que du coup ça fausse un peu l'idée générale : il y a quelque chose qui je pense fait plus consensus. C'est si maintenant on dit qu'on sort de la spéculation des ressources premières et tout ce qui est alimentaire. Et là, on aura vraiment quelque chose qui va servir.

Claude : Alors, alors je pense qu'il faut qu'on s'arrête sur cette question-là, parce qu'il y a eu des approbations. Est-ce que les camarades qui, qui expriment cette idée veulent que ça soit à nouveau remis au vote, suite à ce qu'il vient de donner comme argument, ou est-ce qu'on reste sur la formulation initialement votée ? Apparemment il n'y a pas de désir dans ce sens. Donc on passe aux interventions suivantes.

(intervenante dans l'assemblée, sans micro et donc inaudible)

Claude : Alors la question qu'on me demande de reformuler, c'est qu'il exprime qu'il y a pas que des anticapitalistes chez les gilets jaunes et que donc par conséquent on devrait retirer la formule sur la sortie du capitalisme afin d'être plus englobant donc...

(dans l'assemblée, sans micro : on l'a voté déjà !)

Claude : On l'a voté mais pas avec cet argument-là, c'est un nouvel argument. (rumeur dans l'assemblée) ah bah si ah bah non...

Renz : On l'enlève ou on l'enlève pas point barre ?

Claude : C'est quand même... j'ai entendu beaucoup d'approbations c'est pour ça que faut que personne ne se sente frustré.

Renz : Moi je pense que ça fait trop problématique, moi je suis anticapitaliste mais bon, on va l'enlever

Claude : Non non non (l'assemblée dit non).

Renz : On le laisse (assemblée brouhaha).

Claude : Dans ce cas, c'est un vote.

Renz : On vote pour le laisser ou l'enlever, on va pas continuer les débats,

>> 1h21min16s <<

Claude : Alors, pour le laisser, carton jaune, levez-vous. (levée des cartons jaunes) Pour l'enlever, cartons verts. (levée des verts) Bon il y a une large majorité de jaunes quand même. Si si quand même.

Renz : non non non....

Claude : bah si, bah si, quand même. Donc on le laisse. Il n'y a pas de consensus . Bah, à la majorité, si y a... est-ce que quand y a pas consensus on enlève c'est ce que j'ai proposé tout à l'heure on m'a dit que non. Maintenant, maintenant, si on me dit que la m... (ça parle dans l'assemblée, ça proteste...) mais oui mais oui exactement.

Renz : La copine avait raison je pense, je pense que ça a été voté pour, même si c'est pas forte majorité et ces textes doivent être validés par les AG locales. Si les AG locales décident de le valider, voilà. Faut qu'on passe à la suite il y a des camarades qui partent et qui aimeraient bien parler des actions avant de partir.

Claude : Donc sur ce point là ça achoppe, donc y a pas consensus, y a une majorité pour le garder, voilà donc, c'est tout donc on passe au point suivant, on le garde quoi. ok. Donc est-ce qu'il y a des interventions sur les points d'après, enfin sur d'autres points qui figurent dans les revendications ?

Une déléguée : ouais bonjour, moi je suis Maya de la Courneuve. en fait moi je voulais un peu intervenir sur cette question des revendications parce que en fait j'ai l'impression que ce qu'il faut, mettre d'une manière centrale dans les revendications c'est quand même en fait cette question d'augmentation des salaires, des retraites, des allocations mais en fait de la même manière que c'était dans l'appel de Commercy, c'est à dire que en fait et c'était formulé d'une manière un peu en disant pour tous ceux qui perdent leur vie à la gagner, pour tous ceux qui vivent et bossent sur le territoire français, en fait c'est quand même un truc qui est assez essentiel . Je finis juste, encore 30 secondes, pardon, mais parce qu'en fait non c'est pas juste une question qui est secondaire, c'est ça qui mobilise à un moment donné en fait

Renz : Je vais te couper, on va pas se chipoter (Claude : c'est dedans) sur chaque mot: l'idée principale est se mettre d'accord sur des idées : si on est d'accord sur les idées, on valide. Le but est de se mettre d'accord sur des idées, et pas de faire de la propagande, on écrira un texte et une vidéo pour inciter les gens plus tard. Et pour ce qui est des bas revenus, c'est écrit : « augmentation de tous les bas revenus . Logement : réquisition si besoin pour les SDF, baisse des loyers, Sécurité Sociale intégrale » enfin, ça a été cité. Faut qu'on arrête de faire les gamins et qu'on avance un peu parce qu'il commence à se faire tard. je suis désolé de parler comme ça, mais voilà.

Un délégué : bon excusez-moi, moi je voulais quand même rappeler encore une fois, que là on a dit qu'on allait choisir des orientations que c'étaient pas des décisions définitives que les délégués seront là pour redescendre dans leurs groupes, ce sera voté en AG parmi les groupes, et que ce ça remontra ensuite. Merci.

Renz : Merci pour cette intervention. Je pense que pour faire clore ce débat, on va clore les interventions parce que on est arrivé sur un consensus là et on va passer au sujet suivant, si ça va à tout le monde. Tout le monde à la majorité veut chan... oui mais ça va repartir en débat.

Claude : Sur l'axe revendications et sur la méthode proposée pour les collecter et les faire remonter il y avait eu un très large consensus plus qu'un consensus, une quasi unanimité, donc je pense qu'on peut considérer qu'elle est acquise.

Renz : Il faut qu'on change de sujet monsieur (s'adressant à quelqu'un dans la salle), je suis désolé.

Claude : Ensuite, oui derrière c'est vrai qu'il avait levé le doigt depuis longtemps donc on va le laisser s'exprimer

Renz : Il faut que les copains nous aident à faire respecter le temps de parole et qu'on a dit que si tout le monde est d'accord pour changer de sujet, il faut qu'on change de sujet (ça discute dans l'assemblée).

Mais si je te donne la parole c'est pour faire du favoritisme envers chez nous. Renz tend le micro à Philippe (Délégué de Saint-Nazaire). (ça proteste dans l'assemblée)

Claude : Non c'est vrai que derrière depuis au moins un quart d'heure il ...

Renz : Il fallait aller dans le groupe Revendications on va pas remettre des revendications en plus, le but c'est de valider celles-là. Dans la troisième assemblée on en rajoutera. Autant que vous voulez. là c'est valider celles-là, pour que les copains puissent travailler. merci tout le monde, désolé de cet énervement.

Jo : C'était sur la démission de Macron, c'est dans le premier appel, et je tiens voilà, on vient de se dire qu'il faut qu'on construise un outil commun pour les revendications, c'est ça qui va nous permettre de creuser ce sujet-là. Faut qu'on s'arme de patience, voilà. On passe à la communication.

AXE 2 : COMMUNICATION

>> 1h28min32s <<

Stéphanie de Saint-Nazaire : Salut tout le monde, je voulais juste vous dire que, c'est super long la démocratie on l'avait déjà dit à Commercy, et je me rends compte que ce weekend il était superbe, et effectivement ça demande beaucoup de temps, beaucoup de communication, et souvent on est pris par la pression de faire vite, faire bien, on veut partir avec quelque chose, faut juste ... respirer. et je suis trop contente de vous voir. (aou aou)

Une membre du groupe communication : J'interviens parce que je fais partie du groupe de travail qui a travaillé le matin il y a avait 2 tables qui ont travaillé donc mon collègue là, et moi je vais juste vous dire ce qui pour nous manque dans le résumé qui a été proposé pour la communication, on avait pas mal travaillé, il manque pas mal de choses, donc je vous donne, je vous donne la liste.

Alors en premier, on avait parlé, on avait 2 questions à soumettre aux assemblées locales, en premier, on n'arrivait pas à se décider, est-ce qu'on propose de se fédérer, est-ce qu'on propose de se centraliser, ou est-ce qu'on propose de s'interconnecter ? Ça l'air d'être tout à peu près pareil, ça peut être et/ou mais je pense que c'est une question qui est importante de poser en assemblée locale, chacun doit décider comment il fonctionne avec les autres .

La 2^{ème} question c'était une question de savoir qu'est ce que c'est un représentant, qu'est ce que c'est un délégué, qu'est ce que c'est un porte parole? là aussi ça se ressemble, mais ça n'est pas le cas. On aimerait bien soumettre cette question-là, et qu'elle soit travaillée par rapport à la légitimité : dans pas mal de groupes, je pense qu'il y a un problème de légitimité sur certains représentants, en tout cas y en a beaucoup qui l'ont reçu. Donc voilà ça c'étaient 2 questions qui n'apparaissent pas dans le résumé.

On s'est dit aussi que ce serait pas mal qu'on travaille tous, donc qu'on travaille tous au niveau local, et que ça remonte au niveau national, sur un tract commun, ça avait l'air d'être une remarque très importante. Il y a eu dans ce groupe l'idée du fait que chaque gilet jaune est un autojournaliste : ça c'était une manière de bosser contre la propagande des médias qui est faite contre les gilets jaunes depuis des mois. On pense que chacun de nous est capable de contrer ça, à sa manière. Faire une liste des médias Gilets Jaunes, parce que tout le monde a eu plein d'idées, il y a eu des radios, il y a des chaînes youtube, il y a des live facebook... j'en passe et des meilleures, il y a des journaux, enfin bon bref, voilà, donc ce serait pas mal que du bas, remontent toutes les idées que le groupe a eu, et que on puisse se connecter sur la plateforme dont tout le monde parle là, et qu'on ait accès à, ben tiens à côté de chez moi il y a quelqu'un qui fait une radio, plus loin il y a quelqu'un qui a monté un journal, voilà je pense que ce serait pas mal qu'on ait tous accès à ces infos. Ah oui, on avait

aussi préconisé un entraînement pour les délégués, un entraînement pour répondre aux médias. parce que je sais pas si vous avez vu les quelques articles qui sont sortis sur l'AdA hier : moi y a plein de trucs que je retrouve pas du tout dans ce qu'on a vécu ici donc il y a un petit souci je pense, il faudrait qu'on se forme. Euh j'ai presque fini....

On s'était dit de s'approprier l'espace public, vous savez par l'affichage, il y a beaucoup de groupes qui ont fait ça, qu'ont pris des affiches, qui sont allé mettre ça dans des murs, ils sont allé demander à des mairies, il y a des mairies qui sont assez sympa, qui sont acceptés de diffuser des choses comme ça, en fait sur la visibilité de notre mouvement, c'est important de réfléchir à ça, en tout cas on le soumet, et, je crois que je vais terminer, avec, oui vous en avez parlé, je l'ai entendu tout à l'heure, la plateforme numérique sécurisée, et sécurisée, je précise, car j'ai entendu plein de gens en parler, sécurisée pour les gens qui l'utilisent : y a beaucoup de questions qui sont remontées genre ah oui mais sécurisée par qui ? c'est pas vraiment dans ce sens là en fait, c'est sécurisée pour les utilisateurs : que vous puissiez y aller, qu'on vous fiche pas, euh pardon j'avais été euh... c'est fini, pardon. Merci !

Un membre du groupe communication : Je vais compléter ce qui a été dit par ma collègue donc de façon succincte. Ce qui est récurrent c'est la création d'un outil de communication à échelle nationale donc on va y arriver, en conclusion, pour le faire passer au vote. C'qu'on a proposé déjà hier.

Toujours récurrent : la tenue d'assemblées citoyennes, qui existent dans pas mal de départements. Tout le monde a soutenu l'idée de tenue d'assemblées citoyennes, c'est à dire un travail déjà prémâché, avant qu'il y ait l'assemblée des assemblées.

Centralisation des moyens de communication : rassemblement place publique : donc après manifestation, prise de parole, et faire émerger la parole

Une banque de données, donc cartographie actions, agenda des actions, et une banque de tract : ça va améliorer notre façon de communiquer à l'extérieur et lors des manifestations
La communication avec les médias, donc c'est faire tourner la parole, et donner la parole à des personnes concernées par la misère même si la communication n'est pas parfaite. Donc c'est un citoyen normal peut intervenir auprès des médias. (à quelqu'une-s dans l'assemblée) : citoyenne.

Une question de méfiance concernant l'outil en centralisant justement la communication : qui maîtrise l'outil de communication, qui a le contrôle de communication, donc il y a le droit de regard qui se pose.

Pour finir, donc proposition à soumettre au vote : êtes-vous d'accord pour la mise en place d'un outil commun de communication nationale, avec droit de regard, remontée nationale, remonté local pour le national, et retour/diffusion du national vers le local ? **Votes POUR**

Alors je vais la répéter clairement : ça veut dire un outil qui va être nourri par les groupes locaux et que l'information soit diffusée à l'échelle nationale. Les retours aussi du national pour nourrir les groupes locaux : ça va être du va-et-vient des groupes locaux vers le national pour casser les barrières de la communication. Voilà. C'est ouvrir l'info. Avec le droit de regard : on peut pas tronquer l'information locale et la modifier pour la diffuser au national donc c'est le respect de la transparence qu'on est entrain de faire ici. C'est le travail du rapporteur, l'outil national. D'accord? Qui est non? Qui est contre cet outil ? une personne. Y en a d'autres ? Bon, donc c'est bon. On a fini pour la communication, à travers cet outil, espérons ...

Renzo : Ça a été validé c'est bon. Merci. Pour ce qui est des outils de communication, les copains en bas, ils ont bossé sur les outils de communication, et ils vont vous en parler vous eux-même.

Les précisions que vont donner le groupe d'en bas à mon avis vont répondre à beaucoup de questions. Donc à mon avis vaut mieux le laisser parler avant de donner le tour de parole.

Matthew : Alors, comme vous savez, nous avons besoin d'un outil de coordination nationale, qui soit assenti, transparent, et qui rende des comptes à la base, c'est ça que nous avons décidé, enfin que vous avez décidé, collectivement, de fonctionner, et c'est pareil pour les outils qui nous permettent de nous coordonner. Il y a en ce moment des personnes, des professionnels, des personnes compétentes dans les domaines informatiques, qui se rencontrent, qui échangent, de toute la France, et qui, suite aux travaux, et aux outils qui ont été identifiés par les différentes délégations, et bien, elles définissent une manière de fonctionner, qui reflètent le fonctionnement de l'Assemblée des Assemblées et qui utilisent les mêmes mécanismes.

A date, l'assemblée des assemblées propose, et met à disposition de l'ensemble des délégations une plateforme qui rassemble différents outils : ça va d'un blog en passant par un outil de décision qui permette des votes, des débats, et c'est déjà à notre disposition aujourd'hui. Les délégués ont tous été invités et lorsque en début de semaine prochaine, et après ce weekend extrêmement intense auquel nous avons tous participé, et bien, vous essaieriez d'utiliser cet outil, nous vous accompagneront, pour y faire entrer les différents membres de vos délégations afin que le débat soit permanent et puisse aussi être continué entre délégations sur des sujets, des thématiques, qui vous intéressent personnellement ou intéressent vos assemblées locales.

Renz : Pour moi c'était un des points les plus importants de cette assemblée, c'était trouver un outil, et les copains ont bossé dessus, donc, voilà, si les gens ont quelques prises de parole à faire sur le sujet.

Matthew : Une précision, la plateforme qui vous est proposée actuellement est une plateforme qui fonctionne sur la base de Loomio, qui est hébergé et administré par des gilets jaunes bénévoles et qui s'organisent au sein d'un comité qui soit représentatif du fonctionnement de notre base.

Salem : Oui bonjour, c'est hyper prématuré pour nous parce qu'on a pas eu le temps d'évoquer tout ce qu'on avait besoin d'évoquer, donc en gros on n'a pas eu le temps d'avancer suffisamment. Dans l'état actuel de la plateforme, et de sa sécurisation et de son hébergement, l'avis général c'est, au jour d'aujourd'hui, de ne pas l'utiliser, d'accord? On va, nous, travailler cette semaine, pour que dans 7 jours ou une dizaine de jours, on puisse garantir, d'accord, la conservation des données, la sécurisation des données, et l'accès, en fait, au site. Voilà notre avis, maintenant à vous de décider.

Une déléguée : alors, je m'appelle Alice, de Villefranche de Rouergue, moi j'ai juste, j'arrive pas à comprendre comment ça se passe depuis tout à l'heure, depuis qu'on a repris là l'assemblée, on nous a donné une feuille de synthèse ce matin. J'entends bien que il y a des choses qui n'ont pas été remises là mais il était, on nous a dit que là-dedans c'était, en tout que ce qui a été consensus, que ce soit le point revendications ou le point : la communication, on n'a pas repris les 5 points communication qui étaient écrits. Je n'ai aucune trace de ce qui vient d'être dit là, sur l'estrade, et j'aimerais bien qu'on prenne point par point ce qui est écrit sur ces papiers-là, que je puisse revenir à Villefranche, et dire exactement on a voté ça pour, ou on a voté ça contre. J'ai besoin de savoir ça, s'il vous plaît, merci.

Renz : On va reprendre le cours normal des votes, mais en fait comme on l'a dit tout à l'heure, c'est juste qu'il y a eu plein de gens qui ont bossé tard, et il y a eu un problème dans qui a amené qui, qui a amené quoi, et du coup on n'a pas eu toutes les remontées, on n'a pas pu toutes les inclure dans les synthèses. Voilà pourquoi il y a eu plein de sujets qui n'étaient pas dans les papiers que vous avez.

Membre de l'équipe rédaction : juste pour répondre à ta question, y a des personnes qui sont là, qui sont entrain de prendre des amendements, et ça descend en bas, il va y avoir une écriture de la chose et ça va remonter bien évidemment.

Jo : Non mais c'est pas faux ce qu'elle a dit mais je propose qu'on fasse, effectivement, les 5 points qui sont dans le document, on va les reprendre, donc, allez on va faire des votes.

Un délégué : concernant la communication, y a quand même beaucoup de choses, je trouve, qui pourraient être possibles avec une plateforme numérique, et à tel point que, tout ce weekend on a remis pas mal de trucs à, en fait ça s'arrangera quand on aura la plateforme numérique. ça fait longtemps qu'on en discute mais c'est en fait jusqu'à présent on l'a pas encore eu à disposition et en fait à mon avis même le loomio j'ai pas trop compris mais moi je suis allé faire un tour j'ai pas l'impression pour l'instant que c'est un truc fonctionnel à 100% sur lequel on puisse tous échanger d'assemblée à assemblée, et nous, en fait on est venu, on avait fait une proposition avant l'assemblée des assemblées, du coup qu'avait pas été reprise, mais que les listes mails en fait de l'ensemble de l'assemblée des assemblées soient mises à disposition de tout le monde ici pour qu'on puisse discuter uniquement de trucs qui émanent d'assemblées donc pas des trucs des discussions d'individus dans tous les sens, pour pouvoir échanger des propositions, des rapports sur la situation, et qu'on puisse tous ensemble quoi, et en fait le faire dès maintenant, parce que c'est possible dès maintenant sans avoir de plateforme sécurisée.

Renz : je vais rebondir là-dessus : à la première assemblée des assemblées, on avait décidé de partager tous les contacts, ça s'est pas fait, euh voilà on va pas chercher pourquoi, (rires) et du coup vu qu'il y a beaucoup de porte-paroles qui sont déjà partis, ce qu'on va faire c'est qu'on va envoyer un mail à tous les groupes qui se sont inscrits en leur demandant l'autorisation de partager leurs contacts aux autres groupes. Et une fois qu'on aura l'autorisation, on partagera tous les contacts à tous les groupes.

Une déléguée : c'était une question il y avait je crois Jo qui avait dit au début de l'assemblée qu'il y avait un listing téléphonique qui passait pour Marseille j'ai entendu ça.

Renz : en fait les copains de Marseille ou de Nice je sais plus avait une idée. C'est Nice, désolé, ont fait circulé des papiers partout, pour que les gens écrivent leur nom, voilà, pour garder un listing : ces papiers sont disponibles à l'entrée si sont pas disponibles je vais les remettre dans pas longtemps, d'accord, et si vous voulez les remplir, ceux-là, c'est les gens qui les ont remplis, on les donnera à tout le monde.

La déléguée : c'était juste pour dire que par rapport à la manifestation de Strasbourg, effectivement on va pouvoir aussi utiliser ça pour appeler les gens.

Délégué de Saumur : alors je vais faire très court juste pour info, l'outil informatique il est déjà créé, géré par nos propres serveurs, c'est les notres, donc ils sont totalement fiables, totalement sécurisés, ils sont à nous et ils sont prêts à être mis à disposition si il faut. Gilets jaunes Saumur, pour ceux que ça intéresse.

Renz : pour tous les gens qui ont des outils informatiques, prêts et disponibles, je pensais que ça allait se faire dans un des groupes de travail. Il y a des copains qui ont bossé sur des outils, tous les gens, tous les groupes qui ont des outils disponibles, vous descendez voir les copains informaticiens qui sont en bas depuis tout le week-end, et vous allez parler avec eux en bas

Claude : maintenant on va traiter les 5 points qui effectivement figurent dans le compte rendu du groupe de travail communication qui vous a été remis. Donc je vous les lis :

1er point : mutualiser les outils de communication internes et externes à tous les niveaux territoriaux en sécurisant les outils internes. Si tout le monde pouvait voter c'est cool.

Renz : tous les délégués pas les observateurs, merci

Claude : c'est marqué sur la feuille, point 1 : mutualiser les outils de communication. donc là oui, y a pas beaucoup de verts, donc c'est bon. **Vote POUR**

Ensuite, 2^{ème} point : favoriser le contact direct et les lieux de proximité : pas de soucis non plus. **Vote POUR**

3^{ème} point : se réapproprier l'espace public avec nos signes et par des initiatives festives, humoristiques, artistiques. Large consensus aussi. Merci. **Vote POUR**

4^{ème} point : rechercher autour de nous les gilets jaunes ressources en matière de communication (graphistes, imprimeurs, etc.). Pas de souci non plus. **Vote POUR**

Enfin 5^{ème} point : orienter les moyens de communication vers l'ensemble de la population : journal, moment conviviaux, etc. **Vote POUR**

Et bah voilà, 5 points adoptés dans un bel élan d'unanimité.

Renz : 5 points en une minute c'est magique !

Claude : il y a une proposition de 6^{ème} point là.

Un délégué : donc j'ai fait partie du groupe communication et je voudrais vous faire une proposition assez claire : je trouverais intéressant dans une réaction très rapide sur les médias, les médias qu'il y a actuellement, je vous propose de faire un courrier, ou de le, de l'assemblée, excusez-moi, je suis un peu pfff. que émane une proposition en direction de ceux qui passent beaucoup beaucoup à la télévision, je vais pas les nommer, vous les connaissez tous, et qu'on leur demande, si c'est possible qu'on les voit un petit peu moins, et peut être qu'ils laissent la place à d'autres personnes, pour qu'ils puissent se reposer, pour qu'ils puissent y a d'autres gens qui alors peut être que ça inclus une deuxième question, une deuxième proposition, qui serait d'élire, ou de proposer, ou de tirer au sort, quelques personnes ici, qui vont devenir un petit peu des gens qu'on va voir dans les médias, qui seront révocables évidemment (brouhaha dans l'assemblée).

Claude : on propose un vote direct sans débat sur cette question.

Le délégué : attendez, attendez, y en a 2, est-ce que vous êtes d'accord que l'assemblée des assemblées envoie un message assez clair vis-à-vis des gens qui sont très très médiatisés actuellement, qu'on les entendent un petit peu moins.

Claude : qui est d'accord pour envoyer un message aux personnalités? Manifestement c'est non. **Vote CONTRE en majorité**

Claude : 2^{ème} question , qu'on la fasse quand même pour le principe, donc est-ce que vous êtes d'accord pour envoyer quelqu'un, délégué de l'assemblée des assemblées pour faire des interventions médiatiques? Là aussi c'est non. Donc voilà proposition rejetée.

Vote CONTRE en majorité

AXE 3 : ACTIONS

>> 1h49min05s <<

Jo : Il y a eu plusieurs personnes qui nous ont fait des retours sur la question des actions, qui apparemment étaient ds les comptes-rendus et qui sont pas remontées tout à l'heure, donc il y a la copine qui va proposer quelque chose et on va la soumettre au vote »

Une déléguée : Bonjour tout le monde, donc la proposition était de rajouter à « actions », j'explique juste vite fait le contexte en fait, dans beaucoup d'endroits ceux qui font des assemblées sont parfois menacés de mort, ou autre menaces parce qu'ils font d'autres actions plus violentes et traités de diviseurs etc. c'est très compliqué à gérer, et donc on proposait de rajouter dans Actions : « nous appelons au respect de la liberté de chacune et chacun pour proposer toutes formes d'actions qu'elles soient économique ou citoyenne, pacifique ou pas ? »

Modérateur : Voilà donc une forêt de cartons se lèvent pour accepter la proposition de la copine...Il y a du vert aussi oui oui...mais...ouai...on refait
Alors est-ce que sur la proposition de la copine, on refait...relevez vos cartons, tous, qu'ils soient jaunes, ou verts ou blancs, allez -y... **Vote POUR**

Bon ben j'sais pas ce que vous avez voté mais c'est vendu apparemment...voilà. Ah ben vous êtes un peu tout seul. Je suis désolé monsieur mais en majorité c'est vert...euh... c'est jaune...y'a moins de 10 verts...vous avez un point de vue réduit ici, mais la majorité est écrasante. Ah nan là on peut plus là, il va falloir qu'on avance, alors tout ça ça va redescendre en bas dans notre petite salle de rédaction, mais là faut qu'on avance...

Un délégué : C'est quand vous avez dit que chacun était libre de proposer des actions comme ils voulaient, vous avez dit non violente ou pas, ça veut dire qu'on est libre de proposer des actions violentes au nom des Gilets jaunes, ben quand dans une manifestation on dit tiens untel peut lancer des trucs sur des flics, ça à mon avis ça doit pas faire consensus donc faudrait peut être reformuler la question, parce que là ça était dit un petit peu...mhm...à mon avis il doit y'avoir un débat sur la violence et non violence avant ça..

Modérateur : Ah nan alors là on en a pour des plombes...

Je ne crois pas qu'on soit en capacité d'avoir un débat là-dessus, mais je m'avance peut être un peu trop...c'est important de pas oublier qu'on a un travail de rédaction qui est fait à partir de tout ce qui redescend donc après on va vous proposer l'appel et peut être que ce point là effectivement il va y avoir une proposition de reformulation mais à un moment donné si on veut formuler tout ici de manière précise et que les copiers et les copines en bas ils saisissent ça et qu'ils essaient quand même de trouver une cohérence un peu formelle là-dedans ça va être compliqué donc je pense que ça on pourra le rediscuter sur ce point là quand on aura une proposition d'appel qui sera faite là incessamment sous peu.

Un délégué : Ouai euh j'voulais dire un truc à propos des actions effectivement on peut penser que chacun lutte comme il a envie de lutter mais des actions qui sont mal préparées, ou qui sont secrètes ou les camarades qui viennent apprennent au dernier moment et qui sont mal préparés...c'est voué à des arrestations c'est voué à aller au casse pipe et pour pas grand chose quoi...et j'en parle en connaissance de...et j'en parle en vous donnant un exemple concret parce que sur le secteur de chez Nous y'a un qqun qui vient de prendre 4 mois de prison sur un blocage sur la raffinerie à Brest et l'action était ultra mal préparée dans un amateurisme total et euh...l'ami n'aurait jamais du accepter la comparution immédiate voilà je vais pas monopoliser la parole sur ça mais...

Modérateur : Je vais répondre à ça même si j'ai pas le droit, c'est une attaque euh...je fais parti des gens qui ont lancé l'appel pour les blocages de raffinerie, on a lancé des appels pour que les gens bloquent les raffineries, mais on n'a pas forcé chaque groupe, chaque groupe s'est organisé indépendamment, d'accord, on n'a pas envoyé des gens au casse-pipe, on veut pas que les gens aillent au casse-pipe...bon voilà désolé.

Une déléguée : Je vais faire rapide, je propose une reformulation, je fais 2 propositions : une proposition de reformulation de la phrase de la demoiselle ici, je propose simplement que toute forme d'action doit être possible point barre, après voilà ça reste consensuel, voilà 2ème proposition c'était...

On dit « toute forme d'action est légitime » entre guillemet ...ce que jveux dire...toute forme d'action doit pouvoir être possible sans que des personnes comme tu dis mettent des menaces ou autre c'était dont tu parlais à la base tu parlais des menaces qui pesaient sur des gens qui souhaitaient faire une certaine forme d'actions et moi je te dis qu'effectivement peu importe la forme d'action on ne devrait pas subir de menaces à ce sujet.

Modérateur : « reformule ta proposition,... reformule là ... pas de l'expliquer mais de la formuler avec des termes »

La déléguée : Oui «qu'on respecte toutes formes d'action ». Point. C'est simple comme proposition.

Un délégué : Très très vite sur les formes d'actions, moi personnellement je prône le sabotage des institutions mais je pense qu'on est tous d'accord pour pas accepter les violences contre les personnes, la violence c'est un moyen d'expression comme les autres quoi...

Modérateur : : Là on ne va pas entamer un débat sur violence ou non violence et sur les formes, il faut qu'on trouve une formulation, on avait trouvé une formulation qui avait été accepté majoritairement, la copine propose une contre formulation, on la vote et point barre terminé.

Un délégué : Moi je propose que l'on dise, tout simplement c'est de respecter les initiatives des groupes et ne pas les opposer, donc c'est pas toutes formes d'actions c'est respecter les initiatives des autres groupes.

Une déléguée : Il y avait un 2^{ème} point, il me semble qu'il y avait + ou - un consensus hier concernant le fait que les médias ne devaient pas être présents lors des discussions en plénière sur les actions, ça avait été discuté, pourquoi euh »

(La salle fait « oHHH »...et des signes avec leurs mains genre « passe à autre chose »)

Je voulais juste rajouter par rapport à ta remarque sur les médias on a réglé le problème y'a environ 1h ou 1h et demi, ensuite j'voudrais aussi rajouter est-ce qu'il serait possible qu'on mette dans l'appel la date du 20.04 qui est présente sur les réseaux à monter à Paris ..en même temps que le 13 et le 1er.

Un délégué : Je voulais juste dire un truc sur les actions, en fait faut pas oublier quelque chose, il y a des choses qu'on peut pas dire, faut laisser une certaine liberté parce que ce qui est écrit peut être retourné judiciairement sur vous, et diabolisé, ils n'attendent que ça, donc dire quelque chose de vague que laisser la liberté à chacun de faire ce qu'il a à faire, on n'est pas là pour dire qu'il faut brûler, faut faire ci, on es là pour dire qu'on ne condamne pas les

gens, pas donner le bâton pour se faire battre, faut avoir un peu de stratégie, d'intelligence dans ce qu'on rédige parce que ce qui est écrit il est écrit dans le marbre et on peut s'en servir au niveau de la justice, donc sachez formulez les choses être intelligent, voilà, merci.

Modérateur : Je pense qu'on peut clôturer sur ce sujet. Alors, pardon, j'ai l'impression que tout à l'heure on était parti sur l'idée mais dites moi si je me trompe, qu'on faisait un espèce d'agenda parce qu'il y a beaucoup beaucoup de dates, donc si on commence à voter chaque date on va pas s'en sortir, est-ce qu'on rester sur un principe d'agenda d'un ensemble de dates ?

Donc voilà , ce que je vous propose c'est qu'on va laisser les copains et les copines travailler en bas, pendant ce temps là , le groupe avec Ludo, on va leur demander de venir nous rejoindre par rapport à la question de la candidature pour la 3ème AdA. Et après il nous restera très très vite les appels »

CANDIDATURES POUR LA 3^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

>> 2h02min00s <<

Ludo : Alors bon, on a travaillé, alors on a failli au bout de 20min de travail pouvoir revenir triomphant vers vous en vous disant c'est bon les choses s'imposent d'elles mêmes, c'est bon on a un truc carré qu'on a validé en sortant d'ici en ayant le nom du prochain lieu qui organiserait la prochaine assemblée, mais hélas, ça ne s'est pas passé comme ça parce que des délégué.e.s qui ne pouvaient pas être là cet après-midi avaient transmis une proposition solide j'étais au courant et je ne me suis pas rendu compte en partant que la personne qui devait transmettre cette proposition nous a pas suivi et je ne me suis pas rendu compte dans la discussion que en fait on n'en tenait pas compte donc voilà où est-ce qu'on en est.

Donc en gros on avait pleins de propositions de groupes qui étaient partant pour le faire et en croisant des critères géographiques, est-ce que vous avez les épaules pour le faire, quel est le réseau que vous avez, qu'est-ce qu'ils disent déjà au niveau logistique, quels sont les intérêts divers et variés...en gros on a deux groupes du coup qui auraient les épaules pour organiser cet événement dans une échéance de 2 mois : c'est Montpellier et Montceau les Mines.

Montpellier a l'avantage d'être une grosse ville connue de tout le monde et Montceau-les-Mines a l'avantage d'être une petite ville connue de personne mais qui est très représentative justement de ce qu'il se passe au niveau des Gilets Jaunes, c'est à mi-chemin entre Paris et Marseille, vous tracez une ligne droite c'est au milieu, c'est en Bourgogne, ensuite 2ème truc on avait derrière juste pour info plusieurs groupes qui proposaient des trucs mais à une échéance moyenne donc euh potentiellement on aurait presque pu arriver avec un calendrier d'assemblées des assemblées dans les 4-5 mois qui viennent mais bon...

Alors je vous présente rapidement ce qu'ont dit les gens de Montceau-les-Mines ensuite je vais passer la parole rapidement pour présenter la proposition de Montpellier et le problème du coup qu'on va avoir c'est que ce n'est pas possible je pense de faire ce choix là maintenant sinon nous prenons le risque que de le faire de manière précipitée sans avoir sous pesé et évalué l'intérêt des deux trucs mais le fait qu'on ne le fasse pas ici ça veut dire que ce choix devra être fait d'une autre manière et il va falloir qu'on se mette d'accord et qu'on acte sur la façon dont on va le faire.

Alors Montceau-les-Mines très rapidement ils ont un mandat très clair, très fort de leur groupe ils sont venus avec cette ferme intention de dire nous on est très chaud pour organiser la prochaine ils sont à mi-chemin entre Paris Marseille ce qui permettrait à des groupes de s'y rendre plus facilement, au niveau des lieux ils ont plein de pistes que chacune ont des

chances d'aboutir une salle prêtée par la commune avec qui ils arrivent à obtenir des trucs des terrains municipaux, un terrain privé de 2 hectares si jamais l'autre ça marche pas et enfin un grand parc sur lesquels ils ont déjà organisé des événements important ils sont un groupe avec un noyau stable actif en assemblée générale de 150 personnes, au niveau logistique ils ont déjà un système de cantines qui assurent toutes les semaines des restaurations de grandes ampleurs et ils ont l'habitude déjà depuis pas mal de temps de fonctionner avec des commissions thématiques sur la sécu, la logistique qui fonctionnent bien qui tournent c'est à dire que c'est un groupe et c'est confirmé par des groupes qui les connaissent bien de Commercy qu'ils ont les épaules pour organiser ce genre d'événements.

Au niveau de Montpellier et du Var.. donc ce groupe il propose quelque chose qui a une originalité ils proposent un élément nouveau sur la démarche des Assemblées des Assemblées qui est de faire un événement intermédiaire dans un mois qui serait pour le coup dans le Var c'est pour cela que j'ai parlé du var qui serviraient en fait à préparer l'Assemblée des Assemblées et qui essaierait de répondre à quelque chose qui a émergé ici, comment on fait des allers-retours entre les Assemblées locales et l'Assemblée des Ass pour faire ce travail de préparation, donc ils voudraient tester ce genre de truc...

Délégué du Coeur du Var : Bonjour tout le monde, donc moi je représente le collectif Coeur du Var, nous nous sommes le rond points qui a fait des monuments et qui a reproduit l'Arc de Triomphe, la tour Eiffel, la Pyramide etc...Nous à la base on avait pas le mandat de proposer ce type d'initiatives mais on a consulté nos collègues, nos camarades via internet et on a eu un accord de principes pour s'engager sur une date, donc on voulait pas imposer au groupe l'organisation seul donc on a contacté d'autres groupes du Var pour nous aider dans cette organisation, ce qui permettrait de fédérer et coordonner le Var, d'apprendre à travailler ensemble déjà à l'échelle départementale et aussi donner plus de chances à la prochaine assemblées des assemblées...ben on va dégrossir le travail, on va travailler en groupes plus tranquilles, y'aura pas de plénières ou je sais pas comment on peut imaginer ça, mais le but ce serait de préparer le travail pour que la prochaine assemblées soient beaucoup plus productive et pourra voter des choses rapidement, donc euh nous on veut utiliser cet événement aussi pour sauvegarder notre terrain et notre camp, on veut que cet endroit devienne l'emblème de GJ, il appartient pas au collectif Coeur du Var, il appartient à tous les GJ, l'Arc de Triomphe qui est là bas c'est un monument qui appartient à tous donc à nous de se fédérer pour le garder et utiliser ce danger pour en sortir des choses meilleures.

Ludo : Et donc dans la suite des préparatifs...Montpellier j'aurais pu leur donner la parole d'ailleurs, mais je vais essayer de gagner du temps, donc autour de Montpellier ils ont un gros réseau et ils disent qu'ils arrivent pas mal à fonctionner ensemble, ils ont les épaules pour organiser ça ils ont déjà organiser des gros événements, la jauge de plusieurs milliers de personnes, et puis enfin ils mettent en avant que si ce truc là se ferait au mois de juin... la proximité des plages...permettraient de conclure cette assemblées de manière très sympathique...

Le choix à faire entre les 2 pour être honnête est difficile à faire, très difficile.

Délégué de Montpellier : Pour le côté plage...c'est pas juste pour attirer avec la carte postale c'était que dans la dynamique des GJ il va y avoir l'été et que ça pouvait être un bon moyen pour justement se poser les questions dans un cadre qui lui même est un cadre de l'été, des actions qu'on pourrait proposer pour tout au long de l'été rester mobiliser, intervenir sur les lieux de vacances etc...après je pense Montpellier on est assez uni avec tout le bassin de Thau...ça va de tout ce qui est le bord de mer depuis Frontignan, Sète, Agde, Béziers etc, on a une bonne coordination dans toute l'Occitanie et on est relativement soudé, c'est à dire

qu'il n'y a pas vraiment de crise interne, que ça se fasse pour l'Ada 3 en juin, que ça se fasse pour un autre moment, peu importe, que celui qui puisse le plus porté les épaules et qui soit le plus fédérateur le fasse...c'était pour préciser ça.

Ludo : Alors comment on tranche là dessus.. ? On finit de donner la parole aux gens qui sont susceptibles de bien présenter les projets...

Délégué MdP Saint-Nazaire : Du coup j'ai un peu participé à l'organisation, moi ça me paraît compliqué de trancher dès maintenant sur des données qui sont pas complètes, pas forcément fiables, qu'on n'a pas pu s'assurer qu'on s'aperçoive ensuite qu'elle soit pas forcément la plus judicieuse après coup et que ce soit très compliqué du coup de faire machine arrière, donc moi c'que j'avais envie de proposer comme façon de faire pour trancher c'est que voilà on a des candidats dans la salle, j'ai l'impression que dans la salle y'a pas de refus de principes de ces candidats, ce qui pourrait avoir lieu, que l'Assemblée se prononce pour dire que ces 3 lieux sont candidats et qu'ensuite l'Assemblée mandate un groupe de travail composé des groupes qui ont précédemment organisé une Ada, donc qui ont en tête toutes les nécessités que c'est ...et donc ce groupe pour les prochaines il s'enrichira, si demain c'est dans le Var, à Montpellier, ou à Montceau-les-Mines ben ce sera Commerçy + Saint-Nazaire.

Et du coup que eux ils prennent ces candidats et ils se chargent dans une ou 2 semaines le temps de s'assurer de la fiabilité des infos qu'on a pour trancher. Voilà je pense que ce serait la façon la plus sereine de fonctionner. Surtout qu'il y a des questions de mandats de trucs etc dont on n'est pas complètement surs apparemment donc. Et les assemblées locales, on va en reparler, sauf Montceau qui a un mandat clair. Donc voilà ce que je propose.

Un délégué : Je voudrais ajouter 2 arguments sur les 2 lieux Montceau-les-Mines et Montpellier, c'est que premièrement si on fait Montceau en 1er, courant juin par exemple, on se trouve dans une logique philosophique des GJ qui est mieux assise, parce que c'est vrai que Montpellier ça va être aussi le côté loisir mer etc, alors que si on repousse Montpellier à l'automne étant donné le climat qui est en bas on bénéficiera encore des avantages hors tourisme donc on gagnera sur les 2 temps ...voilà c'est mon avis...

Un délégué : Jeremy délégué de Faience dans le Var. Donc ce que vous a propos le délégué du Coeur du Var, il nous l'a proposé. Nous en tant que délégué on l'a pas encore soumis, mais on trouve que l'idée est excellente, et on voudrait juste donner 2-3 précisions attention.. Déjà l'événement intermédiaire pour travailler sur les différents groupes, est quelque part indépendante de l'Assemblée qui va venir après, d'accord, c'est bien 2 choses différentes et l'objectif est bien de bosser en petits groupes, nous c'est ce qu'on fait au niveau de Faience et quand on va proposer à Faience de faire des petits groupes de travail mais qu'on le propose à la France entière et qu'on peut le faire comme ça ensuite pour aboutir comme ce qu'on a fait dans les réunions avec des propositions, ces propositions en plus, une fois qu'on les a sur pleins de sujets différents, on va les proposer, revenir chacun dans nos groupes, les proposer à chacun de nos groupes, et 3 semaines après, puisque c'est les délais qu'on s'était donné, on fait l'Assemblée à Montpellier, on va gagner un temps fou, on va gagner en efficacité, là on a vu qu'en 3 jours on fait un travail de titan, mais si on étale ça et qu'en plus on implique toutes les personnes de nos groupes, qui n'ont pas pu venir, comme système démocratique on peut difficilement faire mieux. Voilà ce n'est que mon opinion.

Modérateur : Manifestement tu n'as pas été compris est-ce que tu pourrais clarifier... ?

Délégué : Alors je recommence désolé, le but en étape intermédiaire – en 6 semaines – l'objectif c'est de faire des groupes de travail, sur des thèmes, comme on fait ici, mais de le faire

avant voilà , de le faire avant l'Assemblée des Assemblées qui va se dérouler après, l'objectif est de sortir des propositions, de faire ce qu'on a fait là ; et ces propositions, c'est de les faire revenir dans les groupes pour faire pour qu'on puisse chacun ou dans nos communes, et ensuite ces propositions elles seront faites et on aura plus qu'à faire des assemblées plénières directement, voilà. Pas plus que mais.

Un délégué : En vue de l'organisation de la prochaine Assemblée des Assemblées je pense qu'on a tous des Assemblées, et c'est à elle, à elle seule de discuter des modalités d'organisation de cette 3ème assemblée des assemblées, de s'entendre sur l'ordre du jour qui paraît le + à même de convenir à tout un chacun et à s'inscrire dans l'actualité de la lutte, et par ailleurs et je rejoins la proposition du délégué de Saint-Nazaire, oui un groupe de travail pour organiser cette 3ème Assemblée des Assemblées constitués des délégués de chaque ensemble régional, il y a 13 régions métropolitaines, que nos assemblées s'entendent sur les modalités d'organisation de cette 3ème assemblée, par des mandats impératifs confiés à des délégués dans ce groupe de travail.

Modérateur : OK on a compris la proposition, encore une prise de parole là et je vous proposerai un vote de principes.

Une déléguée : J'interviens pas souvent mais bon jsuis ravie justement que les propositions se fassent là devant l'ensemble des délégations, parce que nous on a eu un souci le 16 mars dernier, on a eu une délégation qui est venu faire une intervention à la bourse du travail suite à une manifestation et qui apparemment émanait de l'assemblée de je sais pas quoi et ..du Grand est voilà, et qui avait essayé de faire une coordination nationale sans qu'on soit au courant, sans qu'on soit justement informé, donc là je suis contente que tout se passe ici parce que on n'est pas là pour prendre les dates nationales pour faire des réunions secrètes que tout le monde n'est pas au courant, parce que ça c'est vraiment quelque chose on l'a pris à contre pied, on a eu un compte rendu qui est sorti de nul part, on sait pas d'où ça vient... des choses ont été voté dans ce truc alors que personne y a participé, donc voilà, je tenais à dire par rapport à ce que vient de dire Kleber, le principe d'horizontalité il est aussi là, on peut pas..on est encore au début de notre structuration, on arrive même pas à faire une coordination régionale IDF correcte pour pouvoir dire on va envoyer des délégués aux assemblées préparées pour préparer la préparation de l'ADA, donc à un moment donné il faut être face à la réalité, il faut éviter les squizzages, tout ce qui est prendre la place des autres et tout..on est là de manière collégiale et il faut fonctionner ensemble, et c'est ensemble qu'on doit voter, c'est ensemble qu'on doit décider, ni dans le dos des gens, ni de faire en sorte que les gens soit mis de côté.

Une déléguée : Bonjour, moi j'ai juste une question technique, comment se décide la durée entre 2 assemblées en fait ? Pourquoi 2 mois ?

Modérateur : Je pense que les 2 mois c'est dans la continuité de ce qui avait été dit à Com-mercy parce que quand nous à St Nazaire on avait posé notre candidature, il y avait eu discussion enter 1 mois et demi et 2 mois, et nous on s'était dit oh la 1mois et demi on se sent pas les épaules logistiquement parlant, donc c'est pour ça qu'on était parti sur 2 mois, ça nous semblait + réaliste après si il y a un groupe là qui se sent les épaules de réduire le timing on peut effectivement en rediscuter.

Une déléguée : En dehors de l'aspect structure et météo, enfin l'aspect saisonnier, moi je voulais juste rappeler quelque chose c'est par rapport au fait que ce soit situé au centre, parce que là bon on est complètement dans le nord, nous on vient du Sud...bon euh...on est

plus dans le nord que dans le Sud...voilà c'était juste par rapport financièrement c'est vrai que ce sera peut être plus accessible à tout le monde ce qui a peut être pas toujours été le cas.

Une déléguée : Bonjour Anne de la Rochelle, je prends jamais la parole mais je voulais féliciter le Var par ce que c'est une très très bonne idée de faire une pré-assemblée, pour commencer à travailler sans cette pression, sans cette tension, parce qu'honnêtement y'a beaucoup de monde, c'est pas facile pour Saint-Nazaire et franchement euh j pense que c'est une bonne idée de préparer l'ada...et en tout cas bravo st Saint-Nazaire parce que vous avez pas eu trop de chances.

Une déléguée : Bonjour, Isabelle de Sommière, c'est près de Montpellier dans le Gard, bien sur qu'il faut en référer à nos groupes c'est pas nous qui allons le faire maintenant mais moi j'voulais juste dire un truc, il me semble que c'est trop rapide, et il faudrait pas qu'on tombe dans la réunionite, et qu'on se voit sans cesse et qu'on fasse que de parler euh, on a des déjà un peu des difficultés avec ceux qui font des actions qui font des actions qui nous reprochent de venir parler que ça sert à rien alors faudrait pas en rajouter dans leur tiroir, il me semble que c'est un peu rapide...quitte à faire le Var dans 2 mois et demi, ou le Var ou Montceau-les-Mines, 2 mois plus tard ou 3 mois.

Un délégué : Alors il y a 2-3 choses qui m'ont un peu interpellé, je vois pas l'intérêt qu'un groupe s'approprie une réunion intermédiaire, déjà le temps que les délégués fassent redescendre au sein de leur groupe, qu'il y ai des discussions, et que ça remonte, donc je trouve que le coût de faire une réunion intermédiaire c'est peut être un petit peu trop, financièrement ça pèse aussi lourd, on n'a pas tous des structures de 150-200-300 personnes, ça c'était un 1er point, le 2ème point j'sais que parmi nous il y a des gens qui sont militant depuis longtemps qui font parti de X ou Y organisations avec X ou Y support derrière eux, et j'pense qu'au lieu d'essayer de prendre les devants des choses ils devraient plutôt soutenir les autres et apporter leur savoir à ça quoi, voilà merci.

Une déléguée : Moi c'est aussi à propos de 2 mois, 2 mois et demi etc, moi je repars en tant que déléguée pour 6 mois de taf, sur tout ce que nous avons, évoqué, discuté, voté, donc euh un mois et demi entre 2 ada c'est pas possible, il faut déjà, puisque nous tenons tellement à faire redescendre dans nos groupes notre travail il faut d'abord qu'ils soient discuter dans nos groupes, il faut qu'ils soient remontés par nos groupes avant qu'on prenne d'autres positions en ADA, donc laissons nous un petit peu de temps entre 2 assemblées...nous avons un champ et bien nous allons le labourer avant d'aller dans un autre champs.

Modérateur : Juste je rappelle à cette occasion que des synthèses vont être envoyés à tous les groupes locaux pour faciliter leur travail et que ça ne prendra peut être pas autant de temps qu'on ne croit...enfin j'espère...

Un délégué : Oui moi je voudrais proposer une façon de trancher un vote, si on vote ici de manière indicative et qu'on fait après pour le reste on va dans nos groupes pour faire remonter ce vote ensuite, il me semble qu'avec 4 questions on peut répondre...la 1ère c'est en juin soit Montpellier soit Monceau les Mines, la 2ème question c'est oui ou non pour un événement intermédiaire, la 3ème c'est est-ce qu'on veut un comité d'examen des candidatures constitués par une partie des gens de Commercy et de st nazaire, ça fait 3 votes et puis voilà.

Modérateur : Pas mal...une dernière intervention avant d'étudier la proposition du copain... la dernière promis.

Un délégué : Je voulais passer beaucoup plus vite que ça mais essayons la solution intermédiaire pour une fois, si ça ne marche pas on ne répétera pas mais essayons ça peut nous aider beaucoup dans tout ce qu'on fait qu'on réfléchit ça nous avance ça nous met la pression d'aller plus vite et dans un mois et demi on ne sait pas ce qui va se passer avec l'État ou les événements qui vient peut être on aura une urgence à faire aussi, donc moi je propose qu'on vote pour 1 mois et demi et 3 mois, un vote à majorité, ce qui ne peuvent pas venir dans un mois et demi c'est pas très grave parce qu'on a les outils pour être en contact 24h sur 24h.

Modérateur : Donc moi je propose qu'on fasse un vote indicatif, c'est à dire pour la proposition du copain, que les assemblées seraient souveraines par la suite, que ça redescendrait et qu'on ferait des remontées par mail ou que sais je encore ou par la plate forme, qu'on fasse un vote indicatif donc voilà sur les 3 points qu'il a proposé, moi ils me paraissent excellents, le 1er point c'est donc pour départager Monceau et Montpellier, en juin donc soit Montpellier soit Montceau-les-Mines, 2ème point, deuxièmement oui ou non pour un événement intermédiaire (proposé par Montpellier et le Var) et troisièmement création d'un comité d'évaluation constitué par Commercy, Saint-Nazaire et le nouveau groupe de liaison... alors...oui c'est si ce serait choisi qu'on organiserait ce comité de liaison... ? C'est bien ce que j'ai dis... ? Bon alors le copain confirme que c'est bien ce que j'ai dis ? (flottement) Pourquoi ça pose problème ?

C'est pas clair. C'est quoi l'enjeu de ce vote indicatif ? Le résultat de ce vote ne va pas nous permettre de dire ce soir qui sera la prochaine assemblée qui organisera la prochaine assemblée, qu'on soit bien clair la dessus, j pense c'est pas clair pour tout le monde. Donc l'indication de ce vote ce serait de permettre au comité de liaison Saint-Nazaire etc. de faire ce choix.

(Un modérateur et la salle : « Non... ! »)

Donc c'est ça qu'il faut clarifier...car le choix il va être validé où et quand ? Attendez 2 seconde faut clarifier la chose.

Le délégué : Ce que j'avais proposé c'est donc un 1er vote, on vote ici de manière indicative, et ensuite comme on le fait pour le reste on va chacun dans nos groupes respectifs faire valider ou invalider cette décision qu'on fait remonter, et ensuite donc les 3 questions c'était en juin soit Montpellier soit Montceau-les-Mines, la 2ème question oui ou non pour un événement intermédiaire, et la 3ème question est-ce que la ville qui est validée pour faire la 3ème assemblées doit être examinée par un comité qui est formé des gens d'ici et des gens de Commercy ?

Modérateur : Et on se prend pas la tête faut que ce soit validé par les AG devant lesquels on va retourner donc c'est juste un vote indicatif, une tendance, donc je mets au vote : Montpellier ou Montceau-Les-Mines ?

Excusez moi juste 2 secondes...la question globale elle est toute simple est-ce que vous êtes d'accord avec ce qui vient d'être dit ? Le fait d'avoir une décision approximative et pas légitime et de l'emmenner dans nos groupes et de la remonter légitimement et acter cette chose là en groupe.

Est ce que vous êtes d'accord de faire un vote indicatif sur ces 3 question. ?

(La salle : « Oui ! »)

Le délégué : Est-ce que vous êtes d'accord qu'on fasse ici des votes indicatifs et qu'ensuite on aille chacun dans nos groupes valider ou invalider ceci pour les faire remonter ? Jaune

pour oui, vert pour non, blanc pour abstention. **Ok, donc énorme majorité de jaune donc on fait les 3 votes.**

Je propose en jaune Montpellier, en vert Montceau-les-Mines, et en blanc ne se prononce pas, toutes en juin à la même date, c'est soit l'un soit l'autre. **Visiblement c'est Montceau-les-Mines.** C'est indicatif vous irez reposer les questions dans vos groupes respectifs et on les fera remonter pour une décision finale.

La question suivante : est-ce que vous voulez ou pas un événement intermédiaire, donc jaune pour oui, vert pour non ? **Donc je vois une grosse majorité de vert donc on va dire que c'est non.**

Et le dernier vote et après je vous laisse tranquille c'est : est-ce que vous voulez que la ville qui sera retenue quand nos votes seront remontées de nos assemblées locales soit examinées par une partie des gens de Saint-Nazaire et une partie de Commercy... (confusion, des personnes l'interpellent)... soient accompagnées, évaluées ? On va dire accompagnées.

Est ce que vous voulez un accompagnement par les gens de Saint-Nazaire et de Commercy ? **Ok très grande majorité de POUR.** Merci à tous !

TRACT POUR L'ACTION SUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

>> 2h39min04s <<

Un délégué : Bonjour tout le monde c'est très impressionnant...faut vraiment nous aider... donc on nous avait demandé de travailler sur la préparation d'un outil qui permettrait au groupe de pouvoir réaliser un tract qui permettrait de communiquer pendant les élections européennes, pendant la campagne des élections.

Je vous lis en quelques pages le travail qui a été fait : Après 2 jours de travail de réflexions sur la question européennes et pour la rédaction d'un tract, et considérant que le rôle de l'Assemblée des Assemblées est d'inspirer la créativité des groupes, nous proposons à ces groupes locaux, une boîte à outils, qui permettra de créer son propre tract, et j'ai le trac.

Cette boîte à outils comporte 3 compartiments :

Dans le 1er compartiments nous proposons de rappeler les principes de base qui nous semble être les principes de base des Gilets jaunes c'est à dire d'avoir des tracts qui soient apartisan, qui privilégient dans le discours la bienveillance, et des outils de langage qui soient compréhensibles par tous.

Dans ce 2ème compartiment de la boîte à outils nous proposons sur la forme, un tract avec un recto plutôt graphique et un verso plutôt textuelle de façon à avoir 2 niveaux de communications pour toucher tout le monde, sur la forme nous proposons d'utiliser une touche d'humour, en restant modéré mais d'y mettre un peu d'humour.

Et j'en viens au 3ème compartiment, donc tout ça ce sont des propositions qui vont être travaillées par les groupes on est bien d'accord, on est juste là pour inspirer point, nous préconisons un plan en 5 points, s'ils veulent faire autrement ils feront autrement c'est pas un problème, 1er point : introduction, 2ème point : un volet social un volet économique un volet institutionnel et enfin 3ème point ce qui nous a paru important c'est que le tract finissent sur une idée qui consiste à pousser les gens à faire des recherches individuelles pour se renseigner...chercher à vérifier les info qu'ils vont recevoir pendant cette campagne et d'aller eux-même chercher un complément d'information- donc nous en arrivons très rapidement/

On a dégagé quelques idées sachant que les groupes locaux vont trouver leur idées aussi, alors on a 5 petits points, une ligne par ex sur le rôle des lobby, on propose il y a 25000 lobbyistes pour 750 députés, voilà un sujet sur le dénis de démocratie, et le rappel que le non referendum de 2005, on propose un sujet sur la répression, des émeutes et le droit de tuer

qui a été introduit par le traité de Lisbonne qui vient modifier l'article 2 de la Convention Européenne des Droits de l'homme alors que celle ci devrait protéger le vie, donc ce sont des sujets, il nous en reste 2 on a presque fini, genre la privatisation des biens communs etc etc les sujets peuvent être réappropriés, on est par là pour leur dire ce qu'ils ont à dire, on est juste là pour donner une inspiration point.

Donc je termine, l'idée c'est de dire, si vous pensez que ce forme de tract cette façon de communiquer par rapport à l'outil du tract, si vous pensez que c'est une bonne façon de communiquer, en partant bien du principe qu'on n'est pas là pour imposer notre façon de faire mais juste pour donner des directions, les gens vont faire le reste, si vous pensez que c'est cette façon là que nous devons communiquer pour que les gens s'inspire et faire les choses et bien vous levez votre étiquette jaune. Ceux qui sont contre levez votre étiquette vert. Et les abstentions aussi.

Vote POUR en majorité

Une dernière chose c'est un message du groupe de travail. Le groupe tenait simplement à remercier l'ensemble des organisateurs, parce qu'on a trouvé que vous avez mis en place un cadre qui nous a permis de travailler et nous voulions simplement remercier tous les bénévoles qui sont derrière c'est tout.

PROPOSITION 1 : LE MUNICIPALISME

>> 2h44min24s <<

Claude : Il ya le groupe sur le municipalisme, donc c'était moi, donc je vais m'auto donner la parole, vous inquiétez pas j'en ai pour 1 minute 30.

Au départ il y avait un appel de Commercy, il existe plus il a été transformé, ensuite il y a eu 3-4-5 groupes de travail qui se sont réunis, re-réunis, qui ont fait des synthèses, des synthèses, donc voilà il n'y a plus d'appel de Commercy. On l'a transformé en appel de groupe de travail l'idée générale c'est que parallèlement à nos luttes on doit s'ancrer localement pour durer plus longtemps possible, l'idée ce serait qu'à partir des AG de Gilets Jaunes on impulse des assemblées citoyennes locales, qui soit simplement de luttes mais qui soit des assemblées de gestion décisionnelle dans les communes et puis si c'est souhaitable et possible proposer des listes aux municipales pour avoir des élus dans des municipalités qui se cantonnerait à mettre en œuvre les décisions de l'assemblée citoyenne locale, donc une inversion du paradigme.

La proposition de Commercy était trop axée sur les élections donc voici notre proposition qui émane des groupes de travail qui est beaucoup plus minimaliste et à notre avis plus consensuelle : le consensus s'est fait sur les assemblées citoyennes, je vous la lis :

Retrouvons notre pouvoir de décision, place aux assemblées citoyennes.

Nous Gilets jaunes réunis en Assemblée des Assemblées appelons l'ensemble des GJ ainsi que tous nos concitoyens et concitoyennes à s'engager dans la réappropriation de notre pouvoir politique. Une étape importante de cette reconquête passe par le niveau local, nous appelons à créer dans chaque commune de France où cela est possible une assemblée citoyenne car ce pouvoir nous a été confisqué comme nous le constatons dans de multiples domaines, écologies, privatisations domaines privés, etc.

Ces assemblées sont l'expression de la volonté populaire, chaque assemblée mènent ses propres expériences en toute autonomie dans le respect de l'intérêt collectif, soit en lien avec des associations, soit des Gilets jaunes seuls, soit en lien avec des groupes de citoyen-e-s et présente des listes au municipales ou pas.

Nous appelons les assemblées citoyennes ainsi créées, à se fédérer par l'échange de leurs expériences, pour créer une sorte de réseau, de contre-pouvoir grandissant, et on termine en disant, réapprenons à partager nos préoccupations pour définir ensemble ce que nous voulons, réapprenons à vivre où nous habitons. »

Voilà ce qui vous est proposé de valider.

Modérateur : Juste pour cadrer comme parce que là on part sur un appel, les interventions c'est des propositions d'amendements, on n'est pas dans une discussion.

Une déléguée : Alors, tu as lu un mot en plus mais qui est vachement bien, c'est le mot réseau donc je voudrais juste qu'on ajoute ce que tu as lu et écrit se fédérer etc. Je ne sais plus selon un réseau ou par réseau.

Une déléguée : J'ai une proposition et ajouter à faire svp, quand on pense municipalité, quand on pense commune, quand on pense ville on oublie souvent les associations de quartiers, qui sont un vrais maillages essentiels au niveau des populations, donc j'aimerais que soit ajouter dans la liste associations de quartiers.

Un délégué : Hier on avait discuté pour remplacer le mot municipalisme par communalisme c'est juste ça comme le municipalisme avait une histoire romaine, voilà.

Modérateur : On n'a pas utilisé le terme municipalisme dans le texte d'appel il n'y est pas.

Est-ce qu'on vote sur les 2 premiers points ? Le 1er point c'est rajouter le terme réseau. La phrase serait : « Nous appelons les assemblées citoyennes ainsi créées, à se fédérer en réseau pour l'échange de leurs expériences, (...) ». **Vote POUR en majorité**

Ensuite la 2ème proposition de rajouter « association des quartiers ». Levez tous les cartons en même temps jaune, vert, blanc. **Vote POUR en majorité**

Un délégué : Moi c'est le contraire de mettre d'autres exemple dans les parenthèses je trouve que ça alourdit et comme c'est que des exemples entre parenthèses qui sont pas nécessaire puisque bon on va rajouter associations de quartiers entre parenthèses mais on n'a pas fini comme ça à mon avis et deuxièmement sur la forme plus clair donc là on a passé des heures et des heures sur peut être 120 personnes en tout sur les 2 jours et demi et finalement en 1minute 30 on doit résumer ce travail là et ne pas pouvoir expliquer le pourquoi du comment parce que là les questions qui sont arrivées on se les ai déjà posées en groupe.

Modérateur : C'est frustrant mais là on n'a plus le temps, donc là on est sur des propositions des textes des amendements ou pas à rajouter. Donc la proposition d'amendement du copain c'est d'enlever tout ce qui figure entre parenthèses... en lien avec des associations, soit des Gilets jaunes seuls, soit en lien avec des groupes de citoyen-e-s et présentation de listes au municipales ou pas. Je veux juste dire je suis contre parce qu'il faut laisser la possibilité de faire des listes sans influencer c'est une possibilité qui est ouverte si on la met plus ça veut dire qu'on n'y pense même pas.

Donc est-ce qu'on peut voter sur la proposition du copain et supprimer ce qu'il y a dans la parenthèse ? **Vote POUR en majorité**. On garde la parenthèse.

Est ce qu'il y a d'autres propositions d'amendements ?

Une déléguée : Oui du coup il y aurait un amendement pour remplacer les assemblées citoyennes par les assemblées populaires, car les citoyens c'est forcément des gens qui sont majeurs et français, et ça peut être des gens du quartier qui vivent là. C'est mitigé, majori-

tairement des jaunes, courte majorité de jaunes ?

Pas assez grosse qu'est-ce qu'on fait ? Qu'est ce qu'on fait on met les deux ? Assemblées locales ?

Un délégué : Excusez moi depuis tout à l'heure je range mon frein c'est pas possible de faire comme ça. Non non il y a une majorité de jaune on l'a tous vu c'est pas la peine de trafiquer hein... Déjà c'est pas du tout démocratique votre façon de faire donc je suis désolé.

Là depuis tout à l'heure, depuis ce matin j'en peux plus quoi et je pense que je suis pas le seul, là je vais partir j'ai fait 900 bornes. Je vais partir, je vais partir... Depuis ce matin je trouve que l'expression démocratique elle est pas du tout exemplaire. C'est comme ça qu'on fonctionne, c'est la dictature de la majorité sur la minorité c'est ce qu'on vit depuis des 100ème d'années.

Je vais réduire un petit peu le volume puisque maintenant j'ai un micro, c'est plus agréable pour tout le monde, mais très franchement je suis très très en colère et je suis très déçu et je vous avoue franchement que je suis pas certain à titre personnel de revenir lors d'une assemblée des assemblées et je pense même que je vais militer auprès de mon groupe pour qu'on envoie pas de délégations, c'est très intéressant parce qu'on se rencontre, on a récupéré un petit peu de documentation. Il y a une seule chose que j'ai récupéré moi qui est très positif et je remercie les «chômeuses go on» pour avoir fait des affiche qu'on a tous pris et qu'on va tous aller coller sur les murs de nos villes.

Là il y a plus de 200 groupes qui sont représentés il me semble donc il va y avoir 200 villes avec les mêmes affiches, là on a oublié de parler d'un groupe le groupe action, on a été mangé on n'a pas fini les discussions sur le groupe action, mais je suis désolé, ça aurait quand même été intéressant, intelligent, et très stratégique justement et pas tactique, de partir tous avec la même action à mener sur une même période de temps, sur la même cible d'accord parce que ça ça leur fait peur au gouvernement qu'on s'organise et ça on va partir avec rien! Avec rien du tout !

Et deuxième chose. Le problème c'est qu'on a du mal à parler doucement parce que vous êtes nombreux à mettre la pression (brouhaha dans la salle). Non mais t'inquiète pas il n'y a pas de souci et j'imagine tous ceux qui ont pris la parole une seule fois lors de l'assemblée là parce qu'il y en a beaucoup qui l'ont monopolisée et en particulier ceux de Saint-Nazaire, je tiens à le dire (brouhaha dans la salle). Vous pouvez dire ce que vous voulez ça m'empêchera pas de dire ce que je pense et je pense que je suis pas le seul à le penser, donc à un moment donné il y a aussi une chose chez les Gilets Jaunes, qui est un petit peu fatigante à la longue c'est le manque de confiance qu'on a entre nous. Il y en a certains qui l'ont évoqués et à un moment aller chipoter, pinailler, ça commence à être fatigant, on a besoin d'agir, on a besoin d'obtenir des choses, on a besoin aussi de se faire confiance mutuellement, et qu'à un moment donné on avance. Là on a perdu du temps sur beaucoup de choses, là la discussion sur l'organisation de la prochaine assemblée pardon, il n'y avait pas besoin de passer autant de temps là-dessus, donc voilà j'vous dis ce que je pense je suis très très frustré j'espère que ça ira mieux la prochaine fois, vous pouvez faire des moulinets tant que vous voulez, je vous rends le micro.

Modérateur : Juste la question qui se pose est-ce qu'on fonctionne au consensus ou à la majorité ? Le copain il pense que c'est à la majorité, on a constamment recherché le consensus pendant tout ce WE c'est ce qu'on essayait de faire les copains de Saint-Nazaire, c'est pas évident, des fois quand c'est mitigé comme là ben on sait pas trop ce qu'on doit faire, et on essaye de faire au mieux c'est tout...quant à faire circuler la parole je pense qu'elle a largement circulé vu le nombre de doigts qui se lèvent et qui continuent...je veux terminer le

vote qu'on était en train de faire quand à remplacer citoyenne par populaire.

Il y a eu une majorité qui était pour. Est-ce qu'on considère que c'est adopté ou comme il n'y a pas consensus... Il y avait une 3ème proposition c'était de mettre les deux...on la vote.. ? C'est une proposition qui émane de plusieurs personnes, donc je la mets au vote.

On met les deux mots «citoyenne et populaire» ou «populaire et citoyenne» (flottement)

Un peu plus de jaune que la 1ère fois, mais on n'est pas sur du consensus non plus. Voilà bon ça a l'air assez majoritaire. **Vote POUR en majorité**

Un modérateur : Excusez moi...l'ami a manifesté beaucoup de mécontentement par rapport à ce qui se passe ici, ce que j'aimerais c'est juste savoir au niveau de l'avis général est-ce que vous êtes plutôt d'accord avec toutes ces critiques ou est-ce que vous pensez quand même que...juste une seconde..levez vos cartons vert si vous n'êtes pas d'accord et jaune c'est d'accord avec lui. Donc je vois des cartons verts donc je pense qu'on est d'accord par rapport à ça, à peu près.

(Flottement dans la salle)

Modérateur : Bon on a vu que la plupart des gens étaient contents. Un ultime amendement, un avant dernier sur le communalisme, SVP on se calme.

Un délégué : J'espère ça va être rapide si ça ne l'est pas je laisse tomber la proposition c'était simplement plutôt que de dire dans toutes les communes où c'est possible une assemblée etc. Ce serait de dire une ou plusieurs parce que pour moi une commune ça peut être très grand et à l'échelle d'une ville c'est pas une seule assemblée qu'il faudrait c'est plusieurs – donc une ou plusieurs c'est juste une petite incise.

Modérateur : Donc une ou plusieurs – levez vos cartons jaune, vert, blanc.

Une grosse majorité de jaune donc c'est bon. **Vote POUR**

Non mais on peut plus parce que en fait je suis désolé, il y a encore l'appel sur les européennes, la convergence écologique, relations internationales et il y a l'appel général qui va remonter, donc là faut qu'on termine...le dernier amendement et après on arrête, le dernier !

Un délégué : Simplement très rapide dernière phrase : « réapprenons à vivre là où nous habitons » je propose « réapprenons à vivre ensemble là où nous habitons ».

Modérateur : On vote ! C'est le jaune. **Vote POUR**

Amendement adopté et texte validé et on n'en parle plus, point suivant !

PROPOSITION 5 : APPEL À ACTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

>> 3h01min44s <<

Délégué de Saint-Nazaire : Salut, c'est encore Saint-Nazaire qui parle, désolé. Du coup je suis pas tout seul... juste pour recadrer il y avait trois commissions qui se sont formées à la suite de la discussion parce qu'on était très nombreux donc il y a une première discussion sur constituer un argumentaire vis à vis de l'union européenne c'était ça dont il a parlé le copain juste avant, il y a une deuxième commission qui c'était constituée pour faire un appel qui a été lu déjà hier et qui avait plutôt rencontré du succès, c'est celui là dont on va parler et il y a une 3ème commission qui s'était établie sur les relations internationale qu'on pourrait nouer entre autres pour faire circuler cet appel qui va intervenir plus tard et qui il me semble deux motions à proposer.

On va essayer de faire court, donc pour rappeler il y avait eu un 1er sondage qui était assez unanime sur l'appel qu'on va vous lire. Il y avait une demande qui a été faite d'ajouter l'épîcène là je crois ça s'appelle comme ça de mettre citoyen/citoyenne donc ça ça était intégré au texte.

Il y a un 2ème amendement qui va être proposé par quelqu'un qui était dans la commission sur l'appel des européennes, qui s'est aperçu après coup qui manquait quelque chose donc qui a consulté tous les gens individuellement qui a consulté tous les gens de la commission pour avoir leur accord et qui va vous le lire. Enfin il y a une question qui est de poser une date ou non puisque depuis on devait voir ça avec la commission internationale parce que y'a des faits donc on s'est renseigné un peu sur ce qui existait déjà comme date, on a discuté de ce qui était le plus opportun comme date à poser donc pour une convergence parce que l'appel se conclue sur une convergence de tous les peuples à Bruxelles pour la période en gros des élections et donc il va falloir, je pense c'est ce qu'on va faire donc il y a deux dates auxquelles on a pensé et on va peut être vous en parler faire un sondage rapide et si on sent qu'il n'y a pas du tout consensus peut être qu'on va s'abstenir de mettre une date finale et dire qu'on va le co-organiser avec les GJ Belges et qu'on précisera les choses plus tard si y'a un consensus absolu peut être qu'on mettra ça directement dans l'appel ça a un peu plus de force de poser directement une date vous le savez.

Donc je vous propose de fonctionner comme ça je vais vous relire l'appel, j'avais essayé vraiment de faire plus court mais je vois pas comment je peux faire plus court, je vais vous relire l'appel, je vais vous dire chaque fois qu'il y a un amendement qui est proposé ou une modification.

Il y en a deux en tout et pour tout d'accord donc déjà il n'y a pas le titre sur le texte qu'on a c'est dommage je crois que c'était «Appel à l'action et à la mobilisation pour la période des élections européennes dans toute l'Europe » :

Nous GJ réunis lors de l'assemblée des assemblées dénonçons le caractère anti démocratique et ultra libérale des institutions européennes.

Le Parlement européen que nous élisons n'a même pas le pouvoir de proposer une loi, la commission européenne décide de tout sans aucun contrôle démocratique. Les élections européennes sont soumises à la pression de 25000 lobbyistes pour la seule capitale européenne.

A l'inverse du modèle actuel les GJ portent un modèle de démocratie directe dans lequel l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers – j'arrête là parce que c'est à cet endroit là que le camarade qui est ici propose un amendement.

Membre du groupe : Donc je propose pour préciser un peu sur l'essence de ce mouvement ça s'adresse à des citoyens européens : « à l'inverse du modèle actuel, les GJ portent un modèle de démocratie directe dans lequel l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers, un modèle démocratique où primeront enfin nos conditions de vie, de travail, de droits humains, la qualité de nos services publics et de notre environnement » et là le texte continue.

Délégué de Saint-Nazaire : Donc on fait une consultation directe. Bon ça a l'air unanime, c'est plié. **Vote POUR**

Je continue : « Nous avons comme principe fondateur l'autonomie des groupes de GJ et des individus en général c'est pourquoi nous faisons le choix de donner aucune consigne de vote ou même de participation à ces élections. Nous condamnons toutes les tentatives de listes politiques au nom des GJ.

Nous appelons les gilets jaunes et les citoyens à faire de cette période électorale une grande

période - des citoyens et citoyennes pardon - de mobilisations.

Nous proposons une campagne d'informations et de sensibilisation contre les institutions européennes et leur politique libérales, de tourner en dérision cette mascarade électorales.

Nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, par exemple carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichages jaunes, présence jaune le jour du vote le 26 mai etc.

J'arrête, il y a des désaccord.

Délégué de Saintes l'Escarmouche : Je suis le mandaté par un des groupes de Saintes l' Escarmouche, il m'a mandaté très précisément sur ce problème, sur ce point pour dire qu'on est entièrement d'accord avec tout ce qui est dit toutes les analyses etc. mais qu'on ne peut pas appeler à une présence des GJ en tant que tel, c'est à dire avec le gilet etc devant les bureaux de vote le jour même, donc on propose de supprimer juste ce membre de phrase.

Pourquoi ? Pour deux raisons : la principale c'est que c'est une forme de pression très forte sur les électeurs et que c'est donc contradictoire avec notre volonté de démocratie directe d'une manière ou d'une autre. Je dis une pression morale. Imaginez un instant qu'il y ait par exemple des gens qui portent la croix euh.. vous voyez la croix euh... enfin bref, qui se pointent, bon des fascistes, voilà qui se pointent avec leur sigle à eux devant les bureaux de vote et qui font certes qui n'empêchent pas les gens de voter mais font une pression morale ça me semble évident donc...

(brouhaha...)

Donc ma demande c'est tout simple c'est de supprimer ce morceau dans la phrase.

Modérateur : Je vais juste nommer l'amendement... Le délégué a proposé un amendement qui serait d'enlever « présence jaune le jour du vote le 26 mai », ce qui donnerait par exemple «carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune etc.».

Une déléguée : Il n'est absolument pas stipuler que la présence doit être faite devant les bureaux de vote, je ne vois pas où sa pose problème on peut très bien être dans les centres villes, devant les préfectures, etc. Non mais ben si c'est important de le préciser...

Délégué de Saint-Nazaire : Alors moi je vous propose juste de remettre ce débat un peu plus tard parce que dans le cas où nous déciderions d'une manifestation à Bruxelles le 26 mai , ce qui fait partie des dates auxquelles on pense, je pense que ça réglerait ce problème.

Modérateur : Petit point technique SVP en fait il est 16h40, il y a beaucoup de groupes qui vont partir d'ici à peu près une heure donc l'idée c'est l'injustice du temps et c'est l'injustice de notre manque d'expérience qui fait que là il y a effectivement un vrai déséquilibre entre l'espace d'expression qu'on les derniers par rapport à ceux qui sont passés avant et c'est une mauvaise chose mais malheureusement c'est le maximum de ce qu'on peut faire donc là on va juste vous demander le fait d'accepter le fait de faire 3 amendements après la lecture du texte pour que nous puissions passer à la validation de l'appel parce que ça, ça va prendre du temps, 3 amendements maxi.

Délégué de Saint-Nazaire : Donc...l'amendement qui est proposé en gros par la commission relations internationales qui s'est réuni tout à l'heure, c'est de remplacer, puisque elle estimait que son rôle n'était pas d'organiser cette manifestation mais plus d'organiser le relais

de la traduction des différents textes d'un pays à l'autre. Donc remplacer ce paragraphe « l'assemblée des assemblées appellera très prochainement à une manifestation à Bruxelles de tous les peuples d'Europe, nous constituons une commission internationale pour organiser cet événement, les modalités précises seront donc communiquer prochainement » par un amendement. Il y a 3 options :

- soit ne pas fixer de date ;

- soit vis à vis des infos qu'on a eu c'est qu'il y a des GJ en Belgique qui appellent déjà à une convergence à Bruxelles le 26 mai. Il y a 7000 personnes sur l'événement, il y a d'autres pays qui devraient monter, après on n'a pas beaucoup d'infos sur cet événement sur quelle page le porte, sur sa légitimité au vu du mouvement si il a une tonalité politique très annoncée ou pas. On n'a pas ces infos là.

La question qui se posait aussi c'est que dans le groupe de travail certaines personnes avaient des réticences à ce qu'on organise quelque chose le 26 mai ou le 25 puisqu'il y a des gens qui veulent pouvoir voter c'est absolument pas mon cas je précise juste pour info. Mais eux je le dis par respect pour eux, il y a des gens qui voulaient pouvoir voter et donc pouvoir se rendre à la manifestation et revenir sachant qu'il y a quand même aussi possibilités de faire des procurations.

- la 3ème option qu'on trouvait pas mal aussi c'est d'appeler à une manifestation à Bruxelles le 1er juin c'est à dire, le week-end d'après, pour se démarquer de ce problème de vote ou pas vote et de sortir de la période électorale pour éviter qu'il y ait des récupérations possibles.

(questionnement dans la salle : qui ?) J'en sais rien des gens qui viennent avec tel candidat ou tel candidat donc voilà qu'on se démarque de cette période électorale avec comme message que de toute façon quelque soit le résultat des élections, il va falloir compter avec nous. Voilà donc il y a ces 3 options, donc je pense qu'on peut voter sur ces 3 options et donc l'amendement ça ferait :

« Nous proposons aux GJ de Belgique de co-organiser une convergence de tous les peuples à Bruxelles, soit le dimanche 26 mai soit le samedi 1er juin ». Soit on fait donc à plus tard, car quelque soit le résultat du vote il faudra compter avec nous c'est dans la lutte que se construira l'Europe des Peuples et donc je termine le texte qui normalement n'est pas sujet à amendement :

Nous proposons à tous les Peuples d'Europe de se saisir de cet appel de le traduire dans leur propre langue ou de s'en inspirer pour faire le leur c'est en menant une lutte coordonnées contre nos exploiters communs que nous jetterons les bases d'une entente fraternelles entre les Peuples d'Europe et d'ailleurs.

Donc pour moi il reste à trancher pour savoir laquelle des 3 options. Peut être on peut sonder les gens si on sent qu'il n'y a vraiment pas de consensus on peut aussi se dire qu'on attend que les gens fasse des remontées consultent leur groupe locaux et fassent des remontées sachant que ça ça doit être fait très vite puisque l'idée de le faire le 1er juin c'était que ça nous donnait une semaine de plus aussi, et donc là il nous reste un peu plus d'un mois mais pour une montée à Bruxelles faut au moins ça je pense que vous serez d'accord.

Il y a 3 options, soit le 26 mai sachant qu'il y a peut être des problèmes de vote qui peut-être se régler par des procurations aussi et qu'il y a déjà un appel qui existe, soit le 1er juin donc une semaines après, avec le risque aussi que ça fasse 2 manifs à Bruxelles ; est-ce qu'on vote en contradictoire ? C'est à dire une couleur pour une date ? Non ? Donc on fait chaque proposition et on regarde la couleur ?

(on synthétise la fin de cette partie parce que ça se répète énormément...)

Ok donc 1ère proposition on ne dit rien pour l'instant et on continue à prendre les contacts

avec les Belges et on consulte les Assemblées locales ?

C'est mitigé, plutôt jaune, mais il y a un peu de vert et de blanc.

Donc 2ème proposition : rejoindre l'appel du 26 mai qui existe déjà en Belgique avec une montée de parisiens avec le problème qui a été soulevé du vote mais qui a quand même la procuration pour potentiellement régler ce problème là. Donc qui est pour qu'on pose la date du 26 mai ? Ah, il n'y a pas beaucoup de jaune...

Membre du groupe sur les européennes : Pour expliquer quand même c'est une date où il y a déjà un événement où il y a quand même 7000 personnes inscrites, où des pays européens ainsi que d'autres villes françaises seront. Il peut être intéressant au moins d'y jeter un œil voilà j'ai le droit de dire un petit peu les choses des fois voilà merci.

Modérateur : Sachant que le 26 mai c'est le jour des élections européennes. Revotons , relevez le doigt, ceux qui sont pour mettre la date du 26 mai jaune, ceux qui sont contre vert, ceux qui s'abstiennent blanc. **Bon, il y a beaucoup de vert, donc non.**

Et puis la 3ème option : la date du 1er juin c'est à dire la semaine d'après avec le risque qu'il y ait une redondance à Bruxelles, en se démarquant du coup des histoires de campagnes électorales. **Plutôt Vert.**

Donc c'est manifestement la 1ère option qui l'emporte celle qui est retenue de ne pas mettre de date.

Délégué de Saint-Nazaire : Du coup ça signifie quelque chose, tous ceux qui ont dit on met pas de dates, on prend les contacts, on consulte les assemblées locales et on fait les remontées, il va falloir le faire très vite. Je pense que la semaine prochaine il faut qu'en fin de semaine il y ait un maximum de délégations qui nous aient fait des remontées qui nous disent comment elles sentent la température dans leurs assemblées : nous c'est plutôt le 26 ; nous c'est plutôt le 1er.

Modérateur : Une date butoir ? Ça c'est plutôt de la responsabilités des délégués dans leurs AG de faire remonter du plus vite qu'ils le peuvent.

Délégué de Saint-Nazaire : Donc vous faites remonter sur l'adresse sur laquelle vous vous êtes inscrit d'accord, inscriptionassemblee@riseup.net . C'est bien clair pour tout le monde ? Date butoir dans une semaine hein, dimanche prochain faut qu'on soit au clair je pense.

Modérateur : Du coup, est-ce qu'on peut faire un vote de confiance sur ce texte ou est-ce qu'il y a des amendements ? Sachant qu'on n'en prend que 3 maximum. Donc on écoute les 3 amendements et après on arrête on clôture sur ce sujet, 1er amendement SVP on écoute faut qu'on aille vite.

Déléguée de Sommières : Alors Isabelle de Sommières toujours. Plutôt qu'un amendement ce serait plutôt un soustraînement en fait c'est la phrase où ils disent c'est une mascarade, en fait c'est une phrase un peu pour introduire qu'on ferait un carnaval je trouve que le fait de dire que c'est une mascarade nous incite quand même à ne pas voter. Et donc ça me dérange.

Modérateur : Donc la camarade propose de retirer le terme mascarade parce que selon elle il n'est pas neutre et il incite les gens à s'abstenir.

Déléguée de Sommières : « tourner en dérision cette mascarade électorale ».

Modérateur : Si vous êtes d'accord avec l'amendement de la camarade de retirer ce terme votez jaune, si vous être contre le retrait du terme mascarade votez vert, sinon votez blanc...
Il y a du vert donc le terme mascarade reste.

Un délégué : C'est bien de dire campagne d'information et de sensibilisation contre les institutions européennes mais je pense qu'on pourrait mettre «pour changer les institutions européennes».

Modérateur : **C'est du vert largement majoritaire, donc amendement rejeté.**

Un délégué : retirer présence jaune le jour du vote le 26 mai. Ça n'empêche pas que si des assemblées de base le veulent, elles le décident.

Modérateur : Non non on n'est plus en débat...donc qui est pour retirer le terme présence jaune le jour du vote le 26 mai ? **Il n'y a pas de consensus pour l'enlever donc on le maintient.**

C'est fini on a eu nos 3 amendements désolé.

Délégué de Saint-Nazaire : Pour conclure cet appel il va être tourné tout à l'heure donc il va falloir du monde et qu'on fasse un appel collectif on lit le texte à plein donc on vous incite à être nombreux.

Modérateur : Je pense qu'on peut passer au groupe de travail suivant. Quelle est l'objection majeure ? Est ce que le prochain groupe est prêt ? Le groupe convergence écologique.

Un délégué : Il y a deux-trois trucs déjà comme sur le truc de la présence jaune le monsieur, il l'a rappelé. Il y a un coté illégal à mettre la pression, mais comme la copine elle l'a dit on peut faire une présence mais pas forcément durant les bureaux de vote ça ce serait peut être pas mal, après i y a le fait de changer la date il y a un pays qui a fait un appel avec une date qui on est pour nous changer la date alors qu'on appelle à la convergence des luttes des peuples. Il y a un truc qui me gêne beaucoup dans toutes les discussions c'est à chaque fois le côté populaire et donc on se met nous même dans une classe alors que je pensais qu'on luttait un peu pour l'abolition des classes et ça je trouve ça très gênant aussi et voilà merci.

Modérateur : Ok donc il n'y a pas d'amendement proposé. Il y a encore deux choses à lire, c'est pour la commission internationale. On lira après alors.

(...)

Dernière intervention, d'un monsieur qu'on avait oublié parce qu'il était derrière nous.

Un délégué : Depuis tout petit je parle mais j'ai pas eu l'occasion jusqu'à présent, je voudrais juste avoir une précision sur la destinée de ce texte, est-ce qu'à partir du vote de l'assemblée ce texte va être diffusé à l'internationale ? Ou est-ce qu'à partir du vote de l'assemblée ce texte va être diffusé dans les groupes locaux ? Pour ensuite être validé par les groupes locaux parce que je rappellerais que le principe générale de cette assemblée c'est que ce sont les groupes locaux qui in fine décident donc ça serait contre nature que ce texte sans être validé partent à l'internationale même si les délais sont courts.

Moi il me semble qu'il faut qu'il y ait une validation et une procédure de validation parce que ce texte il est très précis, il est relativement orienté, il ne correspond pas forcément à l'ensemble des décisions qui ont déjà et pour lesquelles nous avons été mandaté donc je demande qu'avant qu'il soit diffusé il soit validé par les groupes locaux.

Modérateur : J'ai pas suivi toute la conversation mais je sens que ça déjà été proposé ça a dit vous avez une semaine pour le valider jusqu'à dimanche prochain.

Une déléguée : Bonjour. Depuis tout à l'heure on parle de vote on parle de remontées de groupes, on parle de décisions prises par les assemblées, moi j'aimerais savoir est-ce que ces votes vont être pondérés par des effectifs des groupes ou non..mais oui mais tout est là. Je vais dire il y a un vote qui est fait par un groupe de 300 personnes est-ce que ça va avoir une seule voix comme un groupe le nôtre qui est fait avec 30 personnes ?
Je veux dire c'est quelque chose que l'on doit voter ensemble pour moi ça c'est une priorité : est-ce que le vote est personnel ou est-ce qu'il n'y a qu'un vote de groupe et donc un groupe de 300 c'est la même chose qu'un groupe de 20 ?

Modérateur : Je pense qu'il y a plein de problématiques très intéressantes qui se posent, comme à Commercy on pourra pas tout régler, à Commercy on a fait des erreurs, et ben c'était comme ça je pense qu'il y a pleins de problèmes qui se régleront à la prochaine assemblées des assemblées. Désolé pour l'équipe d'animation qui est en PLS...

COMITÉ INTERNATIONAL

>> 3h30min30s <<

Une déléguée : Le comité international s'est réuni et a rédigé trois petites motions qu'on aimerait vous faire voter, savoir si on peut communiquer dessus ou pas.

La première : L'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire exprime sa solidarité avec les peuples en lutte contre l'oppression et la répression dont ils sont victimes et pour la liberté et la justice sociale.

Est-ce que ça vous va ?

Majorité de votes POUR, motion adoptée.

La deuxième : Je suis mandatée par l'Assemblée populaire de Lille pour vous proposer un texte sur l'international. On demande à l'Assemblée des assemblées d'apporter un soutien de principe à toutes celles et ceux qui luttent au Rojava. Le Rojava, je ne vais pas expliquer, mais il y a 3 millions de personnes qui sont opprimées depuis pas mal de temps. Pour l'autogestion, l'égalité entre hommes et femmes, et le communalisme. Depuis 4 ans, ils tentent de s'organiser face à Daesh et les Etats autoritaires environnants. Après que les brigades internationales aient affirmé leur soutien aux Gilets jaunes, depuis là-bas, nous pensons que cette Assemblée peut leur communiquer tout notre soutien.

Je sou mets ce texte au vote.

Majorité de votes POUR, motion adoptée.

La troisième : L'Assemblée tient à saluer la lutte du peuple algérien pour son émancipation. Tout le monde est d'accord ?

Majorité de votes POUR, motion adoptée.

PROPOSITION 10 : APPEL COMMUN SUR L'ÉCOLOGIE

>> 3h32min36s <<

Un délégué : On précise que ce qu'on présente ici c'est un premier début de démarche. Donc on va parler d'un texte mais on ne va pas se prendre la tête sur des petits amendements, etc. parce que de toute façon c'est un texte qui a vocation à être intégré à la déclaration finale, à donner une source d'inspiration pour les gens qui vont faire la vidéo de résumé de la synthèse de nos travaux. Donc, ne vous excitez pas sur le texte en lui-même, il y a des choses

plus importantes. La démarche c'est d'abord d'affirmer que le combat des Gilets jaunes est un combat social et écologique, que l'urgence sociale et écologique sont deux combats qui se rejoignent. Et d'autre part, c'est d'adresser des signaux très forts à tous les gens qui se mobilisent sur les causes environnementales aujourd'hui pour dire qu'on doit travailler main dans la main. Je lis très rapidement le texte, si vous le voulez bien :

« L'Assemblée des Assemblées des Gilets jaunes prend acte de l'urgence environnementale, sociale et démocratique. C'est la même logique d'exploitation infinie du capitalisme qui détruit les êtres humains et la vie sur Terre.

La limitation des ressources nous oblige à poser la question de leur partage et du contrôle de la production. Les dérèglements climatiques, l'effondrement de la biodiversité et le péril nucléaire sont autant de menaces qui pèsent sur notre avenir.

Les biens communs (eau, air, sol, droit à un environnement sain) ne doivent pas être transformés en marchandises.

La taxe carbone est l'exemple parfait de la fausse écologie punitive qui cible les gens qui ne sont pas responsables. Or il y a des responsables et des pollueurs à qui s'attaquer directement par des actions coordonnées.

Les Gilets jaunes invitent toutes les personnes voulant mettre fin à la destruction du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social, écologique et populaire.

L'indignation ne suffit plus, passons à l'action ! »

Il y a de petites imperfections, etc. mais ne ce n'est pas très important à l'heure qu'il est. Par contre, il y a un débat que je vous soumetts juste parce qu'on n'a pas le temps d'en discuter, mais nous nous aurions, suite à nos discussions, aimé proposer à ce qu'il y ait un acte organisé par les GJ contre les pollueurs, nous avons discuté de la date du 25 mai parce que le 24 mai, il y a un nouvel appel international des lycéens à la grève pour le climat.

Donc, je ne propose pas qu'on en discute maintenant, peut-être que cette proposition sera reprise par des groupes de GJ dans différentes villes, sachez-le, peut-être qu'il y aura des initiatives prises par les uns et les autres dans ce sens-là. Je vous invite à être attentif si l'envie vous en prend localement, d'initier un tel acte le 25 mai contre tous les pollueurs et en lien avec la grève des lycéens pour le climat.

Modérateur : On prend trois amendements.

Un délégué : En fait tout simplement, ce serait d'augmenter le texte d'une toute petite phrase mais qui semble intéressante parce qu'elle est reprise comme mot d'ordre. C'est juste à placer avant le début de la 2e partie, avant « les GJ », je propose de mettre La planète bleue a besoin de jaune pour rester verte !. Et ça continue par « Les GJ invitent... ».

Modérateur : Qui est d'accord pour voter cela ? **Majorité de votes POUR, amendement adopté.**

Un délégué : Ce serait pour ajouter après « ne doivent pas être transformés en marchandises », une petite phrase : Nous avons tous le droit inaliénable de respirer, de nous nourrir, de vivre en bonne santé et protégés des contaminations des pollueurs. C'est juste ça, un petit ajout de phrase dans le corps du texte.

Majorité de votes POUR, amendement adopté.

Un délégué : Rajouter simplement après « à la destruction » : et à l'accaparement du Vivant.
Majorité de votes POUR, amendement adopté.

Le délégué du groupe Ecologie : Maintenant, on propose un vote global sur le texte avec ces amendements. **Majorité de votes POUR.** Le texte sur la Convergence avec les luttes écologiques est adopté !

PROPOSITION 8 : COMMENT CONSTRUIRE ET OUVRIR UNE MAISON DU PEUPLE

>> 3h43min30s <<

Membre du groupe Maison du Peuple : C'est un peu délicat parce qu'on n'a pas repris le travail. Dans le groupe de travail, il y a une petite difficulté, en tout cas pour ma part, ça a été un peu imposé, ce qui est rendu là c'est selon l'idée de pérenniser les Maisons du peuple. Sauf que me semble-t-il, le groupe sur la Maison du peuple, on était 10, il y a quand même 5 expériences qui ont été relatées, il y a des perspectives aussi d'avenir, mais on ne dit jamais qu'est-ce que c'est la raison d'être d'une Maison du peuple.

Là on le voit ici dans la coordination, mais est-ce que ce n'est pas essentiel ? Tel que c'est posé, ça ne rend pas compte de nos échanges. Doit-on faire ça dans un lieu public ou privé ? Pourquoi c'est exclusif ? Pourquoi est-ce qu'il ne faudrait pas mieux rappeler, que peut-être, des Maisons du peuple doivent être constituées un peu de partout, non seulement pour ce qui se passe comme aujourd'hui, mais aussi comme un lieu d'émancipation social et économique. Qui soit un lieu où l'on puisse développer des solidarités, mais non pas dire : il y a des gens au RSA qui viennent, ça légitime l'occupation du lieu. Non, plutôt pour développer des solidarités locales, que ce soit la possibilité ensemble de favoriser les alternatives au système capitaliste, la reconstitution finalement de communes qui essaient de répondre concrètement à l'urgence écologique et migratoire, de manière autogérée. C'est à dire qu'il y ait accueil des exilés, hébergement, refuge et repère, et qu'il soit aussi un lieu de coordination pour les luttes d'opposition au système capitaliste, qu'il n'y ait pas seulement des alternatives mais qui essaie aussi d'aménager les choses mais de faire aussi un boycott, même si ça peut-être ça.

Il n'y a rien à soumettre au vote. C'est plutôt un ensemble de réflexions sur ce qu'est une Maison de Peuple, et ce qu'elle pourrait être.

Autre membre du groupe Maison du peuple : Précision, nous sommes partis d'une plaquette existante qui nous a été fournie par Saint-Nazaire au titre du retour d'expérience de ce qui s'est passé ici. Et il nous est paru assez évident que l'installation d'une Maison du peuple sous quelque forme que ce soit nécessitait d'être anticipée et donc nous avons repris tous les critères de la plaquette et nous avons enrichi cette plaquette. Normalement, la plaquette devait avoir été restituée, modifiée. Elle ne vous a pas été restituée ?

Apparemment non...

Proposition par cette personne de partir de ses notes et de nous faire un retour. A ce jour, nous n'avons rien reçu...

Dernières précisions. Effectivement, il y a le volet accompagnement judiciaire et la plaquette que vous aviez donné était déjà très complète.

Il y a un volet administratif et notamment des astuces, des façons de faire, des choses à éviter pour aller justement vers des phases d'expulsion et avoir recours au judiciaire.

Et le 3e volet est l'importance d'organiser avant même d'avoir trouvé le lieu, avant même son ouverture, une gestion du site car il s'avère qu'au final, ce n'est pas tant de trouver le lieu que de le gérer une fois le lieu trouvé.

Et donc la source facilitatrice c'est de mettre en place des projets, qui seront le jour de l'ouverture, toujours en œuvre. Et ça donnera une justification pour pouvoir lutter contre éven-

tuellement une population autour qui serait contre.

Appel pour toutes personnes ou groupes qui souhaiteraient étoffer et diffuser la brochure « Ouvrir et faire vivre une Maison du peuple » proposée par celle de Saint-Nazaire (voir annexes).

APPEL GÉNÉRAL DE LA 2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

>> 3h57min41s <<

Membre du groupe rédaction : Le but est que cet appel vous soit soumis et que nous puissions y apporter des modifications que vous jugerez utiles le cas échéant :

« Nous, Gilets jaunes, constitué.e.s en Assemblée de nos Assemblées locales, réunis à Saint-Nazaire les 5, 6 et 7 avril 2019, nous nous adressons au peuple dans son ensemble.

A la suite de la 1^{ère} assemblée de Commercy, environ 200 délégations se sont présentées et poursuivent leurs combats contre les politiques d'extrémisme libéral pour la Liberté, l'Égalité et la Fraternité !

Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et les libertés ; la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par Macron !

Pour seule réponse aux aspirations convergentes des gilets jaunes et des autres mouvements de luttes, le gouvernement panique et oppose une dérive autoritaire.

Depuis 5 mois, partout en France, sur les ronds-points, les parkings, les places, les péages, dans les manifestations et au sein de nos assemblées : nous continuons à débattre, à nous battre contre toutes les formes d'inégalités et d'injustice, et pour la solidarité et la dignité de tous.

Conscients de l'urgence environnementale, nous affirmons «fin du monde, fin de mois, même logique, même combat !».

Face à la mascarade du grand débat, face à un gouvernement non représentatif et au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe.

Concrètement, nous reconnaissons que l'Assemblée des assemblées peut recevoir des propositions issues des assemblées locales et émettre des orientations (comme l'appel de la première Assemblée des Assemblées de Commercy). Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux.

L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance à l'égard des partis politiques, des organisations syndicales, et ne reconnaît aucun leader auto-proclamé.

Pendant 3 jours, en assemblée plénière et par groupes thématiques, nous avons tous débattu et élaboré des propositions sur nos revendications, des actions, des moyens de communication et de coordination.

Nous nous inscrivons dans la durée et nous décidons d'organiser une prochaine Assemblée des assemblées en Juin.

Afin de renforcer le rapport de force, de mettre l'ensemble des citoyens en ordre de bataille contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plate-forme numérique dédiée.

L'Assemblée des assemblées appelle à élargir et renforcer les assemblées locales souveraines

et à en créer de nouvelles.

Nous appelons l'ensemble des Gilets jaunes à diffuser cet appel et les conclusions de notre Assemblée.

Les résultats des travaux réalisés sont mis à disposition des assemblées pour alimenter les actions et les réflexions.

Nous lançons plusieurs appels : pour les européennes, pour inciter à des assemblées citoyennes et populaires locales, contre la répression et pour l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement, ainsi que pour le péril écologique.

La multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action.

Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques.

Ainsi nous construirons collectivement ce fameux « tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible : nous construisons toutes et tous ensemble, à tous les niveaux du territoire.

Ne nous regardez pas, rejoignez-nous ! »

Modérateur : On va prendre des réactions et amendements

>> 4h05min10s <<

Un.e délégué.e. : Très rapidement, sur deux points. Le moment où il est question de péril écologique dans le texte n'est vraiment pas très clair, on ne comprend pas trop d'où ça vient dans le texte. Donc, il faudrait revoir ça surtout. On est plusieurs à penser que ce qu'on a présenté tout à l'heure sur l'idée qu'il faut converger avec ceux qui se battent sur les questions environnementales n'est pas vraiment dans le texte. Donc on propose qu'il y ait un bout de phrase du texte qu'on a présenté tout à l'heure, à savoir intégrer d'une certaine façon : « Les GJ invitent toute les personnes voulant mettre fin à la destruction et à l'accaparement du Vivant etc. etc. ». Voilà, une convergence avec ces gens-là, je pense qu'il faut le marquer explicitement. En tout cas ça correspond à notre demande du groupe de travail sur l'écologie.

Majorité de votes POUR, amendement adopté.

Un membre du groupe stratégie à court terme : À double titre, en tant que commission Stratégie à court terme. Nous, a priori, on n'a pas eu le temps de se réunir, mais, non, nous ne nous reconnaissons pas dans notre partie. S'il y en a d'autres dont c'est le cas, dites-le. Moi je parle pour nous. Le travail qu'on a fait pendant ces deux jours, qui a été déjà voté à l'unanimité plusieurs fois, on ne le reconnaît pas. Parce qu'il manque beaucoup de choses. Nous, Toulouse, on ne s'est peut-être pas bien fait comprendre quand on l'a dit, mais il nous semble très très important d'avancer sur des propositions stratégiques un petit claires pour un petit peu frapper ensemble. Là on trouve que c'est totalement absent, on ne comprend pas vu que l'unanimité à chaque fois qu'on l'a dit était présente. Du coup, il y a une base minimum pour nous, qu'il y ait une date et pas une date qui sera dite plus tard. Une date là aujourd'hui et l'histoire des trois semaines de préparation. En fait, ce qu'on dit un petit peu depuis le début. On est vraiment pas d'accord du tout pour que ça disparaisse. Et ce n'est pas une proposition d'amendement, c'est plutôt, à un moment donné, si ça sert à rien qu'on s'exprime, qu'on attende notre retour et qu'on passe dans les commissions...enfin, etc. ça va pas être possible.

Le minimum ce serait d'ajouter la date d'action, les trois semaines de préparation et la semaine d'actions tel qu'on l'a proposé dans le texte qu'on a lu je ne sais pas combien de fois et qui était passé. Donc les deux amendements proposés sont : les trois semaines de prépara-

tion, la semaine d'actions autour du 1er, avec une date forte de jour jaune, tel que déjà voté.

Une membre du groupe stratégie à court terme : Je ne veux pas qu'on fasse semblant qu'on a jamais voté ça. Ça fait 2 fois consultativement qu'on le vote et qu'il y a un gros consensus sur ça, comme plein d'autres choses qui ont été votées.

Majorité de votes POUR, amendement adopté.

Membre du groupe rédaction : J'ai travaillé avec les gens de la commission (celle qui a rédigé l'appel). J'ai l'impression qu'il y a des malentendus qui s'accumulent. Pour moi en tout cas, et je pense que les copains seront d'accords, on a fait ça dans un temps hyper serré. On est épuisé, on n'arrête pas de recevoir ce qui vient du haut, du bas, etc. Franchement, ce n'est pas du tout volontaire si ça ne correspond pas sur certains points à des choses qui sont sans doute importantes.

Membre du groupe rédaction : Je me permets juste de rajouter qu'on avait plein de dates qui étaient proposées donc ça faisait vraiment beaucoup. Donc nous on proposait qu'il y ait un calendrier à part et que dans ce calendrier, tout soit référencé, sinon ça prenait vraiment trop de place. C'était notre choix.

Modérateur : Ce n'est plus un problème parce que l'amendement (sur le 1er mai) vient d'être voté à une écrasante majorité donc ça va être intégré dans ce texte et c'est à ça que sert la discussion, donc il n'y a pas de soucis.

Un observateur : Bonjour tout le monde, je m'appelle Rachide. Ce serait concernant le mot « orientation » qui me chiffonne un petit peu parce que je crois que toutes les assemblées citoyennes et populaires locales pourront elles-mêmes décider de leur propre orientation, en fonction de leur localité et de la façon dont ça se passera. Le mot il a été mis dans l'appel. C'est peut-être une répétition mais je tenais seulement à l'amender.

Un.e délégué.e. : Je voulais amender le texte initialement et l'amendement a été proposé. Par contre, j'ai été, et je dois le dire parce que c'est un sentiment profond, choqué par l'essai de mâles qui est monté sur l'estrade pour porter en triomphe ce texte. Et je tiens à poser aussi la question de la parité, parce que là sur la scène il n'y avait que des hommes et c'est extrêmement important.

Membre du groupe rédaction : Je précise qu'on était vraiment paritaire dans la commission. Je le redis.

Une déléguée : Il y a deux formes de domination, celles des hommes sur les femmes, et celle de la ville sur la campagne. Notre groupe, on n'a jamais eu la parole, jamais. Alors s'il-vous-plait, laissez-nous parler !

Un délégué : Je crois que c'est une phrase qui figurait à la fin de l'appel de Commercy. Je vais la rappeler et je crois que c'est important de la faire figurer aujourd'hui : « Gouvernement du peuple, par le peuple et Macron démission ! »

Proposition de diviser les deux, donc on vote d'abord sur : « Pouvoir au peuple, par le peuple et pour le peuple »

Majorité de votes POUR, amendement adopté.

Vote de la mention « Macron démission ! » :

Votes très serrés, amendement rejeté

Un.e délégué.e. : Je voulais juste proposer un amendement. Je voudrais proposer qu'à la fin de l'appel par rapport à tous les Gilets jaunes qui nous regardent, tous les travailleurs, les chômeurs, les retraités, etc. nous appelions aux 3 dates nationales qui sont les nôtres : le 13 contre la répression, le 20 l'appel à Paris à la fin du grand débat pour l'ultimatum 2 qui circule sur tous les réseaux sociaux, et le 1er mai qui est la fête de tous les travailleurs.

Proposition de vote : est-ce qu'on inclut des dates ou pas (en plus de celle du 1er mai déjà votée précédemment) ?

Pas de majorité, amendement rejeté

Un.e délégué.e : C'est sûr un point de détail. Quand on demande l'annulation des peines des prisonniers, je trouve ça réducteur. J'ai des amis qui sont en sursis, qui ne sont pas prisonniers, mais qui sont accusés et je suis moi-même accusée de délit d'entrave à la circulation et je risque un retrait de permis. Et je ne suis pas prisonnière non plus. Donc l'annulation des peines des accusés...je ne sais pas comment on peut dire, mais des prisonniers, je trouve ça réducteur. Des condamnés ?

La proposition est de remplacer le terme « prisonniers » qui est trop réducteur selon la camarade, par un terme plus générique.

Modérateur : Il y a écrit « des peines des prisonniers et des condamnés du mouvement. »

Pas d'amendement à voter.

Un.e délégué.e. : C'est pour deux choses. La première chose, c'est au début du texte, il y a « malgré les réformes du gouvernement », je ne sais plus comment c'est dit et je trouve que ce n'est pas très clair. On n'a pas l'impression qu'on veut se battre contre ces réformes. Donc j'aimerais que ce soit plus précis, qu'on comprenne qu'on veut vraiment se battre contre les réformes du gouvernement. Et la deuxième chose, il me semble que s'il y a une date qu'on doit garder, c'est le 1er mai. S'il n'y en a qu'une seule.

Modérateur : Alors, je vais juste relire : « Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et les libertés ; la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par Macron ! ». J'ai l'impression que c'est assez clair en termes d'opposition à ces lois.

Pas d'amendement à voter.

Un autre modérateur : à propos de la proposition de Toulouse : Ils avaient parlé de trois semaines de préparation et une semaine jaune, pas un jour jaune. Est-ce que vous validez une semaine jaune ?

Majorité de votes POUR, amendement adopté.

Un délégué : Je propose d'ajouter cette phrase : « Notre solidarité et nos luttes vont en priorité pour les 9 millions de salariés, travailleurs, chômeurs et autres, qui vivent sous le seuil de pauvreté. » On peut retirer les précisions, ce qui donnerait : « Notre solidarité et nos luttes vont en priorité aux 9 millions qui vivent sous le seuil de pauvreté. »

Et si on remplaçait « en priorité » avec « particulièrement » ?

Proposition de vote : « Notre solidarité et nos luttes vont tout particulièrement aux 9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. »

Majorité de votes POUR, amendement adopté.

Un membre de la commission revendications : Je tiens à dire que le texte qui vous a été pré-

senté n'est pas celui que nous avons adopté collégialement. Il y a eu des modifications entre temps, c'est pas la première fois, j'en suis désolé. Il va bien falloir qu'on vote un texte, donc je ne vais pas appeler à voter contre. J'aimerais bien qu'on ajoute une des phrases qui a été sorti sans qu'on soit prévenu, qui était : « Nous revendiquons : l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas, et des services publics pour tous. »

Votes POUR ultra majoritaires, amendement adopté.

Un.e délégué.e : Deux choses : Premièrement, je trouve que la phrase sur les européennes n'est pas claire. Est-ce que vous pouvez me relire la phrase sur les européennes ?

« Nous lançons plusieurs appels : sur les européennes, sur les assemblées populaires locales... »

C'est ambigu, sur les européennes, ça pourrait vouloir dire qu'on appelle à voter. Faut être plus clair là-dessus. C'était bien « nous dénonçons le caractère anti-démocratique des institutions européennes », vous aviez proposé ça dans l'appel sur les européennes. J'ai autre chose à dire. Moi aussi, je voterai l'appel sur ces questions, mais je trouve inadmissible que le mot « Macron démission ! » soit enlevé. Je ne comprends pas pourquoi on a enlevé « Macron démission ! », qui était le ciment de toute la mobilisation depuis le début. C'est inadmissible et je ne comprends pas pourquoi.

Modérateur : C'est pourtant ce qui a été voté. On ne va pas revenir sur des décisions votées, on ne va pas voter à chaque argument. Sur les européennes, y a-t-il une proposition de reformulation ?

Un.e délégué.e : La proposition c'est qu'on a dit qu'on ne donnait aucune consigne pour les européennes, donc dans l'appel on n'en parle pas. Avant, on dénonce déjà le système, dans les phrases avant. On a dit pas de consigne pour les européennes, on en parle pas.

Modérateur : Je propose : « Nous lançons plusieurs appels : absence de consigne sur les européennes,... ». On a pourtant voté une résolution sur le sujet des européennes, je suis désolé...

Un.e délégué.e : On est un échantillon de la société. On a constaté ici des problèmes de communication, on l'a tous vécu, dans nos départements, dans nos régions et dans nos ronds-points. On a fait beaucoup d'efforts pour se retrouver dans l'Assemblée des assemblées. On a fait un trajet très long, ça a demandé beaucoup d'efforts. On tente justement à ouvrir l'info, à être solidaire, à faire avancer le mouvement. Donc ce qui a été dit ici, il faut prendre en considération les masses de personnes qui sont derrière nous. Est-ce qu'on peut partager le peu, l'échantillon du travail qui a été fait avec nos groupes locaux et pouvoir justement fédérer à partir de ça ? Qu'on ne représente pas le schéma qu'on est en train de combattre. Qu'on prenne des décisions contradictoires aux masses populaires qui sont derrière nous. Donc espérons que, conclusion : outils de communication national pour partager l'info (aller-retour : remontée des groupes et redistribution pour les groupes).

Pour les européennes, il y a un travail qui a été fait : distribution d'un tract, pas de consigne. On avait développé une architecture, une introduction pour inciter les gens à s'informer. Donc c'est la responsabilité de chacun. Il y avait un tract pour inciter les gens à s'informer à propos de l'injustice européenne, la destruction des emplois et des salaires. On avait passé un amendement sur les européennes il y a 5 minutes, à propos d'un tract. Tout le monde était d'accord pour un tract, d'inciter les gens à informer.

Le tract qui a été voté tout à l'heure, est-ce qu'il est toujours validé ? Réponse OUI de l'assemblée.

Modérateur : Proposition soumise au vote : Est-ce qu'on conserve ou non la mention « Nous lançons plusieurs appels : pour les européennes, pour inciter à des assemblées citoyennes et populaires locales, contre la répression et pour l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement, ainsi que pour le péril écologique. » ? Cette phrase renvoie aux appels votés précédemment.

Majorité de votes POUR conserver la mention, amendement adopté.

Une déléguée : Je voulais tout simplement dire qu'on a fait un travail magnifique pendant 2 jours et demi. Dont en est sorti en partie ce texte, et d'autres, et des appels. Maintenant, nous sommes fatigués, beaucoup de délégués sont partis et cette histoire des européennes est un exemple que nous sommes en train de défaire le travail que nous avons fait précédemment. Donc je voudrais qu'on réfléchisse bien. Je ne pense pas que c'est le moment de faire de grands chambardements, d'autant plus que c'est le moment où l'on peut se faire manipuler par des gens qui n'ont pas pu faire passer des motions et qui nous font revoter des choses que nous avons déjà voté.

Un.e délégué.e : Justement, par rapport à ça, je pense que c'est important de mettre au début de l'appel : nous ne sommes représentatifs que d'une partie du mouvement.

Majorité de votes CONTRE, amendement rejeté.

Un délégué : J'ai l'impression que tout le monde n'a pas compris la différence entre les synthèses qui ont été faites et votées, et l'appel. L'appel c'est obligatoirement un résumé pour qu'il y ait un maximum de gens qui l'écoutent. C'est pas une lecture de toutes les synthèses mises l'une en dessous de l'autre. Quand aux européennes, ça me semble délicat d'enlever le mot, dans la mesure où il y a des appels des Belges. C'est un des points majeurs. C'est un mot. Je ne vois pas pourquoi on l'enlèverait, dans la mesure où il y a déjà d'autres pays d'Europe qui se sont positionnés.

Un.e délégué.e : À propos de la discussion qu'on avait eu sur le capitalisme, on avait validé une phrase qui disait « la nécessité de sortir du capitalisme » et elle n'apparaît pas dans le texte. Ça semble important pour pas mal de copines et copains que ça apparaisse. Ça ne sort pas sur le texte, je ne sais pas où le proposer parce que je n'ai plus le texte en tête, mais il y a une partie sur l'ultra libéralisme, peut-être que ça peut aller à la suite.

Membre de la commission rédaction : J'ai servi d'intermédiaire entre la plénière et la salle de rédaction pendant tout le débat. J'étais une de celles qui redescendait les infos. Il me semble que sur ce point, on ne s'était justement pas mis d'accord et du coup, ils ont trouvé une autre formulation. Ils vont reprendre et vous expliquer l'autre formulation pour essayer de mettre tout le monde d'accord. Ils ont donc trouvé une autre formulation pour que tout le monde tombe d'accord.

Le capitalisme semblait être un sujet clivant et donc on nous a demandé une reformulation. Ce concept est présent dans deux endroits dans le texte. Une première fois il est évoqué comme étant « l'extrémisme libéral ». Je pense que ça parle à pas mal de monde. Et l'autre mention c'est « le système capitaliste actuel ». C'est le seul mot qui a été ajouté par rapport au texte.

Modérateur : La proposition de la commission rédaction est de ne plus faire apparaître que « l'extrémisme libéral » et plus de mention faite au capitalisme. C'est ça la proposition. (Plusieurs personnes chantent « anticapitaliste » dans l'assemblée.)

Il semblerait qu'on ait voté une phrase tout à l'heure sur l'appel. Et elle a été retrouvée. Donc on va pouvoir vous la soumettre. Elle ressurgit. La voici : « Nous sommes conscients que

nous combattons un système global. Nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme. »
Ça c'est la phrase qui a été remontée et votée. Donc on confirme ?
On vote là-dessus ? Qui est d'accord pour cette phrase ? Manifestement, on ne sait plus ce qui a été voté là-dessus. C'est pas grave, il faut absolument revoter parce qu'il y a litige. Donc cette phrase « nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme », elle figure dans le texte actuel. Est-ce que vous considérez qu'il faut la garder ?

Majorité de votes POUR, amendement adopté.

Un autre modérateur : Je pense qu'il faudrait réduire les amendements parce que comme a dit la dame, beaucoup de camarades sont partis et qu'il faudrait respecter le travail des camarades. Parce que la on prend beaucoup de décisions avec des camarades en moins et c'est pas juste. On ne pourra pas tout ré-inclure. Ce ne sera pas parfait.

>> 4h46min30s <<

Un modérateur : Vous savez que le boulot qu'on essaie de faire en l'espace d'une heure, d'écrire un texte. Nous, à Commercy, ça nous a bouffé tout le weekend. Ça nous a pris 2 jours. Alors si vous pensez y arriver là, allez-y, mais ça va nous bouffer toute la soirée. Il y a un monsieur qui nous a proposé de voter le texte tel quel. Est-ce qu'on peut voter ça comme ça et on voit déjà ? Avec les amendements qui ont été pris en compte jusqu'à maintenant ? Est-ce qu'on peut voter si on garde le texte tel quel ? On le relit une fois avec les modifications et après on vote si on le garde ou si on le modifie.

Proposition acceptée, majorité de votes POUR.

Un.e délégué.e : La prochaine fois, j'irai pousser tout le monde pour accéder à la scène moi aussi et je parlerai. 45 minutes ! Il faut faire attention à la circulation de la parole, même s'il y a des facilitateurs. On se bat autour de la scène depuis tout à l'heure, moi ça fait 45 minutes que je veux juste dire un truc. En plus, vous allez me détester.

Je voulais juste rendre hommage aux gens qui tout à l'heure ont été mal prises et mal reçues et je le regrette. Moi je porte assez fort avec eux l'idée de faire 3 semaines de remobilisation avec une semaine ensuite. Et si on ne porte pas ça ensemble, c'est pas en renvoyant à une plateforme. (Réponde d'un modérateur « ça va être ajouté dans le texte »). Je sais que ça va être ajouté, c'est juste pour qu'on soit sûr qu'on le porte ensemble.

Un membre du groupe rédaction : Relecture du texte avec amendements pris en compte.

Rappel : Cet appel sera soumis au vote par les assemblées locales

« Nous, Gilets jaunes, constitué.e.s en Assemblée de nos Assemblées locales, réunis à Saint-Nazaire les 5, 6 et 7 avril 2019, nous adressons au peuple dans son ensemble.

A la suite de la 1ère assemblée de Commercy, environ 200 délégations présentes poursuivent leurs combats contre les politiques d'extrémisme libéral pour la Liberté, l'Égalité et la Fraternité !

Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés ; la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par Macron !

Pour seule réponse aux aspirations convergentes des gilets jaunes et autres mouvements de luttes, le gouvernement panique et oppose une dérive autoritaire.

Depuis 5 mois, partout en France, sur les ronds-points, les parkings, les places, les péages, dans les manifestations, au sein de nos assemblées : nous continuons à débattre, à nous

battre contre toutes les formes d'inégalités, d'injustice, de discrimination et pour la solidarité et la dignité.

Nous revendiquons l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux, ainsi que des services publics pour toutes et tous.

Notre solidarité et nos luttes vont tout particulièrement aux 9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Conscients de l'urgence environnementale, nous affirmons «fin du monde, fin du mois, même logique, même combat !»

Face à la mascarade du grand débat, face à un gouvernement non représentatif et au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe.

Concrètement, nous reconnaissons que l'Assemblée des assemblées peut recevoir des propositions issues des assemblées locales et émettre des orientations (comme l'appel de la première Assemblée des Assemblées de Commercys). Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux.

L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance à l'égard des partis politiques, des organisations syndicales, et ne reconnaît aucun leader auto-proclamé.

Pendant 3 jours, en assemblée plénière et par groupes thématiques, nous avons tous débattu et élaboré des propositions sur nos revendications, actions, moyens de communication et de coordination.

Nous nous inscrivons dans la durée et décidons d'organiser une prochaine Assemblée des assemblées en Juin.

Afin de renforcer le rapport de force, de mettre l'ensemble des citoyens en ordre de bataille contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plate-forme numérique dédiée.

L'Assemblée des assemblées appelle à élargir et renforcer les assemblées locales souveraines et à en créer de nouvelles.

Nous appelons l'ensemble des Gilets jaunes à diffuser cet appel et les conclusions des travaux de notre Assemblée.

Les résultats des travaux réalisés en plénière sont mis à disposition des assemblées locales pour alimenter les actions et les réflexions des assemblées.

Nous lançons plusieurs appels : sur les européennes, les assemblées citoyennes et populaires locales, contre la répression et pour l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement.

Il nous semble nécessaire de prendre un temps de 3 semaines pour mobiliser l'ensemble des Gilets jaunes et convaincre celles et ceux qui ne le sont pas encore !

Nous appelons à une semaine Jaune d'actions à partir du 1er Mai.

Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social écologique populaire.

La multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action.

Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques.

Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra

sortir du capitalisme.

Ainsi nous construirons collectivement ce fameux « tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible : nous construisons tous ensemble, à tous les niveaux du territoire.

Ne nous regardez pas, rejoignez-nous !

Le pouvoir du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple. Macron démission ! »

Modérateur : Macron démission ce n'est pas dedans. On avait dit qu'on l'enlevait. Oui ça a été voté c'est sûr, on a enlevé Macron démission, ça a été dit. Je suis désolé, ça a été voté.

On va reprendre les bases d'avant la lecture du texte. Si on peut éviter de modifier le texte et qu'on peut le voter comme tel. Tout le monde va vouloir rajouter des trucs et on ne va pas pouvoir. S'il y a des sujets qui posent problème et que des gens veulent enlever, on peut en discuter, mais rajouter des trucs c'est pas possible.

On va essayer de faire un vote, comme c'était prévu avant la lecture du texte. Est-ce qu'on garde le texte comme tel ou on le change ?

Pas de vote.

Un.e délégué.e : Avant de voter le texte, j'aimerais mettre un tout petit point de précision, c'est à dire que notre mouvement est quand même très paritaire. Nous sommes autant d'hommes que de femmes présents ici. Il faut ça ressorte dans notre appel. Donc que ce « toutes et tous ensemble ». Ce n'est pas fait sur tous les mots qui nous ont été lus. « Citoyens et citoyennes ». Du coup, je sais que ça va être bien détaillé après, je vous fais confiance, mais ça vient pas après, c'est un truc important. Donc on vote un texte qui sera féminisé et masculinisé, c'est les deux. Parce qu'on est un peuple uni, voilà.

Modérateur : Ça a été pris en compte !

>> 5h00min00s <<

Modérateur : Il y a encore quand même beaucoup de gens qui demandent des prises de parole.

Bon, on va peut-être faire des prises de parole, mais on c'était convenu qu'on allait si on garde le texte ou pas. On peut faire ce vote ou pas ? Ceux qui sont pour garder le texte tel quel, qu'on vient de lire, avec les modifications de la dame, carton jaune. Si tout le monde pouvait voter. Merci à tous, je vous adore, c'est adopté.

Majorité de votes POUR, appel adopté.

Il y a la majorité regarde (s'adressant à un autre modérateur). Ça a été adopté, je suis désolé. Qui est contre ? Maintenant, ce texte a été adopté, on est tous d'accord là-dessus. Il y a des contres et on va donner la parole aux contres pour qu'ils s'expriment, mais ce texte a été quand même voté.

Je tiens à rappeler que ce texte n'est pas définitif, il va être soumis à toutes les assemblées locales pour être validés. Je suis désolé pour les gens frustrés, je suis désolé pour tout le monde, on a fait ce qu'on a pu. Merci à tous.

Un autre modérateur : On va faire encore des prises de parole sur ce thème même si ça a été voté.

L'autre modérateur : Non, je suis désolé, je court-circuite mes camarades, mais tout le monde a décidé d'arrêter, ça a été voté, il faut qu'on respecte les votes. A un moment donné, je suis désolé, c'est comme ça, je suis désolé les gars, mais c'est comme ça.

Maintenant on a dit qu'on va laisser un petit temps aux gens qui avaient des appels à faire.

Autre modérateur : On doit tourner des appels, celui-là et les autres, notamment sur les européennes. Donc là on va...

Une intervention dans la salle : Excusez-moi, juste une petite précision, juste quelques instants. Je sais que c'est relou et qu'on a passé 2 jours à voter, mais il y a beaucoup de gens qui étaient debout et des votes qui ont été cachés.

Autre modérateur : On se calme, c'est voté, c'est voté...

FIN DE LA VIDÉO, LA SUITE DES ÉCHANGES N'A PAS ÉTÉ FILMÉE.

Toutes nos excuses, des choses exprimées à ce moment-là étaient précieuses... Si vous avez pris des notes de ces prises de parole, merci de nous les envoyer !



ANNEXE 1

SYNTHÈSE DES QUESTIONNAIRES - AXES 1 ET 5

Axe 1 : Définition et fonctionnement de l'Assemblée des assemblées

1) À quoi doit servir l'Assemblée des assemblées ?

À structurer, coordonner le mouvement, assurer sa pérennité et le rendre visible.

Elle doit tenir compte de ce qui nous unit, fait consensus et, préserver notre unité.

Centraliser toutes les informations, les synthétiser.

Organiser des actions sur le plan national et recenser les propositions faites.

Innover en démocratie : une vitrine de l'auto-organisation populaire.

Porter un projet politique apartisan et poser les conditions d'une assemblée constituante.

Elle doit être un contrepoids aux figures médiatiques.

Un interface entre nous, les GJ, les médias et l'exécutif, une médiation entre 2 mondes opposés.

Tirer au sort des représentants.

Créer une charte.

Répertorier les groupes de GJ et chaque gilet jaunes et ses compétences.

Etre un organe de paix.

Mise en place d'une plate- forme numérique coordinatrice et centralisatrice, pour le vote de chaque gilet jaune et, comme pôle de formation.

Créer des assemblées citoyennes dans les communes et quartiers regroupant GJ et simples citoyens.

2) À quoi ne peut-elle pas servir ?

A constituer un parti politique traditionnel, un comité central.

A servir de tremplin à des personnalités gilets jaunes pour leurs propres carrières.

Elle ne peut être un organe lucratif.

Elle ne doit pas décider à elle seule pour tous les gilets jaunes/

A véhiculer toute forme de rejet.

Elle ne peut se substituer à une assemblée constituante.

3) Peut-elle prendre des décisions ?

Aucune décision ne peut être prise sans l'accord des assemblées locales.

Elle ne peut interférer sur des décisions prises par les groupes locaux.

Elle peut tirer au sort des porte-parole dont certains pourraient être élus, avec mandat impératif et révocable.

Une décision peut être votée par l'AdA, une fois discutée dans l'assemblée locale ou départementale.

Elle doit être en capacité de décider en élisant des représentants de chaque QG.

Elle ne doit pas désigner de représentants, ni prendre de décision politique.

Elle peut prendre des décisions grâce aux mandats représentatifs des décisions prises en AG locales.

Elle peut prendre des décisions à la majorité absolue.

La majorité ne peut être tranchée à 50%, la question peut être reportée à une assemblée suivante.

Elle peut faire des propositions d'actions, d'appels nationaux.

Elle peut prendre des décisions en respectant la procédure d'un RIC.

Quels outils pourrions-nous mettre en place pour l'organiser collectivement ?

Création d'un site internet et d'une plate-forme numérique permettant de centraliser.

l'information, d'assurer le vote de chaque gilet jaune et d'être un pôle de formation.

Création d'une communication centrale, d'un comité de rédaction, d'un journal papier, de radios...

Axe 5 : Quelles suites pour le mouvement ?

1) Quels bilans faites-vous du mouvement après 5 mois ?

Eveil d'une formidable conscience politique et d'une intelligence collective, apprentissage de la lutte et du débat.

Conscience aigüe des effets du néolibéralisme sur nos vies, du vrai visage du gouvernement.

Renouveau de la solidarité et de la fraternité.

Renouveau de l'éducation populaire.

Mouvement sans précédent et qui dure.

Bilan négatif évoquant douleurs et souffrances vécues, la répression policière, la société liberticide, les GJ deviennent des groupes fermés sur eux-mêmes, manque de coordination, fatigue et lassitude, nous ne sommes pas entendus, et sommes méprisés, rabaissés.

Bilan positif par l'impact du mouvement sur le gouvernement.

Nous donnons de l'espoir autour de nous.

Pas de succès important remporté.

Mouvement à ses débuts, la lutte sera longue.

Mouvement historique qui restera dans la conscience collective.

2) Comment imaginez-vous la suite ?

Relancer le mouvement, ses valeurs, les actions, les ronds-points, les cabanes.

Intensifier les actions, grève générale, 1er mai 2019 massif.

Elargir le mouvement en fédérant les citoyens non gilets jaunes.

Convergence des luttes avec syndicats, organisations pour le climat, associations actives dans les luttes sociales.

Elargir le mouvement à l'international.

Fédérer les quartiers, banlieues, le monde rural, les DOM TOM.

Appels vidéo adressés à chaque corps de métier.

Intégrer l'écologie dans toutes nos actions.

La fin du capitalisme.

Pour une agriculture paysanne et familiale.

Autodétermination et démocratie directe, autogestion de la vie quotidienne.

Mise en place d'une démocratie liquide et ouverte et des mandats impératifs.

Expérimenter le RIC en local.

S'impliquer dans le fonctionnement municipal.

Développer des assemblées communales, créer des projets locaux citoyens, re-localiser l'économie.

Rédaction d'une constitution.

Convoquer des intellectuels, chercheurs et experts pour nous aider.

Dissolution lente du mouvement.

Le mouvement des gilets jaunes comme boîte à idées des mouvements ultérieurs.

ANNEXE 2

LES SIX APPELS, COMPRENANT VALIDATIONS, AMENDEMENTS ET REJETS

APPEL DE LA 2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

**RETROUVONS NOTRE POUVOIR DE DÉCISION,
PLACE AUX ASSEMBLÉES CITOYENNES !**

**APPEL À L'ACTION ET À LA MOBILISATION POUR LA PÉRIODE
DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES**

**SAMEDI 18 MAI - ACTE 27 DES GILETS JAUNES
NOUS EXIGEONS L'ANNULATION DES PEINES DES PRISONNIERS ET CONDAMNÉS
DU MOUVEMENT !**

APPEL POUR UNE CONVERGENCE ÉCOLOGIQUE

SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES EN LUTTE !

Appel de la 2e Assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes

Cet appel est soumis aux groupes, ronds-points ou assemblées locales de gilets jaunes, pour validation, amendement ou rejet. Ceux-ci seront rendus publics. Envoyez-les à l'adresse : inscriptionassemblee@riseup.net

Nous, Gilets jaunes, constitué.e.s en Assemblée de nos Assemblées locales, réunis à Saint-Nazaire les 5, 6 et 7 avril 2019, nous adressons au peuple dans son ensemble.

A la suite de la 1ère assemblée de Commercy, environ 200 délégations présentes poursuivent leurs combats contre les politiques d'extrémisme libéral pour la Liberté, l'Égalité et la Fraternité !

Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés ; la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par Macron !

Pour seule réponse aux aspirations convergentes des gilets jaunes et autres mouvements de luttes, le gouvernement panique et oppose une dérive autoritaire.

Depuis 5 mois, partout en France, sur les ronds-points, les parkings, les places, les péages, dans les manifestations, au sein de nos assemblées : nous continuons à débattre, à nous battre contre toutes les formes d'inégalités, d'injustice, de discrimination et pour la solidarité et la dignité.

Nous revendiquons :

- l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux ;
- des services publics pour toutes et tous.

Notre solidarité et nos luttes vont tout particulièrement aux 9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Conscients de l'urgence environnementale, nous affirmons "fin du monde, fin du mois, même logique, même combat !"

Face à la mascarade du grand débat, face à un gouvernement non représentatif et au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe.

Concrètement, nous reconnaissons que l'Assemblée des assemblées peut recevoir des propositions issues des assemblées locales et émettre des orientations (comme l'appel de la première Assemblée des Assemblées de Commercy). Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux.

L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance à l'égard des partis politiques, des organisations syndicales, et ne reconnaît aucun leader auto-proclamé.

Pendant 3 jours, en assemblée plénière et par groupes thématiques, nous avons toutes et tous débattu et élaboré des propositions sur nos revendications, actions, moyens de communication et de coordination.

Nous nous inscrivons dans la durée et décidons d'organiser une prochaine Assemblée des assemblées en Juin.

Afin de renforcer le rapport de force, de mettre l'ensemble des citoyennes et citoyens en ordre de

bataille contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plate-forme numérique dédiée et sécurisée.

L'Assemblée des assemblées appelle à élargir et renforcer les assemblées locales souveraines et à en créer de nouvelles.

Nous appelons l'ensemble des Gilets jaunes à diffuser cet appel et les conclusions de notre Assemblée.

Les résultats des travaux réalisés en plénière sont mis à disposition des assemblées locales pour alimenter les actions et les réflexions des assemblées.

Nous lançons plusieurs appels : sur les européennes, les assemblées citoyennes et populaires locales, contre la répression et pour l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement.

Il nous semble nécessaire de prendre un temps de 3 semaines pour mobiliser l'ensemble des Gilets Jaunes et convaincre celles et ceux qui ne le sont pas encore !
Nous appelons à une semaine Jaune d'actions à partir du 1er Mai.

Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social écologique populaire.

La multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action.

Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques.

Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme.

Ainsi nous construirons collectivement ce fameux « toutes et tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible : nous construisons toutes et tous ensemble, à tous les niveaux du territoire.

Le pouvoir du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple.
Ne nous regardez pas, rejoignez-nous !

L'Assemblée des assemblées des Gilets jaunes

Groupes validant l'appel (29)

Assemblée citoyenne du Bassin Minier ACBM (3)
Coordination Charente et référendum d'initiative citoyenne (16)
La Parole Citoyenne Saintaise (17)
La Rochelle (17)
Bergerac (24)
Die (26)
Le Vigan (30)
Saint-Hippolyte-du-Fort (30)
Sommières (30)
Collectif populaire de Coutras (33)

Gilets jaunes Foyens/Foyennes (33)
Bassin de Thau (34)
Grenoble (38)
Groupes et ronds-points de la Haute-Loire (43)
Ancenis et ses alentours (44)
Gilets nantais (44)
Guérande et sa Presqu'île (44)
Angers (49)
Caudan (56)
Perpignan - Les assemblées du Péage Sud et du Péage Nord réunies sous la bannière "Avenir GJ" (66)
Le Magny – Montceau-les-Mines (71)
Gilets jaunes intermittent.e.s chômeur.euse.s précaires (75)
Assemblée Populaire et Citoyenne du Grand Toulon (83)
Brignoles (83)
Les Sables d'Olonne (Gilets Jaunes Citoyens 85)
Auxerre (89)
Sainte-Geneviève-des-Bois (91)
Montreuil (93)
Collectif Rungis IDF (94)

Groupes validant l'appel après amendements (19)

Pays de Lérins (Cannes, Le Cannet, Mougins, Valbonne)(6) :

Ajout d'une mention à la fin de la phrase : « Face à la mascarade du grand débat, face à un gouvernement non représentatif et au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe, **le Référendum d'Initiative Citoyenne en Toutes Matières dans une nouvelle constitution.** »

Ajout d'une mention dans la phrase : « L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance à l'égard des partis politiques, des organisations syndicales, **des associations et ONG,** et ne reconnaît aucun leader auto-proclamé.

Vallée de la Roya (6) :

6e paragraphe, ajout de plusieurs phrases : « Nous revendiquons :

- l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux ;
- des services publics **accessibles** pour toutes et tous ;

Nous rappelons les exigences qui nous fondent par-delà nos différences en tant que Gilets jaunes.

Nous sommes engagés pour la justice sociale, c'est à dire :

- **Le pouvoir d'achat : la possibilité pour tous de finir les mois, se nourrir, se loger, se soigner... ;**
- **Les services publics: leur maintien, leur développement, leur reconquête, éducation, train, énergie ;**
- **Une autre fiscalité en faveur des « petits », citoyens, travailleurs, artisans, petits patrons, afin notamment de permettre des emplois de proximité, pour supprimer le chômage, et non les « gros » qui bénéficient des cadeaux pour les actionnaires, du CICE soit 45 milliards par an, à la suppression de l'ISF dont nous demandons le rétablissement. Nous demandons la baisse de la TVA, impôt particulièrement injuste qui frappe chacun de la même façon, ou sa suppression, sur nombre de produits de première nécessité... ;**
- **Un plan anti pauvreté en faveur des catégories les plus faibles, handicapés, invalides, etc... qui sont particulièrement vulnérables et touchés par la politique gouvernementale ;**

- L'abrogation de toutes les mesures qui visent les retraités, l'augmentation de la CSG notamment, afin de leur assurer une fin de vie décente... Des moyens pour les « Ehpad ».

Nous sommes engagés aussi pour la démocratie, c'est à dire pour un « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple » et non d'un gouvernement de professionnels qui tirent avantage de leur position au détriment de la collectivité, et qui sont prêts à tout pour garder leurs privilèges.

- Nous réclamons le Ric pour nous donner les moyens de décider nous-mêmes de nos affaires.
- Nous condamnons les violences policières, l'usage des armes de guerre (lanceurs de balles LBO, grenades, ...) qui déjà ont fait des centaines de blessés graves, Gilets jaunes ayant perdu un oeil, une main ou un pied... Gilets jaunes qui n'ont rien à voir avec les « casseurs ».
- Nous condamnons la 5ème république anti démocratique dont les institutions donnent de fait les pleins pouvoirs à un président minoritaires dont la politique est rejetée par le peuple.
- Nous refusons l'union européenne dont la politique s'oppose aux revendications des Gilets jaunes.
- Nous refusons la politique migratoire de Macron. Nous exigeons que l'accueil des réfugiés soit soumis à l'obtention d'un titre de séjour permettant d'exercer une activité salariée.
- Nous voulons le respect et la dignité. »

QG Aix-La Barque (13) :

Modification d'un terme dans la phrase : « A la suite de la 1ère assemblée de Commercy, environ 200 délégations présentes poursuivent leurs combats contre les politiques **d'extrémisme libéral capitalistes ultra-libérales** pour la Liberté, l'Égalité et la Fraternité ! »

Changement de ponctuation et ajout d'un terme dans la phrase : « Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés ;, la mobilisation s'enracine pour changer le système **aujourd'hui** incarné par Macron ! »

Remplacement d'un terme dans la phrase : « Pour seule réponse aux aspirations convergentes des gilets jaunes et autres mouvements de luttes, le gouvernement **panique et oppose répond par** une dérive autoritaire. »

Ajout de deux phrases dans le paragraphe : « Nous revendiquons :

- l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux ;
- des services publics pour toutes et tous ;
- de la justice sociale et fiscale ;
- de l'Ecologie et de la démocratie. »

Suppression de la phrase : « **Notre solidarité et nos luttes vont tout particulièrement aux 9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté.** »

Modification de plusieurs termes dans la phrase : « Afin **de renforcer d'accentuer** le rapport de force, **et** de mettre l'ensemble des citoyennes et citoyens **en ordre de bataille** à l'oeuvre contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plate-forme numérique **indépendante** dédiée et sécurisée **s'appuyant sur des technologies libres et décentralisées.** »

Remplacement d'une mention dans la phrase : « Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du Vivant **à assumer une conflictualité avec** à lutter contre le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social écologique populaire. »

Ajout d'une mention dans la phrase : « Ainsi nous construirons collectivement ce fameux « toutes et tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible : nous construisons toutes et tous ensemble, à tous les niveaux du territoire **une nouvelle démocratie républicaine.** »

Vire (14)

6e paragraphe, ajout d'un terme dans la phrase : « Nous revendiquons :

- l'augmentation générale des **bas** salaires, des retraites et des minimas sociaux ; »

Modification d'une phrase : « Afin de **renforcer consolider** le rapport de force, de mettre l'ensemble des citoyennes et citoyens en ordre de bataille contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plate-forme numérique dédiée et sécurisée. »

L'Escarmouche des GJ de Saintes (17) :

Suppression d'une mention dans la phrase : « Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, **par tous les moyens nécessaires** un nouveau mouvement social écologique populaire. »

Gimont (32) :

Remplacement de la phrase : « Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme. » par « **Conscients que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'un changement radical de société est vital pour stopper les dégâts du capitalisme financier.** »

Canton de Saint-Égrève (Le Fontanil, Saint-Martin-le-Vinoux, Proveysieux, Quaix en Chartreuse et une partie du nord Grenoble)(38) :

6e paragraphe, ajout et modification de deux phrases : « Nous revendiquons :

- **l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux** diminuer les inégalités salariales (écart de 1 à 20 par exemple) ;

- des services publics pour toutes et tous.

- **le droit à un logement digne et accessible pour tous.** »

Collectif Citoyen - GJ Pays Viennois (38) :

Suppression d'une mention dans la phrase : « A la suite de la 1ère assemblée de Commercy, environ 200 délégations présentes poursuivent leurs combats **contre les politiques d'extrémisme libéral** pour la Liberté, l'Égalité et la Fraternité ! »

Ajout de mentions dans la phrase : « Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés ; la mobilisation s'enracine pour changer le système **aujourd'hui** incarné par Macron **et par une Union Européenne éloignée des Peuples** ! »

Remplacement d'une mention dans la phrase : « Pour seule réponse aux aspirations convergentes des gilets jaunes et autres mouvements de luttes, le gouvernement **panique nous dénigre** et oppose une dérive autoritaire. »

Modification d'un paragraphe : « Nous revendiquons, **entre autres et principalement** :

- **plus de justice sociale avec** l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux ;
- des services publics pour toutes et tous ;
- **plus de justice fiscale avec le rétablissement de la baisse des taxes et le rétablissement de l'ISF ;**
- **plus de démocratie avec la mise en œuvre d'un R.I.C. national en toute matières ;**
- **une réelle prise en compte des enjeux climatiques avec des mesures fortes et équitables.** »

Remplacement de la phrase : « Notre solidarité et nos luttes vont tout particulièrement aux 9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. » par « **Notre mouvement se veut fraternel quelque soit la classe et l'origine sociale.** »

Suppression d'une mention dans la phrase : « Conscients de l'urgence environnementale, nous affirmons "fin du monde, fin du mois, **même logique,** même combat !" »

Remplacement de la phrase : « Face à la mascarade du grand débat, face à un gouvernement non représentatif et au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe. » par « **Notre mouvement se veut le bâtisseur d'une démocratie nouvelle, face à la trahison de nos représentants et à la spoliation de nos richesses par quelques-uns.** »

Remplacement de la phrase : « Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social écologique populaire. » par « **D'une voix franche et massive, chaque citoyen de ce pays est invité à faire corps au sein du Mouvement pour construire et imposer collectivement une société respectueuse de la Nature et des Hommes.** »

Suppression de la phrase : « **Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme.** »

Suppression de mentions dans la phrase : « Ainsi nous construirons **collectivement** ce fameux « ~~toutes et~~ tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible : nous construisons toutes et tous ensemble, à tous les niveaux du territoire. »

Remplacement d'une mention dans la phrase : « Le pouvoir du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple. ~~Ne nous regardez pas~~ **Tous unis,** rejoignez-nous ! »

Saint-Sauveur (38) :

Ajout d'une mention dans la phrase : « Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés ; la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par **les gouvernements successifs et aujourd'hui par celui de** Macron ! »

6e paragraphe, ajout d'une mention : « Nous revendiquons :
- l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux ;
- des services publics **de qualité et de proximité** pour toutes et tous. »

Ajout de deux mentions dans la phrase : « Face à la mascarade du grand débat, face à un gouvernement non représentatif **et** au service d'une minorité privilégiée (**oligarchie, pouvoir financier,...**), nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe **pour une représentation citoyenne.** »

Ajout d'une mention dans la phrase : « Concrètement, nous reconnaissons que l'Assemblée des assemblées peut recevoir des propositions issues des assemblées locales et émettre des orientations (comme l'appel de la première Assemblée des Assemblées de Commercy). Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises, **pour approbation,** aux groupes locaux. »

Modification de la phrase : « Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à **l'accaparement du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, la privatisation du Vivant à lutter contre le système destructeur actuel,** pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires, **conformes à nos valeurs,** un nouveau mouvement social écologique populaire. »

Modification de la phrase : « Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra **sortir du capitalisme en sortir.** »

Ajout d'une phrase dans ce paragraphe : « Ainsi nous construirons collectivement ce fameux « toutes et tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible : nous construisons toutes et tous ensemble, à tous les niveaux du territoire. **Comme le dit si bien Etienne de la Boétie : "Ils ne sont**

grands que parce que nous sommes à genoux". »

Ajout d'une mention : « Le pouvoir du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple.
Ne nous regardez pas, **ne nous attendez pas**, rejoignez-nous ! »

Commercy (55) :

Ajout d'une phrase dans le paragraphe : « Nous revendiquons :

- **la baisse des taxes ;**
- l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux ;
- des services publics pour toutes et tous. »

Modification de la phrase : « Conscients de l'urgence **SOCIALE ET** environnementale, nous affirmons "**fin du monde, fin du mois, fin du MOIS, fin du MONDE**, même logique, même combat !" »

Suppression de la phrase : « ~~Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social écologique populaire.~~ »

Remplacement de la phrase : « ~~Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme.~~ » par « **Nous sommes conscients que c'est à un système global que nous devons nous attaquer.** »

Tarare (69) :

Suppression de la phrase : « **Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme.** »

Paris Belleville (75) :

Ajout d'une mention : « Nous revendiquons **dans un esprit de justice sociale et de démocratie pour toutes et tous :**

- l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux ;
- des services publics pour toutes et tous. »

Suppression d'une mention à la fin de la phrase : « L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance à l'égard des partis politiques, des organisations syndicales, et ne reconnaît aucun leader **auto-proclamé.** »

Suppression d'une mention dans la phrase : « Nous appelons **à tous les échelons du territoire** à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques. »

Suppression d'une mention à la fin de la phrase : « Ainsi nous construirons collectivement ce fameux « toutes et tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible : nous construisons toutes et tous ensemble, **à tous les niveaux du territoire.** »

Fayence (83)

Modification d'une mention dans la phrase : « Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du **capitalisme libéralisme sauvage.** »

Pertuis et environs (Sud Vaucluse 84) :

Modification d'une mention dans le paragraphe : « Nous invitons toutes les personnes voulant mettre

fin à l'accapement du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel la privatisation du Vivant à lutter contre le système destructeur actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social écologique populaire. »

Modification d'une mention dans la phrase : « Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme de ce système destructeur. »

Ajout d'une mention à la fin de la phrase : « Ainsi nous construirons collectivement ce fameux « toutes et tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible : nous construisons toutes et tous ensemble, à tous les niveaux du territoire une nouvelle République. »

GJ de la Montagne limousine (87) :

Suppression d'une mention dans la phrase : « Il nous semble nécessaire de prendre un temps de 3 semaines pour mobiliser l'ensemble des Gilets Jaunes et convaincre celles et ceux qui ne le sont pas encore ! »

À la fin du texte, ajout de la phrase : « Macron démission ! »

Les Irréductibles de Bellac (87) :

Modification de la phrase : « Nous revendiquons :

- l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux Baisser la pression fiscale ;

Remplacement d'un terme dans la phrase : « Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme de la dérive libérale. »

Bruyères (88) :

Suppression de la phrase : « Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme. »

La Plaine Saint-Denis (93) :

Suppression de la phrase : « Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme. »

À la fin du texte, ajout de la phrase : « Macron démission ! »

Noisy-le-Sec (93) :

Suppression de la phrase : « Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme. »

Groupes rejetant l'appel (0)

2e Assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes

RETROUVONS NOTRE POUVOIR DE DÉCISION, PLACE AUX ASSEMBLÉES CITOYENNES !

Cet appel est soumis aux groupes, ronds-points ou assemblées locales de gilets jaunes, pour validation, amendement ou rejet. Ceux-ci seront rendus publics. Envoyez-les à l'adresse : inscriptionassemblee@riseup.net

« Nous, Gilets jaunes réunis en Assemblée des assemblées appelons l'ensemble des Gilets jaunes ainsi que toutes nos concitoyennes et nos concitoyens à s'engager dans la réappropriation de notre pouvoir politique.

Une étape importante de cette reconquête passe par le niveau local. Nous appelons à créer dans chaque commune de France où cela est possible une ou plusieurs assemblées citoyennes et populaires. Car ce pouvoir nous a été confisqué comme nous le constatons dans de multiples domaines : écologie, public/privé (privatisation), démocratie, etc.

Ces assemblées sont l'expression de la volonté populaire. Chaque assemblée mène ses propres expériences en toute autonomie dans le respect de l'intérêt collectif (en lien avec des associations, Gilets jaunes seuls, groupes de citoyens, associations de quartiers, présentation de listes ou non, etc.).

Nous appelons les assemblées citoyennes et populaires, ainsi créées, à se fédérer en réseau par l'échange de leurs expériences.

Réapprenons à partager nos préoccupations pour définir ensemble ce que nous voulons !
Réapprenons à vivre ensemble où nous habitons ! »

Groupes validant l'appel (37)

Assemblée citoyenne du Bassin Minier ACBM (3)
Pays de Lérins (Cannes, Le Cannet, Mougins, Valbonne)(6)
Vire (14)
Coordination Charente et référendum d'initiative citoyenne (16)
L'Escarmouche des GJ de Saintes (17)
La Parole Citoyenne Saintaise (17)
Bergerac (24)
Die (26)
Le Vigan (30)
Saint-Hippolyte-du-Fort (30)
Gimont (32)
Collectif populaire de Coutras (33)
Gilets jaunes Foyens/Foyennes (33)

Canton de Saint-Égrève (Le Fontanil, Saint-Martin-le-Vinoux, Proveysieux, Quaix en Chartreuse et une partie du nord Grenoble)(38)
Grenoble (38)
Groupes et ronds-points de la Haute-Loire (43)
Ancenis et ses alentours (44)
Gilets nantais (44)
Guérande et sa Presqu'île (44)
Angers (49)
Saumur (49)
Commercy (55)
Caudan (56)
Perpignan - Les assemblées du Péage Sud et du Péage Nord réunies sous la bannière "Avenir GJ" (66)
Tarare (69)
Lure (70)
Gilets jaunes intermittent.e.s chômeur.euse.s précaires (75)
Assemblée Populaire et Citoyenne du Grand Toulon (83)
Brignoles (83)
Fayence (83)
Pertuis et environs (Sud Vaucluse)(84)
Les Sables d'Olonne (Gilets Jaunes Citoyens 85)
Bruyères (88)
Sainte-Geneviève-des-Bois (91)
La Plaine Saint-Denis (93)
Montreuil (93)
Collectif Rungis IDF (94)

Groupes validant l'appel après amendements (6)

QG Aix-La Barque (13) :

3e paragraphe, modification dans la parenthèse de la phrase : « Chaque assemblée mène ses propres expériences en toute autonomie dans le respect de l'intérêt collectif (~~en lien avec des associations, Gilets jaunes seuls, groupes de citoyens, associations de quartiers, présentation de listes ou non, etc.~~ avec tout citoyen désireux d'y participer). »

Collectif Citoyen - GJ Pays Viennois (38) :

2e paragraphe, ajout de deux mentions dans la phrase : « Une étape importante de cette reconquête passe ~~par le niveau national (R.I.C. national en toutes matières) et~~ par le niveau local. ~~Concernant le niveau local,~~ nous appelons à créer dans chaque commune de France où cela est possible une ou plusieurs assemblées citoyennes et populaires.»

Paris Belleville (75)

Modification dans le titre : « Retrouvons notre pouvoir de décision, place aux assemblées ~~citoyennes populaires~~ ! »

3e paragraphe, suppression d'une mention dans la phrase : « Chaque assemblée mène

ses propres expériences en toute autonomie dans le respect de l'intérêt collectif (en lien avec des associations, Gilets jaunes seuls, groupes de citoyens, associations de quartiers, **présentation de listes ou non**, etc.). »

GJ de la Montagne limousine (87) :

Modification dans le titre : « Retrouvons notre pouvoir de décision, place aux assemblées citoyennes **et populaires** ! »

Les Irréductibles de Bellac (87) :

En attente de précisions...

Auxerre (89) :

3e paragraphe, ajout d'une mention dans la phrase : « Chaque assemblée mène ses propres expériences en toute autonomie dans le respect de l'intérêt collectif (en lien avec des associations, Gilets jaunes seuls, groupes de citoyens, associations de quartiers, présentation de listes ou non, **organisations syndicales**, etc.). »

Groupes rejetant l'appel (0)

Dimanche 07/04/19
Saint-Nazaire

Assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes

APPEL À L'ACTION ET À LA MOBILISATION POUR LA PÉRIODE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Cet appel est soumis aux groupes, ronds-points ou assemblées locales de gilets jaunes, pour validation, amendement ou rejet. Ceux-ci seront rendus publics. Envoyez-les à l'adresse : inscriptionassemblee@riseup.net

« Nous, Gilets jaunes réunis lors de l'Assemblée des Assemblées de Saint-Nazaire, dénonçons le caractère anti-démocratique et ultra-libéral des institutions européennes. Le parlement européen que nous élisons n'a même pas le pouvoir de proposer une loi ! La Commission européenne décide de tout sans aucun contrôle démocratique. Les institutions européennes sont soumises à la pression de 25 000 lobbyistes pour la seule capitale européenne !

A l'inverse du modèle actuel, les Gilets jaunes portent un modèle de démocratie directe, dans lequel l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers. Un modèle démocratique où primeront enfin nos conditions de vie, de travail, nos droits, la qualité de nos services publics et de notre environnement.

Nous avons pour principe fondateur l'autonomie des groupes de Gilets jaunes et des individus en général. C'est pourquoi nous faisons le choix de ne donner aucune consigne de vote ou même de participation à ces élections. Nous condamnons toutes les tentatives de constitution de liste politique au nom des Gilets jaunes !

Nous appelons les Gilets jaunes et les citoyens et citoyennes à faire de cette période électorale une grande période de mobilisation. Nous proposons :

- D'organiser une campagne d'information et de sensibilisation contre les institutions européennes et leur politique libérale.
- De tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, par exemple : carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour du vote le 26 mai, etc.

Nous proposons aux Gilets jaunes de Belgique de co-organiser une convergence de tous les peuples à Bruxelles. Car quel que soit le résultat du vote, il faudra compter sur nous ! C'est dans la lutte que se construira l'Europe des peuples.

Nous proposons à tous les peuples d'Europe de se saisir de cet appel, de le traduire dans leur propre langue, ou de s'en inspirer pour faire le leur. C'est en menant une lutte coordonnée contre nos exploiters communs que nous jetterons les bases d'une entente fraternelle entre les peuples d'Europe et d'ailleurs. »

Pour nous aider à organiser la montée à Bruxelles, à traduire et à relayer cet appel, contactez-nous à l'adresse : tousabruzelles@riseup.net

Groupes validant l'appel (45)

Assemblée citoyenne du Bassin Minier ACBM (3)
Pays de Lérins (Cannes, Le Cannet, Mougins, Valbonne)(6)
Brénieux (7)
Davézieux, Annonay et alentours (7)
Coordination Charente et référendum d'initiative citoyenne (16)
La Parole Citoyenne Saintaise (17)
Uzerche Balladours (19)
Bergerac (24)
Die (26)
QG de Bagnols-sur-Cèze (30)
Le Vigan (30)
Saint-Hippolyte-du-Fort (30)
Saint-Gaudens (31)
Gimont (32)
Collectif populaire de Coutras (33)
Gilets jaunes Foyens/Foyennes (33)
Bassin de Thau (34)
Fougères (35)
Grenoble (38)
Groupes et ronds-points de la Haute-Loire (43)
Ancenis et ses alentours (44)
Gilets nantais (44)
Angers (49)
Saumur (49)
Commercy (55)
Caudan (56)
Rond-point de Sainte-Marie-aux-Chênes (57)
Clamecy (58)
Assemblée populaire de Lille (59)
Perpignan - Les assemblées du Péage Sud et du Péage Nord réunies sous la bannière "Avenir GJ" (66)
Carspach (68)
Tarare (69)
Lure (70)
Faverges / Ugine (73)
Gilets jaunes intermittent.e.s chômeur.euse.s précaires (75)
GJ Constituants de Paris Nord Est (75)
Brignoles (83)
Fayence (83)
Les Sables d'Olonne (Gilets Jaunes Citoyens 85)
GJ de la Montagne limousine (87)
Sainte-Geneviève-des-Bois (91)
L'Île-Saint-Denis (93)
La Plaine Saint-Denis (93)
Montreuil (93)
Collectif Rungis IDF (94)

Groupes validant l'appel après amendements (18)

Rodez (12) :

1er paragraphe, ajout d'une mention dans cette phrase : "Le Conseil européen et la Commission européenne décident de tout sans aucun contrôle démocratique".

Villefranche-de-Rouergue (12) :

4e paragraphe, ajout de plusieurs termes et d'une phrase : « Nous appelons les Gilets jaunes et les citoyens et citoyennes à faire de cette période électorale une grande période de mobilisation. Nous proposons :

- D'organiser une campagne d'information et de sensibilisation en interne comme en externe sur ~~contre~~ les institutions européennes, leurs fonctionnements et leur politique libérale.

- De tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, par exemple : carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour du vote le 26 mai, etc.

- Et de réfléchir (à plus long terme) à un autre modèle plus démocratique. »

QG Aix-La Barque (13) :

4e paragraphe, suppressions dans la phrase : « Nous appelons les Gilets jaunes et les citoyens et citoyennes à faire de cette période électorale une grande période de mobilisation. Nous proposons :

- D'organiser une campagne d'information et de sensibilisation contre les institutions européennes et leur politique libérale et

~~- De tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, par exemple : carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour du vote le 26 mai, etc. »~~

Naves (19) :

5e paragraphe, suppression de la phrase : « C'est dans la lutte que se construira l'Europe des peuples. »

Trélissac (24) :

1er paragraphe, ajout de mentions : « Nous, Gilets jaunes réunis lors de l'Assemblée des Assemblées de Saint-Nazaire, dénonçons le caractère anti-démocratique et ultra-libéral des institutions de l'Union européenne. Le parlement européen que nous élisons n'a même pas le pouvoir de proposer une loi ! La Commission européenne décide de tout sans aucun contrôle démocratique. Les institutions de l'Union européenne sont soumises à la pression de 25 000 lobbyistes pour la seule capitale européenne ! »

3e paragraphe, suppression d'une mention dans la phrase : « C'est pourquoi nous faisons le choix de ne donner aucune consigne de vote ou même de participation à ces élections. »

4e paragraphe, suppression et ajout de mentions dans la phrase : « De tourner en dérision cette mascarade électorale jusqu'au 24 mai minuit. Nous nous en remettons pour cela à la

créativité des groupes locaux, par exemple : carnaval, vote **parallèle** dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune **à Bruxelles** le jour du vote le 26 mai, etc. »

Marsac-sur-l'Isle (24) :

3e paragraphe, suppression d'une phrase : « Nous avons pour principe fondateur l'autonomie des groupes de Gilets jaunes et des individus en général. **C'est pourquoi nous faisons le choix de ne donner aucune consigne de vote ou même de participation à ces élections.** »

6e paragraphe, suppression d'une phrase : « Nous proposons à tous les peuples d'Europe de se saisir de cet appel, de le traduire dans leur propre langue, **ou de s'en inspirer pour faire le leur.** C'est en menant une lutte coordonnée contre nos exploiters communs que nous jetterons les bases d'une entente fraternelle entre les peuples d'Europe et d'ailleurs. »

Pays Bigouden (29) :

4e paragraphe, modification d'une mention : « D'organiser une campagne d'information et de sensibilisation **contre les institutions européennes et leur politique libérale** sur les **institutions européennes et leur politique.** »

4e paragraphe, suppression des phrases : « **De tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, par exemple : carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour du vote le 26 mai, etc.** »

5e paragraphe, suppression de la phrase : « **C'est dans la lutte que se construira l'Europe des peuples.** »

Le Vigan (30)

Validation des quatre premiers paragraphes seulement.

Démocratie bordelaise (33) :

4e paragraphe, remplacement des phrases suivantes : « De tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, par exemple : carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour du vote le 26 mai, etc. », par : « **Dans un souci d'unité de tous les Gilets jaunes, l'Assemblée des assemblées décide de ne pas donner de consignes de vote et, pour ceux qui veulent voter, de voter pour tout sauf Macron et LREM.** »

Canton de Saint-Égrève (Le Fontanil, Saint-Martin-le-Vinoux, Proveysieux, Quaix en Chartreuse et une partie du nord Grenoble)(38) :

1er paragraphe, modification de la phrase : « Les **instances dirigeantes de l'Union européenne** sont soumises à la pression de 25 000 lobbyistes **pour la seule capitale européenne** ! »

Collectif Citoyen - GJ Pays Viennois (38) :

4e paragraphe, suppression de la phrase : « Nous appelons les Gilets jaunes et les citoyens et citoyennes à faire de cette période électorale une grande période de mobilisation. Nous proposons :

- D'organiser une campagne d'information et de sensibilisation contre les institutions européennes et leur politique libérale.
- ~~De tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, par exemple : carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour du vote le 26 mai, etc. »~~

Saint-Sauveur (38) :

2e paragraphe, ajout d'une mention dans la phrase : « A l'inverse du modèle actuel, les Gilets jaunes portent un modèle de démocratie directe **à construire**, dans lequel l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers. Un modèle démocratique où primeront enfin nos conditions de vie, de travail, nos droits, la qualité de nos services publics et de notre environnement. »

3e paragraphe, mention à supprimer dans la phrase : « Nous avons pour principe fondateur l'autonomie des groupes de Gilets jaunes et des individus en général. C'est pourquoi nous faisons le choix de ne donner aucune consigne de vote **ou même de participation** à ces élections. Nous condamnons toutes les tentatives de constitution de liste politique au nom des Gilets jaunes ! »

4e paragraphe, modification de deux phrases : « Nous appelons les Gilets jaunes et les citoyens et citoyennes à faire de cette période électorale une grande période de mobilisation. Nous proposons :

- D'organiser une campagne d'information et de sensibilisation contre les institutions européennes et leur politique libérale **telles qu'elles existent actuellement.**

~~- De tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, par exemple : carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour du vote le 26 mai, etc. »~~

Paris Belleville (75) :

3e paragraphe, ajout d'une mention dans la phrase : « C'est pourquoi, **vis-à-vis des élections institutionnelles nous nous plaçons en contre-pouvoir, et** nous faisons le choix de ne donner aucune consigne de vote ou même de participation à ces élections. »

5e paragraphe, modification de la phrase : « C'est dans la lutte que se construira l'Europe-**des peuples du peuple.** »

Assemblée Populaire et Citoyenne du Grand Toulon (83) :

4e paragraphe, modification de la phrase : « De tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, par exemple : carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour **du vote de l'élection** le 26 mai, etc. »

5e paragraphe, modification de la phrase : « Nous proposons aux Gilets jaunes de Belgique de co-organiser une convergence de tous les peuples à Bruxelles. Car quel que soit le résultat **du vote de l'élection**, il faudra compter sur nous ! C'est dans la lutte que se construira l'Europe des peuples. »

Pertuis et environs (Sud Vaucluse 84) :

3e paragraphe, suppression de la mention : « C'est pourquoi nous faisons le choix de ne donner aucune consigne de vote **ou même de participation** à ces élections. »

4e paragraphe, suppression des mentions : « ~~De tourner en dérision cette mascarade électorale.~~ Nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, ~~par exemple : carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour du vote le 26 mai, etc.~~ »

6e paragraphe, ajout de la mention : « Nous proposons à tous les peuples **d'Union européenne à 28 et d'Europe à 48** de se saisir de cet appel, de le traduire dans leur propre langue, ou de s'en inspirer pour faire le leur. »

Les Irréductibles de Bellac (87) :

4e paragraphe, suppression de la phrase : « Nous appelons les Gilets jaunes et les citoyens et citoyennes à faire de cette période électorale une grande période de mobilisation. Nous proposons :

- D'organiser une campagne d'information et de sensibilisation contre les institutions européennes et leur politique libérale.
- ~~De tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, par exemple : carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour du vote le 26 mai, etc.~~ »

Bruyères (88) :

1er paragraphe, ajout d'une mention dans la phrase : « Les institutions européennes sont soumises à la pression de 25 000 lobbyistes **au service des firmes transnationales** pour la seule capitale européenne ! »

4e paragraphe, suppression d'une mention dans la phrase : « Nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, par exemple : carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, **présence jaune le jour du vote le 26 mai,** etc.

Auxerre (89) :

2e paragraphe, ajout d'une mention dans la phrase : « Un modèle démocratique où primeront enfin nos conditions de vie, de travail, nos droits, la qualité de nos services publics, de notre environnement **et le partage des richesses.** »

Groupes rejetant l'appel (4)

Vire (14)

Revel (31)

Cuers (83)

Limoges GJ Unis (87)

2e Assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes

SAMEDI 18 MAI - ACTE 27 DES GILETS JAUNES NOUS EXIGEONS L'ANNULATION DES PEINES DES PRISONNIERS ET CONDAMNÉS DU MOUVEMENT !

Cet appel est soumis aux groupes, ronds-points ou assemblées locales de gilets jaunes, pour validation, amendement ou rejet. Ceux-ci seront rendus publics. Envoyez-les à l'adresse : inscriptionassemblee@riseup.net

« Depuis 5 mois, la répression policière et judiciaire contre le mouvement des Gilets jaunes est gigantesque. Nous comptons des milliers de blessés, 22 personnes éborgnées, 5 mains arrachées et une personne tuée. Les violences policières qui mutilent et qui tuent sont un acte d'intimidation politique, elles cherchent à nous terroriser pour empêcher d'agir : elles constituent un crime d'État. Pour justifier ce crime, le gouvernement, avec l'appui de certains médias, criminalise toutes celles et ceux qui contestent sa politique. La répression judiciaire prend la suite des violences policières pour étouffer le mouvement : 8700 gardes à vue, 2000 procès dont 1500 comparutions immédiates, près de 40% de peines de prison fermes, plus de 400 mandats de dépôt.

Ce que nous vivons aujourd'hui est le quotidien des quartiers populaires depuis des décennies. Maintenant, l'autoritarisme se généralise à toute la société.

Nous, Gilets jaunes réunis en Assemblée des Assemblées à Saint-Nazaire, appelons à un énorme acte national samedi 18 mai partout en France, à l'occasion de l'acte 27.

Nous exigeons :

- L'annulation des peines des milliers de prisonniers et condamnés du mouvement des Gilets jaunes et de toutes les autres luttes criminalisées.
- L'annulation des poursuites qui pèsent sur les personnes accusées et inculpées.
- La défense des libertés publiques et des droits fondamentaux.
- La reconnaissance des centaines de personnes enfermées, dans le cadre des Gilets jaunes, des quartiers populaires et de toutes les luttes défendant le bien commun, comme les prisonniers politiques.
- L'interdiction immédiate du LBD 40 et des grenades offensives.

Nous devons résister de toute notre force contre cet autoritarisme !

Nous appelons au renforcement et à la constitution des cagnottes de soutien existantes, et des groupes de soutien juridique. Nous appelons à la constitution d'une plate-forme nationale pour recenser les cas de répression judiciaire, soutenir les inculpés, les prisonnières et prisonniers. Nous appelons au partage de tous les savoirs pour se défendre face à la répression policière et judiciaire.

Samedi 18 mai, retrouvons nous partout pour manifester et nous rassembler devant les tribunaux et les prisons ! Retrouvons-nous pour exprimer toute notre solidarité avec nos blessés, nos condamnés et leur famille.

Les Gilets jaunes de l'Assemblée des Assemblées appellent aussi à participer à la manifestation du 13 avril pour le retrait de la loi « anticasseurs ».

Cet appel sera partagé et transmis dans les groupes, les ronds-points et les assemblées générales locales pour qu'ils se l'approprient et le fassent vivre s'ils le souhaitent ! »

Groupes validant l'appel (29)

Assemblée citoyenne du Bassin Minier ACBM (3)
Pays de Lérins (Cannes, Le Cannet, Mougins, Valbonne)(6)
Vire (14)
Coordination Charente et référendum d'initiative citoyenne (16)
La Parole Citoyenne Saintaise (17)
Bergerac (24)
Die (26)
Le Vigan (30)
Saint-Hippolyte-du-Fort (30)
Gimont (32)
Collectif populaire de Coutras (33)
Gilets jaunes Foyens/Foyennes (33)
Grenoble (38)
Groupes et ronds-points de la Haute-Loire (43)
Ancenis et ses alentours (44)
Gilets nantais (44)
Angers (49)
Saumur (49)
Caudan (56)
Perpignan - Les assemblées du Péage Sud et du Péage Nord réunies sous la bannière "Avenir GJ" (66)
Tarare (69)
Lure (70)
Gilets jaunes intermittent.e.s chômeur.euse.s précaires (75)
Assemblée Populaire et Citoyenne du Grand Toulon (83)
Brignoles (83)
Les Sables d'Olonne (Gilets Jaunes Citoyens 85)
Sainte-Geneviève-des-Bois (91)
Montreuil (93)
Collectif Rungis IDF (94)

Groupes validant l'appel après amendements (16)

Villefranche-de-Rouergue (12) :

3e paragraphe, ajout de plusieurs termes : « Nous exigeons :

- L'annulation des peines des milliers de prisonniers, **prisonnières** et condamnés du mouvement des Gilets jaunes et de toutes les autres luttes criminalisées.
- L'annulation des poursuites qui pèsent sur les personnes accusées et inculpées.

- La défense des libertés publiques et des droits fondamentaux. **La levée de toutes les interdictions de manifester. Ainsi que la fin des arrestations et garde à vue abusives et arbitraires.** »

4e paragraphe, ajout de l'écriture inclusive : « Nous appelons au renforcement et à la constitution des cagnottes de soutien existantes, et des groupes de soutien juridique. Nous appelons à la constitution d'une plate-forme nationale pour recenser les cas de répression judiciaire, soutenir les **inculpés inculpé.e.s**, les prisonnières et prisonniers. Nous appelons au partage de tous les savoirs pour se défendre face à la répression policière et judiciaire.

5e paragraphe, ajout de l'écriture inclusive : « Samedi 18 mai, retrouvons nous partout pour manifester et nous rassembler devant les tribunaux et les prisons ! Retrouvons-nous pour exprimer toute notre solidarité avec nos **blessés blessé.e.s**, nos **condamnés condamné.e.s** et leur famille. »

QG Aix-La Barque (13) :

3e paragraphe, plusieurs ajouts : « Nous exigeons :

- L'annulation des peines des milliers de prisonniers et condamnés du mouvement des Gilets jaunes et de toutes les autres luttes criminalisées.
- L'annulation des poursuites qui pèsent sur les personnes accusées et inculpées.
- La défense des libertés publiques et des droits fondamentaux.
- La reconnaissance **par l'État** des centaines de personnes enfermées **à tort**, dans le cadre des Gilets jaunes, des quartiers populaires et de toutes les luttes défendant le bien commun, **écologiques et revendiquant une démocratie directe**, comme les prisonniers politiques.
- L'interdiction immédiate du LBD 40 et des grenades offensives. »

Bassin de Thau (34) :

3e paragraphe, suppression d'une mention : « La reconnaissance des centaines de personnes enfermées, dans le cadre des Gilets jaunes, **des quartiers populaires et de toutes les luttes défendant le bien commun, comme les prisonniers politiques.** »

Canton de Saint-Égrève (Le Fontanil, Saint-Martin-le-Vinoux, Proveysieux, Quaix en Chartreuse et une partie du nord Grenoble)(38) :

3e paragraphe, ajout d'une phrase : « Nous exigeons :

- **L'abrogation de la loi anticasseurs.** »

Collectif Citoyen - GJ Pays Viennois (38) :

Modification du titre : « NOUS EXIGEONS **L'ANNULATION DES PEINES DES L'AMNISTIE POUR LES** PRISONNIERS ET CONDAMNÉS DU MOUVEMENT ! »

2e paragraphe, suppression de la phrase : « **Ce que nous vivons aujourd'hui est le quotidien des quartiers populaires depuis des décennies.** »

3e paragraphe, modification de trois phrases : « Nous exigeons :

- **L'amnistie pour annuler les L'annulation des** peines des milliers de prisonniers et

condamnés du mouvement des Gilets jaunes ~~et des activistes écologistes et de toutes les autres luttes criminalisées.~~

- ~~L'amnistie pour annuler les L'annulation des~~ poursuites qui pèsent sur les personnes accusées et inculpées.
- La défense des libertés publiques et des droits fondamentaux.
- La reconnaissance des centaines de personnes enfermées, dans le cadre des Gilets jaunes, ~~des quartiers populaires~~ et de toutes les luttes défendant le bien commun, comme les prisonniers politiques.
- L'interdiction immédiate du LBD 40 et des grenades offensives. »

6e paragraphe, suppression de la phrase : « ~~Les Gilets jaunes de l'Assemblée des Assemblées appellent aussi à participer à la manifestation du 13 avril pour le retrait de la loi « anticasseurs».~~ »

Saint-Sauveur (38) :

1er paragraphe, plusieurs modifications : « Depuis 5 mois, la répression policière et judiciaire contre le mouvement des Gilets jaunes est ~~gigantesque inacceptable~~. Nous comptons des milliers de blessés, 22 personnes éborgnées, 5 mains arrachées et une personne tuée. Les violences policières qui mutilent et qui tuent sont un acte ~~d'intimidation politique orchestré d'intimidation et de manipulation politique~~. Elles cherchent à nous terroriser, ~~nous diviser et nous discréditer~~ pour empêcher d'agir : elles constituent un crime d'État. »

2e paragraphe, modification dans la phrase : « Ce que nous vivons aujourd'hui est le quotidien des ~~quartiers combats~~ populaires depuis des décennies. Maintenant, l'autoritarisme se généralise à toute la société. »

3e paragraphe, plusieurs modifications : « Nous exigeons :

- L'annulation des peines des milliers de prisonniers et condamnés du mouvement des Gilets jaunes ~~et de toutes les autres luttes criminalisées.~~
- L'annulation des poursuites qui pèsent sur les personnes accusées et inculpées.
- La défense des libertés publiques et des droits fondamentaux.
- La reconnaissance des centaines de personnes enfermées ~~et traitées comme des prisonniers politiques~~, dans le cadre ~~du mouvement~~ des Gilets jaunes, ~~des quartiers populaires~~ et de toutes les luttes défendant le bien commun, ~~comme les prisonniers politiques.~~
- L'interdiction immédiate du LBD 40 et des grenades offensives. »

4e paragraphe, remplacement d'une mention dans la phrase : « Nous appelons ~~au renforcement et à la constitution des cagnottes à la constitution ou au renforcement des outils~~ de soutien ~~existantes~~, et des groupes de soutien juridique. Nous appelons à la constitution d'une plate-forme nationale pour recenser les cas de répression judiciaire, soutenir les inculpés, les prisonnières et prisonniers. »

Commercy (55) :

3e paragraphe, réécriture d'une phrase : « Nous exigeons :

- L'annulation des peines des milliers de prisonniers et condamnés du mouvement des Gilets jaunes et de toutes les autres luttes criminalisées.
- L'annulation des poursuites qui pèsent sur les personnes accusées et inculpées.
- La défense des libertés publiques et des droits fondamentaux.

- ~~La reconnaissance des centaines de personnes enfermées, dans le cadre des Gilets jaunes, des quartiers populaires et de toutes les luttes défendant le bien commun, comme les prisonniers politiques. La reconnaissance en tant que prisonniers politiques des centaines de personnes enfermées dans le cadre des GJ~~
- L'interdiction immédiate du LBD 40 et des grenades offensives. »

Assemblée Citoyenne des Gilets Jaunes du grand Pau (64) :

Modification de la date dans le titre : « ~~SAMEDI 18 MAI - ACTE 27 DES GILETS JAUNES MERCREDI 22 MAI~~ »

1er paragraphe, ajout d'un terme : « ~~À ce jour,~~ nous comptons des milliers de blessés, 22 personnes éborgnées, 5 mains arrachées et une personne tuée. »

2e paragraphe, ajout de phrases au début du paragraphe, changement de la date d'action et déplacement du 5e paragraphe à la fin du second : « ~~Devant ce constat nous estimons que les Gilets jaunes incarcérés doivent être considérés comme prisonniers politiques. Nous devons résister de toutes nos forces contre cet autoritarisme !~~

Ce que nous vivons aujourd'hui est le quotidien des quartiers populaires depuis des décennies. Maintenant, l'autoritarisme se généralise à toute la société ~~en souffrance~~. Nous, Gilets jaunes réunis en Assemblée des Assemblées à Saint-Nazaire, appelons à un énorme acte national ~~samedi 18 mai partout en France, à l'occasion de l'acte 27 mercredi 22 mai partout en France~~. Retrouvons nous partout pour manifester et nous rassembler devant les tribunaux et les prisons ! Retrouvons-nous pour exprimer toute notre solidarité avec nos blessés, nos condamnés et leur famille. »

3e paragraphe, modification de plusieurs phrases : « Nous exigeons :

- L'annulation des peines des milliers de prisonniers et condamnés du mouvement des Gilets jaunes et de toutes les autres luttes criminalisées.
- L'annulation des poursuites qui pèsent sur les personnes ~~accusées et~~ inculpées.
- ~~Que soient considérées comme des prisonniers politiques les centaines de personnes enfermées dans le cadre des Gilets jaunes, des quartiers populaires et de toutes les luttes défendant le bien commun, les libertés publiques et les droits fondamentaux.~~
- ~~La défense des libertés publiques et des droits fondamentaux.~~
- ~~La reconnaissance des centaines de personnes enfermées, dans le cadre des Gilets jaunes, des quartiers populaires et de toutes les luttes défendant le bien commun, comme les prisonniers politiques.~~
- L'interdiction immédiate du LBD 40 et des grenades offensives, ~~la prise en charge de tous les frais médicaux supportés par nos blessés et nos mutilés.~~ »

4e paragraphe, ajout d'une mention dans la phrase : « Nous appelons à la constitution d'une plate-forme nationale pour recenser les cas de répression judiciaire, soutenir les inculpés, ~~les prisonnières et prisonniers et les condamnés.~~ »

7e paragraphe, ajout d'une mention dans la phrase : « Cet appel ~~des Gilets jaunes de l'Assemblée des assemblées~~ sera partagé et transmis dans les groupes, les ronds-points et les assemblées générales locales pour qu'ils se l'approprient et le fassent vivre s'ils le souhaitent ! »

Paris Belleville (75) :

4e paragraphe, ajout d'une mention à la fin de la phrase : « Nous devons résister de toute notre force contre cet autoritarisme, **condamné par l'ONU !** »

4e paragraphe, ajout d'une mention à la fin de la phrase : « Nous appelons au renforcement et à la constitution des cagnottes de soutien existantes, et des groupes de soutien juridique, **mutualisés au niveau national.** »

6e paragraphe, remplacement de la phrase : « Les Gilets jaunes de l'Assemblée des Assemblées appellent aussi à participer à la manifestation du 13 avril pour le retrait de la loi « anticasseurs ». » par « **Les Gilets jaunes exigent l'abrogation de la loi anticasseurs affirmée lors de la manifestation du 13 avril.** »

Fayence (83) :

3e paragraphe, ajout de mentions et d'une phrase : « Nous exigeons :

- L'annulation des peines des milliers de prisonniers et condamnés du mouvement des Gilets jaunes et de toutes les autres luttes criminalisées, **hormis les cas de vandalisme avéré.**
- L'annulation des poursuites qui pèsent sur les personnes accusées et inculpées, **hormis les cas de vandalisme avéré.**
- La défense des libertés publiques et des droits fondamentaux.
- La reconnaissance des centaines de personnes enfermées, dans le cadre des Gilets jaunes, des quartiers populaires et de toutes les luttes défendant le bien commun, comme les prisonniers politiques.
- L'interdiction immédiate du LBD 40 et des grenades offensives.
- **Que soit versé par l'état une pension aux mutilés des manifestations.** »

Pertuis et environs (Sud Vaucluse 84) :

3e paragraphe, ajout de deux mentions dans la phrase : « La reconnaissance **par l'État** des centaines de personnes enfermées **à tort**, dans le cadre des Gilets jaunes, des quartiers populaires et de toutes les luttes défendant le bien commun, **comme les prisonniers politiques et considérées comme des prisonniers d'opinion.** »

GJ de la Montagne limousine (87) :

1er paragraphe, ajout d'une phrase : « Nous comptons des milliers de blessés, 22 personnes éborgnées, 5 mains arrachées et une personne tuée. **Elle s'appelait Zineb Redouane.** »

2e paragraphe, remplacement de ces deux phrases : « Ce que nous vivons aujourd'hui est le quotidien des quartiers populaires depuis des décennies. Maintenant, l'autoritarisme se généralise à toute la société. » par « **L'autoritarisme que nous vivons aujourd'hui est le quotidien des quartiers populaires depuis des décennies.** »

3e paragraphe, ajout à la fin de la phrase : « L'interdiction immédiate du LBD 40 **et**, des grenades offensives **et d'autres armes (produits chimiques marquants, odeurs humiliantes dans les canons à eau...).** »

3e paragraphe, ajout d'un 6e alinéa : « **L'abrogation des lois scélérates et sécuritaires qui**

se sont multipliées ces dernières années. »

4e paragraphe, suppression d'un terme dans la phrase : « Nous appelons au renforcement et à la constitution des cagnottes de soutien **existantes**, et des groupes de soutien juridique. »

Les Irréductibles de Bellac (87) :

3e paragraphe, suppression de plusieurs termes : « Nous exigeons :

- L'annulation des peines des milliers de prisonniers et condamnés du mouvement des Gilets jaunes et de toutes les autres luttes criminalisées.
- L'annulation des poursuites qui pèsent sur les personnes accusées et inculpées.
- La défense des libertés publiques et des droits fondamentaux.
- La reconnaissance des centaines de personnes enfermées, dans le cadre des Gilets jaunes, **des quartiers populaires** et de toutes les luttes défendant le bien commun, **comme les prisonniers politiques**.
- L'interdiction immédiate du LBD 40 et des grenades offensives. »

Ajout d'un paragraphe : « **Toutes les mises en garde à vue, toutes mesures de limitations de liberté personnelle et décisions de justice ont été classifiées comme des actes de délinquance au lieu d'être considérés comme des actes de liberté de manifestation. Le droit à manifester est bafoué. L'individualisation de la peine ne doit pas se décontextualiser.** »

Bruyères (88) :

3e paragraphe, ajout d'un 6e alinéa : « **- L'ouverture immédiate d'une commission d'enquête citoyenne indépendante sur chaque violence policière ayant fait l'objet de preuves accablantes.** »

Auxerre (89) :

3e paragraphe, ajout de plusieurs phrases : « Nous exigeons :

- L'annulation des peines des milliers de prisonniers et condamnés du mouvement des Gilets jaunes et de toutes les autres luttes criminalisées.
- L'annulation des poursuites qui pèsent sur les personnes accusées et inculpées.
- La défense des libertés publiques et des droits fondamentaux.
- La reconnaissance des centaines de personnes enfermées, dans le cadre des Gilets jaunes, des quartiers populaires et de toutes les luttes défendant le bien commun, comme les prisonniers politiques.
- L'interdiction immédiate du LBD 40 et des grenades offensives.
- **La suppression du fichage.**
- **Le jugement des forces de l'ordre coupables d'exactions et des donneurs d'ordre.**
- **L'indépendance réelle de la justice.** »

La Plaine Saint-Denis (93) :

1er paragraphe, ajout d'une mention à la fin de la phrase : « Nous comptons des milliers de blessés, 22 personnes éborgnées, 5 mains arrachées et une personne tuée **par la police.** »

4e paragraphe, ajout d'une mention après la phrase : « Nous devons résister de toute notre force contre cet autoritarisme ! Soyons solidaires, veillons à ne pas laisser un·e camarade seule, ripostons si un·e camarade est attaqué·e. »

5e paragraphe, ajout d'une mention après la phrase : « Retrouvons-nous pour exprimer toute notre solidarité avec nos blessés, nos condamnés et leur famille. Nous nous autorisons une violence proportionnée en réponse à la violence policière. »

Groupes rejetant l'appel (0)

2e Assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes

APPEL POUR UNE CONVERGENCE ÉCOLOGIQUE

Cet appel est soumis aux groupes, ronds-points ou assemblées locales de gilets jaunes, pour validation, amendement ou rejet. Ceux-ci seront rendus publics. Envoyez-les à l'adresse : inscriptionassemblee@riseup.net

« L'Assemblée des Assemblées des Gilets jaunes prend acte de l'urgence environnementale, sociale et démocratique. C'est la même logique d'exploitation infinie du capitalisme qui détruit les êtres humains et la vie sur Terre.

La limitation des ressources nous oblige à poser la question de leur partage et du contrôle de la production. Les dérèglements climatiques, l'effondrement de la biodiversité et le péril nucléaire sont autant de menaces qui pèsent sur notre avenir.

Les biens communs (eau, air, sol, droit à un environnement sain) ne doivent pas être transformés en marchandises.

La taxe carbone est l'exemple parfait de la fausse écologie punitive qui cible les gens qui ne sont pas responsables. Or il y a des responsables et des pollueurs à qui s'attaquer directement par des actions coordonnées.

Les Gilets jaunes invitent toutes les personnes voulant mettre fin à la destruction du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social, écologique et populaire.

L'indignation ne suffit plus, passons à l'action !

La planète bleue a besoin de jaune pour rester verte ! »

Groupes validant l'appel (32)

Vire (14)

Coordination Charente et référendum d'initiative citoyenne (16)

La Parole Citoyenne Saintaise (17)

Bergerac (24)

Die (26)

QG de Bagnols-sur-Cèze (30)

Le Vigan (30)

Saint-Hippolyte-du-Fort (30)

Gimont (32)

Collectif populaire de Coutras (33)
Gilets jaunes Foyens/Foyennes (33)
Grenoble (38)
Groupes et ronds-points de la Haute-Loire (43)
Ancenis et ses alentours (44)
Gilets nantais (44)
Guérande et sa Presqu'île (44)
Angers (49)
Saumur (49)
Caudan (56)
Perpignan - Les assemblées du Péage Sud et du Péage Nord réunies sous la bannière "Avenir GJ" (66)
Tarare (69)
Lure (70)
Gilets jaunes intermittent.e.s chômeur.euse.s précaires (75)
Paris Belleville (75)
Assemblée Populaire et Citoyenne du Grand Toulon (83)
Brignoles (83)
Fayence (83)
Les Sables d'Olonne (Gilets Jaunes Citoyens 85)
Sainte-Geneviève-des-Bois (91)
La Plaine Saint-Denis (93)
Montreuil (93)
Collectif Rungis IDF (94)

Groupes validant l'appel après amendements (11)

Pays de Lérins (Cannes, Le Cannet, Mougins, Valbonne)(6) :

2e paragraphe, ajout de la phrase : « Les biens communs (eau, air, sol, droit à un environnement sain) ne doivent pas être transformés en marchandises. Au contraire, ils doivent redevenir public et être vendus à prix coutant pour les besoins essentiels de la population ; à contrario, ils doivent être surtaxés pour les gros utilisateurs, gaspilleurs et pollueurs. »

Villefranche-de-Rouergue (12) :

1er paragraphe, remplacement d'un terme dans la phrase : « L'Assemblée des Assemblées des Gilets jaunes prend acte de l'urgence **environnementale écologique**, sociale et démocratique. C'est la même logique d'exploitation infinie du capitalisme qui détruit les êtres humains et la vie sur Terre.

3e paragraphe, ajout d'une mention dans la phrase : « La taxe carbone est l'exemple parfait **des micro-mesures mises en place par le gouvernement**, de la fausse écologie punitive qui cible les gens qui ne sont pas responsables. Or il y a des responsables et des pollueurs à qui s'attaquer directement par des actions coordonnées. »

QG Aix-La Barque (13) :

4e paragraphe, plusieurs modifications : « Les Gilets jaunes invitent toutes les personnes voulant mettre fin à la destruction du Vivant ~~à assumer une conflictualité avec~~ à lutter contre le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires ~~un nouveau mouvement social, écologique et populaire~~ une société écologique et sociale pour et par le Peuple souverain. »

L'Escarmouche des GJ de Saintes (17) :

Suppression d'une mention dans la phrase : « Les Gilets jaunes invitent toutes les personnes voulant mettre fin à la destruction du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, ~~par tous les moyens nécessaires~~ un nouveau mouvement social, écologique et populaire. »

Saint-Sauveur (38) :

2e paragraphe, ajout d'une mention dans la phrase : « Les biens communs (eau, air, sol, droit à un environnement ~~et à une alimentation sains~~) ne doivent pas être transformés en marchandises. »

4e paragraphe à remplacer : « Les Gilets jaunes invitent toutes les personnes voulant mettre fin à la destruction du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social, écologique et populaire. » par « Les Gilets jaunes invitent toutes les personnes voulant mettre fin à la privatisation du Vivant à lutter contre le système destructeur actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires conformes à nos valeurs, un nouveau mouvement social écologique populaire. »

Commercy (55) :

Remplacement du titre : « Appel pour une convergence écologique » par « Appel aux mouvements écologiques »

4e paragraphe, modification de la phrase : « Les Gilets jaunes invitent toutes les personnes voulant mettre fin à la destruction du Vivant ~~à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social, écologique et populaire~~ à s'en prendre au système par tous les moyens nécessaires et à construire ensemble les luttes sociales écologiques et populaires. »

Pertuis et environs (Sud Vaucluse 84) :

4e paragraphe, modification d'une mention : « Les Gilets jaunes invitent toutes les personnes voulant mettre fin à ~~la destruction du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel~~ l'accaparement et à la privatisation du vivant à lutter contre le système destructeur actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social, écologique et populaire. »

GJ de la Montagne limousine (87) :

4e paragraphe, modification d'une mention : « Les Gilets jaunes invitent toutes les personnes voulant mettre fin à **la destruction du Vivant à assumer une conflictualité d'être en conflit avec le système actuel**, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social, écologique et populaire. »

Les Irréductibles de Bellac (87) :

2e paragraphe, modification de la phrase : « La limitation des ressources nous oblige à poser la question de leur partage et **du contrôle de la production de leur bonne gestion**. Les dérèglements climatiques, l'effondrement de la biodiversité et **le péril nucléaire l'utilisation de l'énergie nucléaire** sont autant de menaces qui pèsent sur notre avenir. »

Bruyères (88) :

3e paragraphe, ajout d'une phrase après : « Or il y a des responsables et des pollueurs à qui s'attaquer directement par des actions coordonnées. **Cela ne nous exonère pas de poursuivre nos efforts écocitoyens, toutes générations confondues, et d'accepter de renoncer au consumérisme.** »

Auxerre (89) :

4e paragraphe, ajout d'une mention dans la phrase : « **Contre les illusions du capitalisme vert**, les Gilets jaunes invitent toutes les personnes voulant mettre fin à la destruction du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social, écologique et populaire.

Groupes rejetant l'appel (1)

Canton de Saint-Égrève (Le Fontanil, Saint-Martin-le-Vinoux, Proveysieux, Quaix en Chartreuse et une partie du nord Grenoble)(38)

2e Assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes

SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES EN LUTTE !

Cet appel est soumis aux groupes, ronds-points ou assemblées locales de gilets jaunes, pour validation, amendement ou rejet. Ceux-ci seront rendus publics. Envoyez-les à l'adresse : inscriptionassemblee@riseup.net

Nous, Gilets jaunes réunis à Saint-Nazaire du 5 au 7 avril pour une Assemblée des assemblées regroupant plus de 200 délégations de Gilets jaunes de toute les régions de France, apportons notre soutien à celles et ceux qui luttent au Rojava contre l'exploitation et pour l'égalité femmes-hommes, pour l'autogestion et le communalisme. Depuis des années, votre lutte au Rojava, dans le Kurdistan de l'Ouest et au Nord de la Syrie contre Daesh et les régimes autoritaires qui l'entourent force le respect. Nous avons entendu le message de solidarité avec les Gilets jaunes envoyé depuis la commune internationaliste du Rojava. Nous vous en remercions sincèrement et nous exprimons tout notre soutien. De l'Assemblée des assemblées Gilets jaunes aux assemblées du Rojava, la solidarité est internationale !

L'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire tient aussi à saluer la lutte du peuple algérien pour son émancipation.

L'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire exprime sa solidarité avec les peuples en lutte contre l'oppression et la répression dont ils sont victimes et pour la liberté et la justice sociale.

Pour le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple !

Groupes validant l'appel (2)

Assemblée Populaire de Lille (59)
Perpignan - Les assemblées du Péage Sud et du Péage Nord réunies sous la bannière "Avenir GJ" (66)

Groupes validant l'appel après amendements ()

Groupes rejetant l'appel ()

ANNEXE 3

CONTACTS GJ ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

Localité/ville du groupe de Gilets jaunes	Département	N° Dép.	Courriel
Pays de Lérins (Cannes, Le Cannet, Mougins, Valbonne)	Alpes-Maritimes	6	gjvictoire06@gmail.com
Ariège : Foix et Mas d'azil	Ariège	9	09gj@riseup.net
Foix et ses environs	Ariège	9	gj.rico9@gmail.com
Rond-point Brico à Troyes	Aube	10	maltogan81@gmail.com
Rodez	Aveyron	12	giletjaune.rodez@gmail.com
Rodez	Aveyron	12	contact@qgrodez.fr
Coordination Charente et référendum d'initiative citoyenne 16	Charente	16	Serge.alexandre@sfr.fr
La Parole Citoyenne Saintaise	Charente-Maritime	17	laparolecitoyennesaintaise@gmail.com
La Rochelle	Charente-Maritime	17	giletsjauneslarochelle@riseup.net
La Rochelle	Charente-Maritime	17	assemblee-populaire-lr@riseup.net
Gilets Jaunes de la Lande Blanche de Paimpol	Côtes-d'Armor	22	gj.paimpol@gmail.com
Saint-Brieuc	Côtes-d'Armor	22	frederique.plaquin@gmail.com
Saint-Brieuc	Côtes-d'Armor	22	gjs_saint-brieuc_22@riseup.net
Trélissac	Dordogne	24	francis.messin@orange.fr
Gilets jaunes du Pays Bigouden	Finistère	29	citoyensbigoudens@gmail.com
Scaer	Finistère	29	gilets.jaunes.scaer@protonmail.com
Sommières	Finistère	29	gj-sommieres@gmx.fr
Alès	Gard	30	gj_ales@riseup.net
QG de Bagnols-sur-Cèze	Gard	30	gjjardrhodanien30@gmail.com
Tournefeuille	Haute-Garonne	31	binbosoca@gmail.com
Gilets jaunes Foyens/Foyennes	Gironde	33	giletsjaunesfoyens@yahoo.com
Rennes Tous Unis	Ille-et-Vilaine	35	pamdelada@gmail.com
Canton de Saint-Égrève (Le Fontanil, Saint-Martin-le-Vinoux, Proveysieux, Quaix en Chartreuse et une partie du nord Grenoble)	Isère	38	giletjaunestegreve@gmail.com
Collectif Citoyen-GJ Pays Viennois	Isère	38	gjpaysviennois@gmail.com
Bénesse-Maremne	Landes	40	gjsudlandes@protonmail.com
Groupes et ronds-points de la Haute-Loire / RP Monistrol-sur-Loire & Groupe de Vivarais-Haut Lignon	Haute-Loire	43	Titou43@protonmail.com
RP Fangeas & Porte-parole départementale Haute-Loire	Haute-Loire	43	duboulozond@gmail.com
Le Puy en Velay	Haute-Loire	43	nicober43@gmail.com
Saint-Nazaire et alentours	Loire-Atlantique	44	maisondupeuplesn@riseup.net
Agen	Lot-et-Garonne	47	giletsjaunes47@gmail.com
Angers	Maine-et-Loire	49	commissionmcv@protonmail.com
Commercy	Meuse	55	giletsjaunescommercy@gmail.com
Augny, Metz	Moselle	57	gj57augny-metz@riseup.net
Assemblée Citoyenne du Bassin de Lacq et Alentours	Pyrénées-Atlantiques	64	lozes.maryline@gmail.com
Billere	Pyrénées-Atlantiques	64	angelo64@sfr.fr
Landes Pays basque	Pyrénées-Atlantiques	64	ivy-leeloo@hotmail.fr
QG de Lescar	Pyrénées-Atlantiques	64	blocage-giletsjaunes-actions64@laposte.net
QG Strasbourg République	Bas-Rhin	67	bbfette@gmail.com
Tarare	Rhône	69	chrochri@gmail.com
Mâcon	Saône-et-Loire	71	gjmacon71@mailfence.com
Le Magny – Montceau-les-Mines	Saône-et-Loire	71	giletsjauneslemagny71@riseup.net
Faverges / Ugine	Savoie	73	jlvdl@free.fr
Faverges / Ugine	Savoie	73	giletjaune.Faverges-Ugine@protonmail.com
Paris 12e	Paris	75	giletsjaunesparis12@free.fr
GJ Constituants de Paris Nord Est	Paris	75	ParisNordEst@protonmail.com
Femmes Gilets Jaunes Précaires	Paris	75	femmesgiletsjaunesprecaires@gmail.com
Cuers	Var	83	cuersjaune@riseup.net
Le Cannet-des-Maures	Var	83	gjcoeurduvar@riseup.net
Sainte-Geneviève-des-Bois	Essonne	91	groupecroixblanche.sgdb91@gmail.com
Charenton-le-Pont	Val-de-Marne	94	giletjaunecharenton@gmail.com

ANNEXE 4

LES PROPOSITIONS DES GROUPES

PROPOSITION 1 : LE MUNICIPALISME

PROPOSITION 2 : ÉTATS GÉNÉRAUX

PROPOSITION 3 : COMITÉ D'INITIATIVE CITOYENNE ET DÉMOCRATIQUE

PROPOSITION 4 : CHARTE COMMUNE

PROPOSITION 5 : APPEL À ACTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

PROPOSITION 6 : INITIATIVE D'ENQUÊTE CITOYENNE

PROPOSITION 7 : PROJET DE CONSULTATION CITOYENNE MACRON

PROPOSITION 8 : COMMENT CONSTRUIRE ET OUVRIR UNE MAISON DU PEUPLE ?

**PROPOSITION DES GILETS JAUNES DE COMMERCY : ENRACINONS LE
MOUVEMENT ! CONSTRUISONS DES CONTRE-POUVOIR POPULAIRES
LOCAUX ! PLACE AUX ASSEMBLÉES MUNICIPALES !**

À l'attention de tous les groupes, assemblées et gilets jaunes qui s'y reconnaîtrons, partout en France et dans le monde. Retrouvons-nous lors de la deuxième Assemblée des assemblées à Saint-Nazaire le 5, 6 et 7 avril pour avancer avec ceux qui le souhaitent sur cette proposition que nous adressons au mouvement ! Aux délégations qui se rendent à Saint-Nazaire, nous vous proposons de vous prononcer (amender, enrichir, valider ou refuser, etc.) sur cette proposition pour que les mandats soient clairs lors de Saint-Nazaire ! Contactez nous à l'adresse giletsjaunescommercy@gmail.com !

Depuis plusieurs mois, les gilets jaunes ont prouvé que le peuple était tout à fait capable de reprendre ses affaires en main. Tout le monde pensait que le mouvement ne passerait pas l'hiver mais nous sentons déjà les douceurs du printemps qui arrive ! Nous sommes toujours là ! Notre souffrance, notre révolte, notre ras le bol, sont toujours là ! Notre détermination aussi !

Et nous réclamons toujours les 3 mêmes choses :

- davantage de moyens pour vivre,
- davantage de justice et d'égalité,
- une vraie démocratie : le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

Face aux dirigeants politiques et aux puissances de l'argent, nous devons tenir et ne rien lâcher sur ces aspirations légitimes ! C'est bien pour ça que la coordination mise en place par l'Assemblée des assemblées doit devenir un outil pour amplifier la lutte au niveau national et nous renforcer ! Et nous y parviendrons.

Mais au delà de cette coordination et après 4 mois de lutte, il est devenu nécessaire de trouver des moyens d'enraciner notre mouvement. Car c'est certain : nous ne voulons plus nous quitter et souhaitons continuer ensemble. Mais comment ? Et pour aller où ?

Bien entendu, il nous faut absolument poursuivre les actions nationales, les blocages et les grèves. Mais nous pensons que pour durer nous devons AUSSI agir au niveau local ! C'est partout où l'on vit, dans nos villes, villages, quartiers et municipalités que nous devons construire le rapport de force et trouver un second souffle.

Nous ne devons plus seulement attendre que ceux qui nous gouvernent cèdent et acceptent de changer le système au niveau national. Commençons dès maintenant au niveau local à bâtir nous mêmes ce système plus juste !

Nous ne voulons plus laisser des élus, nationaux ou locaux, de n'importe quel parti, parler et décider à notre place, et faire leurs petites combines. On a bien vu avec le grand débat comment Macron a utilisé les élus locaux pour retrouver de l'air et calmer le jeu !

Voici nos propositions pour nous enraciner et faire durer le mouvement :

Premièrement : Ouvrons de nouvelles Maisons du peuple partout où les cabanes et les QG ont été expulsés ou trouvons d'autres locaux !

Deuxièmement : Allons soutenir les luttes contre la fermeture des écoles, des services publics, des usines, la destruction de nos territoires !

Troisièmement : Organisons par nous-mêmes des mini-RIC locaux plutôt que d'attendre que les puissants le mettent en place !

Et quatrièmement, allons plus loin : prenons les communes !

Dans les derniers mois nous avons créé des dizaines, des centaines d'assemblées de lutte dans tout le pays : dans les mois à venir faisons fleurir des assemblées municipales populaires partout pour gérer nos villes et nos villages !

Mais pas question de nous présenter aux élections municipales « par le haut » comme un parti classique voulant le pouvoir ! Nous proposons au contraire d'ancrer le pouvoir local dans des assemblées municipales où le peuple décide et les élus obéissent. Ce serait un moyen de poursuivre la lutte en partant de la base, des groupes locaux ! Ces assemblées municipales prendraient les décisions sur tous les sujets qui les concernent, et les élus municipaux devraient en exécuter les décisions.

Malgré la force de notre mouvement, nous voyons bien que c'est difficile de faire plier les puissances dirigeantes et changer la donne dans tout le pays d'un seul coup. Mais tout en poursuivant nos actions pour les faire céder, nous pouvons commencer par nos villages, nos quartiers, nos villes. Nous pouvons instaurer partout où nous sommes des contre-pouvoir locaux et grignoter, par le bas, le pouvoir des puissants d'en haut !

Nous proposons donc, partout où cela est possible, de former des assemblées municipales puis des listes de candidats, en vue des élections, qui s'engageront à appliquer la volonté de l'assemblée pour toutes les grandes décisions locales. Nous avons tout à gagner en faisant ce pari :

- si ces listes ne l'emportent pas, l'assemblée municipale pourrait tout de même peser sur les décisions locales et nous continuerons de renforcer notre ancrage local
- si ces listes l'emportent, le conseil municipal aurait obligation d'entériner les décisions de l'assemblée municipale

Si cette proposition marche, nous pourrions ensuite nous coordonner entre assemblées municipales pour former un réseau de communes libres où le peuple décide ! Nous enracinerons au niveau local un contre pouvoir national pour continuer à s'opposer à ceux qui ruinent nos vies et nous écrasent.

Sans abandonner la lutte contre le gouvernement et contre les puissants, contre les taxes qui nous écrasent et les salaires de misère, nous pouvons d'ores déjà commencer par reprendre nos vies en main et changer les choses localement !

Cela peut paraître encore lointain. Mais jamais nous n'aurions imaginé en être où nous en sommes aujourd'hui : nous pouvons être acteurs de l'Histoire et écrire le futur que nous souhaitons !

**ENRACINONS LE RAPPORT DE FORCE ! TOUT LE POUVOIR AUX
ASSEMBLÉES ! VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE
PEUPLE !**

Si votre groupe/AG de Gilets Jaunes se reconnaît dans cette proposition, contactez-nous à l'adresse giletsjaunescommercy@gmail.com et retrouvons-nous à la deuxième Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire le 5, 6 et 7 avril pour avancer ensemble sur le sujet et se coordonner !

Donnons-nous nous-mêmes les outils pour faire aboutir nos revendications sociales, environnementales et démocratiques

Au printemps 1789 le peuple français a rédigé des « cahiers de doléances » obligeant ensuite le Roi Louis XVI à convoquer les Etats Généraux.

Or en 2019 le monarque présidentiel ne convoquera jamais ces Etats Généraux du XXI^e siècle, s'accrochant comme une bernique à son rocher Élyséen au service des Ultrariches qui n'entendent pas céder un pouce de leur pouvoir.

Il est illusoire de penser que sa Bonne Grâce nous accordera, autre chose que des miettes. Nous n'avons rien à négocier avec lui et son monde.

il faut donc que nous nous en occupions nous-mêmes et convoquions ces ETATS GÉNÉRAUX

Comment ?

En 1793 une constitution, jamais appliquée, prévoyait que chaque 1^{er} mai se réunissent dans chaque canton des **ASSEMBLÉES PRIMAIRES** qui envoyaient, après délibération, des représentants à l'assemblée nationale (corps législatif), qui se réunissait pour un an le 1^{er} juillet.

<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-du-24-juin-1793>

Nous proposons que nous nous emparions de ce modèle, pour se donner comme objectif, en en créant les conditions, de réunir dans toutes les communes de France des **assemblées primaires**.

Qu'un délégué et une déléguée soient désignés à une assemblée départementale en étant porteurs des revendications des cahiers communaux.

Cette assemblée départementale désigne à son tour deux délégués (un homme, une femme) à des **Etats Généraux** nationaux.

Et ces Etats Généraux se transforment d'eux-mêmes (*nous sommes ici par la volonté du Peuple et nous n'en sortirons que par la force des ... LBD*) en **Assemblée Constituante** qui rédige une nouvelle Constitution de la République enfin démocratique, sociale et universelle, avec des droits nouveaux : notamment le droit de disposer de son corps : donner la vie ou éteindre la lumière, « le droit du producteur » et la « propriété d'usage » ou les droits du vivant ou même les droits de la « Terre Mère ».

Bien sûr il faut creuser, mieux élaborer les conditions de « faisabilité » mais cette idée a l'avantage de préparer l'avenir et le monde qui vient, en parallèle s'il le faut à la vie actuelle de la Ve République que Macron démissionne ou non, que l'assemblée nationale soit dissoute ou non ... Et contrairement au club d'experts qui a rédigé pendant l'été 1958 la constitution de la Ve République, là c'est le peuple lui-même qui rédige ses propres règles de vie en commun.

Tout cela peut sembler utopique ou idéologique mais comme disait Victor Hugo
« Il n'est rien au monde d'aussi puissant qu'une idée dont l'heure est venue. »

Et les peuples du monde observent le peuple français comme en 1789. Ne passons pas à côté de notre tâche historique. Il y va de l'existence même de l'espèce humaine sur cette Terre.

Projet des Gilets jaunes d'Ancenis et ses Alentours

Les citoyens ont décidé le 17 novembre de revêtir un gilet jaune pour se montrer et pour dire STOP . Un mouvement inédit, spontané, apolitique, non religieux, non identitaire, non violent.

Des citoyens qui se sont unis pour revendiquer un ras le bol général sur leur conditions de vie qui se dégradent, sur les inégalités sociales, sur la perte de confiance envers nos représentants, sur le sentiment de ne plus être considéré en tant que citoyen. L'augmentation du Gasoil n'étant que la goutte d'eau qui a fait déborder un vase plein de revendications ignorées depuis trop longtemps par tous nos représentants successifs et ce depuis près de 40 ans.

Cependant après bientôt 3 mois de mobilisation nous ne sommes toujours pas entendu.

Depuis trop longtemps les citoyens ont délégués leur pouvoir à des élus qui ne les représentent plus, ne les voient plus, ne les entends plus, et certains même les méprises...

Partout en France les citoyens ont exprimés leurs revendications face à la détresse des citoyens pour leur présent, leur avenir et celui des générations à venir.

Sans changement du système en place, il devient impossible de retrouver une sérénité qu'elle soit sociale, économique, politique, démocratique.

Nous souhaitons redevenir des citoyens respectés et acteur de notre avenir. Nous voulons pour cela retrouver une démocratie directe où chaque citoyen pourra être acteur de son devenir.

Nous souhaitons retrouver un lien, un droit de regard et de décision sur ceux que nous avons élus.

La souveraineté ne pas doit appartenir au peuple que par les écrits mais par les actes aussi !!

C'est pour cela que de la simple revendication sur la hausse de gasoil nous avons décidés nous gilets jaunes de revendiquer désormais notre droit à être reconnu en tant que citoyen du peuple souverain exerçant une démocratie directe. Et ainsi pouvoir faire appliquer les revendications qui nous ont fait sortir sur les rond-points, et à lutter, pour ne plus les quitter depuis.

Actuellement et dans le système actuel, aucun parti politique, aucun syndicat, aucune association, ni aucun statut juridique ne peut s'adapter à ce que les gilets jaunes ont su créer en si peu de temps.

Nous avons décidé qu'il était temps d'écrire notre démocratie et comment l'appliquer.

Une démarche peut-être inédite mais comme le mouvement qui est inédit lui aussi, c'est une démarche qui aura le mérite de montrer notre volonté de retrouver notre souveraineté, de rappeler que c'est nous qui votons et que de la base nous pouvons et devons exercer notre pouvoir sans l'intermédiaire de représentant, surtout quand l'urgence sociale des citoyens est en cause.

Beaucoup de revendications légitimes mais aussi beaucoup d'informations, de groupes facebook , unions, pétitions, sondages.... Ont vu le jour depuis le début du mouvement, les réseaux sociaux qui nous ont au départ rassemblés aujourd'hui nous disperse voir nous divisent. La désinformation des médias, l'appropriation du mouvement par certain parti politique ou gilet jaune, l'acharnement du gouvernement à décrédibiliser le mouvement et nos revendications, ne font que rajouter de la confusion dans la tête des citoyens encore indécis ou non convaincu par la conviction des gilets jaunes de ne rien lâcher.

Dans chaque ville où le mouvement est en place depuis le début, chaque groupe a son identité, et son organisation. Mais chaque groupe souhaite avancer dans le même sens et atteindre le même but.

Plus que jamais nous devons nous unir pour faire entendre nos voix. Et ce en partant de chaque commune, ville, groupe de France.

A terme 1 structure commune pour tous les groupes ou tout citoyen permettrait ainsi le regroupement des revendications, vote, sondage, prise de contact pour être en relation directe entre tous les groupes.

Ce qui permettrait une union, évitant la dispersion des informations, une structure où tout citoyen peut s'y retrouver gilets jaunes ou pas.

Un moyen de permettre aussi bien au grand village comme au petit village de s'exprimer et ce de la même manière, partout où que l'on soit.

Sur Ancenis et ses Alentours nous avons choisi de réfléchir faute d'être entendu pour trouver un moyen de structurer le mouvement pour les gilets jaunes mais aussi et avant tout pour les citoyens.

Les gilets jaunes d'Ancenis et ses Alentours ont donc préparés une proposition de statut que nous avons souhaité nommer **Comité d'Initiative Citoyenne et Démocratique (C.I.C.D)**

L'originalité de ce projet tient dans le fait qu'il n'y a pas de représentant. Seulement des référents volontaires élus pour 3 mois et renouvelable par tiers entrant et sortant chaque mois. (Évitant ainsi tout problème d'égo).

Le but de la création du Comité d'Initiative Citoyenne et Démocratique est de permettre à chaque citoyen de devenir acteur, en retrouvant une démocratie directe et participative et ainsi faire remonter les revendications. .

De pouvoir construire collectivement des solutions aux projets grâce aux compétences et connaissances de chacun.

D'avoir des outils afin que les revendications et paroles soient entendues, par le biais d'une plateforme participative commune en lien avec tous les autres citoyens partout en France.

Permettre de débattre d'un sujet qu'elle qu'il soit et y trouver des solutions dans l'intérêt de tous.

Ne pas faire que la minorité se sente plus perdante que la majorité. Pour cela le lien social, l'information, sont très importants et primordiaux pour que la démocratie directe puisse exister. Le but n'étant pas non plus de remettre en cause les acquis durement gagnés par des luttes parfois.

La mise en place d'une plateforme participative et citoyenne commune et accessible à tous est aussi essentielle afin de regrouper et faire remonter chaque revendication, projet, des citoyens. Et ceci en partant de chaque commune pour ainsi remonter jusqu'au National.

Les statuts sont déposés par un ensemble de citoyens. Le Bureau de direction devient un **Comité d'Accueil et de Pilotage (C.A.P)** servant au bon fonctionnement du comité tel que l'organisation, la communication, l'information du C.I.C.D. Libre à chaque citoyen d'y adhérer et de se retirer quand bon lui semble.

A chaque sujet ouvert par le **C.I.C.D**, des **commissions thématiques** sont créées permettant à chaque citoyen se sentant concerné de prendre part aux groupes de travail en fonction de ses compétences, connaissances afin d'y apporter collectivement des solutions concrètes.

En intégrant le C.I.C.D chaque citoyen peut ,au choix dès qu'il se sentira concerné ou qu'il souhaitera s'investir :

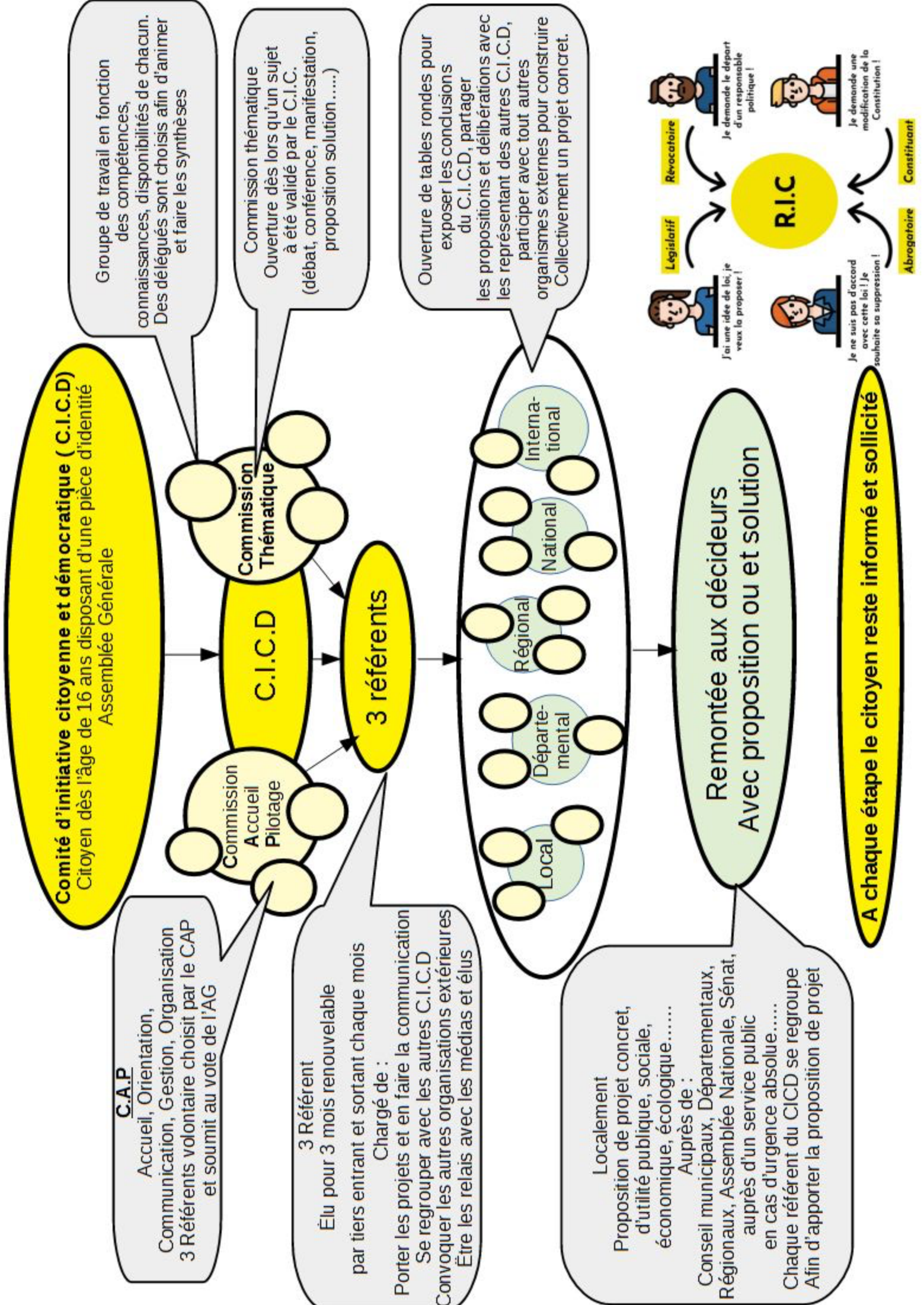
- Participer aux AG et voter les délibérations après avoir été informés par tous les moyens possibles et disponible.
- Intégrer le C.A.P afin de contribuer au fonctionnement, et se porter référent
- Il pourra être dans une commission thématique selon son investissement possible , pour donner ses idées, proposer des projets ou solutions, se porter disponible pour action ou participation aux manifestations
- Être délégué pour animer et faire les synthèses des groupes de travail dans les commissions.

Pour cela vu l'urgence sociale et démocratique actuelle, nous demandons aussi que nos statuts soit reconnus : **d'utilité publique et d'urgence citoyenne .**

Qu'il y soit inscrit par un décret à la loi 1901 concernant la reconnaissance d'utilité publique que :

- Il ne pourra être désigné ni exigé de responsable lors de la Création du CICD ni durant toute son existence
- qu'il y soit autorisé une Auto Gestion libre démocratique et participative
- Intégration d'une délégation dans les institutions publiques donnant accès aux délibérations, proposition de loi, amendement
- reconnaissance de vote blanc et la mise en place d'un référendum mis en place par la base de la société.

Nous demandons donc l'acceptation de nos dépôts de statut par le décideur concerné



Comité d'initiative citoyenne et démocratique (C.I.C.D)
 Citoyen dès l'âge de 16 ans disposant d'une pièce d'identité
 Assemblée Générale

C.A.P.
 Accueil, Orientation,
 Communication, Gestion, Organisation
 3 Référents volontaire choisis par le CAP
 et soumit au vote de l'AG

3 Référent
 Élu pour 3 mois renouvelable
 par tiers entrant et sortant chaque mois
 Chargé de :
 Porter les projets et en faire la communication
 Se regrouper avec les autres C.I.C.D
 Convoquer les autres organisations extérieures
 Être les relais avec les médias et élus

Commission
 Accueil
 Pilotage

C.I.C.D

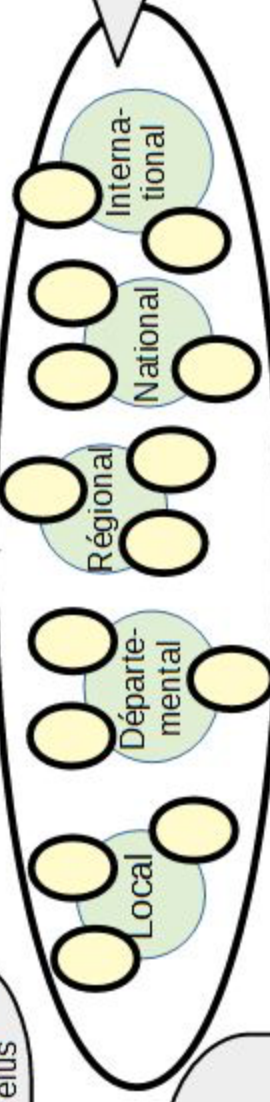
Commission
 Thématique

Groupe de travail en fonction
 des compétences,
 connaissances, disponibilités de chacun.
 Des délégués sont choisis afin d'animer
 et faire les synthèses

Commission thématique
 Ouverture dès lors qu'un sujet
 à été validé par le C.I.C.
 (débat, conférence, manifestation,
 proposition solution))

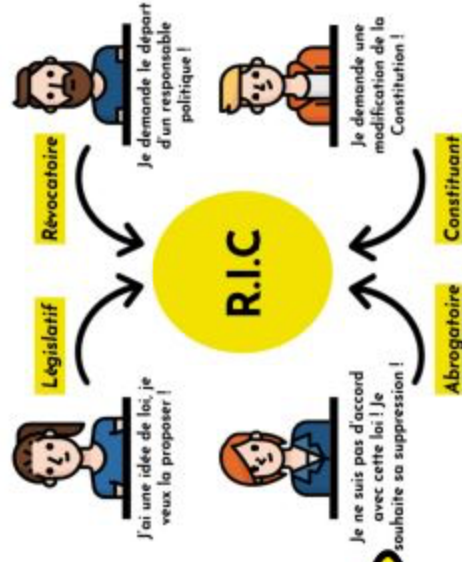
3 référents

Ouverture de tables rondes pour
 exposer les conclusions
 du C.I.C.D, partager
 les propositions et délibérations avec
 les représentant des autres C.I.C.D,
 participer avec tout autres
 organismes externes pour construire
 Collectivement un projet concret.



Localement
 Proposition de projet concret,
 d'utilité publique, sociale,
 économique, écologique.....
 Après de :
 Conseil municipaux, Départementaux,
 Régionaux, Assemblée Nationale, Sénat,
 auprès d'un service public
 en cas d'urgence absolue.....
 Chaque référent du C.I.C.D se regroupe
 Afin d'apporter la proposition de projet

Remontée aux décideurs
 Avec proposition ou et solution



A chaque étape le citoyen reste informé et sollicité

PROJET DE CHARTE COMMUNE DES GILETS JAUNES : DOCUMENT RÉCAPITULATIF

(10 Mars 2019)

I - OBJECTIFS

II - ÉCRITURE COMMUNE

III - HISTORIQUE DÉTAILLÉ DU PROJET

ANNEXE I : PRÉAMBULE À LA CHARTE COMMUNE DES GILETS JAUNES (10 Mars 2019)

ANNEXE II : ÉBAUCHE POUR BASE DE DISCUSSION (6 Mars 2019)

Vous pouvez pour participer :

- sur le groupe Telegram https://t.me/joinchat/KjFJSxVe5W2MnBDzqMQ_tQ
- en notant dès à présent vos commentaires. Nous ferons en sorte que vos assemblées soient informées dès que possible de la suite du projet d'écriture et vous partagent les informations.

I - OBJECTIFS

La nécessité de l'existence d'une charte des Gilets Jaunes provient des besoins suivants :

- **nous définir** autour de valeurs, et écarter une bonne fois pour toutes les procès d'intention qui sont faits au mouvement ;
- **rassembler** la multitude des Gilets Jaunes qui se reconnaissent dans cette charte, qu'ils soient isolés, organisés en groupes ou en assemblées ;
- **diffuser** de façon claire et efficace notre vision, nos revendications et notre positionnement vis à vis des tentatives de récupération politique ;
- **massifier** le mouvement des Gilets Jaunes en nous adressant aux personnes qui ont encore des doutes à notre sujet ou qui trouvent notre message trop confus ;

Le texte proposé par François Boulo (voir Annexe 1) a été conçu comme un outil d'adhésion et de clarification, car les Gilets Jaunes subissent de nombreuses attaques qui noient leurs propos et favorisent la suspicion. Le besoin est immédiat et le texte a été rédigé en ce sens.

Le texte de l'Assemblée des Assemblées n'est pas écrit, car la souhait démocratique de refléter la volonté de la base plutôt que l'emprise de têtes pensantes prend le temps de la consultation. C'est pourquoi les propositions d'une méthode d'écriture et d'une ébauche (voir Annexe 2) servant de base de discussion sont privilégiés.

Les deux démarches sont légitimes et répondent à des contraintes et une temporalité différentes. Pour autant nous avons

II - ÉCRITURE COMMUNE

En gardant à l'esprit l'objectif d'un rassemblement des Gilets Jaunes autour d'une même charte plutôt que de se retrouver avec une division inutile autour de 2 chartes, nous proposons la solution suivante :

- le préambule de charte initié par François Boulo le 28 février 2019 a été soumis à relecture au réseau de l'Assemblée des Assemblées dès le 7 mars 2019 via la messagerie Telegram (voir lien plus bas). Les remarques seront remontées et prises en considération jusqu'au 11 mars 2019 ;
- ce préambule de charte ayant déjà été relu pendant une semaine et étant à ce jour soutenu par 88 000 personnes, il devient de moins en moins facilement modifiable dans l'immédiat et sera présenté officiellement dans quelques jours ;
- toutefois les remarques qui n'auraient pu être incluses seront un matériau précieux lors du travail de rédaction de la charte commune. Ce travail est proposé à l'ordre du jour de la deuxième Assemblée des Assemblées. La réunion d'organisation du 11 mars à Saint-Nazaire statuera sur ce sujet ;
- la charte commune une fois rédigée, elle sera proposée au vote des mandatés. Si elle est validée, elle remplacera officiellement le préambule de charte initié par François Boulo. Ainsi nous n'aurons pas deux chartes en compétition mais la continuité d'un projet commun.

Ce projet nous offre aujourd'hui une chance de nous unir et de coopérer, tout en démontrant que la bienveillance et l'intelligence du mouvement des Gilets Jaunes et à l'oeuvre.

II - HISTORIQUE DÉTAILLÉ DU PROJET

De part la grande diversité des individus qui le composent, le mouvement des Gilets Jaunes est souvent difficile à comprendre pour les personnes qui hésitent encore à y adhérer.

Après avoir fait la preuve sur le terrain comme sur les réseaux que nous pouvions nous rassembler en respectant nos différences, nous pouvons maintenant affirmer nos valeurs et nos revendications.

Une première démarche en ce sens a été effectuée lors de la réunion de l'Assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes qui s'est tenue les 26 & 27 janvier 2019 à Commercy.

Au cours de ce rassemblement de Gilets Jaunes de toute la France un texte commun a été rédigé, amendé, et à une très large majorité voté par les personnes présentes. Il a ensuite été proposé tout au long du mois de février à de nombreuses assemblées de Gilets Jaunes, qui ont majoritairement soutenu ce texte.

Lors de l'Assemblée des Assemblées à Commercy, un groupe de travail a fait part de la nécessité de nous doter d'une charte des Gilets Jaunes. Cette remarque a donné naissance à un projet de création commune qui pourrait être présenté lors de la deuxième Assemblée des Assemblées à Saint-Nazaire.

Un groupe de travail s'est constitué en février afin de définir une méthode qui permettrait aux assemblées qui le désirent de participer à l'écriture de la charte autour d'un texte de base, et en s'appuyant sur des données factuelles (remontée des revendications du terrain, liste des points les plus fondamentaux du mouvement).

Le 28 février 2019, alors que la rédaction des premiers éléments de méthode commençait, le Gilet Jaune François Boulo (porte-parole des Gilets Jaunes de Rouen) a lui aussi proposé de manière publique via sa page Facebook un projet d'une Charte Commune des Gilets Jaunes. François Boulo a publié son projet de texte en invitant les Gilets Jaunes à le soutenir et à exprimer leurs remarques pour l'affiner.

Ce double projet de charte pouvait devenir un facteur de division de confusion, ou être une belle opportunité de rassemblement. Le groupe de rédaction a pris contact dès le lendemain, le 1er mars 2019, afin de proposer à François Boulo la rédaction commune d'une charte qui tienne compte de la démarche initiée à Commercy, ce qu'il a accepté en nous encourageant à produire également un petit texte que nous pourrions lui soumettre rapidement.

Le 4 mars 2019, le groupe d'écriture qui devait initialement se réunir pour produire une méthode, s'est plutôt concentré sur l'écriture d'une ébauche de texte qui reflèterait au mieux la démarche d'ouverture et de structuration démocratique initiée par l'Assemblée des Assemblées.

Pendant toute cette période, et alors que le texte de François Boulo recueille à ce jour plus de 88 000 soutiens, de nombreuses initiatives personnelles d'écriture de charte des Gilets Jaunes ont fleuri un peu partout, preuves de la créativité et de la volonté que les Gilets Jaunes ont de définir eux-mêmes les règles qui les régissent.

Le 6 mars 2019, une longue et fructueuse session de travail a eu lieu entre François Boulo et Christophe, un Gilet Jaune du groupe d'écriture, afin de confronter objectivement les deux textes, d'affiner certaines notions et de définir un moyen simple et efficace de tous nous réunir.

Le 7 mars 2019, le présent document a été rédigé et mis à la disposition des Gilets Jaunes en lien avec l'Assemblée des Assemblées via le groupe Telegram Commercy Saint-Nazaire et un groupe spécial a été créé par un administrateur à cette adresse :

Le 8 mars 2019 François Boulo a proposé que la charte présentée ci-dessus soit renommée "**Préambule à la Charte Commune des Gilets Jaunes**" afin de bien clarifier le fait qu'il n'y aura pas deux chartes communes, mais une seule, et que le préambule est un outil pour le moment présent laissera sa place à une charte rédigée démocratiquement par la base et votée.

Le 9 mars lors d'un échange téléphonique avec une personne de l'équipe de Saint-Nazaire il a été convenu que tous ces éléments seraient abordés lors de leur réunion de travail du 11 mars dans la partie consacrée à l'organisation de l'Assemblée des Assemblées. De nouvelles informations seront transmises suite à cette réunion.

Il est important de noter pour éviter toute confusion que le vendredi 8 mars 2019 le document de préparation de cette deuxième Assemblée des Assemblées intitulé " NOS CHANTIERS " a été transmis aux Assemblées inscrites.

C'est un questionnaire dont le thème du premier point est " 1 / Définition & fonctionnement de l'Assemblée des Assemblées" et qui stipule "*Nous souhaiterions terminer la 2e Assemblée des assemblées avec une charte précisant sa définition et son fonctionnement. Elle nous servira pour organiser au mieux les prochaines éditions*".

Il s'agit d'une charte proposée à l'Assemblée des Assemblées qui est nécessaire pour son bon fonctionnement et sa structure, et pas d'une charte commune des gilets jaunes qui a pour vocation d'être plus concise et partagée par tous les gilets jaunes qui s'y reconnaissent quels que soient leurs groupes ou modes d'organisation (tant qu'ils restent ouverts et non discriminants, ce qui sera très clairement stipulé).

Le présent document a été rédigé le dimanche 10 mars pour partage avec Stéphanie de Saint-Nazaire, François Boulo, et le groupe Telegram https://t.me/joinchat/KjFJSxVe5W2MnBDzqMQ_tQ accessible depuis le groupe Telegram de débats en lien avec l'Assemblée des Assemblées.

La réflexion autour de la méthode d'écriture se fera à la suite de la réunion du 11 Mars 2019 à Saint-Nazaire afin d'envisager ensemble le meilleur moyen de travailler.

ANNEXE I : PRÉAMBULE À LA CHARTE COMMUNE DES GILETS JAUNES

(V4 - 10 Mars 2019)

Face au traitement médiatique qui ne cesse de tenter de discréditer un mouvement populaire soutenu dans sa légitimité par une très large majorité de français, Nous, Gilets Jaunes de France, entendons proclamer nos valeurs et rappeler ce qui nous unit :

- nous déplorons le dévoiement de nos institutions par des gouvernants qui ont abandonné la poursuite de l'intérêt général au profit de quelques intérêts particuliers privilégiés, pervertissant en toute impunité nos biens communs les plus précieux que sont la République et la Démocratie ;
- nous proclamons le caractère fondamental de nos libertés publiques, en particulier la liberté de manifester, et dénonçons la dérive autoritaire d'un gouvernement qui, faute d'adhésion majoritaire à son idéologie politique, s'applique à étouffer la contestation populaire par la répression policière et judiciaire.
- nous affirmons que l'économie doit se soumettre à la décision du politique, libérée des lobbys et avec la participation des citoyens, pour instaurer une répartition des richesses équitable, opérer l'urgente et impérieuse transition écologique, et redonner du sens aux valeurs humaines essentielles : la dignité, le respect, le partage et la fraternité ;
- nous souhaitons vivre dans un monde plus juste avec tous les êtres humains, quelles que soient leurs histoires personnelles, leurs origines, leurs croyances et leurs différences. Toute forme de discrimination est contraire à l'essence même du mouvement des Gilets Jaunes ;

NOS REVENDICATIONS

- Sur le plan institutionnel : nous souhaitons introduire la possibilité d'intervention directe du peuple dans la démocratie via le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) en toutes matières.
- Sur le fond : la politique doit servir les intérêts des 99% de la population et non plus seulement des 1% les plus riches (*liste non exhaustive : baisse de la fiscalité pour la classe moyenne et les PME, augmentation des salaires, ré-indexation des retraites et des allocations familiales sur l'inflation, revalorisation du minimum vieillesse et de l'allocation adulte handicapé, dégel du point d'indice des fonctionnaires, suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, défense de nos services publics essentiels, arrêt des privatisations du patrimoine public, etc.*).

NOS MOYENS D'ACTION

- nous entendons mener un rapport de force politique pacifique afin qu'aboutissent nos revendications ;
- nous affirmons notre volonté de continuer à nous structurer de manière démocratique afin de poursuivre le processus constituant initié au sein du mouvement permettant à terme de rénover nos institutions ;
- nous refusons catégoriquement de nous présenter aux élections européennes, que ce soit au sein d'une liste « Gilets Jaunes » ou au sein d'un parti ou mouvement politique existant. Nous affirmons notre refus de toute récupération politique et de tout appel au vote pour ou contre un parti, un mouvement, un syndicat ou toute autre structure.

Nous affirmons solennellement que toute personne adoptant des positions contradictoires ou tenant des propos contraires aux principes énoncés ci-dessus est dénuée de toute légitimité pour s'exprimer au nom du mouvement des Gilets Jaunes.

ANNEXE II : ÉBAUCHE DE TEXTE

(6 Mars 2019)

Ébauche réalisée comme base de dialogue, indépendamment du texte de François Boulo, et présenté à titre d'exemple. Au cours d'une session de travail en commun, François Boulo a intégré quelques éléments de ce texte dans le "Préambule". Ce texte s'appuie sur différentes chartes Gilets Jaunes existantes, sur le texte de l'appel de Commercy du 26&27 Janvier et sur des données recueillies quand aux principales revendications. Le contenu s'articule en 2 parties :

1 / une première partie synthétise la nature, l'historique, les valeurs, les propositions et la vocation des Gilets Jaunes. Le texte est volontairement ouvert au plus grand nombre, et il peut être lu et compris hors de nos frontières et s'appliquer aux situations dans d'autres pays. Le risque en ne parlant pas explicitement de la France est d'être trop universaliste et déconnecté du terrain. C'est un sujet à débattre en groupe de travail.

2 / une deuxième partie invite les Gilets Jaunes à se rassembler et agir selon un modèle démocratique horizontal. Elle rappelle également notre indépendance vis à vis des partis politiques, point très important dans un contexte électoral car de nombreuses tentatives d'infiltration ou de récupération ont été constatées.

Les Gilets Jaunes sont l'expression massive, bienveillante et déterminée des peuples face aux injustices des systèmes qui les dominent par l'argent, la répression et la corruption.

Les Gilets Jaunes sont présents dans de nombreux pays et ils sont fiers et forts de leur diversité. Leur seul objectif est celui d'un monde plus juste avec tous les êtres humains, quelles que soient leurs histoires personnelles, leurs origines, leurs croyances et leurs différences. Toute forme de discrimination est contraire à l'essence même du mouvement des Gilets Jaunes

Les Gilets Jaunes n'appartiennent à aucun chef, aucun élu, aucun parti politique, aucun syndicat, aucune idéologie et aucune religion.

Les Gilets Jaunes se sont réunis spontanément et par eux-mêmes pour faire face à l'urgence de la situation. En sortant de leur isolement, ils ont retrouvé leur dignité par le dialogue et la solidarité.

Les Gilets Jaunes se reconnaissent dans les processus de décision démocratiques horizontaux et transparents. Ils dénoncent la corruption des systèmes politiques et l'influence des lobbys, des industries et des intérêts privés qui imposent leurs lois en dépit de la volonté du peuple.

Les Gilets Jaunes proposent d'inventer ensemble un nouveau modèle de société fondé sur le bien-être humain et le respect. Une minorité ne doit plus s'enrichir sur le dos d'une majorité en créant de la pauvreté et en détruisant notre santé et notre planète.

Les Gilets Jaunes exigent que quels que soient nos revenus et notre situation nous puissions tous accéder à une alimentation saine, à une eau non polluée, à un logement décent, aux soins, aux transports, à l'électricité, au chauffage, à la sécurité et à l'éducation.

Les Gilets Jaunes souhaitent que les citoyens s'approprient leurs institutions. Les représentants doivent être le reflet de la société et être sanctionnés en cas de non- respect de l'intérêt général.

Les Gilets Jaunes sont un signal d'alerte et un outil pour se rassembler et agir pour le bien commun. L'humanité partage un monde unique aux ressources limitées et à l'équilibre fragile. Les crises présentes et futures ne peuvent plus être ignorées.

Les Gilets Jaunes seront là tant que les urgences sociales, démocratiques et écologiques ne seront pas concrètement et correctement traitées.

Organisation des groupes et des assemblées

Nous encourageons toute personne se reconnaissant dans cette charte à agir de façon autonome, avec ou sans gilet, ou à rejoindre des gilets jaunes existants. Les prises de décision doivent se faire en assemblée de manière transparente et horizontale, sans chef, et en privilégiant le dialogue.

Chaque personne signataire de cette charte est la bienvenue et doit être traitée avec respect, quelles que soient ses convictions politiques, ses croyances, ses origines, son orientation sexuelle et son histoire personnelle. L'ouverture et la bienveillance sont nos valeurs fondamentales.

La parole en assemblée doit être équitablement répartie en encourageant l'expression des personnes qui s'autocensurent souvent inconsciemment.

Chaque assemblée engagée par cette charte est autonome et souveraine. Des commissions et des groupes de travail peuvent être créés s'ils sont ouverts, transparents et démocratiques et s'ils respectent les mandats qui leur ont été confiés.

Nous appliquons à nous-mêmes les règles que nous souhaitons voir appliquées à notre société. Les porte-paroles sont révocables si la majorité de l'assemblée en décide ainsi ou si la charte n'est pas respectée.

Nous affirmons notre refus catégorique de toute récupération politique et de tout appel au vote pour ou contre un parti, un mouvement, un syndicat ou toute autre structure étrangère aux assemblées des Gilets Jaunes. Chaque personne est libre et responsable de son vote ou de son abstention et doit être respectée.

Toute personne adoptant des positions contradictoires ou tenant des propos contraires aux principes énoncés ci-dessus est dénuée de légitimité pour s'exprimer au nom des Gilets Jaunes.

Une liste de revendications plus précises et propres au contexte français serait jointe à la charte.

Cette liste est à créer en partant des revendications de la base qui ne seraient pas trop précisément chiffrées afin de ne pas entrer dans d'interminables "querelles d'experts". Exemple : "augmentation conséquente des salaires" plutôt que "Smic à 1800€".

Ces revendications ne sont ni un programme de parti politique, ni un tract, ni l'occasion de promouvoir une idéologie. Elles sont destinées à être comprises très concrètement et rapidement et de manière très simple par le plus grand nombre de personnes possible.

Pour les rendre plus lisibles, les revendications pourraient être regroupées par exemple en 3 catégories : urgence fiscale et sociale ; urgence démocratique ; urgence écologique.

Évitons les termes trop associés aux partis politiques et aux syndicats. Il y a souvent des façons plus simples de faire passer des idées.

Même si notre système a généré de nombreux problèmes, essayons de synthétiser plutôt que de rédiger une trop longue liste de ce tout qui ne va pas. La liste de revendications présente plus haut (entre parenthèses dans le texte de Préambule) pourrait être un point de départ.

APPEL À L'ACTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DANS TOUTE L'EUROPE

Du jeudi 23 au dimanche 26 mai auront lieu dans tous les pays d'Europe les élections pour la parlement européen. Le dimanche 26 mai, elles auront lieu en France. La Maison du Peuple propose à l'Assemblée des Assemblées de porter pour cette échéance une action, qui tranchera avec les tentatives de récupérations politiques en tout genre.

Nous avons eu une discussion en AG quant aux modalités précises de cette action, sans trancher définitivement sur la question. Les modalités différentes que nous avons imaginées sont : organiser des points d'information devant les bureaux de vote pour informer les citoyens sur l'hypocrisie de ces élections, organiser des rassemblements, des assemblées citoyennes, des carnivals/des représentations théâtrales pour dénoncer/se moquer du caractère hypocrite de ces élections, ou encore plus simplement bloquer les bureaux de vote (avec un ciblage particulier sur les quartiers riches ?). Ce pourrait être encore un appel aux groupes de gilets jaunes à organiser l'une de ces actions selon leurs choix/envies/moyens humains.

Nous souhaitons mettre en discussion cette initiative et ces différentes propositions à l'Assemblée des assemblées, c'est pourquoi nous transmettons ce texte à toutes les délégations. Nous exposons ici les raisons et les différents objectifs auxquels nous semble répondre le mot d'ordre de dénonciation/blocage des élections européennes. Si ce mot d'ordre est adopté, nous proposons d'en faire un appel spécifique via une vidéo collective lors de la 2nde Ada.

L'union européenne : Une institution profondément anti-démocratique

La première raison est qu'il n'y a peut-être pas d'institutions plus anti-démocratique que l'Union Européenne. La seule entité à même de proposer des lois au niveau européen n'est pas le Parlement. C'est la Commission Européenne, dont les membres sont nommés directement par les président de chaque pays européen, et non élus !

Élection n'est pas synonyme de démocratie, maintenant nous le savons. Mais, alors que les lois européennes s'imposent par dessus les cadres nationaux, nous ne pouvons même pas directement choisir la personne qui proposera des lois au niveau européen ! Si nous avions pu, qui donc aurait voté pour Jean-Claude Junker !!! (actuel président de la Commission Européenne)

Les parlementaires européens peuvent uniquement proposer des amendements pour modifier à la marge les lois dictées par la Commission Européenne non-élue. Et si on regarde plus en détails, pas moins d'un tiers des amendements proposés par les députés sont directement dictés par les multinationales !!!

On estime que les multi-nationales dépensent 1,5 milliards d'euros par an pour le seul lobbying européen à Bruxelles. Elles n'emploient pas moins de 25 000 lobbyistes dans la seule capitale européenne, ce qui représente un lobbyiste par fonctionnaire européen ! Dans ces conditions, l'élection du parlement européen est la plus grande foutaise « démocratique » qui soit : quelque soit le résultat du vote, ce sont les multinationales qui conserveront les commandes ! **(1)**

A cela s'ajoute en France un président qui depuis maintenant 2 mois fait une campagne acharnée sous prétexte de « grand débat », avec ses invités triés sur le volet, et retransmis des heures durant sur les chaînes de grande écoute. Mais quel est ce débat dans lequel les opposants n'ont pas la

parole ? Accepter que ces élections se déroulent en notre nom, c'est cautionner un système profondément totalitaire. Changer le personnel politique à la tête d'institutions corrompues jusqu'à l'os ne résoudra aucun de nos problèmes ! C'est une refonte complète du système, en particulier à l'échelon européen, qu'il faut projeter et opérer.

Dénoncer les élections européennes : Un acte de reconquête démocratique

Nous tentons de bloquer depuis plusieurs mois une machine économique qui échappe à tout contrôle de la population et conduit toujours plus de femmes et d'hommes à vivre dans la précarité. Son corollaire c'est la machine politique qui permet à une élite de renouveler sa soi-disant légitimité à décider de tout, envers et contre les peuples.

Cette institution viole allègrement les choix des peuples, comme cela s'est fait pour le référendum du TCE (Traité Constitutionnel Européen) en France en 2005, rejeté et réintroduit par Nicolas Sarkozy quelques années plus tard. Dénoncer/Bloquer son fonctionnement lors des élections constitue un acte reconquête de notre souveraineté populaire, de réaffirmation d'un pouvoir de décision qu'on nous a ôté ou que nous n'avons jamais eu.

Nous refusons que se tienne en notre nom cette mascarade électorale. Nos demandes sont les suivantes : nous voulons pouvoir contrôler le mandat des élus et de la Commission Européenne, pouvoir les révoquer (en cas de conflit d'intérêt par exemple), plafonner les indemnités des élus et des fonctionnaires européens, et même pouvoir déterminer directement le contenu des lois.

Sans cela, nous refusons de participer à cette farce, et nous refusons désormais qu'elle se fasse en notre nom. Une majorité de français refuse d'ailleurs déjà d'y participer.

Les pauvres s'abstiennent, les bourgeois choisissent !

Les taux d'abstention aux élections européennes sont incroyablement élevés et en constante augmentation. En France, en 2014 moins de la moitié des citoyens (42%) y ont participé, et c'est le même taux d'abstention pour l'Europe entière. (2)

Mais qui donc continue de voter aux élections européennes ?! Les études sur le sujet concordent. Ce sont très majoritairement les milieux les plus aisés, les plus qualifiés, c'est à dire ceux qui sont les plus intéressés au maintien de ce système inégalitaire !

D'après une étude d'Ipsos, 70 % des personnes issues de foyer gagnant moins de 20 000 € par an s'abstiennent, et les trois quart (73%) des moins de 35 ans s'abstiennent ! La base électorale des élus au parlement européens est extrêmement faible : ce sont les élus des plus fortunés !

Et c'est au nom de tous les français qu'ils éliront ceux qui voteront des lois de régression sociale pour les plus précaires. Qu'ils soumettront et affameront des peuples entiers par l'intermédiaire de la dette, du crédit et au nom libre concurrence de tous contre tous.

Le rejet de ces élections est déjà massif. Reste à transformer ce rejet passif en une opposition active et déterminée...

Un appel unitaire à tous les peuples d'Europe

Dès que l'institution européenne est remise en cause, les gouvernements s'empressent d'agiter le spectre d'une guerre généralisée en Europe, comme Macron en France agite la menace d'un chaos généralisé face à notre mouvement.

Mais ce sont eux qui opposent perpétuellement les peuples entre eux, et d'abord en instaurant la concurrence économique de tous contre tous ! L'oligarchie financière et industrielle sévit ici comme là-bas ! Partout en Europe et ailleurs, les peuples font face à des pouvoirs politiques qui propose comme seul horizon celui d'une régression sans fin de leurs droits et conditions de vie.

Nous appelons tous les peuples d'Europe à se saisir de cet appel et à le traduire dans leur propre langue, et à le relayer en vidéo par exemple. C'est en menant une lutte coordonnée contre nos exploiters communs que nous jetteront les bases d'une entente fraternelle entre les peuple d'Europe et d'ailleurs.

Du 23 au 26 mai, faisons des élections européennes un grand moment de mobilisation des peuples du continent, pour la reconquête de leur souveraineté et de leurs droits à vivre dignement. Et enrayons la machine politique européenne infernale ! Nous donnons rendez-vous aux peuples réfractaires du 23 au 26 mai, et en France le dimanche 23 mai à 9h devant les principaux bureaux de vote.

1 : <https://corporateurope.org/sites/default/files/captured-states-exec-summary-fr.pdf>

2 : <https://www.ipsos.com/fr-fr/europeennes-2014-comprendre-le-vote-des-francais>

Consultation nationale citoyenne

Lancée à l'initiative du collectif "Carcassonne en colère" depuis le 10 janvier 2019, cette enquête citoyenne est aujourd'hui en cours de réalisation par des collectifs issus de 30 départements.

Lancée avant le grand débat, son but est de donner la parole aux français sur des sujets de préoccupation majeurs, en préfigurant ce que pourrait être un Référendum d'Initiative Citoyenne.

En effet, dès le 17 novembre, nous avons échangé avec plusieurs dizaines de milliers de citoyens lors de manifestations, barrages filtrants, occupations de ronds-points. Il en est ressorti qu'il était indispensable de donner la parole à toutes celles et ceux qui font société en engageant **une nouvelle action** dans une démarche constructive, réaliste, non idéologique et non violente ce qui constitue notre démarche depuis le début du mouvement.

A cette fin, dans les premiers jours du mois de décembre, nous avons constitué un groupe de réflexion et de travail qui a planché durant plusieurs semaines sur différents sujets de préoccupation des français. Ce travail a été ensuite enrichi par des échanges menés avec plusieurs centaines de citoyens. La synthèse de ces travaux a été regroupée dans un questionnaire comprenant **5 thèmes et 67 propositions** parmi les plus revendiquées. Chaque thème possède une case « autre » afin que toute personne enquêtée puisse évoquer un sujet qui ne figure pas dans le document initial. Trois cases par thème peuvent être cochées y compris une case « autre », de sorte à obtenir 15 propositions maximum par questionnaire afin de faire ressortir les points à traiter en urgence. Les documents sont saisis et archivés au fur et à mesure des retours par chaque collectif et centralisé au niveau départemental. De notre côté nous avons choisi de restituer, à terme, lors de réunions publiques, le résultat du sondage auprès de la population en débattant sur les 15 propositions choisies majoritairement par les citoyens.

Chaque Collectif décide bien évidemment en totale autonomie de ce qu'il souhaite faire des résultats, toutefois, le but ultime pourrait être de confronter nos chiffres et de les faire connaître publiquement en allant à Paris ou pas (les possibilités ne manquent pas !) ainsi que de peser sur le débat national dont le concept porte à rire avec plus de 150 000 revendications comptabilisées sur le site gouvernemental au 02/02/2019. Il va falloir embaucher très vite des centaines de personnes pour les trier et les hiérarchiser !

Nous appelons tous les collectifs qui ont la même vision sociétale allant vers plus d'équité, de transparence, de démocratie directe, à reprendre à leur compte cette démarche citoyenne.

Si la quasi-totalité des départements français s'engageait dans cette voie, il serait alors impossible au gouvernement d'ignorer la voix du peuple.

Nous vous proposons de vous transmettre tous les documents qui permettent de réaliser l'enquête mais comme nous sommes, contrairement à nos prétendues élites, dans l'apport mutuel d'expériences, n'hésitez pas à apporter votre pierre à l'édifice.

Force et courage !

Consultation Nationale

Citoyenne

Bien lire ceci avant de faire remplir les enquêtes :

- *Avant de partir en galerie marchande ou dans toute surface commerciale, assurez-vous en priorité que l'autorisation a été obtenue par un référent*
- *Se présenter impérativement en arrivant au (ou à la) Responsable du magasin ou de la galerie*
- *Attitude : toujours rester souriant(e) et ne faire aucune remarque désobligeante à quiconque. Remercier la Direction du site lorsque vous partez*
- *Concernant la méthodologie pour remplir le questionnaire : rappeler systématiquement que l'on ne peut cocher que 3 cases maximum par thème ou bien 2 cases + 1 « autre »*

Vérifier impérativement avant de quitter la personne interrogée que le document comporte le nom, le prénom, la date, la signature, le tél ou l'e-mail, sinon le questionnaire sera considéré comme nul et :

NE POURRA ETRE PRIS EN COMPTE

1. Comment et où faire les enquêtes ?



- Procéder par binôme. **L'idéal = 1 femme + 1 homme ou 2 femmes. Le pire : deux hommes bourrus de 120 kgs chacun !**
- **Tenue correcte impérative**, les gilets qui n'ont pas été lavés depuis le 17/11 sont à bannir.
- **L'approche = simple et polie** « Bonjour Madame, (Monsieur), pourriez-vous m'accorder quelques minutes SVP pour répondre à un questionnaire ? Nous souhaitons demander aux français ce qu'ils désirent vraiment pour leur avenir. Cette enquête est réalisée à l'initiative de Gilets Jaunes dans une vingtaine de départements et nous espérons l'étendre à tout le territoire pour peser dans le débat national ». **Si vous sentez des réticences, ne vous épuisez pas à convaincre : faites confiance à votre instinct !** Si l'on vous oppose la violence plus ou moins liée aux GJ que l'on a pu constater ici ou là à la TV, à la radio ou dans la presse écrite, **vous pouvez argumenter assez facilement que des casseurs ne vont pas demander aux citoyens de formuler des propositions.**
- **Pour être valide, le questionnaire doit au moins mentionner le nom, le prénom**, idéalement l'e-mail ou le tél, les autres informations sont facultatives. Il faut essayer de ressentir jusqu'où l'on peut aller sans importuner. **N'oubliez pas de dater et de faire signer le document**, la signature permet d'acter le consentement. **Remercier systématiquement les personnes enquêtées lorsque vous les quittez.**
- Expliquez clairement qu'il faut **retenir au maximum 3 choix préétablis par thèmes ou 2 choix + 1 sujet « autre »** si la personne enquêtée souhaite mentionner une préoccupation qui n'est pas indiquée dans le document. **Soyez attentifs au principe des 3 choix par thème sinon le questionnaire ne pourra être comptabilisé.**
- Attitude : **rester souriant(e), ne jamais faire aucune remarque désobligeante à quiconque**, seule l'efficacité doit compter, laissez s'exprimer la frustration ou la colère de vos interlocuteurs sans que cela vous affecte, **ce n'est pas votre faute si les gouvernements successifs et l'Union Européenne nous ont amenés dans la situation d'aujourd'hui.**
- Les lieux : **galeries marchandes des grandes ou moyennes surfaces ou leurs parkings**. Dans tous les cas, **un référent, un représentant (appelons-le comme on voudra !), doit se présenter à la Direction de la galerie marchande ou du supermarché pour obtenir l'autorisation de réaliser une enquête.** Ce membre du Collectif doit impérativement laisser ses coordonnées. **Généralement il faut attendre 24 ou 48h pour avoir l'accord**, la décision ne se prend pas toujours en local. De la même manière, **prévenez toujours votre interlocuteur si vous êtes sollicités par un média pour faire ou tourner un reportage chez lui, une galerie marchande n'est pas un lieu public**, dans cette hypothèse **ne cédez pas à la « pression » et attendez d'avoir des binômes efficaces avant d'être filmés, sans quoi cela risque d'être contreproductif.**
- **Tous les Maires ne sont pas en extase devant le « débat national »**, nous avons des exemples où des permanences ont été accordées aux Gilets Jaunes. **Vous pouvez donc aller voir les Maires de petites communes, en expliquant notre démarche.** Si cela vous intéresse nous avons un flyer pour informer les citoyens de cette initiative. Vous pourrez adapter ce document aux horaires et jours négociés. Les débats que l'on a pu voir avec Mesdames et Messieurs les Maires sont en fait des monologues du Président avec des questions dont il a eu connaissance auparavant et qui sont traités par son Cabinet, la mémoire, le calcul politique et l'aisance verbale font le reste. Toutefois, en écoutant bien les interventions, on remarque que les problématiques des Elus locaux sont énormes et elles constituent l'essentiel des revendications abordées dans ces débats. Elles concernent plutôt la relation Etat/Communes que des propositions citoyennes. Notre enquête n'est donc pas inutile pour savoir ce que souhaite véritablement les français.
- **Les clubs sportifs et les associations sont autant de « niches » pour récolter des questionnaires** d'une manière efficace et sympathique, **les repas familiaux aussi.**
- **Les commerces, les cafés, notamment dans les petits villages sont des lieux propices** pour ce type d'enquêtes car ces citoyens ne sont jamais sollicités.

2. Le comptage



- Il est plus que préférable de procéder aussi par binôme. Conditions souhaitables : **le calme et 2 personnes qui vont au même rythme.**
- **Le premier GJ doit contrôler visuellement la présence impérative du nom, du prénom, de la signature et le fait qu'il n'y ait pas plus de trois cases cochées par thème y compris la case « autre ». 15 cases maximum, aucun minimum.** Si le questionnaire ne répond pas à ces critères, conservez le mais ne le comptabilisez pas.

- Ensuite il n'y a aucune recette miracle, c'est **chacun sa technique** et **très vite les automatismes se créent. Certains binômes fonctionnent en indiquant n° par n°, d'autres par paires (1/12 ... 19/24 ...), d'autres encore par trios (2/7/15... 19/21/27...).** Dans les départements qui ont commencé le comptage, le GJ qui contrôle les questionnaires a toujours un repère visuel (feuille, règle, ...) qu'il fait défiler sur les propositions, le second coche sous la « dictée » par un trait ou une croix (à l'usage on s'aperçoit que la croix est plus fiable). **Lorsque qu'un sujet arrive à 35, on termine de comptabiliser le questionnaire, nous conseillons de mettre une grande croix pour indiquer qu'il est traité, c'est basique mais infallible.**
- Il ne restera plus alors qu'à compter les documents et l'indiquer sur la feuille de comptage. Une vérification par chaque personne du binôme est préférable à un double comptage du même GJ. Si l'on est OK, **indiquer au stabilo le nombre de questionnaires** (pas de marqueurs permanents, on évite ainsi de masquer des pointages, ce qui peut se révéler utile s'il faut revenir dessus), un élastique et puis on saisit de suite ou on archive provisoirement pour faire toutes saisies à la fin, chaque Collectif s'organise à sa façon. Le plus dur est fait ! Lors de la saisie, une deuxième croix sur la grille de comptage ne sera pas inutile ni le fait d'archiver dans l'ordre pour mieux retrouver « ses petits » en cas de pb. Concernant le stockage, choisissez un endroit sûr, au sec, par exemple dans des boîtes à archives (500 questionnaires/boîte) ou bien dans les cartons qui renferment 5 ramettes, on peut y ranger verticalement environ 2200/2300 feuilles.
- Concernant les sujets « autre » des 5 thèmes, nous avons un document très simple sur lequel nous reportons manuellement les propositions si elles sont « lisibles » et « compréhensibles ». Dans la mesure où un sujet est réitéré, nous l'indiquons par des bâtonnets (et oui comme à l'école ! çà fait remonter des souvenirs ...). Il faut les répertorier car on y trouve parfois des mesures très pertinentes, certainement mentionnées par des personnes enquêtées qui maîtrisent parfaitement un sujet très précis. Dans la mesure où nous souhaitons mettre en avant les 15 propositions majoritaires, **nous verrons plus tard comment exploiter ces suggestions et les faire remonter aux Elus concernés (Communes, Départements, Régions) ou à Paris.**

> **Présentation par les Gilets Jaunes secteur d'Erstein & environs (Bas-Rhin, 67) de leur « Consultation citoyenne Macron ».** En parallèle du grand débat, ils ont distribué 11.000 questionnaires sur une vingtaine de communes afin de rassembler les doléances des citoyen.ne.s.

La synthèse est disponible ici :

<https://framadrop.org/r/mfj4gmPlCg#1CCjuTH6K6sJNtSjJqVHj8PiEDLZFb8YsYH38TSe+w8=>

Ouvrir et faire vivre une Maison Du Peuple



Avril 2019 Version 0 - Brochure réalisé à l'arrach' pour la deuxième Assemblée des Assemblée.
D'autres versions enrichies et plus abouties verront peut-être le jour...

Contacts : maisondupeuplesn@riseup.net <http://maisondupeuplesn.fr>

FB : maison du peuple de Saint nazair e et alentours

I - Avoir un lieu

Les ronds points constituaient la brique de base du mouvement : lieu de rencontre, de discussion, de convivialité et de solidarité. Mais avec le démantèlement des ronds points, la répression et pour durer, l'usage de lieux en dur, plus confortables et vastes devient un besoin.

Une Maison du Peuple est un lieu de rencontre, d'organisation, de vie, qui dynamise le mouvement et lui permette de s'organiser démocratiquement.

Si possible avec cuisine, sanitaires, espaces couchage (chambres) lieu de vie, de réunion, de stockage, ...

Pour cela il faut explorer les solutions légales et pérennes (autoconstruction sur terrain privé, accord avec mairie, location, ...)

Mais parfois l'occupation de bâtiments vide est la seule solution Voir partie sur « bataille juridique contre expulsion »

II - Faire vivre ce lieu

Un lieu de vie

La présence permanente de personnes à la MdP contribue à son dynamisme. En journée, elle est ouverte en permanence et il y a toujours des gents de passage. Mais cela constitue aussi quelque chose qui demande du temps, de l'énergie et pas mal d'organisation collective.

Il faut

- prendre en charge collectivement la cuisine, le ménage et rangement.
- Définir des règles de vie.

Des sujets délicats qui demandent un travail de fond et doivent être gérés intelligemment mais qui peuvent demander beaucoup d'énergie et créer des tensions dans le collectif :

- Autour de l'alcool et des drogues.
- Accueil de personnes sans domiciles
- Répartition des tâches sur l'entretien du lieu, lien entre les habitants et les personnes qui passent le jour ;
- Prendre conscience qu'une maison du peuple, bien liée au monde réel est forcément percuté par toutes les problématiques de ce monde (alcoolisme, conflits, précarité, ...). A trop vouloir s'en protéger on se coupe du monde. Il faut apprendre à les gérer, évaluer ce qu'on peut assumer.

Les anciens Assedic à St Nazaire, un cadeau tombé du ciel.

Ce bâtiment, qui a été occupé le jour même où l'idée est arrivée pendant un rassemblement, s'est avéré être un bâtiment exceptionnel !

Des espaces adaptés, eau, élec, chauffage, sanitaires, cuisine, ...

Il était difficile de trouver mieux. Et maintenant qu'on cherche une autre MdP, il faut bien se rendre à l'évidence : on ne trouvera pas aussi bien ...

Cette première MdP a été un miracle qui nous a permis de forger notre groupe. A nous maintenant de construire la deuxième collectivement.

Pas de drogues et d'alcool !

Facile à décréter, plus difficile à tenir... C'est un vrai travail de fond qui a été mis en place.

La toxicomanie (alcool, cannabis, ...) est un phénomène massif dans la population et donc – c'est bien normal et rassurant ! - au sein du mouvement..

Dans les fait, il y a eu beaucoup de bras de fer pour tenter de contenir les consommations des un.e.s et des autres. Mais les gros consommateurs ont put dire qu'ils appréciaient un cadre contraignant pour les aider à mieux gérer leur dépendance !

Des groupes de parole addictions ont même put se mettre en place.

Pas un lieu d'accueil pour SdF

Un lieu occupé avec des habitants qui y vivent ? Forcément l'info circule et ça attire du monde.

A la MdP, vivent des Gilets Jaunes en précarité de logement. Pour autant ça reste un lieu de lutte qui n'a pas vocation à accueillir toutes les personnes sans logement. Cela demanderait trop d'énergie à tenir et risque de fragiliser le lieu : la rue c'est très dur, ça abime et gérer dans un cadre collectif les problèmes psy d'une personnes ça demande des épaules très solides.

Pour autant, la questions de servir de refuge à du monde s'est régulièrement posé. Difficile de refuser de l'aide ou de tracer une frontière entre qui « est dans le mouvement » et qui ne l'est pas.

Des « protocole d'accueil » ont été testé et géré par les habitants (une nuit en urgence et de l'aide pour chercher d'autres solution, ...).

Tout cela n'est pas allé sans crispations mais on a cherché à trouver des compromis intelligents.

Faire vivre des AG régulières, piliers de l'organisation collective

« Tenir des AG » c'est un art qu'on ne finira jamais d'explorer. L'ambiance et la dynamique d'une AG c'est comme la météo. Un phénomène ultracomplexe qui peut varier du tout au tout en un rien de temps à cause de petites perturbations où d'un climat général qu'on ne maîtrise pas.

Mais même si on ne maîtrisera jamais tout (et c'est heureux), une AG ça se prépare, ça se mène, ça s'apprend. C'est une culture qui se développe avec l'expérience, individuellement et collectivement.

Au début il y a eu beaucoup de besoin de parler, de vider son sac. Ensuite les gens étaient plus disponibles pour écouter. Il faut permettre à chacun.e. de faire son chemin. A mesure que les participants deviennent familiers avec la tenue d'AG, s'approprient ses règles de fonctionnement et en comprennent l'intérêt la qualité des AG s'améliore. On peut tester des techniques d'animation plus sophistiquées.

Quelques bases qui aident à :

- Un. **animateur/trice** (ont dit de plus en plus « facilitateur/trice ») qui dirige les débats, recadre, suit l'ordre du jour. Rôle délicat, qui s'apprend.
- Un.e **distributeur de parole** qui applique quelques règles de prise de parole (baton de parole pour ne pas se couper la parole) : « *tout le monde est écouté, mais on s'efforce de ne pas être long, d'être constructif* ».
- **Un.e secrétaire** pour noter de manière **visible de tou.te.s** sur une grande feuille ou un tableau les choses importantes : les décisions de l'AG, les RdV, les choses à faire...
- **Des gestes** pour manifester son accord avec ce qui est dit (agiter les mains), dire qu'on se repète ou qu'on tourne en rond (moulinet des mains), ...

Attention : après une AG qui a bien marché, on ressort avec beaucoup de travail à faire. Il est important que toutes les infos importantes ne se perdent pas et soient bien transmises aux personnes absentes qui en ont besoin, que les CR soient envoyés, le calendrier mis à jour, ... Voir partie organisation.

Récit d'un moment magique

A une AG au début du mouvement on débattait ferme sur l'organisation d'une action le lendemain. Ça s'engueulait. Ça durait. Ça s'enlisait. Puis une GJ à pris la parole pour dire « *Mais c'est pas grave si c'est pas parfait ce qu'on fait demain. Demain soir, on se revoit OK ? On fera le bilan et on fera mieux la prochaine fois* ». Applaudissement nourris. La tension est tout de suite retombée et la suite des échanges sont devenus bien plus constructifs... Comme quoi l'état d'esprit collectif est fondamental. Il suffit parfois de se rappeler quelques petites évidences.

III - Organisation

- **Un calendrier**, visible de tout le monde (au mur et en ligne sur le web), régulièrement mis à jour.
- **Des outils de liaison, pour faire passer les infos** d'une personne à l'autre. Des référents info, cahier de liaison, affichages, page web, groupes sur réseau sociaux, ...
- **Des groupes de travail** avec référents capables de se coordonner avec l'organisation générale (AG, calendrier, ...)
- **De l'affichage** qui permettent à tout le monde de suivre ce qui se passe, de trouver des rendez vous, d'avoir les infos utiles pour s'impliquer.
- **Des personnes qui accueillent** les gents de passage et les aide à trouver leur place, à comprendre le fonctionnement, à s'impliquer.
- **Une organisation générale à inventer en marchant** avec des personnes qui prennent des responsabilités, portent des choses à faire importante pour le bon fonctionnement de l'ensemble et trouvent une façon d'être en lien les un.e.s avec les autres. Avec capacité à délégué des tâches, à permettre à un max de monde de s'investir et de prendre des initiatives. Nous on a beaucoup bricolé, ça fonctionne cahin caha, c'est un peu le bordel, plein de choses ne sont pas formalisée. On doit pouvoir faire encore beaucoup mieux mais on apprend...

IV - Les groupes de travail stratégiques

Si l'AG est un pilier du fonctionnement, elle ne peut tout prendre en charge. Plein de discussions ne peuvent se tenir en AG et doivent être traitées ailleurs. Ainsi de nombreux groupes de travail se montent après les AG en fonction des besoins. Un certains nombre de choses reviennent régulièrement et méritent de stabiliser des groupes de travail, avec des référents, des personnes pour les faire vivre et faire le lien avec les AG et les autres groupes. Voici une petite liste :

- **L'action** : imaginer, concevoir, réaliser des projets d'actions, de blocages, de manif à proposer aux AG. Arriver à anticiper suffisamment pour annoncer, préparer correctement.
- **Communication** : gérer les réseaux sociaux, un site web, des listes mels, produire des contenus, lien avec les médias, automédia, ...
- **Lien avec les autres groupes de GJ**. Pour nouer des lien localement, entretenir des relations de confiance, élaborer des actions en commun, s'apporter soutiens, ... Régionalement et nationalement (AdA).
- **AG du lieu** : avec les habitants et les personnes bien impliquées. fonctionnement du lieu, règle de vie, gestion des tensions, ...
- **Legal Team** : contact avec les avocat, maitrise des procédures et constitution des dossiers juridiques. Contre les risque d'expulsion et répression judiciaire.
- **Medik** : rassembler des personnes avec des compétences médicales.
- **Logistique** : trouver du matériel, récolter, stocker, ... De quoi construire, faire des banderolles, des pancartes, papeterie, meubles, palettes, bâches, thermos, ... la liste est longue.
- **Financier** : récolter l'argent, le gérer.

V - Des objectifs politiques, des valeurs, des pratiques.

Au cours de la vie de la MDP, un certain nombre de slogans sont apparus qui permettent d'exprimer simplement les idées qui nous rassemblent.

Au delà des exigences communes à l'essentiel du mouvement des Gilets Jaunes (« *justice sociale, fiscale et environnementale, défendons nos services publics, macron démission et une vraie démocratie* »), voici quelques idées clefs qui ont contribué à souder la MDP :

- « **On reprend notre vie en main et on construit un nouveau monde** »
- « **Tout le monde est écouté, on décide ensembles** »

Laisser aux nouveaux de la place pour parler. Prendre le temps de prendre des avis hors AG, de discuter des choses, avant de prendre des décisions.

Faire en sorte que les décisions importantes soient élaborées et validées en AG. Les gens doivent se sentir maître de ce qui se passe, ne pas se sentir dépossédés. Même si dans le même temps, tout ne peut pas être fait avec tout le monde et il faut faire confiance à des personnes qui prennent des initiatives. Equilibre à trouver.

- « **Unité dans la diversité** »
 - ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous divise.
 - Nous sommes très différents. Faisons en une richesse pas un handicap. Pour cela, apprendre à s'écouter, à se respecter et à trouver des compromis.
 - Nous pouvons apprendre des tensions, des conflits et en sortir plus forts.
 - La variété des modes d'actions est importante. Ne pas les opposer, permettre leur cohabitation.
- « **Droit à l'erreur, on apprend ensemble** »

Ca permet souvent d'en finir avec des débats sans fin pour « trouver la meilleure façon de faire ». On fait, on tire le bilan, on fera mieux la prochaine fois. Certes on décide ensembles, surtout des choses importantes. Mais on ne peut pas tout gérer tout le monde ensembles. Il faut laisser aux gens le soin de prendre des décisions et des initiatives. « *Parfois, c'est un peu ceux qui font qui décident* » : beaucoup de discussions sont stériles parce que de toute façon on ne sait pas qui va faire au final. Il faut faire confiance aux gens, accepter qu'ils ne fassent pas comme on voudrait.

VI - Bataille Juridique contre expulsion

La procédure d'expulsion

- 1 Constat d'huissier et dépôt plainte au tribunal :
 - 1.1 soit procédure accélérée (occupation depuis moins de 3 jours et pas d'habitants identifiés) (voir à la fin)
 - 1.2 soit procédure normale (occupation depuis plus de 3j et habitants identifiés). On passe au 2.
- 2 Assignation du tribunal d'instance pour les occupant (doit être remis par hussier)
- 3 Jugement au tribunal : expulsion prononcée assortie ou non d'un délais.
- 4 Un hussier vient constater que l'occupation n'a pas cessé, remet un avis d'expulsion avec concours de la force publique. Et intervention forces de l'ordre.

Pour tirer maximum profit des protections juridiques

Deux axes de défense possible : sur le droit au logement d'habitants déclaré, sur la défense politique du lieu (ce qu'il représente, apporte à la vie sociale et citoyenne). D'après notre avocat on peut gagner des choses avec le premier axe, rarement avec le deuxième.

Le juge va arbitrer entre le droit de propriété qui protège le proprio qui est lessé et le droit au logement qui protège des habitants. En général il prononce une expulsion mais assortie d'un délais permettant aux habitants de se retourner. Obtenir le délais le plus grand est l'enjeux de cette bataille juridique (par exemple obtenir jusqu'à la fin de la trêve hivernale ...).

De ce point de vue, l'avocat nous dit que c'est plus facile à obtenir avec des propriétaires privée que si ça appartient à l'état ou une collectivité locale. J'ai pas compris pourquoi .

Mais ça n'empêche pas de mener une campagne politique en parallèle mais son effet sur le jugement est faible. Impact éventuel sur la mise en œuvre de l'expulsion par le préfet.

Concrètement :

- Pas de «voie de faits » provable (traces d'effraction). Prendre photos des lieux en entrant (état des lieux).
- Occuper secrètement le lieux pendant au moins 3 jours et rassembler preuves de cette occupation (bon de livraison de qq chose, courrier envoyé, ...).
- Il est bien que le lieu ai des sanitaire et une cuisine, nécessaire pour constituer un lieu de vie décent (photos). Faire photos des chambres et autres lieux de vie.
- Montrer que c'est un lieu d'habitation : boîte au lettre, courriers, **demande de raccordement EDF, téléphone, ...**
- Jouissance paisible du lieu : pas de plainte des voisins, pas de dégradation.
- Ecarter tout ce qui peut représenter un danger (feux, matériaux combustibles, branchements élec sauvages, ...). Les lieux doivent être au maximum sécurisé.
- Une fois les 3 jours passés, se débrouiller pour faire constater l'occupation. Contacter le propriétaire, dire bonjour aux flics qui passent. L'idéal est que le proprio envoie un hussier. Et informer qu'il y a des

habitants dans le lieu et donner leur identité. Ainsi il ne peut plus en principe y avoir d'expulsion. La procédure doit passer devant un tribunal.

- **Constituer un collectif d'habitants** ayant une situation précaire, notamment du point de vue du logement et pouvant présenter des papiers administratifs attestants de leur situation (RSA, chômage, demande de logement social, ...). Les personnes qui se déclarent comme habitants ne prennent pas de gros risque. Le jugement est une procédure administrative (pas de casier judiciaire). Le pire (et c'est rare) c'est des dommages et intérêt dont le montant est couvrable par une cagnotte collective. Par contre se méfier des personnes qui pourraient perdre le boulot parce que leur patron les verrait dans les journaux : ces procédures sont publiques.
- Commencer à rassembler les papiers administratifs, y compris demande d'aide juridictionnelle (photocopie CNI, avis imposition, situation CAF, Pole Emplois, ...). en pratique c'est souvent laborieux. Si revenu bas (<800€ /mois) > droit à l'aide juridictionnelle. Pratique pour solliciter des avocats.
- Ne pas refuser les courriers et autres avis qui arrivent.
- Trouver rapidement un avocat qui accepte de prendre ce dossier, de préférence quelqu'un qui a déjà traité ce genre de dossier.

Procédure d'expulsion en urgence (rare)

Si occupants « non identifiés » (il faut tout faire pour que ce soit pas le cas) : le juge produit une ordonnance sur requête « secrète » d'expulsion . Un huissier doit passer le déposer sur place juste avant l'expulsion. Et zou ...

Si malgré le fait que des habitants se soient déclarés, le juge fait semblant de ne pas le savoir en recevant la plainte du propriétaire il arrive qu'il tente la procédure d'urgence.

Il faut que l'avocat soit prévenu très rapidement pour contester cette procédure. *Préparer un « bla bla » technique à opposer aux flics et huissiers.*

MAISON DU PEUPLE de Saint Nazaire & alentours, en 3 mois !!

ACTIONS

- Prise du lieu
- AG quotidiennes
- ateliers de travail quotidiens : prépa manif, Legal Team, quartiers populaires, femmes, medics, démocratie...
- blocages raffinerie / port
- barrages filtrants
- tractage / contact population
- pétitions (MDP, RIC,...)
- cabane / rond-point
- soutien HOPITAL
- mobilisation contre le Surf Park
- action Climat
- occupations AUCHAN
- rencontre avec Mme Royal, à la Baule
- participation à l'Assemblée des assemblées à Commercy
- manifestations hebdo
- désobéissance civile (banques)
- soutien à d'autres MDP
- demande entrée Salon Rép à la députée (atelier Grand Débat)
- grève générale 5/02
- réalisation d'un calendrier/photo
- Action de soutien pour l'IVG au Carré Ste Anne

COMMUNICATION

- page Facebook + groupe
- site Internet
- Instagram
- élaboration de tracts
- compte-rendus quotidiens des AG
- accueil médias : BASTAMAG, Lundi Matin, La Gazette de la Presqu'île, France 3, ARTE
- Documentaires en cours

FORMATION

- conférence sur la finance
- conf / débat sur le RIC (passage de la caravane des GJ)
- défense juridique
- Présentation projet SOLA
- désobéissance civile
- cadrage auto-média
- Débat « repenser le travail »

SOLIDARITE

- soutien aux maraudes
- Noël solidaire à la MDP
- collecte et distribution de cadeaux aux plus démunis
- Ciné-solidaire « Les Invisibles », parrainage de 20 sans-abri ou démunis
- soutien logistique aux ronds-points
- cagnotte soutien aux blessés
- cagnotte soutien aux inculpés
- solidarité interne (nourriture et équipements)

CULTURE

- expo photo
- projection films :
Merci Patron !
Un racisme à peine voilé
Rousseau, la mode et la prison
Le franc CFA
Demain
- Conférence gesticulée sur les classes sociales
- pièces de théâtre :
Le Rouge et le Vert
La Grève
- concert à venir Nid'Poule

Inventaire des actions de la MDP à la fin février 2019. Depuis il s'est encore passé beaucoup de choses ... Tout cela aurait été impossible sans l'occupation de ce lieu. Une activité à faire palir d'envie n'importe quel centre social digne de ce nom !